

***MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE LA RURALITE ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
MINISTERE DE L'INTERIEUR***

Guide statistique de la fiscalité directe locale 2015

30ème édition / Décembre 2016

DIRECTION GENERALE DES COLLECTIVITES LOCALES

*Le « **Guide statistique de la fiscalité directe locale 2015** »
a été élaboré au Département des Études et des Statistiques Locales
de la Direction Générale des Collectivités Locales
par **Alain BOUYACOUB***

Décembre 2016

	pages
Sommaire	3
Introduction	4
1. La fiscalité directe locale de l'ensemble des collectivités en 2015	5
1.1 Une accélération quasi-générale des ressources fiscales	5
1.2 La fiscalité directe locales en chiffres	13
2. La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2015	17
2.1 Les groupements à fiscalité propre	17
2.2 Les contributions directes des communes et de leurs groupements	19
2.3 La taxe d'enlèvement des ordures ménagères	22
3. La fiscalité départementale en 2015	26
3.1 La taxe foncière sur les propriétés bâties	24
3.2 Les impôts économiques	25
3.3 La fiscalité directe	25
4. La fiscalité régionale en 2015	26
5. Les contributions de l'État en 2015	29
5.1 Les contributions versées par l'État au titre des taxes « ménages »	30
5.2 Les contributions versées par l'État au titre des impôts économiques	32
Plan des annexes	34
Annexe 1 : Les indicateurs de référence du secteur communal	36
Annexe 2 : Les indicateurs de référence des départements	125
Glossaire	143

GUIDE STATISTIQUE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE 2015

Le présent ouvrage constitue la trentième édition du *guide statistique de la fiscalité directe locale*. Il porte sur l'exercice 2015 marqué par la mise en place de la métropole de Lyon dont les ressources fiscales correspondent à la fois à celles d'un EPCI à fiscalité propre et à celles d'un conseil départemental. Ces ressources sont le résultat de la fusion des compétences, selon la loi MAPTAM 2014, de la communauté urbaine du Grand Lyon et de la partie du conseil départemental du Rhône correspondant au territoire de cette métropole.

Ce guide fournit pour l'ensemble des collectivités locales et pour chaque type d'entre-elles des indicateurs de référence sur la fiscalité directe locale (FD) uniquement :

- taxes « ménages » (TM) : taxe d'habitation (TH) et ses composantes (TH sur les logements vacants et la majoration sur les résidences secondaires), taxe sur le foncier bâti (FB) et non bâti (FnB) ;

- impôts économiques (IE): cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER) et la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;

Ces deux catégories, TM et IE, constituent les contributions directes (CD) au sens des nomenclatures comptables des communes, EPCI, départements et régions.

- taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Cette liste ne comprend pas la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles, à destination du seul secteur communal, non disponibles dans les fichiers fiscaux transmis par la DGFIP.

Enfin, un descriptif détaillé de l'intervention de l'État dans la fiscalité directe locale, notamment pour les compensations accordées au titre des exonérations des TM et IE, figure également dans cet ouvrage.

Les données chiffrées de ce guide sont des données définitives issues des fichiers du Recensement des Éléments d'Impositions (REI) de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Ainsi, la coopération des services de la DGFIP est essentielle pour réunir l'ensemble des données statistiques. Le Département des Études et des Statistiques Locales (DESL) de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) les en remercie cordialement.

1. La fiscalité directe locale de l'ensemble des collectivités en 2015

1.1 Une accélération quasi-générale des ressources fiscales

Les résultats globaux ont déjà été publiés dans le Bulletin d'Informations Statistiques (BIS) de la DGCL n°110 de Juin 2016 ; ce guide à vocation à enrichir l'analyse développée dans ce dernier.

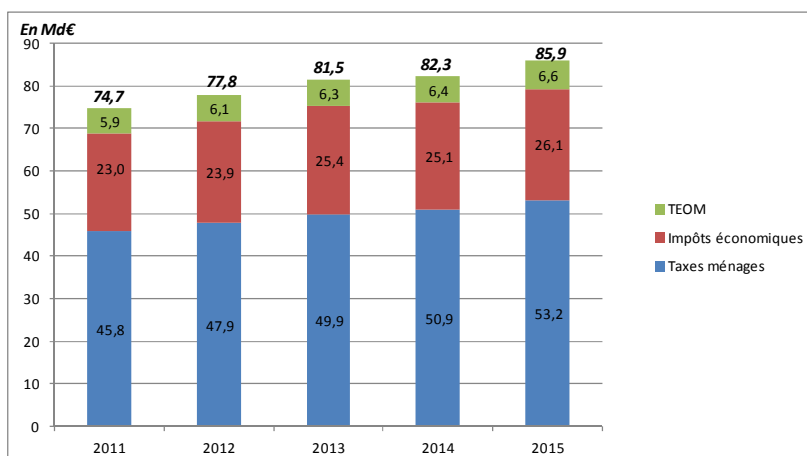
(Pour plus de précisions sur ces résultats se reporter à :

http://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/BIS_110.pdf)

86 Md€ de produits fiscaux et 2 Md€ de compensations d'exonération en 2015

Les collectivités locales ont perçu au titre de la fiscalité directe locale 85,9 Md€ de recettes en 2015. Ce produit global est la somme des trois taxes « ménages », pour 53,2 Md€, des impôts économiques, pour 26,1 Md€, et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour 6,6 Md€.

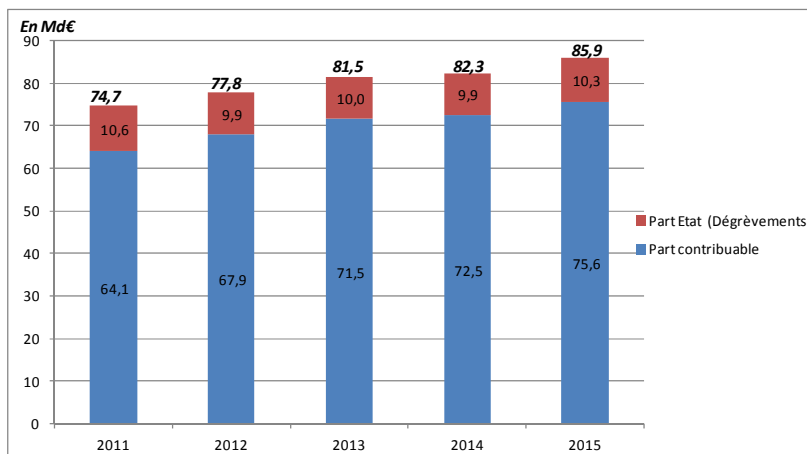
Produit de la fiscalité directe locale



Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Sur les 85,9 Md€ de fiscalité perçue en 2015, l'État prend en charge 10,3 Md€ sous forme de dégrèvements ordonnancés. Ces allègements accordés aux redevables sont répartis entre taxes « ménages » (4,8 Md€) et les impôts économiques (5,5 Md€).

Les dégrèvements accordés par l'État aux redevables

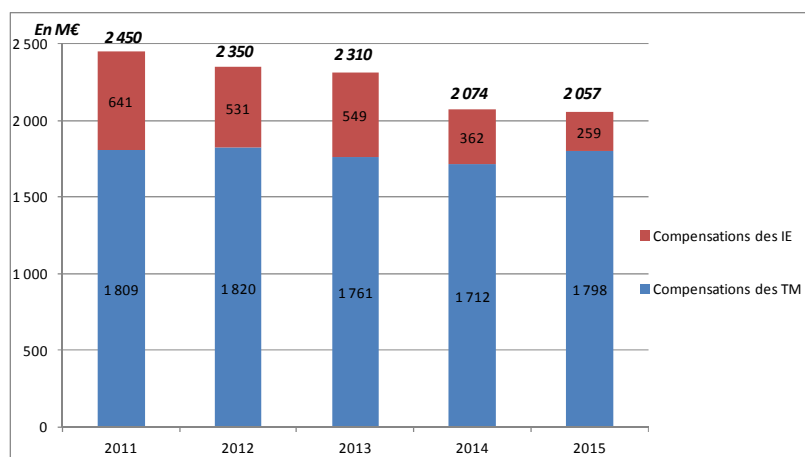


Source : DGFIP ; calculs DGCL.

Au titre des exonérations accordées en 2014 aux contribuables (ménages et entreprises), les collectivités bénéficient également en 2015 de 2,1 Md€ de compensations au titre des taxes « ménages » (1,8 Md€) et des impôts économiques (0,3 Md€).

Pour en savoir plus sur les notions d'exonération et de compensation se reporter aux définitions exposées dans l'annexe 8 du rapport 2014 de l'OFL, pages 159, 160 et 161.

Les compensations des exonérations accordées par l'État aux collectivités locales entre 2011 et 2015



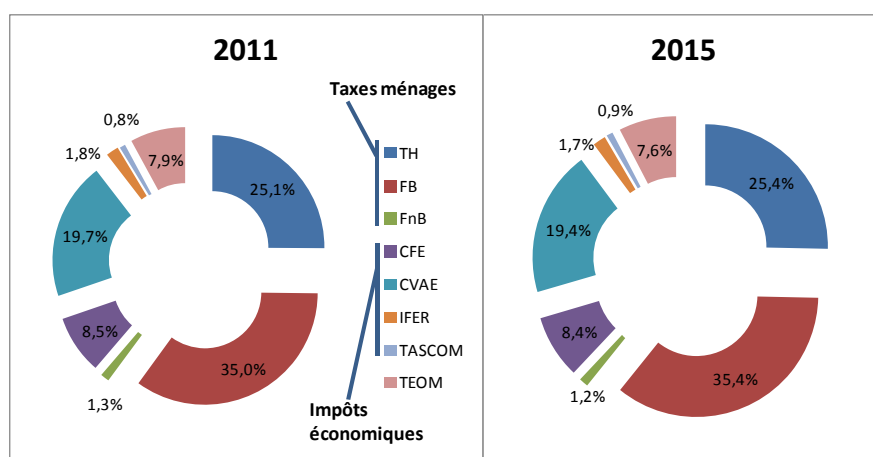
Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Au final, les ressources liées à la fiscalité directe locale, produits et compensations des exonérations, se montent à 87,9 Md€ en 2015, soit une hausse annuelle de 4,1%.

Taxes « ménages » comme socle de la fiscalité directe locale

En 2015, les deux tiers des produits de la fiscalité directe proviennent des taxes « ménages », en quasi-stabilité depuis la réforme de la taxe professionnelle en 2010, l'autre tiers de ces recettes est dû aux impôts économiques et à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

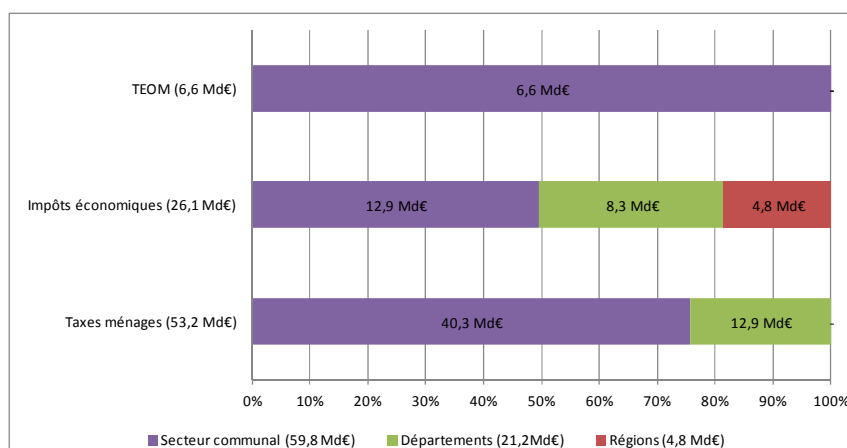
Les composantes de la fiscalité directe locales des collectivités locales



Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les recettes des taxes « ménages » (53,2 Md€) vont pour les trois quarts au secteur communal et pour le quart restant aux départements. Quant aux impôts économiques (26,1 Md€), le secteur communal s'en voit affecter moins de la moitié, les départements un peu plus d'un tiers et les régions un peu moins d'un cinquième. La TEOM, d'un produit de 6,6 Md€ en 2015, est à destination du seul secteur communal.

Répartition de la fiscalité directe locale en 2015*

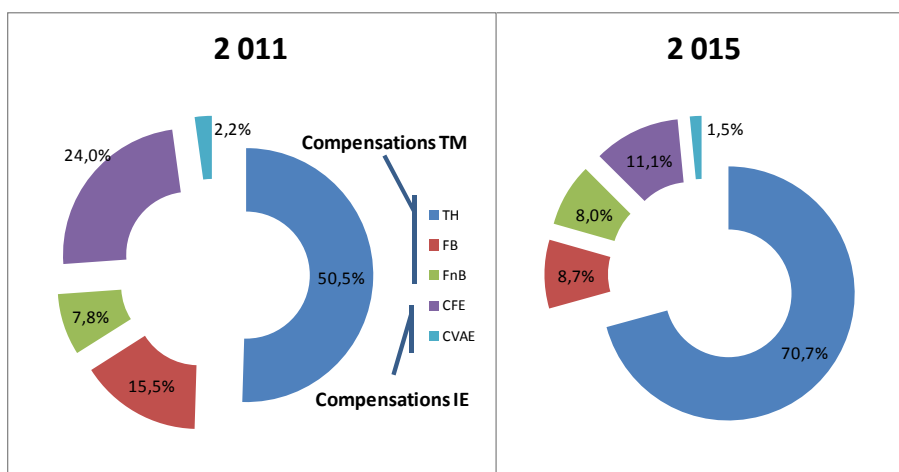


* Les impôts de la Métropole de Lyon (244,2 M€ pour le FB, 383,3 M€ pour la CVAE et 2,8 M€ pour les IFER) sont ventilés entre le secteur communal et le niveau départemental en respectant leurs destinations ou leurs répartitions usuelles entre ces deux niveaux de collectivités (rapport OFL 2012, pages 158 et 159).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

En 2015 les compensations d'exonération (2,1 Md€) proviennent pour près des neuf dixièmes des taxes « ménages » (1,8 Md€), contre moins des trois quarts en 2011, et pour plus d'un dixième des impôts économiques (259 M€). Le niveau élevé des compensations des taxes « ménages » est lié aux celles de la taxe d'habitation qui représentent à elles seules plus de 70 % du montant global de 2015, contre plus de la moitié en 2011.

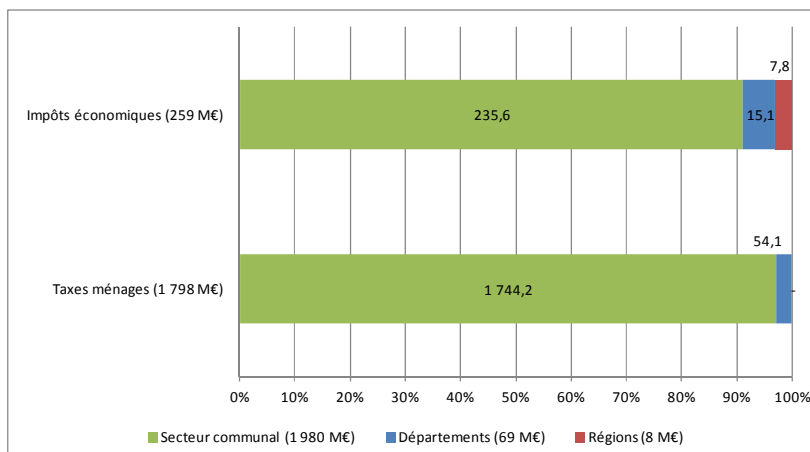
Les composantes des allocations de compensation de la fiscalité directe



Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Sur les 1,8 Md€ de compensations au titre des exonérations des taxes « ménages » perçues en 2015, 97 % vont pour le secteur communal et 3 % seulement pour les départements. Cette concentration dans le secteur communal s'explique par le poids des compensations de la TH (1,5 Md€) à destination uniquement de ce secteur. Quant aux compensations liées aux impôts économiques (259 M€), le secteur communal se voit affecter 91 % des allocations, les départements un peu moins de 6 % et les régions 3% en 2015.

Répartition des compensations de la fiscalité directe locale en 2015*



* Les compensations de la métropole de Lyon (0,8 M€ pour le FB et 0,2 M€ pour la CVAE) sont ventilées entre le secteur communal et le niveau départemental en respectant leurs destinations ou leurs répartitions usuelles entre ces deux niveaux de collectivités (rapport OFL 2012, pages 158 et 159).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Une croissance soutenue par les bases nettes des taxes « ménages »

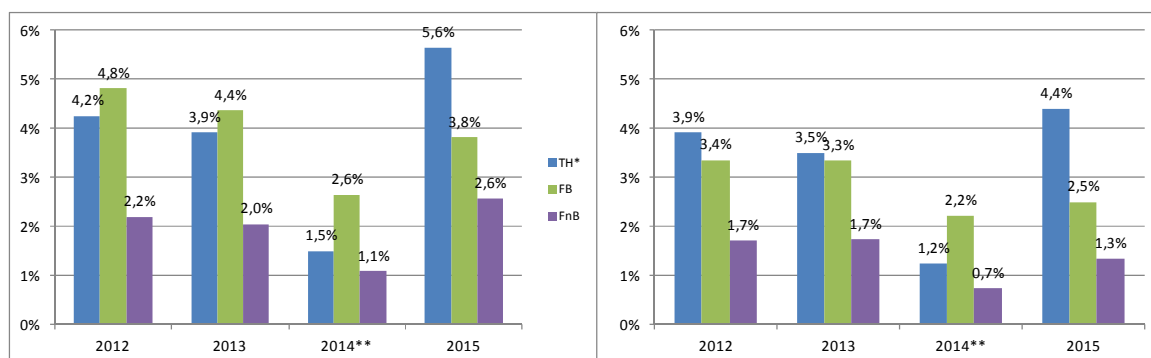
Taxe « ménages » :

Les recettes des trois taxes « ménages » sont en hausse de 4,5 % en 2015. Cette augmentation est essentiellement soutenue par des bases nettes d'imposition en forte progression par rapport à celles de 2014, et principalement celles de la taxe d'habitation (+4,4 %). La fin d'exonération des personnes de condition modeste (appliquée uniquement en 2015) et, dans une moindre mesure, l'instauration de la majoration de 20% de la taxe d'habitation sur les résidence secondaire (40 M€) en 2015 sont les principales raisons de la forte augmentation observée du produit de la taxe d'habitation.

Evolution des taxes « ménages »* entre 2012 et 2015

Produits

bases



* Y compris la taxe d'habitation sur les logements vacants.

** Hors Mayotte.

Remarque : instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte en 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

La forte augmentation des bases nettes d'imposition de la taxe d'habitation (+4,4 %) en 2015 est le reflet du fléchissement des exonérations de bases accordées en 2015 (-18,4 %). En effet, les valeurs locatives des locaux ont progressé de 2,1 % en 2015 (+2,3 Md€), dont +0,9 % est lié à la revalorisation des valeurs locatives cadastrales et +1,2 % à une évolution naturelle des locaux. La baisse des exonérations des bases de -1,8 Md€ en 2015 a porté la croissance des bases nettes à 4,4 % (+3,8 Md€), et cela malgré l'augmentation des abattements de 342 M€ sur la même période. Cette baisse d'exonération a engendré la plus forte croissance des bases nettes de la TH depuis la réforme de la TP en 2010.

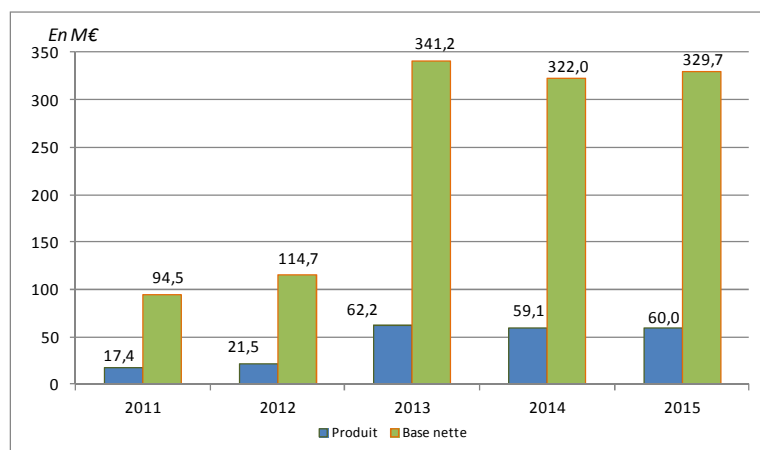
Evolution des bases nettes de la TH entre 2014 et 2015

	2014	variations	2015
Valeur locative	111 726,1	2 328,4	114 054,5 (+2,1%)
- Abattements pour charges de famille		+145,9	
- Abattements facultatifs		+195,8	
- Exonérations		-1792,5	
= Bases nettes	85 846,0	3 779,2	89 625,2 (+4,4%)

* Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Pour la taxe d'habitation sur les logements vacants, dernière composante des taxes « ménages », le produit a évolué de +1,7% en 2015, contre -5,0 % en 2014 et +189,0 % en 2013. Cette volatilité s'explique principalement par les conditions d'institution et de la généralisation de cette taxe. En effet, les communes non concernées par la taxe sur les logements vacants (TLV, à destination de l'Agence Nationale de l'Habitat) et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (sous certaines conditions) ont la possibilité d'instituer cette taxe due par les propriétaires des logements vacants depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition situés sur les communes ou sur le territoire des EPCI qui l'ont votée.

La taxe d'habitation sur les logements vacants entre 2011 et 2015



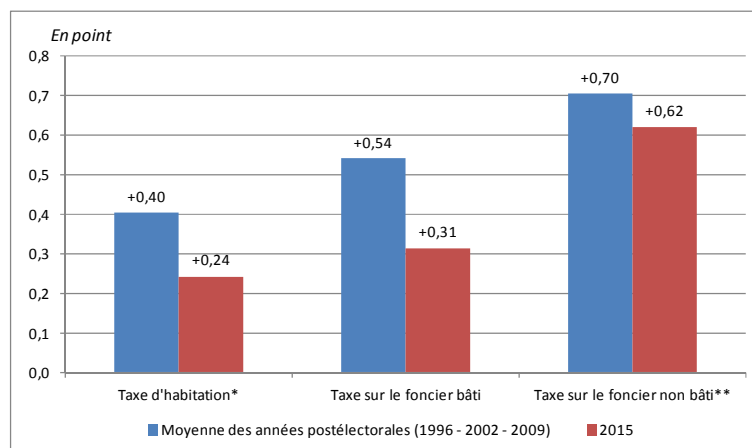
Remarque : instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte en 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Malgré une augmentation des taux d'imposition des TM dans le secteur communal plus rapide que celle enregistrée en 2014, les progressions observées en 2015 restent en dessous des moyennes des précédentes années postélectorales. Les taux moyens de la taxe d'habitation, du foncier bâti et non bâti ont progressé de 0,24, 0,31 et 0,62 point en 2015, contre respectivement +0,40, +0,54 et +0,70 point en moyenne pour les trois précédentes années postélectorales.

Pour les départements, y compris la métropole de Lyon, 13 conseils départementaux ont augmenté leur taux en 2015.

Evolution des taux d'imposition dans le secteur communal en 2015 par rapport aux moyennes des années postélectorales



* Hors majoration des résidences secondaires et la taxe d'habitation sur les logements vacants.

** Hors taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Le produit des trois taxes « ménages », hors la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti, a progressé de 4,5 % entre 2014 et 2015. Cette évolution est imputable à un effet base pour 3,4 % et à celui des taux pour 1,2 % (se référer à l'annexe A1.9 pour la définition de ces deux effets).

Evolutions des taxes « ménages » entre 2014 et 2015 : effet base- effet taux

Collectivités selon la fiscalité de 2015	Evolution					Effet base					Effet taux				
	TH*	THLV	FB	FNB**	TM***	TH*	THLV	FB	FNB**	TM***	TH*	THLV	FB	FNB**	TM***
Communes isolées	4,4	-44,8	3,9	14,5	4,2	3,0	-44,9	1,9	7,4	2,5	1,4	0,0	2,0	6,6	1,6
EPCI à FA et leurs communes	6,1	9,2	4,2	2,3	5,1	4,7	9,4	2,8	1,1	3,7	1,4	- 0,2	1,4	1,2	1,4
EPCI à FPU et leurs communes	5,5	0,7	4,1	2,7	4,8	4,4	0,1	2,4	2,1	3,5	1,0	0,7	1,6	0,6	1,3
Ensemble secteur communal	5,5	1,6	4,1	2,6	4,8	4,4	1,1	2,4	1,8	3,4	1,0	0,6	1,6	0,8	1,3
Département	-	-	3,4	-	3,4	-	-	2,7	-	2,7	-	-	0,7	-	0,7
Ensemble des collectivités	5,5	1,6	3,8	2,6	4,5	4,4	1,1	2,5	1,8	3,3	1,0	0,6	1,3	0,8	1,2

* Hors majoration des résidences secondaires.

** Hors taxe additionnelle.

*** Hors majoration des résidences secondaires et taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

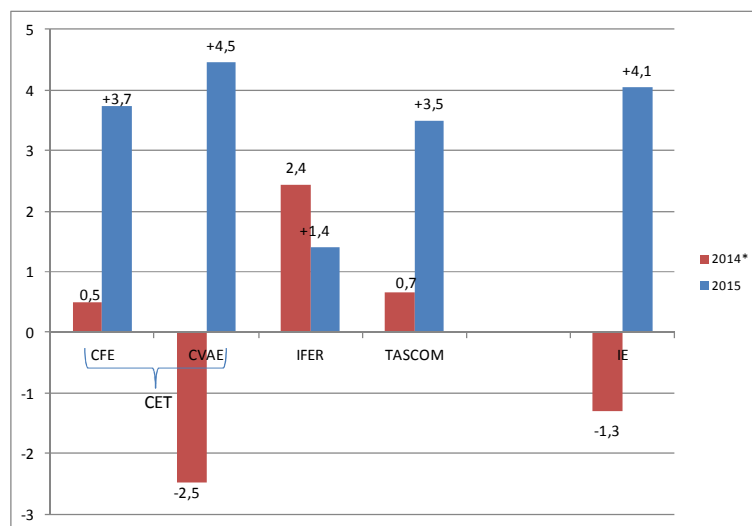
Remarque : hors le foncier bâti de la métropole de Lyon qui correspond à ses compétences départementales en 2015.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Impôts économiques :

Le produit global des impôts économiques a augmenté de 4,1 % en 2015 profitant d'une accélération de la contribution économique territoriale (CET), composée de la cotisation foncière des entreprises (+3,7 % en 2015) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (+4,5 % en 2015), qui représente plus des neuf dixièmes du produit global.

Evolution des impôts économiques en 2014* et 2015



* Hors Mayotte.

Remarque : instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte en 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Entre 2014 et 2015, l'évolution de la cotisation foncière des entreprises, seul impôt économique avec un taux voté, provient principalement d'un effet base de 2,1 % et d'un effet taux de 0,6 % seulement.

Evolution de la cotisation foncière des entreprises entre 2014 et 2015 : effet base- effet taux

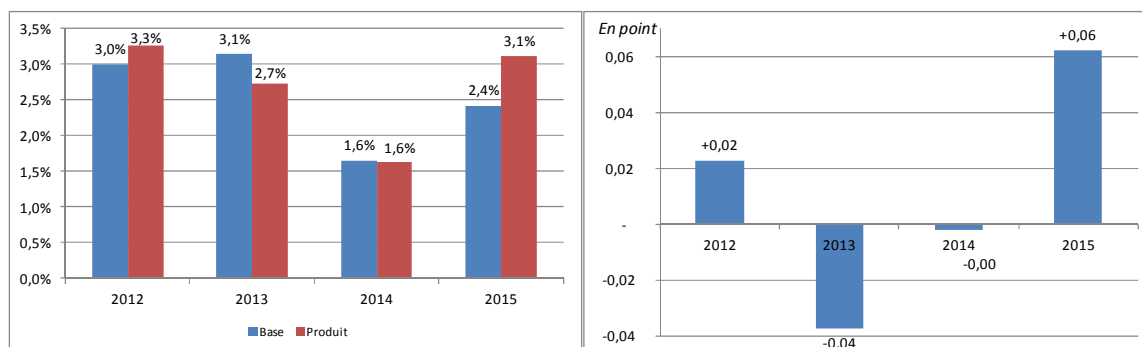
Collectivités selon la fiscalité de 2015	CFE		
	Evolution	Effet base	Effet taux
Communes isolées	3,4	2,0	1,4
EPCI à FA et leurs communes	0,7	-0,4	1,2
EPCI à FPU et leurs communes	3,0	2,5	0,5
Ensemble secteur communal	2,8	2,1	0,6

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères :

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères, dernière recette de la fiscalité directe locale, a enregistré une hausse de 3,1 % en 2015 profitant, à la fois, de l'accélération des bases nettes d'imposition (+2,4 %, contre 1,6 % en 2014) après l'institution de cette taxe dans 50 communes supplémentaires en 2015, et de l'augmentation du taux moyen de +0,06 point en 2015 après deux années consécutives de baisse.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères
Evolution des produits et des bases entre 2012 et 2015 **Evolution du taux moyen entre 2014 et 2015**



Remarque : y compris la part incitative à partir de 2014.
Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

1.2 La fiscalité directe locales en chiffres

Les produits perçus des contributions directes en 2015*

		Produit (en millions d'euros)		Évolution (en%)	Produit par habitant (en euros)	
		2014	2015		2014	2015
Secteur communal	Ensemble	50 885	53 250	+4,6	764	795
	Taxe d'habitation**	20 556	21 718	+5,7	309	324
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	59	60	+1,6	0,9	0,9
	Taxe sur le foncier bâti	16 820	17 507	+4,1	252	261
	Taxe sur le foncier non bâti***	1 014	1 040	+2,6	15	16
	CFE	6 974	7 234	+3,7	105	108
	CVAE	4 218	4 406	+4,5	63	66
	IFER	533	548	+2,8	8,0	8,2
	TASCOM	712	737	+3,5	11	11
Départements	Ensemble	20 472	21 249	+3,8	307	317
	Taxe sur le foncier bâti	12 492	12 922	+3,4	187	193
	CVAE	7 720	8 064	+4,5	116	120
	IFER	260	263	+1,3	3,9	3,9
Régions	Ensemble	4 634	4 814	+3,9	70	72
	CVAE****	3 979	4 157	+4,5	60	62
	IFER	655	657	+0,3	10	10
Ensemble des collectivités	Ensemble	75 991	79 313	+4,4	1 140	1 185
	Taxe d'habitation**	20 556	21 718	+5,7	309	324
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	59	60	+1,6	0,9	0,9
	Taxe sur le foncier bâti	29 312	30 429	+3,8	440	454
	Taxe sur le foncier non bâti***	1 014	1 040	+2,6	15	16
	CFE	6 974	7 234	+3,7	105	108
	CVAE	15 917	16 627	+4,5	239	248
	IFER	1 447	1 467	+1,4	22	22
	TASCOM	712	737	+3,5	11	11

Les produits perçus de la fiscalité directe locale en 2015*

Secteur communal	Ensemble	57 241	59 803	+4,5	859	893
	Contributions directes	50 885	53 250	+4,6	764	795
	TEOM****	6 356	6 553	+3,1	113	116
Ensemble des collectivités	Ensemble	82 347	85 866	+4,3	1 236	1 282
	Contributions directes	75 991	79 313	+4,4	1 140	1 185
	TEOM****	6 356	6 553	+3,1	113	116

* Les impôts de la métropole de Lyon (244,2 M€ pour le FB, 383,3 M€ pour la CVAE et 2,8 M€ pour les IFER) sont ventilés entre le secteur communal et le niveau départemental en respectant leurs destinations ou leurs répartitions usuelles entre ces deux niveaux de collectivités (rapport OFL 2012, pages 158 et 159).

** Y compris la majoration des résidences secondaires (40 M€) instituée en 2015.

*** Y compris la taxe additionnelle.

**** Y compris la part incitative à la TEOM ; le calcul des produits par habitant de la TEOM tient compte uniquement de la population totale communale concernée par cette taxe.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes* d'imposition en 2014 et 2015**

		Bases nettes (en millions d'euros)		Évolution (en %)	Bases nettes par habitant (en euros)	
		2014	2015		2014	2015
Contributions directes						
Secteur communal	Taxe d'habitation	85 846	89 625	+4,4	1 288	1 339
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	322	330	+2,4	4,8	4,9
	Taxe sur le foncier bâti	83 259	85 331	+2,5	1 250	1 274
	Taxe sur le foncier non bâti	1 930	1 955	+1,3	29	29
	CFE	27 069	27 877	+3,0	406	416
Départements	Taxe sur le foncier bâti	82 107	84 226	+2,6	1 232	1 258
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères						
Secteur communal	TEOM***	68 876	70 544	+2,4	1 226	1 243

* Les bases nettes de la taxe d'habitation, des taxes foncières sont les bases nettes communales. Pour la CFE, elle est la somme des bases nettes communales, des bases intercommunales en ZAE et en ZDE pour les communes et groupements à FA et des bases intercommunales pour les groupements à FPU.

** Y compris la base intercommunale de la métropole de Lyon pour les départements.

*** Le calcul des bases par habitant de la TEOM tient compte uniquement de la population totale communale concernée par cette taxe.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Le détail des bases nettes d'imposition est fourni dans les deux encadrés ci-après.

Les taux moyens en 2014 et 2015*

		Taux moyens (en %)		Évolution (en points)
		2014	2015	
Contributions directes				
Secteur communal	Taxe d'habitation	23,95	24,19	+0,24
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	18,34	18,21	-0,13
	Taxe sur le foncier bâti	20,20	20,52	+0,31
	Taxe sur le foncier non bâti**	48,53	49,15	+0,62
	CFE	25,76	25,95	+0,19
Départements	Taxe sur le foncier bâti	15,21	15,34	+0,13
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères				
Secteur communal	TEOM***	9,23	9,29	+0,19

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon pour le produit du secteur communal et y compris pour celui des départements.

** Hors la taxe additionnelle.

*** Y compris la part incitative.

Remarque : Pour le secteur communal, les taux moyens des contributions votées sont calculés en divisant la somme de leurs produits théoriques (bases*taux) par la somme de leurs bases communales, à l'exception de la CFE, où il faut additionner les bases intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE aux bases communales.

Pour les départements, le taux moyen est le rapport entre la somme des produits théoriques et la somme des bases départementales.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Encadré 1

Les bases nettes d'imposition et leurs évolutions entre 2014 et 2015

Type de taxe et de base	Montants en millions d'euros		Evolution en %
	2014	2015	
Taxe d'habitation			
bases communales	85 846	89 625	+4,4
bases syndicales	11 806	12 087	+2,4
bases intercommunales	78 047	81 475	+4,4
Taxe d'habitation sur les logements vacants			
bases communales	322	330	+2,4
bases syndicales	20	15	-28,7
bases intercommunales	14	14	-0,5
Taxe foncière sur les propriétés bâties			
bases communales	83 259	85 331	+2,5
bases syndicales	10 771	10 850	+0,7
bases intercommunales*	38 488	41 928	+8,9
bases départementales*	82 107	84 226	+2,6
Taxe foncière sur les propriétés non bâties			
bases communales	1 930	1 955	+1,3
bases syndicales	137	147	+6,8
bases intercommunales	1 876	1 907	+1,6
Cotisation foncière des entreprises			
bases communales	6 027	6 025	-0,0
bases syndicales	577	535	-7,4
bases intercommunales	24 319	25 021	+2,9
dont : - en FA hors Zone	3 278	3 170	-3,3
en ZAE	120	118	-1,0
en ZDE	4	5	+14,5
- en FPU	20 918	21 729	+3,9
bases de CFE du secteur communal**	27 069	27 877	+3,0
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères			
bases TEOM	68 876	70 544	+2,4

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon pour les bases intercommunales et y compris pour les bases départementales.

** Bases de CFE du secteur communal = bases communales + bases intercommunales de FA en ZAE et ZDE + bases intercommunales de FPU.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes diffèrent selon les types de collectivités parce que les exonérations votées par les collectivités peuvent être différentes, et parce que leur champ d'application n'est pas toujours le même. Par exemple : les bases communales englobent toutes les communes, alors que celles des intercommunalités ne comprennent que les bases des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre. De même, sur les territoires imposés à la fiscalité professionnelle unique (FPU) et dans les zones d'activités économiques (ZAE) ou de développement éolien (ZDE), les redevables de la CFE (et des autres impôts économiques) ne sont plus imposés au profit de la commune sur laquelle ils sont implantés, mais au profit du groupement intercommunal à fiscalité propre auquel elle appartient.

L'évolution négative de certaines bases, entre 2014 et 2015, s'explique essentiellement par des changements de structure, notamment le changement de fiscalité de certaines intercommunalités ou leur création. Une partie de la progression des bases d'imposition est forfaitaire et provient de la revalorisation annuelle appliquée aux valeurs locatives, décidée en loi de finances. Cette revalorisation est de +0,9 % en 2014 et 2015 pour l'ensemble des propriétés bâties et non bâties, après +1,8 % en 2012 et 2013.

Encadré 2

Les composantes de la base nette d'imposition des propriétés bâties entre 2014 et 2015

Type de taxe et de base	Montants en millions d'euros		Evolution en %
	2014	2015	
Taxe foncière sur les propriétés bâties bases communales	83 259	85 331	+2,5
<i>dont locaux d'habitation ordinaire</i>	52 014	53 383	+2,6
<i>dont locaux d'habitation à caractère sociale</i>	4 209	4 277	+1,6
<i>dont locaux d'habitation loi 1948</i>	31	27	-12,9
<i>dont locaux passibles de la TH</i>	460	466	+1,3
Total	56 715	58 152	+2,5
<i>dont locaux à usage professionnel et commercial</i>	18 588	18 982	+2,1
<i>dont locaux établissements industriels et assimilés</i>	7 956	8 197	+3,0
Total	26 544	27 178	+2,4

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

En 2015, la croissance des bases est similaire pour les locaux d'habitation ou passibles de la TH (+2,5 %, contre 2,4 % en 2014) et pour les locaux à usages professionnel et commercial, et les établissements industriels et assimilés (+2,4 %, après + 1,8 % en 2014). Les parts respectives de ces deux composantes de la base communale sont donc restées stables : plus des deux tiers pour la première catégorie, contre moins d'un tiers pour la seconde. Au sein de ces deux catégories, les évolutions sont plus hétérogènes.

2. La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2015

2.1 Les groupements à fiscalité propre :

Les groupements à fiscalité propre se classent à la fois par nature juridique et régime fiscal :

Nature juridique :

Pour en savoir plus, se reporter au guide de la fiscalité directe locale 2011-2012.

Régimes fiscaux :

Le régime de fiscalité additionnelle sur les quatre taxes :

Les communes continuent à voter des taux sur les taxes « ménages » et votent un taux de CFE. Le groupement vote aussi des taux « additionnels » et perçoit des produits « additionnels » des taxes « ménages » et de CFE en appliquant des taux uniformes sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Le régime de fiscalité additionnelle avec une fiscalité professionnelle de zone d'activités économiques (FPZ) :

Sur une zone d'activités économiques gérée et développée par le groupement, celui-ci vote un taux uniforme de CFE spécifique à cette zone. L'ensemble de la fiscalité professionnelle de cette zone est perçu par le groupement. En règle générale, ce régime fiscal constitue avant tout un pôle de développement intercommunal pour l'avenir.

Le régime de fiscalité additionnelle avec une fiscalité professionnelle de zone de développement éolien (FPE) :

Les communautés de communes soumises au régime de fiscalité additionnelle (avec ou sans zone d'activités économiques) ont la possibilité de se substituer à leurs communes membres pour percevoir les impôts économiques (CFE et IFER), acquittés par les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes) implantées sur leurs territoires respectifs. Toutes les éoliennes situées sur le périmètre de l'EPCI sont alors soumises à un taux unique de CFE au profit du groupement. Ce taux se substitue à la fois au taux communal et au taux additionnel du groupement de communes perçus antérieurement.

Le régime à fiscalité professionnelle unique (FPU) :

Les communes votent des taux et perçoivent des produits sur les trois taxes « ménages ». En revanche, elles ne perçoivent aucun produit économique (CFE, CVAE, IFER, TASCOM) ni la taxe additionnelle au foncier non bâti.

Le groupement perçoit d'office tous les impôts économiques, une part de la taxe d'habitation et une part de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (qui correspondent à la part des impôts « ménages » qui ne sont plus perçus par les départements ou les régions du fait de la réforme). Il vote seul un taux unique de CFE sur l'ensemble des communes de l'intercommunalité et peut voter des taux additionnels sur les trois taxes « ménages » : TH, TFNB hors taxe additionnelle et TFB. Si un EPCI souhaite renoncer à l'une de ces recettes, son conseil doit opter pour un taux nul. Les métropoles (y compris la métropole de Lyon), les communautés d'agglomération et les syndicats d'agglomération nouvelle relèvent tous de ce régime fiscal.

La démarche de rationalisation de la carte intercommunale, engagée par la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 et poursuivie par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), s'est matérialisée par des opérations de créations, fusions et extensions aboutissant ainsi à la diminution du nombre de groupements de moins de 20 000 habitants de 13 GFP, et à l'augmentation du nombre de ceux de plus de 20 000 habitants de 2 groupements (y compris la métropole de Lyon).

Cette évolution s'accompagne également d'une nouvelle répartition entre les régimes fiscaux des EPCI à fiscalité propre : la fiscalité additionnelle (FA) et la fiscalité professionnelle unique (FPU). Alors que la première catégorie continue de baisser en 2015 (-36 GFP), la deuxième catégorie a vu le nombre de ses adhérents croître de 25 groupements.

Nombre de groupements à fiscalité propre en 2015

en nombre de GFP

Régime fiscal et nature juridique	Moins de 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	Ensemble
Ensemble des groupements à FA	200	315	220	74	11	1	821
Communautés de communes	200	315	220	74	10	0	819
dont CC sans zone	161	171	98	37	6	0	473
CC avec ZAE	37	125	115	34	4	0	315
CC avec ZDE	2	8	1	1	0	0	12
CC avec ZAE et ZDE	0	11	6	2	0	0	19
Communautés urbaines*	0	0	0	0	1	1	2
Ensemble des groupements à FPU	82	295	381	298	134	123	1 313
Communautés d'agglomération	0	0	0	17	107	102	226
Communautés de communes	82	295	380	280	25	3	1 065
Communautés urbaines	0	0	0	0	2	5	7
Métropole**	0	0	0	0	0	12	12
Syndicats d'agglomération nouvelle	0	0	1	1	0	1	3
Ensemble	282	610	601	372	145	124	2 134

Population des groupements à fiscalité propre en 2015

en milliers d'hab.

Régime fiscal et nature juridique	Moins de 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	Ensemble
Ensemble des groupements à FA	600	2 283	3 088	1 971	725	204	8 872
Communautés de communes	600	2 283	3 088	1 971	641	0	8 584
dont CC sans zone	453	1 205	1 365	985	377	0	4 385
CC avec ZAE	140	941	1 629	914	264	0	3 888
CC avec ZDE	6,7	55	11	22	0	0	95
CC avec ZAE et ZDE	0	82	83	51	0	0	216
Communautés urbaines*	0	0	0	0	84	204	288
Ensemble des groupements à FPU	301	2 211	5 489	9 113	9 532	27 399	54 045
Communautés d'agglomération	0	0	0	640	7 801	17 449	25 890
Communautés de communes	301	2 211	5 470	8 443	1 578	319	18 322
Communautés urbaines	0	0	0	0	153	1 881	2 035
Métropole**	0	0	0	0	0	7 650	7 650
Syndicats d'agglomération nouvelle	0	0	19	30	0	100	149
Ensemble	901	4 494	8 577	11 085	10 257	27 604	62 917

* Les communautés urbaines à FA ont toutes des zones d'activités économiques.

** Y compris la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

2.2 Les contributions directes des communes et de leurs groupements

Les produits perçus en 2014 et 2015* par le secteur communal

		Produit en millions d'euros		Evolution en%	Produit en euros/hab.	
		2014	2015*		2014	2015*
Secteur communal	Ensemble	50 885	53 250	+4,6	764	795
Communes isolées						
	Ensemble	3 577	3 837	+7,3	885	951
	Taxe d'habitation	1 331	1 416	+6,4	329	351
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,0	0,0	+1,0	0,0	0,0
	Taxe sur le foncier bâti	1 068	1 118	+4,8	264	277
	Taxe sur le foncier non bâti**	6,4	7,3	+13,0	1,6	1,8
	CFE	538	564	+4,8	133	140
	CVAE	592	685	+15,7	147	170
	IFER	13	13	+3,2	3,1	3,2
	TASCOM	29	33	+13,3	7,2	8,1
Communes et groupements à fiscalité additionnelle		6 035	5 883	-2,5	638	663
	Ensemble	4 686	4 508	-3,8	495	508
	Taxe d'habitation	1 892	1 826	-3,5	200	206
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	6,5	6,8	+4,4	0,7	0,8
	Taxe sur le foncier bâti	1 435	1 376	-4,1	152	155
- Communes	Taxe sur le foncier non bâti**	217	210	-3,3	23	24
	CFE	637	617	-3,1	67	70
	CVAE	307	284	-7,5	32	32
	IFER	116	116	+0,1	12	13
	TASCOM	76	71	-5,6	8,0	8,0
	Ensemble	1 348	1 375	+2,0	142	155
	Taxe d'habitation	542	559	+3,0	57	63
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,02	0,01	-43,7	0,0	0,0
	Taxe sur le foncier bâti	428	433	+1,2	45	49
	Taxe sur le foncier non bâti	73	74	+0,6	7,7	8,3
- Groupements	CFE	198,8	204,0	+2,6	21	23
	dont hors zone	171,6	176,8	+3,0	18	20
	en ZAE	26,3	26,2	-0,4	2,8	3,0
	en ZDE	0,8	1,0	+12,6	0,1	0,1
	CVAE	87	85,3	-2,3	9,2	9,6
	IFER	15	17,4	+13,5	1,6	2,0
	TASCOM	3,1	3,0	-5,9	0,3	0,3
Communes et groupements à fiscalité professionnelle unique		41 037	43 301	+5,5	772	801
	Ensemble	24 460	25 846	+5,7	460	478
	Taxe d'habitation	10 641	11 413	+7,3	200	211
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	51	52	+1,8	1,0	1,0
- Communes	Taxe sur le foncier bâti	13 182	13 768	+4,5	248	255
	Taxe sur le foncier non bâti	587	613	+4,4	11	11
	Ensemble	16 576	17 455	+5,3	312	323
	Taxe d'habitation	6 046	6 402	+5,9	114	118
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	1,3	1,3	+0,2	0,0	0,0
	Taxe sur le foncier bâti	597	705	+18,1	11	13
- Groupements	Taxe sur le foncier non bâti**	125	131	+5,0	2,3	2,4
	CFE	5 582	5 833	+4,5	105	108
	CVAE	3 232	3 352	+3,7	61	62
	IFER	389	401	+3,2	7,3	7,4
	TASCOM	604	630	+4,2	11	12
Syndicats à contributions fiscalisées						
	Ensemble	238	230	-3,4	28	28
	Taxe d'habitation	104	103	-1,1	12	12
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,4	0,1	-63,2	0,0	0,0
	Taxe sur le foncier bâti	111	106	-4,4	13	13
	Taxe sur le foncier non bâti	5,2	5,2	-0,3	0,6	0,6
	CFE	17	16	-10,8	2,1	1,9

* Les impôts de la métropole de Lyon (244,2 M€ pour le FB, 383,3 M€ pour la CVAE et 2,8 M€ pour les IFER) sont ventilés entre le secteur communal et le niveau départemental en respectant leurs destinations ou leurs répartitions usuelles entre ces deux niveaux de collectivités (rapport OFL 2012, pages 158 et 159) ; y compris la majoration de la taxe d'habitation sur des résidences secondaires (40 M€) à destination des communes.

** Y compris la taxe additionnelle.

Remarque : les produits de l'année 2014 (respectivement 2015) sont calculés en fonction de la nature fiscale des EPCI en 2014 (respectivement 2015).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes du secteur communal en 2014 et 2015*

		Bases nettes (en millions d'euros)		Evolution en%	Bases nettes (en euros/hab.)	
		2014	2015*		2014	2015*
Communes isolées						
	Taxe d'habitation	8 174	8 462	+3,5	2 023	2 097
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,0	0,0	+0,9	0,0	0,0
	Taxe sur le foncier bâti	10 281	10 546	+2,6	2 545	2 613
	Taxe sur le foncier non bâti**	42	37	-11,7	10,3	9,1
	CFE	2 739	2 843	+3,8	678	704
Communes et groupements à fiscalité additionnelle						
- Communes	Taxe d'habitation	11 198	10 797	-3,6	1 183	1 217
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	36	37	+3,9	3,8	4,2
	Taxe sur le foncier bâti	9 856	9 370	-4,9	1 041	1 056
	Taxe sur le foncier non bâti**	620	602	-2,9	65	68
	CFE	3 288	3 182	-3,2	347	359
- Groupements	Taxe d'habitation	11 246	10 848	-3,5	1 188	1 223
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,2	0,1	-43,7	0,0	0,0
	Taxe sur le foncier bâti	9 564	9 350	-2,2	1 010	1 054
	Taxe sur le foncier non bâti	618	601	-2,7	65	68
	CFE	3 401	3 293	-3,2	359	371
	dont hors zone	3 278	3 170	-3,3	346	357
	en ZAE	120	118	-1,0	13	13
	en ZDE	4,1	4,6	+14,5	0,4	0,5
Communes et groupements à fiscalité professionnelle unique						
- Communes	Taxe d'habitation	66 474	70 366	+5,9	1 251	1 302
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	286	293	+2,2	5,4	5,4
	Taxe sur le foncier bâti	63 122	65 415	+3,6	1 188	1 210
	Taxe sur le foncier non bâti	1 268	1 317	+3,8	24	24
- Groupements	Taxe d'habitation	66 801	70 627	+5,7	1 257	1 307
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	14	14	+0,1	0,3	0,3
	Taxe sur le foncier bâti	28 924	32 578	+12,6	544	603
	Taxe sur le foncier non bâti**	1 259	1 306	+3,7	24	24
	CFE	20 918	21 729	+3,9	394	402
Syndicats à contributions fiscalisées						
	Taxe d'habitation	11 806	12 087	+2,4	1 409	1 362
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	20	15	-28,7	2,4	1,6
	Taxe sur le foncier bâti	10 771	10 850	+0,7	1 286	1 223
	Taxe sur le foncier non bâti	137	147	+6,8	16	17
	CFE	577	535	-7,4	69	60

* Hors les bases intercommunales de la métropole de Lyon.

** Hors la taxe additionnelle (elle ne donne pas lieu à un vote de taux).

Remarque : les bases de l'année 2014 (respectivement 2015) sont calculées en fonction de la nature fiscale des EPCI en 2014 (respectivement 2015).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens en 2014 et 2015* dans le secteur communal

		Taux moyens en %		Évolution en points
		2014	2015*	
Communes isolées				
	Taxe d'habitation**	16,28	16,48	+0,20
	Taxe d'habitation sur les logements	12,57	12,57	+0,00
	Taxe sur le foncier bâti	10,38	10,60	+0,22
	Taxe sur le foncier non bâti***	12,72	16,52	+3,80
	CFE	19,66	19,85	+0,19
Communes et groupements à fiscalité additionnelle				
	Taxe d'habitation**	16,90	16,91	+0,01
	Taxe d'habitation sur les logements	18,26	18,34	+0,08
- Communes	Taxe sur le foncier bâti	14,56	14,69	+0,13
	Taxe sur le foncier non bâti***	32,93	32,83	-0,10
	CFE	19,37	19,39	+0,02
	Taxe d'habitation	4,82	5,15	+0,33
	Taxe d'habitation sur les logements	7,75	7,75	-0,00
	Taxe sur le foncier bâti	4,48	4,64	+0,16
- Groupements	Taxe sur le foncier non bâti	11,90	12,30	+0,40
	CFE	5,84	6,20	+0,35
	dont hors zone	5,24	5,58	+0,34
	en ZAE	22,02	22,16	+0,14
	en ZDE	20,87	20,53	-0,34
Communes et groupements à fiscalité professionnelle unique				
	Taxe d'habitation**	16,01	16,19	+0,19
- Communes	Taxe d'habitation sur les logements	17,77	17,71	-0,06
	Taxe sur le foncier bâti	20,88	21,05	+0,16
	Taxe sur le foncier non bâti	46,28	46,52	+0,25
	Taxe d'habitation	9,05	9,06	+0,01
	Taxe d'habitation sur les logements	9,32	9,33	+0,01
- Groupements	Taxe sur le foncier bâti	2,06	2,16	+0,10
	Taxe sur le foncier non bâti***	4,88	5,03	+0,14
	CFE	26,69	26,85	+0,16
Syndicats à contributions fiscalisées				
	Taxe d'habitation	0,88	0,85	-0,03
	Taxe d'habitation sur les logements	1,89	0,98	-0,92
	Taxe sur le foncier bâti	1,03	0,97	-0,05
	Taxe sur le foncier non bâti	3,82	3,57	-0,25
	CFE	3,03	2,92	-0,11

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

** Hors la majoration sur les résidences secondaires.

*** Hors la taxe additionnelle (elle ne donne pas lieu à un vote de taux).

Remarque : les taux de l'année 2014 (respectivement 2015) sont calculés en fonction de la nature fiscale des EPCI en 2014 (respectivement 2015).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

En raison du fort développement de l'intercommunalité à fiscalité propre, il est indispensable de prendre en compte l'ensemble de la fiscalité du secteur communal dans les indicateurs par strate et par région. La multiplicité des croisements, entre la nature juridique des groupements à fiscalité propre auxquels les communes adhèrent et leur régime fiscal, a conduit à décliner des indicateurs sur la fiscalité du secteur communal en fonction de la taille de la commune et du type de groupement auquel elle appartient en 2015.

Ces indicateurs pour l'exercices 2015 sont présentés en annexe 1 de ce rapport.

2.3 La taxe d'enlèvement des ordures ménagères

La législation offre aux communes et à leurs groupements le choix entre trois modes de financement du service d'élimination des déchets ménagers : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) ou le budget général.

La TEOM est un impôt direct facultatif additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties situées dans une zone où les déchets ménagers sont collectés. Cette taxe est établie au nom des propriétaires ou usufruitiers. Elle est ainsi dépourvue de tout lien avec la qualité d'occupant du local mais peut être répercutée par les propriétaires sur leurs locataires.

Avec 56,7 millions d'habitants assujettis au régime de la TEOM en 2015, le produit de cette taxe atteint 6,6 Md€, dont 8 M€ sous forme de part incitative à la TEOM. Cette taxe concerne ainsi 24 518 communes, soit 66,9 % des communes en 2015, en augmentation de 50 communes par rapport à 2014. Ce produit est essentiellement à destination des groupements à fiscalité propre (83,9 %), contre respectivement 14,7 % et 1,5 % à destination des communes et des syndicats pour le même exercice.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères entre 2011 et 2015

Destinataire	2011	2012	2013	2014*	2015*
Ensemble des collectivités					
Base (M€)	63 779	65 694	67 760	68 876	70 544
Taux moyen (%)	9,24	9,27	9,23	9,23	9,29
Produit (M€)	5 896	6 088	6 254	6 356	6 553
Communes					
Base (M€)	15 422	15 040	14 714	14 053	14 293
Taux moyen (%)	6,91	6,84	6,78	6,68	6,72
Produit (M€)	1 065	1 029	997	939	961
Syndicats					
Base (M€)	2 256	2 164	1 702	1 159	1 101
Taux moyen (%)	9,41	9,24	8,78	8,86	8,73
Produit (M€)	212	200	149	103	96
Groupements à fiscalité propre					
Base (M€)	46 101	48 491	51 344	53 665	55 150
Taux moyen (%)	10,02	10,02	9,95	9,90	9,97
Produit (M€)	4 618	4 859	5 107	5 314	5 497

* Y compris la part incitative à la TEOM.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Le dynamisme du produit de la TEOM (+3,1%) en 2015 s'explique surtout par la croissance rapide des bases nettes d'impositions (+2,4 %), et notamment celles des groupements à fiscalités propres (+2,6). Quant aux taux moyens, la hausse enregistrée sur la même période est de 0,06 point seulement après deux années successives de baisse.

Les tableaux détaillés pour l'exercice 2015 figurent dans l'annexe 1.

3. La fiscalité départementale en 2015

3.1 La taxe foncière sur les propriétés bâties

Parmi les taxes « ménages », les départements ne perçoivent plus que la taxe foncière sur les propriétés bâties. La part qui leur est attribuée correspond à leur ancienne part à laquelle s'ajoutent l'ancienne part régionale de cette taxe, et le montant équivalent à la réduction des frais d'assiette perçus auparavant par l'État sur cette taxe.

Depuis l'année de la mise en place de la réforme de TP, le taux moyen voté de la taxe foncière sur les propriétés bâties, seule taxe sur laquelle les conseils départementaux ont conservé un pouvoir de taux, a augmenté seulement de 0,7 point entre 2011 et 2015. Cette progression atone n'a pas pour autant enrayer la hausse des recettes fiscales sur la même période (+2 Md€) profitant de plus de 9 Md€ d'élargissement des bases nettes imposables.

Le foncier bâti des départements entre 2011 et 2015*

	en millions d'euros				
	2011	2012	2013	2014	2015*
Taxe sur le foncier bâti	10 953,4	11 580,8	12 193,6	12 492,4	12 922,0
- base nette	74 902,8	77 625,4	80 217,9	82 107,2	84 226,0
- taux moyen	14,62%	14,92%	15,20%	15,21%	15,34%

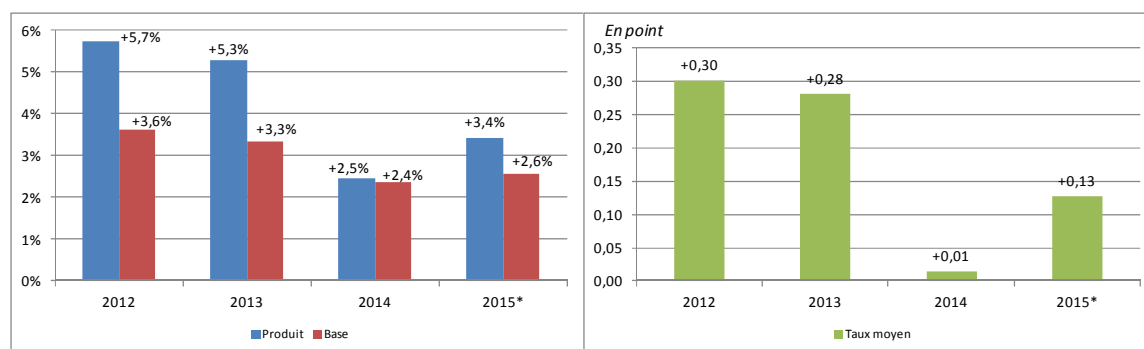
* Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

Remarque : le taux moyen est le rapport entre la somme des produits théoriques (bases*taux) et la somme des bases départementales.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties s'élève à 12,9 Md€ en 2015, soit une progression de 3,4 % par rapport à 2014. Ce produit a profité essentiellement de l'évolution des bases nettes sur cette même période (+2,6 %). La faible hausse du taux moyen d'imposition (+0,8 %) en 2015 s'explique par l'augmentation de ce taux pour 13 conseils départementaux seulement (y compris la métropole de Lyon).

Evolution de la taxe foncière sur les propriétés bâties



* Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Champ : y compris Mayotte en 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

3.2 Les impôts économiques

Le produit des impôts économiques à destination des départements s'élève en 2015 à 8,3 Md€, soit une hausse de 4,4 % par rapport à 2014. Cette reprise de croissance est le résultat direct de l'augmentation de la CVAE de 4,5 %, après une baisse de 2,5 % en 2014. Cette dernière représente 96,8 % des impôts économiques départementaux, dont un peu moins du quart (23,5 %) est dégrévée, c'est-à-dire pris en charge par l'État. Le montant des IFER s'élève en 2015 à 263,4 M€ ; l'IFER sur les centrales nucléaires ou thermiques à flamme et l'IFER sur les stations radioélectriques sont les deux principales composantes qui alimentent cet impôt : elles en représentent en 2015 respectivement 46,8 % et 23,8 %.

Les impôts économiques des départements entre 2011 et 2015*

	en milliers d'euros				
	2011	2012	2013	2014	2015*
CVAE	7 130,0	7 363,1	7 916,5	7 719,6	8 063,8
- don CVAE due	5 387,9	5 695,4	6 096,8	5 863,7	6 170,2
- don CVAE dégrévée	1 742,1	1 667,7	1 819,7	1 855,9	1 893,6
IFER	226,4	238,7	247,9	259,9	263,4
- dont éoliennes	12,2	14,5	15,8	16,9	19,1
- dont hydrauliques	0,5	0,1	0,1	0,04	0,04
- dont centrales nucléaires ou thermiques à flamme	121,1	125,1	125,8	129,3	123,2
- dont centrales photovoltaïques	40,2	3,0	6,7	7,9	9,8
- dont barrages hydrauliques		34,9	36,1	36,8	37,2
- dont stations radioélectriques	41,6	50,2	52,6	57,7	62,7
- dont installations de gaz naturel	10,9	10,8	10,8	11,2	11,4
Impôts économiques	7 356	7 602	8 164	7 979	8 327

* Y compris les parts départementales de la métropole de Lyon.

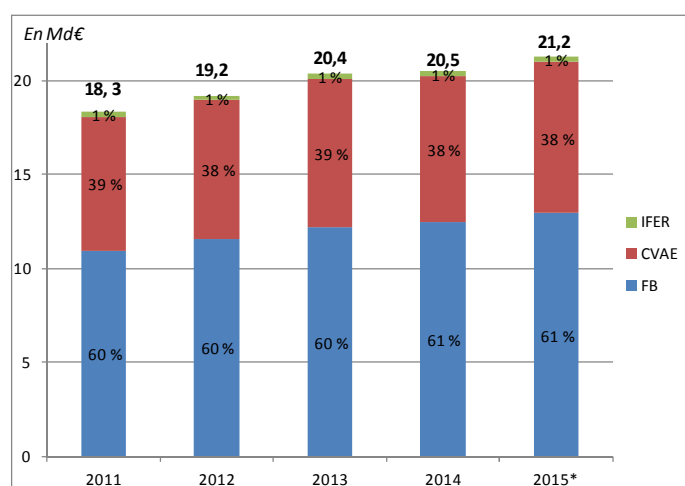
Remarque : en 2011, le montant de l'IFER des centrales photovoltaïques et de l'IFER des barrages hydrauliques était de 40,2 M€.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

3.3 La fiscalité directe locale

Les ressources fiscales directes des départements atteignent 21,2 Md€ en 2015, soit une hausse de 3,8 % en 2015. Le foncier bâti, dont la part dans la fiscalité directe locale est globalement stable autour de 60 %, explique à lui seul 55 % de cette croissance.

La fiscalité directe des départements entre 2011 et 2015*



* Y compris le foncier bâti et les parts départementales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon.

Champ : y compris Mayotte à partir de 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

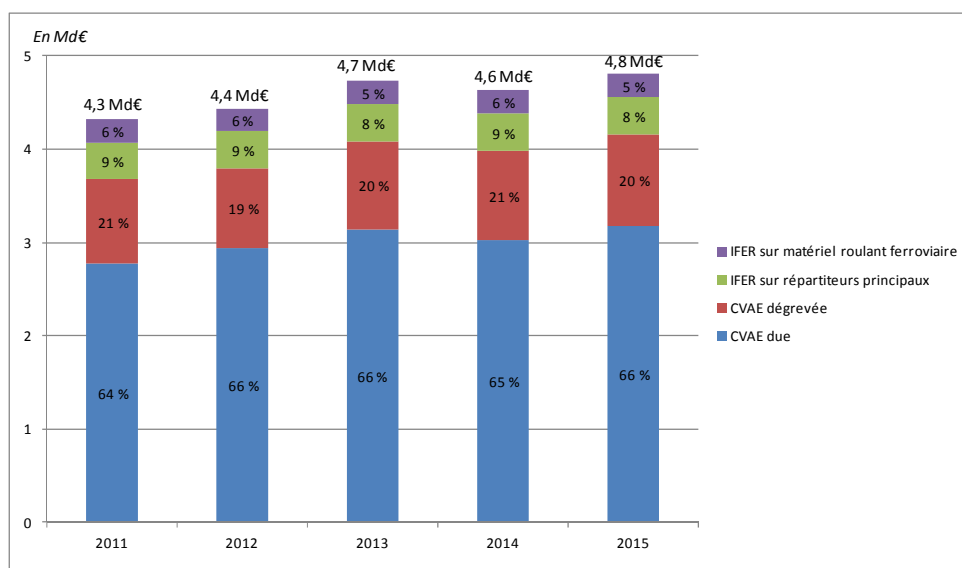
Les tableaux détaillés sont présentés dans l'annexe 2.

4. La fiscalité régionale en 2015

Les impôts économiques rapportent aux régions 4,8 Md€ en 2015, soit +3,9 % par rapport à 2014. Avec un montant de 4,2 Md€, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises en constitue la principale part (86 %).

Les régions perçoivent deux IFER seulement d'un montant de 656,6 M€ : celle sur les répartiteurs principaux représente 8 % des impôts économiques des régions, et celle sur le matériel roulant ferroviaire avec 5 % seulement.

Produit des impôts économiques des régions en 2015



Champ : y compris Mayotte en 2014.
Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

La région de l'Ile-de-France concentre à elle seule 31 % des impôts économiques régionaux en 2015. La CVAE de cette région en est la principale cause : elle représente 28 % de la fiscalité locale régionale et explique 55 % de son évolution en 2015. En conséquence, cette région est la seule à alimenter le FNGIR des.

En 2015, la part de la CVAE s'échelonne en métropole de 75 % en Bourgogne-Franche-Comté à 92 % en Ile-de-France.

Ensemble des impôts économiques des régions : IFER et CVAE en 2014 et 2015

Région	Montants en millions d'euros						Evolution en %		
	2014			2015					
	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	81,9	482,3	564,2	83,0	498,6	581,6	+1,3	+3,4	+3,1
Bourgogne-Franche-Comté	44,5	134,1	178,5	44,1	135,3	179,4	-0,8	+0,9	+0,5
Bretagne	28,8	152,6	181,4	29,0	156,2	185,1	+0,5	+2,3	+2,0
Centre-Val de Loire	31,5	143,4	174,9	31,6	145,8	177,3	+0,2	+1,7	+1,4
Corse	2,7	12,3	15,0	2,7	12,9	15,5	+0,3	+4,2	+3,5
Grand-Est	56,9	285,5	342,4	57,0	295,8	352,8	+0,1	+3,6	+3,0
Hauts-de-France	59,3	280,8	340,1	59,8	291,4	351,1	+0,8	+3,7	+3,2
Normandie	28,9	173,5	202,4	29,0	178,3	207,3	+0,4	+2,8	+2,4
Nouvelle Aquitaine	57,6	274,7	332,3	57,8	286,9	344,6	+0,2	+4,4	+3,7
Occitanie	52,9	268,8	321,7	52,3	270,9	323,2	-1,1	+0,8	+0,5
Pays de la Loire	33,2	198,7	232,0	33,6	206,1	239,7	+1,2	+3,7	+3,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	45,2	262,0	307,2	45,3	266,9	312,2	+0,2	+1,9	+1,6
Métropole hors Île-de-France	523,5	2 668,8	3 192,3	525,2	2 744,9	3 270,0	+0,3	+2,9	+2,4
Île-de-France	121,1	1 264,8	1 386,0	121,4	1 363,2	1 484,6	+0,2	+7,8	+7,1
France métropolitaine	644,7	3 933,6	4 578,3	646,6	4 108,1	4 754,6	+0,3	+4,4	+3,9
Guadeloupe	2,6	9,8	12,4	2,6	10,4	13,0	+0,3	+6,1	+4,9
Martinique	2,6	10,0	12,6	2,6	10,7	13,3	+0,3	+6,7	+5,4
Guyane	0,9	4,5	5,4	0,9	4,6	5,5	+0,3	+1,4	+1,3
Réunion	3,6	21,3	24,8	3,6	22,3	25,9	+0,3	+4,8	+4,2
Mayotte	0,3	0,2	0,5	0,3	0,9	1,2	+0,3	+453,0	+154,6
Régions d' outre-mer	10,0	45,8	55,7	10,0	48,9	58,9	+0,3	+6,8	+5,6
France	654,6	3 979,4	4 634,0	656,6	4 157,0	4 813,5	+0,3	+4,5	+3,9

Région	Montants en €/hab.						Evolution en %		
	2014			2015					
	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	10,5	61,6	72,0	10,5	63,2	73,7	+0,5	+2,6	+2,3
Bourgogne-Franche-Comté	15,3	46,2	61,5	15,2	46,6	61,8	-0,9	+0,9	+0,5
Bretagne	8,7	46,0	54,6	8,7	46,7	55,4	-0,1	+1,7	+1,4
Centre-Val de Loire	12,0	54,5	66,5	12,0	55,3	67,3	-0,1	+1,4	+1,1
Corse	8,4	38,6	47,0	8,3	40,0	48,3	-0,3	+3,6	+2,9
Grand-Est	10,0	50,4	60,4	10,0	52,1	62,1	-0,0	+3,4	+2,8
Hauts-de-France	9,8	46,2	56,0	9,8	47,9	57,7	+0,6	+3,5	+3,0
Normandie	8,5	51,0	59,5	8,5	52,3	60,8	+0,1	+2,5	+2,2
Nouvelle Aquitaine	9,7	46,3	56,0	9,7	48,0	57,7	-0,4	+3,8	+3,0
Occitanie	9,3	47,0	56,3	9,1	46,9	56,0	-2,1	-0,2	-0,5
Pays de la Loire	9,0	53,6	62,6	9,0	55,1	64,1	+0,3	+2,8	+2,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,0	52,4	61,4	9,0	53,1	62,2	-0,2	+1,5	+1,2
Métropole hors Île-de-France	10,0	50,8	60,8	9,9	52,0	61,9	-0,2	+2,3	+1,9
Île-de-France	10,1	105,3	115,4	10,1	113,1	123,1	-0,2	+7,3	+6,7
France métropolitaine	10,0	61,0	71,0	10,0	63,4	73,3	-0,2	+3,9	+3,3
Guadeloupe	6,3	23,9	30,1	6,3	25,4	31,7	+0,6	+6,4	+5,2
Martinique	6,6	25,1	31,7	6,7	27,1	33,7	+1,3	+7,8	+6,4
Guyane	3,7	18,8	22,5	3,6	18,9	22,6	-0,6	+0,6	+0,4
Réunion	4,2	25,4	29,6	4,2	26,4	30,7	-0,4	+4,1	+3,4
Mayotte	1,5	0,8	2,2	1,5	4,2	5,7	+0,3	+453,0	+154,6
Régions d' outre-mer	4,7	21,7	26,5	4,7	23,2	27,9	+0,2	+6,6	+5,5
France	9,8	59,7	69,5	9,8	62,1	71,9	-0,2	+4,0	+3,4

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des régions en 2014 et 2015

Région	Montants en millions d'euros						Evolution en %		
	2014			2015					
	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER
Auvergne-Rhône-Alpes	32,2	49,7	81,9	33,1	49,9	83,0	+2,9	+0,3	+1,3
Bourgogne-Franche-Comté	25,9	18,5	44,5	25,5	18,6	44,1	-1,6	+0,3	-0,8
Bretagne	7,3	21,6	28,8	7,3	21,6	29,0	+1,0	+0,3	+0,5
Centre-Val de Loire	15,0	16,5	31,5	15,0	16,6	31,6	+0,1	+0,3	+0,2
Corse	0,0	2,7	2,7	0,0	2,7	2,7	-	+0,3	+0,3
Grand-Est	24,7	32,2	56,9	24,7	32,3	57,0	-0,1	+0,3	+0,1
Hauts-de-France	26,9	32,4	59,3	27,3	32,5	59,8	+1,5	+0,3	+0,8
Normandie	7,5	21,5	28,9	7,5	21,5	29,0	+0,6	+0,3	+0,4
Nouvelle Aquitaine	18,7	38,9	57,6	18,7	39,0	57,8	+0,1	+0,3	+0,2
Occitanie	16,8	36,1	52,9	16,1	36,2	52,3	-4,1	+0,3	-1,1
Pays de la Loire	11,5	21,8	33,2	11,8	21,8	33,6	+2,9	+0,3	+1,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12,1	33,1	45,2	12,1	33,2	45,3	-0,0	+0,3	+0,2
Métropole hors Île-de-France	198,5	325,0	523,5	199,2	326,0	525,2	+0,3	+0,3	+0,3
Île-de-France	57,9	63,3	121,1	57,9	63,5	121,4	+0,1	+0,3	+0,2
France métropolitaine	256,4	388,3	644,7	257,1	389,4	646,6	+0,3	+0,3	+0,3
Guadeloupe	0,0	2,6	2,6	0,0	2,6	2,6	-	+0,3	+0,3
Martinique	0,0	2,6	2,6	0,0	2,6	2,6	-	+0,3	+0,3
Guyane	0,0	0,9	0,9	0,0	0,9	0,9	-	+0,3	+0,3
Réunion	0,0	3,6	3,6	0,0	3,6	3,6	-	+0,3	+0,3
Mayotte	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	-	+0,3	+0,3
Régions d' outre-mer	0,0	10,0	10,0	0,0	10,0	10,0	-	+0,3	+0,3
France	256,4	398,2	654,6	257,1	399,4	656,6	+0,3	+0,3	+0,3

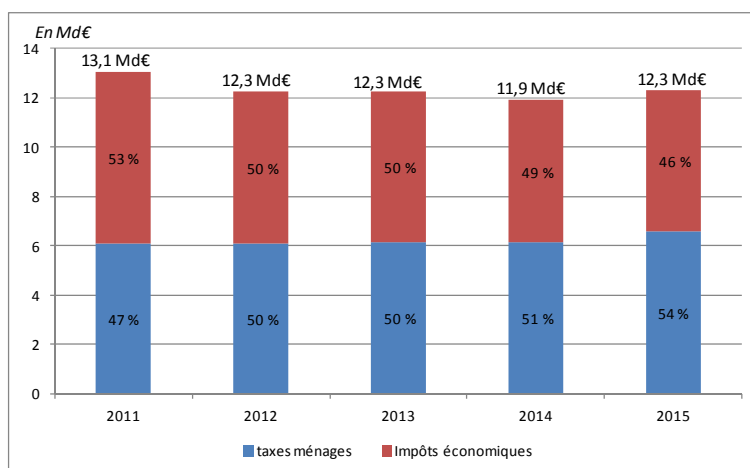
Région	Montants en €/hab.						Evolution en %		
	2014			2015					
	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER
Auvergne-Rhône-Alpes	4,1	6,3	10,5	4,2	6,3	10,5	+2,0	-0,5	+0,5
Bourgogne-Franche-Comté	8,9	6,4	15,3	8,8	6,4	15,2	-1,7	+0,3	-0,9
Bretagne	2,2	6,5	8,7	2,2	6,5	8,7	+0,4	-0,3	-0,1
Centre-Val de Loire	5,7	6,3	12,0	5,7	6,3	12,0	-0,2	+0,1	-0,1
Corse	0,0	8,4	8,4	0,0	8,3	8,3	-	-0,3	-0,3
Grand-Est	4,4	5,7	10,0	4,3	5,7	10,0	-0,2	+0,1	-0,0
Hauts-de-France	4,4	5,3	9,8	4,5	5,3	9,8	+1,3	+0,1	+0,6
Normandie	2,2	6,3	8,5	2,2	6,3	8,5	+0,3	+0,0	+0,1
Nouvelle Aquitaine	3,1	6,6	9,7	3,1	6,5	9,7	-0,5	-0,3	-0,4
Occitanie	2,9	6,3	9,3	2,8	6,3	9,1	-5,0	-0,7	-2,1
Pays de la Loire	3,1	5,9	9,0	3,2	5,8	9,0	+2,0	-0,6	+0,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,4	6,6	9,0	2,4	6,6	9,0	-0,5	-0,1	-0,2
Métropole hors Île-de-France	3,8	6,2	10,0	3,8	6,2	9,9	-0,2	-0,2	-0,2
Île-de-France	4,8	5,3	10,1	4,8	5,3	10,1	-0,3	-0,1	-0,2
France métropolitaine	4,0	6,0	10,0	4,0	6,0	10,0	-0,2	-0,2	-0,2
Guadeloupe	0,0	6,3	6,3	0,0	6,3	6,3	-	+0,6	+0,6
Martinique	0,0	6,6	6,6	0,0	6,7	6,7	-	+1,3	+1,3
Guyane	0,0	3,7	3,7	0,0	3,6	3,6	-	-0,6	-0,6
Réunion	0,0	4,2	4,2	0,0	4,2	4,2	-	-0,4	-0,4
Mayotte	0,0	1,5	1,5	0,0	1,5	1,5	-	+0,3	+0,3
Régions d' outre-mer	0,0	4,7	4,7	0,0	4,7	4,7	-	+0,2	+0,2
France	3,8	6,0	9,8	3,8	6,0	9,8	-0,2	-0,2	-0,2

(1) IFER sur le matériel roulant ferroviaire ; (2) IFER sur les répartiteurs principaux.
Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

5. Les contributions de l'État en 2015

En conséquence des exonérations et des allègements d'impôts décidés, l'État est amené à contribuer aux recettes fiscales des collectivités locales pour ne pas porter atteinte à leurs ressources. Ces contributions s'effectuent par le versement des compensations d'exonération ou par le système des dégrèvements. En 2015, les contributions versées par l'État s'élèvent à 12,3 Md€, soit une progression de 3,2 % par rapport à 2014. Ces contributions correspondent pour plus de la moitié aux taxes « ménages » (6,6 Md€), et la part restante (5,7 Md€) aux impôts économiques.

Les contributions de l'État entre 2011 et 2015



Source : DGFIP ; calculs DGCL.

Pour plus de précisions sur l'évolution de la législation en matière de fiscalité directe locale, voir l'annexe 8 des rapports de l'Observatoire des finances locales à partir de 2011.

Les dégrèvements et les admissions en non-valeur sont des prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. Cette opération se déroule entre l'État et les contribuables au moment de l'établissement des avis d'imposition ou du recouvrement. Elle n'implique aucunement les collectivités : l'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et le montant des impayés et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des taxes votés par les collectivités dans le cadre de leur budget.

Les compensations sont des allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser les pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend de décisions nationales : chaque collectivité ne dispose plus d'un pouvoir direct sur l'évolution de cette recette dans son budget. Cette recette a donc perdu toute nature fiscale pour la collectivité (en particulier, les variations de taux décidées par les collectivités ne sont plus prises en charge par l'État), mais son montant reste lié au montant des ressources fiscales que percevait la collectivité avant l'exonération.

5.1 Les contributions versées par l'État au titre des taxes « ménages »

Les montants qui figurent dans cette partie sont ceux des contributions effectivement ordonnancées en fin d'exercice fiscal. On rappelle que l'année 2011 correspond à la mise en place de la réforme de la fiscalité des collectivités locales.

Compensations accordées aux collectivités au titre des exonérations des taxes « ménages »

en millions d'euros					
Compensations versées par l'État	2011	2012	2013	2014*	2015
Ensemble	1 809	1 820	1 761	1 712	1 798
Taxe d'habitation	1 237	1 281	1 259	1 276	1 454
Exonérations des personnes de condition modeste	1 237	1 281	1 255	1 273	1 451
Suppression de la THLV suite au passage à la TLV**	-	-	3,5	3,4	3,4
Taxe sur le foncier bâti	380	347	312	255	179
Exonérations sur les immeubles à caractère social	18	30	37	40	34
Exonérations des personnes de condition modeste	240	203	174	133	87
Exonérations ZFU et ZUS	120	108	93	73	49
Exonérations ZF des DOM	2,8	6,7	8,1	8,7	9,0
Taxe sur le foncier non bâti	192	191	190	181	165
Exonération des terres agricoles et des terres humides***	177	176	176	167	153
Exonération de plantations y compris exonérations	7,8	7,1	6,6	5,7	4,0
Exonérations ZF et parcs naturels des DOM	7,6	7,9	8,2	8,3	8,4

ZFU : zone franche urbaine ; ZUS : zone urbaine sensible.

* 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Suite à la réforme de la taxe sur les logements vacants en 2012, les collectivités qui percevaient la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) perçoivent désormais la taxe sur les logements vacants (TLV) ainsi qu'une compensation depuis 2013.

*** Suppression des exonérations de la taxe foncière susceptibles de s'appliquer aux zones humides en 2014.

Source : DGFIP ; calculs DGCL.

Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des taxes « ménages » au titre des allègements institués par voie législative

en millions d'euros					
Dégrèvements	2011	2012	2013	2014*	2015
Ensemble	4 265	4 266	4 370	4 421	4 792
Taxe d'habitation	3 387	3 377	3 495	3 487	3 780
Cotisations inférieures à 12 euros	2,6	2,4	2,4	2,4	2,4
Dégrèvements en fonction du revenu	2 868	2 844	2 941	2 906	3 152
Contribuables de condition modeste	32	34	40	47	53
Taxe d'habitation sur les logements vacants	6,7	6,8	19	29	27
Autres dégrèvements	477	490	492	503	545
Taxes foncières	878	889	876	934	1 012
Cotisations inférieures à 12 euros	12	12	12	12	12
Pertes de récoltes	102	13	17	14	6,6
Jeunes agriculteurs	11	11	10	9,1	9,0
Contribuables âgés et de condition modeste	39	37	34	34	30
Autres dégrèvements	714	815	802	865	954

* 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP ; calculs DGCL.

Contributions de l'État au titre des taxes « ménages »

	en millions d'euros				
	2011	2012	2013	2014*	2015
Compensations (A)					
Taxe d'habitation	1 237	1 281	1 259	1 276	1 454
Taxe sur le foncier bâti	380	347	312	255	179
Taxe sur le foncier non bâti	192	191	190	181	165
Total	1 809	1 820	1 761	1 712	1 798
Evolution en %	(-11,3%)	(+0,6%)	(-3,2%)	(-2,8%)	(+5,0%)
Dégrèvements ordonnancés (B)					
Taxe d'habitation	3 387	3 377	3 495	3 487	3 780
Taxes foncières	878	889	876	934	1 012
total	4 265	4 266	4 370	4 421	4 792
Evolution en %	(+8,6%)	(+0,0%)	(+2,4%)	(+1,2%)	(+8,4%)
Contributions de l'État aux taxes "ménages" (A+B)					
Taxe d'habitation	4 624	4 658	4 753	4 764	5 234
Taxes foncières	1 450	1 427	1 378	1 370	1 356
Total	6 074	6 085	6 131	6 133	6 590
Evolution en %	(+1,8%)	(+0,2%)	(+0,8%)	(+0,0%)	(+7,4%)
Pourcentage des recettes** au titre des taxes "ménages" prises en charge par l'État					
Taxe d'habitation	23,2%	22,4%	22,1%	21,8%	22,6%
Taxes foncières	5,2%	4,9%	4,6%	4,5%	4,3%
Total	12,8%	12,2%	11,9%	11,7%	12,0%

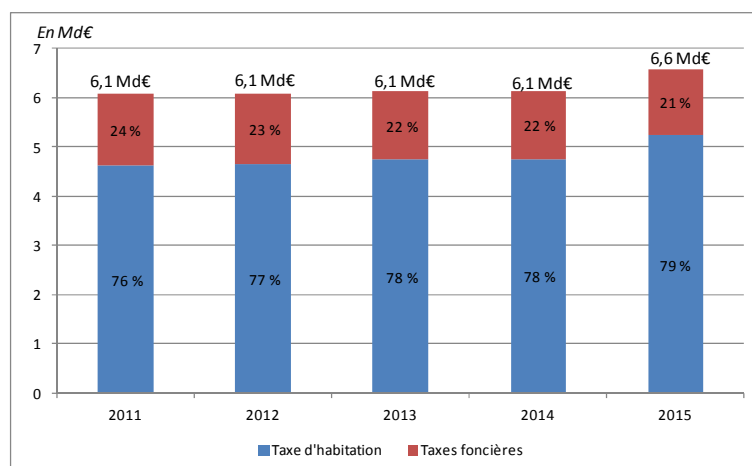
* 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Recettes : produits perçus des taxes « ménages » + compensations.

Source : DGFIP ; calculs DGCL.

Les contributions de l'État au titre des taxes « ménages » (dégrèvements + allocations compensatrices) représentent un montant de 6,6 Md€ en 2015, soit une croissance de 7,7 % par rapport à 2014, portée principalement par la taxe d'habitation dont le poids n'a pas cessé de progresser depuis 2011 pour atteindre 78 % en 2015. Cette accélération est partagée entre celle des compensations liées à la taxe d'habitation avec +178 M€, et celle des dégrèvements ordonnancés à cette même taxe avec +293 M€. Cette dernière catégorie correspond en partie au coût de la décision de l'État de prendre en charge la fin d'exonérations de certaines personnes de condition de modeste en 2015.

Les contributions de l'État aux taxes « ménages » entre 2011 et 2015



Source : DGFIP ; calculs DGCL.

5.2. Les contributions versées par l'État au titre des impôts économiques

Compensations accordées aux collectivités au titre des exonérations des impôts économiques

en millions d'euros

Compensations versées par l'État	2011	2012	2013	2014*	2015
Ensemble	641	531	549	362	259
Dotation de compensation de la taxe professionnelle (sous enveloppe globale)	358	299	348	197	130
Autres compensations de la taxe professionnelle / CFE	230	195	169	134	97
Réduction de base pour créations d'établissement	22	18	16	11	7,3
Allègement Corse	4,9	5,4	6,3	6,5	6,4
Investissement PME Corse	0,5	0,4	-	-	-
Exonération zones ZRR-ZRU-ZFU	20	16	13	8,0	5,4
Exonération zone franche des DOM	11	12	13	14	16
Réduction progressive de la fraction des recettes	172	144	120	95	63
Compensation de la CVAE	53	36	33	31	31

ZRR : zone de revitalisation rurale ; ZRU : zone de revitalisation urbaine ; ZFU : zone franche urbaine.

* 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP ; calculs DGCL.

Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des impôts économiques

en millions d'euros

Dégrèvements	2011	2012	2013	2014*	2015
Taxe professionnelle/CET et taxes annexes	6 337	5 667	5 586	5 434	5 462
TP Plafonnement valeur ajoutée	1 344	272	143	42	99
CVAE dégrèvement barémique	3 588	3 437	3 751	3 825	3 904
CET plafonnement valeur ajoutée	437	937	868	1 029	1 041
CFE, CVAE, IFER et autres taxes pro (hors PVA)	584	728	715	451	374
Autres dégrèvements**	384	292	109	85	44

* 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Y compris le dégrèvement des quartiers prioritaires de la politique de la ville (7,0 M€) instauré en 2015.

Source : DGFIP ; calculs DGCL.

Contributions de l'État au titre des impôts économiques

	en millions d'euros				
	2011	2012	2013	2014*	2015
Compensations (A)					
Impôts économiques	641	531	549	362	259
Évolution	n.s.	(-17,2%)	(+3,5%)	(-34,0%)	(-28,7%)
Dégrèvements ordonnancés (B)					
Impôts économiques	6 337	5 667	5 586	5 434	5 462
Évolution	n.s.	(-10,6%)	(-1,4%)	(-2,7%)	(+0,5%)
Contributions de l'État aux impôts économiques (A+B)					
Impôts économiques	6 978	6 198	6 135	5 796	5 720
Évolution	n.s.	(-11,2%)	(-1,0%)	(-5,5%)	(-1,3%)
Pourcentage des recettes** au titre des impôts économiques prises en charge par l'État**					
Impôts économiques	29,6%	25,4%	23,7%	22,8%	21,7%

* 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

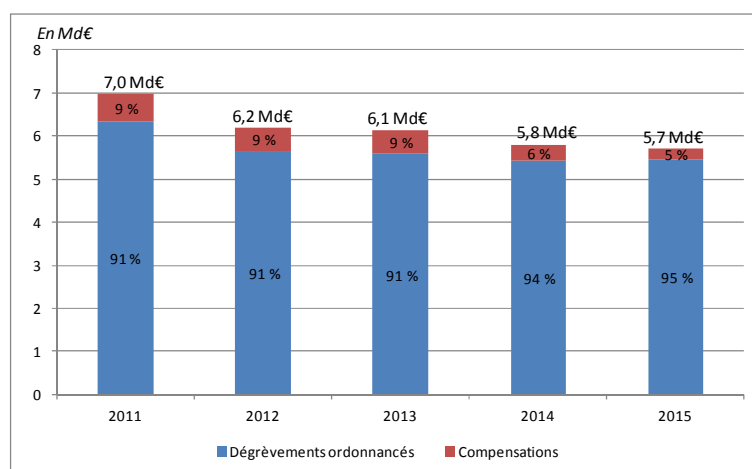
** recettes : produits perçus des impôts économiques + compensations au titre de ces impôts.

n.s. : non significatif.

Source : DGFîP ; calculs DGCL.

Les contributions de l'État aux impôts économiques (dégrèvements + allocations compensatrices) s'élèvent à 5,7 Md€ en 2015, soit une décroissance de 1,3 % par rapport à 2014 (la quatrième baisse de suite depuis la réforme de la TP). Elle est la conséquence de la baisse des compensations accordées en 2015 (-104 M€) et cela malgré la légère hausse des dégrèvements ordonnancés sur la même période (+28 M€).

Les contributions de l'État aux impôts économiques entre 2011 et 2015



Source : DGFîP ; calculs DGCL.

Pour de plus amples développements sur les notions de dégrèvements, d'exonérations et de compensations, vous pouvez utilement vous reporter à l'annexe 8 du rapport de l'OFL 2010. Concernant l'architecture des compensations versées aux collectivités locales pour les exonérations décidées par l'État, voir le rapport de l'OFL 2014.

Plan des annexes

Données de cadrage	40
--------------------	----

Annexe 1

Indicateurs de référence du secteur communal

A1.1 Valeurs locatives, abattements et exonérations par habitant de la taxe d'habitation	37
A1.2 Bases nettes par habitant	41
A1.3 Taux moyens	48
A1.4 Produits moyens par habitant	53
A1.5 Évolution des valeurs locatives, abattements et exonérations de la taxe d'habitation	69
A1.6 Évolution des bases nettes	73
A1.7 Évolution des taux moyens	80
A1.8 Évolution des produits	85
A1.9 Evolution des produits votés : décomposition en effet base et effet taux	100
A1.10 Compensations d'exonération de la fiscalité locale	110
A1.11 Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	114
A1.12 Synthèse de la fiscalité directe locale du secteur communal	120

Annexe 2

Indicateurs de référence des départements

A2.1 Foncier bâti	125
A2.2 Impôts économiques	135
A2.3 Compensation d'exonération	139
A2.4 Synthèse de la fiscalité directe locale des départements	141

Données de cadrage

Structure du secteur communal en 2015*

en nombre de communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	731	1 058	1 665	328	132	164	62	32	4	5	4 181
Bourgogne-Franche-Comté	1 492	1 241	890	99	34	46	15	9	1	2	3 829
Bretagne	34	174	650	199	93	81	29	5	3	2	1 270
Centre-Val de Loire	259	625	728	110	43	39	24	9	1	2	1 840
Corse	208	61	62	13	8	5	1	1	1	-	360
Grand-Est	1 886	1 458	1 365	229	92	95	47	16	3	5	5 196
Hauts-de-France	871	1 218	1 203	226	95	119	64	30	7	2	3 835
Normandie	708	1 187	1 071	120	44	49	26	12	1	3	3 221
Nouvelle Aquitaine	883	1 468	1 636	252	88	111	31	26	6	2	4 503
Occitanie	1 669	1 288	1 102	223	100	118	41	16	4	4	4 565
Pays de la Loire	75	288	699	232	85	72	26	7	4	3	1 491
Provence-Alpes-Côte d'Azur	207	177	245	94	67	80	49	27	8	4	958
Métropole hors Île-de-France	9 023	10 243	11 316	2 125	881	979	415	190	43	34	35 249
Île-de-France	71	225	438	117	64	113	86	126	35	5	1 280
Métropole	9 094	10 468	11 754	2 242	945	1 092	501	316	78	39	36 529
Outre-mer	2	1	15	5	10	37	28	21	8	2	129
France entière	9 096	10 469	11 769	2 247	955	1 129	529	337	86	41	36 658
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	299	741	1 853	575	303	424	246	230	65	23	4 759
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	16	41	180	93	68	147	83	61	7	17	713
CC ⁽⁵⁾ à FPU	3 964	5 337	6 292	1 156	426	406	143	20	-	-	17 744
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	4 815	4 345	3 441	422	155	140	46	7	-	-	13 371
Groupement à FPU	4 279	6 119	8 324	1 819	793	973	469	310	72	39	23 197
Groupement à fiscalité additionnelle	4 815	4 345	3 442	427	159	144	49	8	-	1	13 390
Communes isolées	2	5	3	1	3	12	11	19	14	1	71

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Suite à la restauration de la commune Loisey en 2015, moins de 200 habitants, la deuxième strate intègre cette dernière pour permettre une comparaison entre la commune Loisey-Culey en 2014 et les communes Loisey et Culey en 2015.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Annexe 1

Indicateurs de référence du secteur communal

Pour les indicateurs selon « l'appartenance intercommunale », il s'agit de l'appartenance au 1^{er} janvier 2015. Les indicateurs en euros par habitant font référence à la population légale totale des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2015 (référence 2012).

Pour le calcul des évolutions entre 2014 et 2015, les communes sont rattachées en 2014 et 2015 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2015.

A1.1 Valeurs locatives, abattements et exonérations par habitant de la taxe d'habitation

Les valeurs locatives diminuées des abattements de charges de famille, des abattements facultatifs et des exonérations de base donnent la base nette d'imposition de la taxe d'habitation.

Les valeurs locatives par habitant de la taxe d'habitation des communes et leurs groupements en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 487	1 445	1 569	1 702	1 816	1 836	1 740	1 776	1 787	1 951	1 739
Bourgogne-Franche-Comté	1 230	1 233	1 369	1 491	1 472	1 536	1 563	1 686	1 553	1 842	1 467
Bretagne	995	1 010	1 199	1 449	1 615	1 694	1 764	1 675	1 930	1 626	1 539
Centre-Val de Loire	1 175	1 134	1 171	1 248	1 247	1 482	1 572	1 612	1 748	1 758	1 384
Corse	1 631	1 657	2 181	2 188	1 710	1 580	3 489	1 339	1 614	-	1 817
Grand-Est	946	1 049	1 231	1 317	1 386	1 425	1 466	1 509	1 365	1 600	1 353
Hauts-de-France	957	952	1 036	1 127	1 232	1 060	1 110	1 184	1 074	1 313	1 106
Normandie	1 016	957	1 038	1 399	1 727	1 386	1 409	1 534	1 430	1 701	1 300
Nouvelle Aquitaine	1 279	1 220	1 297	1 489	1 827	1 799	2 094	1 886	1 856	2 093	1 634
Occitanie	1 398	1 324	1 415	1 535	1 777	1 799	1 894	1 834	1 751	1 775	1 658
Pays de la Loire	983	921	1 028	1 172	1 427	1 449	2 143	1 646	1 734	1 706	1 442
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 781	2 231	2 485	2 270	2 296	2 181	2 189	2 097	2 527	1 789	2 110
Métropole hors Île-de-France	1 194	1 174	1 298	1 453	1 636	1 630	1 705	1 696	1 759	1 764	1 545
Île-de-France	1 749	1 741	1 856	1 849	1 959	2 066	2 172	2 159	2 350	3 594	2 486
Métropole	1 199	1 187	1 319	1 474	1 658	1 677	1 791	1 880	2 027	2 268	1 720
Outre-mer	275	63	817	736	1 054	875	1 123	1 210	1 196	1 753	1 203
France entière	1 198	1 187	1 318	1 472	1 652	1 650	1 756	1 840	1 950	2 255	1 704
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	1 261	1 230	1 368	1 508	1 724	1 679	1 850	1 885	1 924	1 803	1 776
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1 246	1 052	1 532	1 524	1 699	1 695	1 650	1 647	1 237	1 782	1 689
CC ⁽⁵⁾ à FPU	1 204	1 184	1 273	1 430	1 555	1 592	1 667	1 445	-	-	1 409
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1 189	1 184	1 360	1 528	1 739	1 734	1 711	2 263	-	-	1 458
Groupeement à FPU	1 208	1 189	1 302	1 460	1 634	1 647	1 763	1 817	1 847	1 793	1 637
Groupeement à fiscalité additionnelle	1 189	1 184	1 360	1 526	1 727	1 724	1 697	2 157	-	1 641	1 461
Communes isolées	952	1 602	1 360	1 078	2 242	1 003	1 717	2 081	2 477	3 856	3 130

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Montants par habitant des abattements pour charges de famille de la taxe d'habitation des communes en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	43	64	91	105	117	126	123	129	129	128	112
Bourgogne-Franche-Comté	59	69	81	86	85	84	78	101	63	96	82
Bretagne	43	51	68	78	87	98	104	78	98	71	83
Centre-Val de Loire	54	58	66	74	74	90	91	94	71	116	80
Corse	16	28	48	82	60	77	123	48	114	-	69
Grand-Est	55	67	77	80	81	84	85	87	68	92	80
Hauts-de-France	65	68	73	74	73	74	78	76	90	64	75
Normandie	55	60	65	71	63	88	96	84	107	107	77
Nouvelle Aquitaine	47	56	67	77	86	92	91	90	91	98	79
Occitanie	43	55	72	83	88	98	91	96	96	112	88
Pays de la Loire	53	60	70	76	83	102	99	97	84	115	88
Provence-Alpes-Côte d'Azur	43	63	88	106	116	104	108	120	132	141	121
Métropole hors Île-de-France	52	62	74	83	89	97	97	99	100	113	90
Île-de-France	112	127	148	151	166	172	187	190	217	318	219
Métropole	52	63	77	87	94	105	113	135	153	169	114
Outre-mer	7	0,2	16	16	23	23	31	43	37	56	38
France entière	52	63	77	86	94	102	109	130	142	166	111
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	61	70	87	93	98	105	114	130	129	111	115
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	37	71	98	118	126	126	122	116	89	118	117
CC ⁽⁵⁾ à FPU	49	61	74	83	88	95	90	89	-	-	80
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	55	65	74	80	85	91	104	171	-	-	79
Groupeement à FPU	50	62	78	88	95	104	109	126	125	116	104
Groupeement à fiscalité additionnelle	55	65	74	80	85	91	102	154	-	68	79
Communes isolées	94	74	71	60	98	65	146	190	233	343	281

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Montants par habitant des abattements facultatifs de la taxe d'habitation des communes en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	21	29	39	64	70	91	112	147	82	225	100
Bourgogne-Franche-Comté	24	28	44	60	86	93	129	80	170	289	84
Bretagne	9	11	23	45	70	82	75	140	144	52	63
Centre-Val de Loire	24	34	35	46	19	76	38	66	0	241	62
Corse	2	4	19	23	0	57	38	0	177	-	51
Grand-Est	19	41	69	91	105	124	112	115	103	165	99
Hauts-de-France	14	16	27	42	52	57	66	88	82	101	57
Normandie	30	29	40	55	85	121	151	167	211	148	89
Nouvelle Aquitaine	11	13	22	35	60	76	119	173	146	221	80
Occitanie	24	23	30	35	44	66	68	87	42	194	74
Pays de la Loire	25	21	18	21	42	33	112	132	95	130	62
Provence-Alpes-Côte d'Azur	56	66	70	107	92	105	135	184	100	121	124
Métropole hors Île-de-France	21	26	36	52	65	82	100	131	103	167	83
Île-de-France	43	61	88	103	87	137	160	203	255	804	328
Métropole	21	27	38	54	67	88	111	160	172	342	129
Outre-mer	41	0,1	166	116	215	193	269	340	333	560	328
France entière	21	27	38	55	68	92	119	170	187	348	135
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	15	24	43	59	68	97	128	165	181	193	136
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	20	35	85	106	134	126	160	176	142	177	163
CC ⁽⁵⁾ à FPU	15	24	33	46	57	71	80	106	-	-	49
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	26	32	43	59	69	92	106	252	-	-	59
Groupeement à FPU	15	24	37	53	68	91	120	164	177	184	111
Groupeement à fiscalité additionnelle	26	32	43	60	70	93	109	238	-	162	62
Communes isolées	0	18	27	0	114	135	158	247	239	914	613

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Montants par habitant des exonérations de la taxe d'habitation des communes en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	141	113	87	87	96	107	123	151	156	129	112
Bourgogne-Franche-Comté	98	85	89	103	119	142	164	178	155	124	115
Bretagne	93	110	101	110	109	113	119	155	167	116	115
Centre-Val de Loire	74	77	79	77	86	97	122	126	149	123	98
Corse	163	182	178	163	179	132	229	227	180	-	180
Grand-Est	77	68	70	85	93	109	120	133	128	119	97
Hauts-de-France	72	66	69	81	88	103	107	117	109	95	93
Normandie	68	59	64	88	117	112	131	147	127	132	97
Nouvelle Aquitaine	164	140	123	121	126	130	156	167	144	150	137
Occitanie	143	131	130	135	143	148	171	182	217	158	151
Pays de la Loire	73	75	75	81	84	91	127	100	138	111	95
Provence-Alpes-Côte d'Azur	139	144	143	145	133	131	152	167	207	171	162
Métropole hors Île-de-France	108	95	92	100	108	117	133	150	157	138	118
Île-de-France	60	53	51	54	55	58	85	105	121	158	110
Métropole	107	94	90	98	105	111	124	132	141	144	117
Outre-mer	43	0	198	169	208	171	191	168	179	208	181
France entière	107	94	90	98	106	113	127	134	144	145	119
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	91	82	81	92	104	114	132	142	156	155	131
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	48	52	64	63	73	88	100	117	106	130	114
CC ⁽⁵⁾ à FPU	114	98	94	101	108	119	139	132	-	-	107
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	103	92	92	106	116	124	124	101	-	-	102
Groupeement à FPU	112	96	90	96	104	112	128	136	150	140	120
Groupeement à fiscalité additionnelle	103	92	92	105	114	124	125	113	-	118	103
Communes isolées	54	61	117	61	99	76	95	109	115	164	140

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.2 Bases nettes par habitant

Les bases nettes de la taxe d'habitation et des taxes foncières sont les bases nettes communales. Pour la CFE, elle est la somme des bases nettes communales, des bases intercommunales en ZAE et en ZDE pour les communes et groupements à FA et des bases intercommunales pour les groupements à FPU.

Les bases nettes de la taxe d'habitation par habitant du secteur communal en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 283	1 239	1 352	1 445	1 533	1 513	1 383	1 349	1 421	1 469	1 414
Bourgogne-Franche-Comté	1 049	1 051	1 155	1 243	1 182	1 218	1 192	1 327	1 165	1 334	1 186
Bretagne	851	837	1 007	1 217	1 350	1 401	1 467	1 302	1 521	1 386	1 278
Centre-Val de Loire	1 023	965	991	1 051	1 069	1 219	1 320	1 326	1 528	1 278	1 144
Corse	1 450	1 442	1 936	1 920	1 471	1 313	3 099	1 064	1 144	-	1 517
Grand-Est	796	874	1 016	1 062	1 107	1 108	1 148	1 175	1 066	1 224	1 076
Hauts-de-France	806	801	867	930	1 019	826	860	903	792	1 053	881
Normandie	864	809	869	1 185	1 462	1 065	1 031	1 137	984	1 314	1 037
Nouvelle Aquitaine	1 056	1 011	1 085	1 256	1 555	1 501	1 729	1 457	1 476	1 624	1 337
Occitanie	1 188	1 114	1 184	1 281	1 501	1 487	1 564	1 469	1 396	1 311	1 346
Pays de la Loire	832	765	865	995	1 218	1 223	1 805	1 317	1 417	1 350	1 197
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 542	1 958	2 184	1 913	1 955	1 841	1 794	1 626	2 089	1 356	1 704
Métropole hors Île-de-France	1 013	991	1 096	1 218	1 374	1 334	1 375	1 316	1 399	1 346	1 254
Île-de-France	1 534	1 499	1 570	1 542	1 650	1 699	1 739	1 661	1 757	2 314	1 829
Métropole	1 018	1 002	1 114	1 235	1 393	1 373	1 442	1 453	1 561	1 613	1 361
Outre-mer	184	63	437	435	607	488	633	658	647	929	657
France entière	1 018	1 002	1 112	1 233	1 385	1 343	1 401	1 406	1 476	1 595	1 339
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	1 093	1 055	1 156	1 265	1 454	1 363	1 476	1 447	1 459	1 345	1 394
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1 140	894	1 286	1 237	1 366	1 355	1 268	1 239	900	1 357	1 296
CC ⁽⁵⁾ à FPU	1 026	1 001	1 073	1 200	1 301	1 308	1 357	1 118	-	-	1 173
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1 005	995	1 151	1 282	1 469	1 426	1 378	1 739	-	-	1 217
Groupement à FPU	1 031	1 007	1 098	1 223	1 367	1 340	1 406	1 391	1 396	1 353	1 302
Groupement à fiscalité additionnelle	1 005	995	1 151	1 281	1 458	1 417	1 362	1 652	-	1 293	1 217
Communes isolées	804	1 449	1 145	957	1 932	726	1 318	1 534	1 891	2 435	2 097

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe d'habitation sur les logements vacants par habitant du secteur communal en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,2	1,4	2,4	3,3	3,0	3,9	5,5	5,4	11,1	10,4	4,8
Bourgogne-Franche-Comté	1,0	1,3	3,3	3,1	13,0	8,6	5,7	10,4	25,9	15,8	6,3
Bretagne	1,1	0,7	2,3	2,4	2,1	4,4	8,5	13,9	11,2	5,8	4,8
Centre-Val de Loire	1,0	1,5	2,7	3,6	4,9	6,6	6,1	11,0	0,0	24,3	6,6
Corse	3,1	2,2	7,0	8,3	6,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-	3,2
Grand-Est	1,2	1,4	2,0	3,5	3,6	9,0	8,8	11,5	12,5	20,9	7,5
Hauts-de-France	1,6	1,2	2,4	4,3	5,1	5,0	5,0	10,0	6,4	9,0	5,2
Normandie	1,0	0,8	1,6	3,5	7,4	8,0	9,1	13,1	0,0	29,9	7,7
Nouvelle Aquitaine	1,0	1,4	2,7	3,1	3,4	7,9	7,9	12,2	11,8	7,7	5,9
Occitanie	1,2	1,6	4,0	4,1	6,1	6,4	10,4	4,1	27,4	4,2	5,8
Pays de la Loire	0,7	3,1	2,3	1,7	1,0	1,7	4,1	5,7	6,6	0,0	2,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,3	1,7	5,3	5,7	8,4	2,8	4,5	2,9	6,1	0,0	3,1
Métropole hors Île-de-France	1,2	1,4	2,6	3,4	4,5	5,6	6,7	8,1	10,0	9,0	5,4
Île-de-France	1,7	2,0	1,8	2,5	1,9	1,2	2,7	0,3	0,0	0,0	0,6
Métropole	1,2	1,4	2,6	3,3	4,4	5,1	6,0	5,0	5,5	6,5	4,5
Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	4,5	5,9	17,6	22,5	43,5	17,7
France entière	1,2	1,4	2,6	3,3	4,4	5,1	6,0	5,8	7,0	7,4	4,9
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,7	1,0	2,0	2,2	3,8	3,5	5,4	6,8	9,5	19,1	7,3
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	7,8	1,1	3,2	1,0	0,6	2,9	2,8	2,9	0,0	3,3	2,8
CC ⁽⁵⁾ à FPU	1,0	1,5	2,5	3,5	4,6	6,6	8,7	9,2	-	-	4,2
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,4	1,3	3,1	5,2	6,7	8,6	8,0	0,0	-	-	4,1
Groupement à FPU	1,0	1,4	2,4	2,9	4,0	4,6	5,9	6,2	8,4	9,8	5,4
Groupement à fiscalité additionnelle	1,4	1,3	3,1	5,1	6,5	8,6	8,2	4,0	-	0,0	4,2
Communes isolées	31,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Note : la volatilité s'explique principalement par la possibilité des communes non concernées par la taxe sur les logements vacants (TLV, à destination de l'Agence Nationale de l'Habitat) et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (sous certaines conditions) d'instituer cette taxe due par les propriétaires des logements vacants depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition situés sur les communes ou sur le territoire des EPCI qui l'ont votée.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties du secteur communal en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 050	1 065	1 100	1 288	1 386	1 445	1 387	1 360	1 425	1 537	1 324
Bourgogne-Franche-Comté	713	745	932	1 150	1 207	1 208	1 238	1 368	1 187	1 313	1 059
Bretagne	674	600	721	926	1 040	1 159	1 266	1 248	1 362	1 149	1 030
Centre-Val de Loire	715	677	873	900	1 081	1 133	1 206	1 237	1 283	1 287	1 031
Corse	1 370	1 124	1 376	1 343	1 237	1 105	2 510	851	1 112	-	1 224
Grand-Est	673	686	928	1 154	1 156	1 237	1 181	1 247	1 121	1 279	1 083
Hauts-de-France	579	579	764	894	933	850	918	926	936	1 148	867
Normandie	1 058	807	779	966	1 230	1 340	1 108	1 153	1 172	1 298	1 022
Nouvelle Aquitaine	775	719	853	986	1 200	1 222	1 468	1 284	1 325	1 502	1 100
Occitanie	883	830	921	962	1 181	1 216	1 327	1 393	1 267	1 374	1 150
Pays de la Loire	579	550	646	813	1 073	1 120	1 498	1 263	1 295	1 199	1 024
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 421	1 608	1 572	1 447	1 460	1 376	1 646	1 476	1 717	1 258	1 450
Métropole hors Île-de-France	809	770	895	1 039	1 179	1 216	1 293	1 267	1 303	1 324	1 124
Île-de-France	1 417	1 469	1 443	1 720	1 475	1 616	1 588	1 670	2 000	3 058	2 020
Métropole	814	786	916	1 075	1 200	1 259	1 347	1 427	1 620	1 801	1 291
Outre-mer	244	24 948	784	1 055	595	493	650	822	817	1 087	781
France entière	814	788	915	1 075	1 193	1 233	1 311	1 391	1 545	1 783	1 274
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	875	769	918	1 138	1 226	1 253	1 312	1 409	1 500	1 379	1 320
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1 158	755	1 052	1 159	1 237	1 272	1 309	1 261	1 057	1 349	1 290
CC ⁽⁵⁾ à FPU	846	775	890	1 019	1 132	1 159	1 300	1 100	-	-	1 011
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	781	806	955	1 119	1 272	1 337	1 316	1 828	-	-	1 053
Groupement à FPU	849	774	901	1 064	1 178	1 219	1 310	1 365	1 450	1 364	1 210
Groupement à fiscalité additionnelle	781	806	955	1 120	1 267	1 326	1 291	1 733	-	1 239	1 056
Communes isolées	519	1 462	754	585	1 304	1 332	1 436	1 667	2 031	3 238	2 613

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la deuxième strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Remarque 2 : les bases de la taxe foncière sont constituées, d'une part, des locaux d'habitation ou passibles de la TH et, d'autre part, des locaux à usage professionnel et commercial et des

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les locaux d'habitation ou passibles de la TH du secteur communal en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	778	759	813	878	926	939	885	909	899	1 026	896
Bourgogne-Franche-Comté	631	630	696	757	757	792	806	884	803	958	754
Bretagne	509	507	597	724	806	847	882	865	972	835	773
Centre-Val de Loire	610	585	594	633	632	753	799	827	920	939	710
Corse	873	858	1 133	1 105	875	800	1 834	661	835	-	933
Grand-Est	488	532	623	666	712	728	748	785	725	854	696
Hauts-de-France	488	478	515	562	606	521	554	603	542	708	556
Normandie	517	480	516	698	884	696	715	767	723	899	658
Nouvelle Aquitaine	649	618	656	753	924	902	1 056	963	942	1 102	829
Occitanie	715	670	720	775	897	905	967	948	904	931	848
Pays de la Loire	508	466	508	578	707	714	1 073	823	860	873	720
Provence-Alpes-Côte d'Azur	949	1 183	1 309	1 175	1 177	1 103	1 118	1 075	1 313	934	1 089
Métropole hors Île-de-France	614	599	659	735	828	822	864	869	900	926	788
Île-de-France	916	899	949	939	985	1 042	1 096	1 079	1 180	1 895	1 269
Métropole	616	605	670	746	839	845	907	952	1 027	1 193	878
Outre-mer	156	29	348	320	504	422	547	574	596	874	586
France entière	616	605	669	745	835	831	888	930	987	1 185	869
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	645	622	681	750	857	831	932	955	971	936	896
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	684	528	775	750	842	837	811	818	609	934	860
CC ⁽⁵⁾ à FPU	617	602	644	724	791	813	861	747	-	-	717
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	613	607	703	793	900	898	880	1 162	-	-	753
Groupeement à FPU	620	604	656	734	822	826	891	919	930	936	830
Groupeement à fiscalité additionnelle	613	607	703	792	892	892	869	1 105	-	847	754
Communes isolées	505	817	668	545	1 164	572	861	1 037	1 278	2 045	1 641

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : les bases de la taxe foncière sont constituées, d'une part, des locaux d'habitation ou passibles de la TH et, d'autre part, des locaux à usage professionnel et commercial et des établissements.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les locaux à usage professionnel et commercial et les établissements industriels et assimilés du secteur communal en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	272	306	287	411	460	507	502	451	526	511	428
Bourgogne-Franche-Comté	82	116	236	393	450	416	433	484	384	355	305
Bretagne	165	93	124	201	234	313	384	382	390	313	257
Centre-Val de Loire	104	92	279	267	449	380	408	409	363	348	321
Corse	497	265	243	238	362	305	676	189	277	-	290
Grand-Est	185	154	305	488	444	508	434	461	396	425	387
Hauts-de-France	91	101	248	333	327	330	364	322	393	439	311
Normandie	541	327	263	269	346	644	392	386	449	400	365
Nouvelle Aquitaine	126	102	198	233	276	320	411	321	383	400	271
Occitanie	168	160	202	187	284	312	360	445	362	443	302
Pays de la Loire	71	84	138	236	366	406	425	441	436	326	304
Provence-Alpes-Côte d'Azur	472	425	263	272	283	274	528	401	403	324	361
Métropole hors Île-de-France	195	171	236	304	352	395	429	398	403	398	336
Île-de-France	501	571	494	781	490	574	492	591	820	1 163	751
Métropole	198	180	246	329	361	414	440	475	593	609	413
Outre-mer	88	24 919	436	736	91	71	104	248	221	213	195
France entière	198	182	246	330	358	402	423	461	558	599	406
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	230	147	237	388	369	421	380	454	529	443	423
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	474	227	276	409	396	434	497	443	448	416	430
CC ⁽⁵⁾ à FPU	228	173	246	295	341	346	439	352	-	-	294
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	168	199	252	326	373	439	436	666	-	-	300
Groupement à FPU	230	170	244	330	356	393	419	447	520	427	381
Groupement à fiscalité additionnelle	168	199	252	328	375	434	422	628	-	392	302
Communes isolées	14	645	86	40	140	759	575	630	753	1 192	972

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la deuxième strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (Guyane).

Remarque 2 : les bases de la taxe foncière sont constituées, d'une part, des locaux d'habitation ou passibles de la TH et, d'autre part, des locaux à usage professionnel et commercial et des

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties du secteur communal en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	139,4	98,4	45,7	22,8	15,6	11,2	6,6	3,9	2,6	3,0	22,5
Bourgogne-Franche-Comté	219,6	133,2	67,5	31,9	20,4	13,7	6,7	6,2	2,5	2,6	57,0
Bretagne	129,3	115,8	71,4	45,6	36,4	24,0	12,0	6,5	5,1	2,7	35,3
Centre-Val de Loire	329,4	200,9	88,0	40,6	24,9	13,7	7,1	5,7	7,2	2,7	53,5
Corse	1,3	2,5	6,5	7,6	3,7	3,2	35,2	0,6	2,7	-	4,8
Grand-Est	262,7	128,2	58,6	24,4	18,3	9,3	5,9	5,2	5,3	3,3	40,2
Hauts-de-France	235,5	137,2	62,6	26,9	15,9	10,5	6,7	3,3	2,6	6,7	32,0
Normandie	275,8	158,8	79,0	34,2	22,8	11,2	7,2	4,8	2,6	2,6	55,3
Nouvelle Aquitaine	140,3	106,2	64,4	29,7	21,5	18,3	10,1	5,3	4,0	2,0	37,0
Occitanie	87,7	62,4	38,4	24,0	19,0	12,9	13,6	6,2	9,6	3,2	22,7
Pays de la Loire	307,6	216,1	102,8	54,5	36,9	29,9	15,0	8,4	7,0	3,3	46,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	59,6	51,5	44,0	35,4	27,5	18,9	19,7	8,8	15,9	3,6	15,4
Métropole hors Île-de-France	194,0	124,0	63,4	32,4	22,9	15,2	10,1	5,5	6,7	3,3	34,5
Île-de-France	224,0	111,9	48,3	23,6	17,7	10,4	6,2	4,9	3,7	5,2	8,5
Métropole	194,3	123,7	62,9	31,9	22,5	14,7	9,4	5,3	5,3	3,8	29,6
Outre-mer	12,4	0,3	8,8	15,8	10,5	18,6	20,2	10,1	23,4	8,3	16,1
France entière	194,3	123,7	62,8	31,9	22,4	14,8	9,9	5,6	7,0	3,9	29,2
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	169,4	101,3	47,4	26,6	17,8	12,0	8,7	5,5	6,0	4,9	12,9
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	123,5	119,2	33,7	17,7	13,3	8,8	6,2	3,8	3,0	2,9	5,6
CC ⁽⁵⁾ à FPU	182,5	119,5	64,6	35,0	27,2	18,8	11,9	8,8	-	-	50,6
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	206,5	133,1	70,8	33,6	22,6	15,9	15,1	6,1	-	-	69,8
Groupement à FPU	181,3	117,2	59,7	31,4	22,4	14,2	9,2	5,4	5,7	3,7	24,4
Groupement à fiscalité additionnelle	206,5	133,1	70,8	33,5	22,8	15,8	14,6	5,5	-	5,4	67,8
Communes isolées	91,9	64,5	46,8	25,2	17,9	48,0	20,1	8,4	13,9	4,7	9,1

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la cotisation foncière des entreprises du secteur communal en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	362	443	378	510	520	578	556	445	519	461	478
Bourgogne-Franche-Comté	141	190	302	457	530	433	425	473	332	340	345
Bretagne	227	136	161	253	285	368	416	420	387	307	294
Centre-Val de Loire	211	190	392	342	541	434	433	420	377	340	385
Corse	519	274	227	224	335	277	609	201	188	-	263
Grand-Est	303	234	372	578	489	571	457	453	366	390	429
Hauts-de-France	198	178	330	374	381	371	402	324	378	416	349
Normandie	802	478	344	312	392	772	417	397	480	363	431
Nouvelle Aquitaine	179	168	285	289	329	381	448	347	415	397	325
Occitanie	222	228	277	236	326	348	392	478	384	453	344
Pays de la Loire	107	151	204	307	429	495	480	450	462	330	357
Provence-Alpes-Côte d'Azur	543	522	330	364	351	336	630	442	425	321	404
Métropole hors Île-de-France	291	261	314	371	407	455	472	411	409	383	382
Île-de-France	652	633	536	772	485	534	434	475	607	808	586
Métropole	294	269	322	392	413	463	465	437	499	500	420
Outre-mer	88	34 810	499	981	169	108	165	407	310	333	298
France entière	294	272	323	394	410	451	449	435	481	496	416
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	352	241	311	446	413	464	402	423	468	399	420
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	597	314	343	438	430	493	540	458	453	397	438
CC ⁽⁵⁾ à FPU	328	257	318	364	402	398	476	364	-	-	358
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	259	295	337	393	423	506	459	549	-	-	371
Groupement à FPU	331	256	317	393	408	442	449	426	466	398	402
Groupement à fiscalité additionnelle	259	295	337	395	429	500	445	547	-	415	373
Communes isolées	39	820	130	49	164	620	484	533	555	833	704

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : le montant élevé de la deuxième strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.3 Taux moyens

Pour le secteur communal, les taux moyens des trois taxes « ménage » sont calculés en divisant la somme des produits théoriques (bases*taux) des communes, des groupements à fiscalité propre et des syndicats à contributions fiscalisées par les bases communales.

Pour la CFE, ce taux est le rapport entre le produit théorique de cette taxe et la somme des bases communales, des bases intercommunales en ZAE et en ZDE pour les communes et groupements à FA, et les bases intercommunales pour les groupements en FPU.

Les taux moyens de la taxe d'habitation* des communes et de leurs groupements en 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	18,42	18,95	19,13	19,21	20,11	20,21	22,94	25,47	25,68	29,98	22,36
Bourgogne-Franche-Comté	18,02	18,82	19,75	20,10	22,59	23,16	24,51	28,14	26,77	32,17	22,76
Bretagne	22,92	24,22	24,49	25,22	26,89	26,57	29,84	32,65	27,88	35,35	27,86
Centre-Val de Loire	19,50	20,26	21,35	22,95	22,83	24,08	25,46	28,10	26,76	31,17	24,52
Corse	25,55	25,37	23,93	24,24	25,74	30,73	27,65	31,50	34,26	-	27,54
Grand-Est	21,14	21,30	21,88	22,82	24,20	26,35	26,15	30,48	28,59	32,19	25,74
Hauts-de-France	22,52	23,01	24,70	27,07	29,82	32,30	33,36	38,24	39,58	39,46	31,59
Normandie	18,84	18,50	19,82	20,80	20,50	22,11	25,47	26,90	30,77	27,98	22,74
Nouvelle Aquitaine	18,47	19,35	20,40	21,09	21,46	23,16	23,86	29,41	31,87	31,28	24,22
Occitanie	19,63	19,86	22,00	23,23	24,20	25,21	24,24	29,28	26,67	34,44	25,85
Pays de la Loire	22,37	23,75	24,75	25,09	25,26	26,09	25,71	31,20	28,78	31,61	27,10
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15,91	17,24	19,31	19,74	21,32	23,52	24,23	26,61	27,62	35,53	26,81
Métropole hors Île-de-France	19,58	20,02	21,26	22,34	23,43	24,38	25,72	29,10	29,65	32,92	25,48
Île-de-France	14,73	15,94	17,23	19,81	21,15	21,88	22,89	23,93	21,22	14,43	20,09
Métropole	19,52	19,88	21,05	22,17	23,24	24,05	25,09	26,75	25,34	25,61	24,14
Outre-mer	25,74	15,07	28,18	30,31	30,16	26,20	25,76	27,52	30,26	25,77	27,54
France entière	19,52	19,88	21,05	22,18	23,27	24,08	25,11	26,77	25,54	25,62	24,19
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	19,02	19,58	21,06	22,24	22,95	23,63	24,37	26,24	25,79	28,53	25,10
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	20,25	22,40	23,99	26,03	27,55	27,65	28,76	30,91	37,28	34,29	31,84
CC ⁽⁵⁾ à FPU	19,10	19,56	20,85	21,85	23,03	23,49	24,98	26,79	-	-	22,20
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	19,93	20,32	21,20	22,11	22,64	23,25	24,18	23,90	-	-	21,86
Groupeement à FPU	19,10	19,58	20,99	22,19	23,37	24,20	25,22	27,03	26,62	32,00	25,42
Groupeement à fiscalité additionnelle	19,93	20,32	21,20	22,13	22,74	23,30	24,42	24,66	-	32,82	22,14
Communes isolées	13,43	21,52	21,13	18,07	25,38	23,47	23,28	23,92	21,46	13,38	16,52

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors majoration des résidences secondaires.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements en 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	11,65	11,37	13,82	12,88	14,51	13,40	16,94	18,61	18,96	19,87	17,00
Bourgogne-Franche-Comté	13,58	13,12	14,54	13,52	17,24	17,28	19,38	17,18	16,80	22,63	17,92
Bretagne	8,38	13,22	13,96	15,01	17,89	16,05	19,28	22,05	16,23	21,99	18,15
Centre-Val de Loire	11,06	14,88	16,19	16,91	14,87	20,18	16,34	18,59	-	21,58	18,93
Corse	20,03	20,45	23,39	18,80	15,49	-	-	-	-	-	20,22
Grand-Est	14,24	14,75	15,07	15,46	15,61	18,01	17,01	20,32	19,21	17,41	17,53
Hauts-de-France	14,95	14,34	15,77	18,11	18,18	20,89	21,16	24,68	24,04	17,97	21,05
Normandie	8,07	9,98	16,31	15,08	12,74	19,73	22,42	21,43	-	20,10	19,59
Nouvelle Aquitaine	14,38	14,05	15,51	16,93	17,92	15,43	13,48	17,60	23,89	18,46	17,47
Occitanie	19,42	14,36	14,58	14,53	13,95	16,04	15,07	17,74	15,54	29,33	17,08
Pays de la Loire	15,66	15,45	16,23	17,06	16,29	16,97	16,19	17,72	20,33	-	17,32
Provence-Alpes-Côte d'Azur	14,11	11,13	13,20	15,00	15,76	14,18	15,79	19,62	20,49	-	16,86
Métropole hors Île-de-France	14,61	13,69	15,09	15,52	15,79	16,96	17,43	20,05	19,65	20,14	18,09
Île-de-France	14,01	12,04	13,42	12,10	11,86	20,47	16,93	18,68	-	-	16,27
Métropole	14,61	13,64	15,05	15,38	15,67	17,05	17,39	20,02	19,65	20,14	18,05
Outre-mer	-	-	-	-	12,88	15,39	17,32	18,13	21,99	19,17	19,50
France entière	14,61	13,64	15,05	15,38	15,64	17,00	17,39	19,68	20,34	20,00	18,21
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	30,61	16,89	14,09	15,76	15,27	15,18	17,36	19,64	20,34	20,34	19,24
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	20,86	32,05	23,33	34,16	30,82	18,64	19,81	21,93	-	18,69	19,75
CC ⁽⁵⁾ à FPU	14,36	12,39	13,94	14,21	14,37	15,72	15,62	17,56	-	-	14,98
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	14,09	14,77	16,60	16,47	17,78	21,57	22,02	-	-	-	18,44
Groupeement à FPU	15,35	12,90	14,29	14,95	14,92	15,82	16,82	19,69	20,34	20,00	18,19
Groupeement à fiscalité additionnelle	14,09	14,77	16,60	16,45	17,78	21,45	21,51	19,02	-	-	18,42
Communes isolées	12,57	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,57

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2015*

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	15,75	18,62	16,70	17,12	18,48	19,70	22,44	24,19	23,91	22,40	20,22
Bourgogne-Franche-Comté	13,16	14,61	16,23	18,09	19,73	22,62	25,26	25,96	19,80	27,60	20,43
Bretagne	17,03	17,53	18,49	19,18	19,51	20,95	23,10	25,94	23,97	27,36	21,71
Centre-Val de Loire	14,05	15,85	18,15	22,53	22,45	25,41	27,61	28,73	24,04	26,56	23,52
Corse	12,41	13,82	10,86	10,52	12,12	17,22	11,25	23,68	18,40	-	14,50
Grand-Est	14,46	15,04	15,39	15,87	15,93	18,68	18,26	22,47	24,69	24,24	18,66
Hauts-de-France	16,06	17,06	18,80	22,11	25,07	27,37	29,35	31,10	31,09	29,55	26,08
Normandie	19,42	19,83	20,80	24,38	26,20	25,73	30,47	28,98	37,98	27,56	25,22
Nouvelle Aquitaine	13,18	15,44	17,42	20,73	20,39	23,55	23,42	29,01	29,80	25,62	22,79
Occitanie	16,67	16,52	20,04	21,65	23,51	23,61	26,83	33,02	30,02	28,24	24,96
Pays de la Loire	18,53	19,91	20,08	19,72	20,79	21,35	20,07	25,13	25,01	29,38	22,78
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18,14	18,68	17,51	16,25	18,74	21,69	23,49	25,08	23,28	25,52	23,04
Métropole hors Île-de-France	15,47	16,84	17,77	19,24	20,45	22,23	24,04	27,11	26,36	25,99	22,41
Île-de-France	10,99	14,28	15,09	17,92	18,60	20,00	21,57	19,89	16,21	9,27	15,50
Métropole	15,41	16,73	17,61	19,12	20,29	21,92	23,50	23,76	20,67	18,17	20,40
Outre-mer	11,80	6,24	25,87	20,08	32,06	26,13	27,27	24,61	29,77	24,23	26,41
France entière	15,41	16,70	17,62	19,13	20,35	21,98	23,60	23,79	21,12	18,27	20,52
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	13,91	15,79	17,49	19,17	21,08	22,63	24,04	24,04	22,34	24,36	22,82
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	19,20	18,62	17,41	19,86	20,46	23,28	24,61	25,91	28,95	25,59	25,02
CC ⁽⁵⁾ à FPU	15,46	15,92	17,11	18,96	19,86	21,68	23,08	24,91	-	-	19,41
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	15,45	17,80	18,65	19,30	20,24	20,49	21,54	18,37	-	-	19,12
Groupement à FPU	15,37	15,92	17,21	19,08	20,39	22,35	23,84	24,38	22,88	25,08	22,27
Groupement à fiscalité additionnelle	15,45	17,80	18,65	19,33	20,29	20,61	21,86	19,68	-	26,27	19,38
Communes isolées	4,04	13,27	16,39	13,48	14,73	9,85	20,90	17,71	14,64	8,37	10,64

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties* des communes et de leurs groupements en 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	63,01	54,61	55,13	58,39	58,28	59,40	65,83	64,97	47,41	41,93	56,64
Bourgogne-Franche-Comté	31,71	34,96	39,90	44,96	47,50	56,51	61,31	47,12	88,10	60,75	37,64
Bretagne	57,67	57,06	53,33	52,34	51,76	52,73	61,49	51,14	62,45	44,32	53,44
Centre-Val de Loire	33,35	35,84	41,34	46,62	47,83	57,93	60,80	53,93	37,68	40,55	40,60
Corse	54,04	57,38	58,84	84,23	59,28	73,61	105,49	66,10	48,60	-	73,99
Grand-Est	25,75	30,16	39,32	46,71	46,84	51,02	56,86	56,78	53,69	55,68	35,37
Hauts-de-France	36,51	40,13	46,28	55,57	62,24	67,12	71,08	64,83	69,19	19,06	46,29
Normandie	34,44	37,00	42,15	48,99	48,57	53,34	63,04	52,09	79,70	31,22	40,48
Nouvelle Aquitaine	54,30	57,69	58,71	62,92	62,54	64,71	60,59	72,94	62,26	82,67	59,45
Occitanie	86,38	88,38	92,42	88,18	87,13	95,52	99,59	99,37	78,54	71,92	90,20
Pays de la Loire	36,55	40,40	43,62	46,56	48,46	51,83	53,30	69,91	52,58	52,04	45,47
Provence-Alpes-Côte d'Azur	63,71	60,79	54,84	61,73	57,40	59,65	52,37	49,10	51,89	27,18	53,68
Métropole hors Île-de-France	39,32	43,92	49,98	55,34	56,70	61,66	64,73	62,60	57,93	44,14	49,58
Île-de-France	34,11	41,18	50,11	59,22	64,57	71,86	73,42	62,07	40,56	18,68	50,97
Métropole	39,27	43,86	49,98	55,50	57,13	62,43	65,79	62,41	52,48	34,52	49,66
Outre-mer	14,70	18,56	37,47	76,47	26,53	17,47	18,78	35,45	13,09	20,93	20,29
France entière	39,27	43,86	49,98	55,52	56,98	60,53	60,87	59,48	40,28	33,80	49,15
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	35,59	41,83	51,13	55,91	58,68	63,47	63,48	62,91	52,45	34,75	54,39
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	33,21	45,25	52,27	58,79	54,87	66,67	61,93	63,49	66,83	45,97	56,48
CC ⁽⁵⁾ à FPU	42,27	46,02	50,60	55,25	55,08	61,86	65,03	64,13	-	-	50,58
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	37,17	41,71	48,31	55,89	61,01	58,65	55,04	53,55	-	-	45,30
Groupement à FPU	41,80	45,55	50,72	55,57	56,22	62,91	63,83	63,08	53,31	40,05	51,80
Groupement à fiscalité additionnelle	37,17	41,71	48,31	55,74	60,60	58,73	55,72	54,80	-	42,87	45,33
Communes isolées	13,63	34,98	44,85	29,15	62,01	10,62	20,78	23,46	12,89	16,67	16,63

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors la taxe additionnelle.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	30,45	30,80	26,32	26,01	25,51	25,83	26,62	27,68	26,92	28,56	26,89
Bourgogne-Franche-Comté	20,97	21,31	22,21	23,49	24,98	24,72	25,07	25,41	30,51	25,96	23,96
Bretagne	22,89	23,56	24,15	24,24	24,97	25,57	26,45	26,09	24,59	28,90	25,62
Centre-Val de Loire	21,49	21,17	22,16	22,43	22,75	23,60	24,14	25,05	25,89	24,10	23,25
Corse	17,58	14,95	17,07	19,42	17,34	19,57	19,98	24,39	20,77	-	19,06
Grand-Est	18,36	19,57	21,63	21,74	22,97	24,07	23,42	24,16	24,30	26,27	23,04
Hauts-de-France	22,80	23,60	25,21	26,66	28,22	29,67	31,06	31,11	32,08	30,89	28,92
Normandie	17,27	18,82	22,16	22,88	22,59	24,90	25,41	24,85	24,95	25,67	22,99
Nouvelle Aquitaine	27,27	26,46	25,00	26,21	26,61	27,72	29,38	30,86	30,68	32,16	28,04
Occitanie	35,02	33,52	31,76	32,59	31,76	33,67	33,53	34,16	34,12	33,95	33,32
Pays de la Loire	22,73	22,18	22,96	23,52	24,62	25,03	26,86	29,77	26,10	28,46	25,68
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29,96	27,52	28,87	28,55	28,94	29,28	31,20	30,91	31,39	30,77	30,49
Métropole hors Île-de-France	23,11	24,44	24,62	25,12	25,83	26,80	28,04	28,95	29,40	29,55	26,96
Île-de-France	21,41	22,51	22,72	22,86	23,92	24,65	26,35	25,88	25,96	18,24	23,22
Métropole	23,08	24,33	24,50	24,89	25,67	26,54	27,75	27,62	27,50	24,52	25,99
Outre-mer	22,06	24,56	20,62	24,78	20,23	23,80	23,24	24,39	24,97	23,49	24,18
France entière	23,08	24,34	24,49	24,89	25,65	26,51	27,66	27,44	27,35	24,50	25,95
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	22,40	24,94	25,86	25,88	26,84	26,83	27,37	26,88	26,75	27,48	26,84
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	32,31	26,75	29,11	28,95	28,81	30,48	30,66	30,60	33,58	30,58	30,63
CC ⁽⁵⁾ à FPU	22,25	23,58	23,64	23,82	24,45	24,78	26,03	26,56	-	-	24,32
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	23,98	25,06	24,96	24,97	24,99	24,94	26,38	24,14	-	-	25,02
Groupeement à FPU	22,34	23,77	24,31	24,88	25,80	26,71	27,65	27,62	27,49	29,39	26,85
Groupeement à fiscalité additionnelle	23,98	25,06	24,96	24,94	24,91	24,95	26,41	24,73	-	27,11	25,07
Communes isolées	19,39	19,90	26,97	19,82	27,00	29,76	32,57	26,39	26,73	16,52	20,13

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.4 Produits moyens par habitant

Les produits par habitant de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	236	235	259	278	308	306	317	344	365	440	316
Bourgogne-Franche-Comté	189	198	228	250	267	282	292	373	312	429	270
Bretagne	195	203	247	307	363	372	438	425	424	490	356
Centre-Val de Loire	199	196	212	241	244	293	336	373	409	398	281
Corse	370	366	463	465	379	403	857	335	392	-	418
Grand-Est	168	186	222	242	268	292	300	358	305	394	277
Hauts-de-France	181	184	214	252	304	267	287	345	314	416	278
Normandie	163	150	172	246	300	235	263	306	303	368	236
Nouvelle Aquitaine	195	196	221	265	334	348	412	428	470	508	324
Occitanie	233	221	260	298	363	375	379	430	372	451	348
Pays de la Loire	186	182	214	250	308	319	464	411	408	427	324
Provence-Alpes-Côte d'Azur	245	337	422	378	417	433	435	433	577	482	457
Métropole hors Île-de-France	198	198	233	272	322	325	354	383	415	443	320
Île-de-France	226	239	271	305	349	372	398	398	373	334	368
Métropole	199	199	234	274	324	330	362	389	396	413	328
Outre-mer	47	9,5	123	132	183	128	163	181	196	239	181
France entière	199	199	234	274	322	323	352	376	377	409	324
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	208	206	243	281	334	322	360	380	376	384	350
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	231	200	308	322	376	375	365	383	335	465	413
CC ⁽⁵⁾ à FPU	196	196	224	262	300	307	339	299	-	-	260
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	200	202	244	283	332	332	333	416	-	-	266
Groupeement à FPU	197	197	231	271	320	324	355	376	372	433	331
Groupeement à fiscalité additionnelle	200	202	244	283	331	330	333	407	-	425	270
Communes isolées	108	312	242	173	490	170	307	367	406	326	346

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la majoration* de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires des communes et de leurs groupements en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,00	0,00	0,02	0,08	0,18	0,14	0,18	0,06	1,24	0,23	0,14
Bourgogne-Franche-Comté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bretagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Centre-Val de Loire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00
Grand-Est	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hauts-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Normandie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Nouvelle Aquitaine	0,00	0,00	0,03	0,03	0,13	0,34	2,00	2,32	0,00	0,00	0,51
Occitanie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,05	0,00	0,51	0,00	1,85	0,37
Pays de la Loire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,34	0,94	1,18	0,28
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,00	0,00	2,37	0,95	0,82	2,27	2,59	3,58	5,11	0,00	1,97
Métropole hors Île-de-France	0,00	0,00	0,06	0,06	0,11	0,26	0,49	0,92	1,14	0,40	0,33
Île-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,08	0,47	7,80	1,87
Métropole	0,00	0,00	0,06	0,06	0,10	0,23	0,40	0,59	0,83	2,44	0,61
Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
France entière	0,00	0,00	0,06	0,06	0,10	0,23	0,38	0,55	0,76	2,37	0,59
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,00	0,00	0,33	0,09	0,12	0,42	0,67	0,78	0,88	0,06	0,54
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	0,00	0,00	0,04	0,54	0,50	0,38	0,29	0,04	0,00	0,60	0,39
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,02	0,05	0,00	-	-	0,01
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,00	0,00	0,01	0,01	0,14	0,09	0,00	0,00	-	-	0,02
Groupeement à FPU	0,00	0,00	0,08	0,07	0,09	0,25	0,42	0,60	0,78	0,39	0,34
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,00	0,00	0,01	0,01	0,14	0,08	0,00	0,00	-	0,00	0,02
Communes isolées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,61	9,22	5,32

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Institution en 2015 de la possibilité pour les communes classées dans les zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants de majorer de 20 % la part communale de la taxe d'habitation au titre des résidences secondaires

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,14	0,16	0,33	0,43	0,43	0,52	0,93	1,00	2,11	2,07	0,82
Bourgogne-Franche-Comté	0,14	0,17	0,47	0,42	2,23	1,49	1,11	1,79	4,35	3,58	1,13
Bretagne	0,09	0,09	0,32	0,36	0,38	0,71	1,63	3,06	1,81	1,28	0,86
Centre-Val de Loire	0,11	0,22	0,44	0,61	0,73	1,34	1,00	2,05	0,00	5,24	1,25
Corse	0,62	0,46	1,64	1,56	1,04	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,65
Grand-Est	0,18	0,20	0,30	0,54	0,57	1,62	1,50	2,33	2,40	3,64	1,32
Hauts-de-France	0,24	0,17	0,38	0,78	0,92	1,05	1,05	2,47	1,53	1,62	1,10
Normandie	0,08	0,08	0,25	0,52	0,94	1,59	2,03	2,81	0,00	6,01	1,52
Nouvelle Aquitaine	0,15	0,19	0,42	0,52	0,61	1,22	1,07	2,14	2,82	1,41	1,03
Occitanie	0,23	0,23	0,58	0,60	0,85	1,03	1,57	0,73	4,26	1,22	1,00
Pays de la Loire	0,11	0,47	0,38	0,30	0,17	0,28	0,66	1,01	1,33	0,00	0,40
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,19	0,19	0,71	0,86	1,33	0,40	0,71	0,56	1,24	0,00	0,52
Métropole hors Île-de-France	0,18	0,19	0,40	0,53	0,72	0,95	1,17	1,63	1,96	1,81	0,98
Île-de-France	0,23	0,24	0,24	0,31	0,23	0,24	0,46	0,05	0,00	0,00	0,10
Métropole	0,18	0,19	0,39	0,51	0,68	0,87	1,04	1,00	1,07	1,31	0,81
Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,65	0,70	1,03	3,19	4,94	8,34	3,44
France entière	0,18	0,19	0,39	0,51	0,68	0,86	1,04	1,13	1,43	1,49	0,90
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,21	0,17	0,28	0,34	0,58	0,53	0,94	1,34	1,93	3,89	1,40
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1,63	0,37	0,75	0,35	0,18	0,54	0,55	0,64	0,00	0,61	0,55
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,15	0,18	0,35	0,49	0,66	1,04	1,36	1,62	-	-	0,62
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,19	0,20	0,52	0,85	1,19	1,86	1,76	0,00	-	-	0,76
Groupeement à FPU	0,16	0,18	0,34	0,44	0,59	0,74	0,99	1,21	1,71	1,95	0,98
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,19	0,20	0,52	0,84	1,16	1,84	1,75	0,77	-	0,00	0,77
Communes isolées	3,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant des taxes d'habitation* des communes et de leurs groupements en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	236	235	259	278	309	306	318	345	368	443	317
Bourgogne-Franche-Comté	189	198	229	250	269	284	293	375	316	433	271
Bretagne	195	203	247	307	363	373	439	428	426	491	357
Centre-Val de Loire	200	196	212	242	245	295	337	375	409	404	282
Corse	371	366	465	467	380	403	857	335	392	-	418
Grand-Est	168	186	223	243	268	293	302	360	307	398	278
Hauts-de-France	182	185	214	252	305	268	288	348	315	417	279
Normandie	163	150	172	247	301	237	265	309	303	374	237
Nouvelle Aquitaine	195	196	222	266	335	349	415	433	473	509	325
Occitanie	233	222	261	298	364	376	381	431	376	454	349
Pays de la Loire	186	182	215	250	308	320	465	412	410	428	325
Provence-Alpes-Côte d'Azur	246	338	425	379	419	436	438	437	583	482	459
Métropole hors Île-de-France	199	199	233	273	323	326	355	385	418	445	321
Île-de-France	226	239	271	306	349	372	399	398	373	342	369
Métropole	199	199	235	275	324	331	363	390	398	417	330
Outre-mer	47	9,5	123	132	184	129	164	184	201	248	184
France entière	199	199	235	274	323	324	353	378	379	413	325
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	208	207	244	282	334	323	361	382	379	388	352
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	233	201	309	323	377	376	366	384	335	466	414
CC ⁽⁵⁾ à FPU	196	196	224	263	300	308	340	301	-	-	261
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	200	202	244	284	334	334	335	416	-	-	267
Groupelement à FPU	197	197	231	272	320	325	356	378	374	435	332
Groupelement à fiscalité additionnelle	200	202	244	284	333	332	334	408	-	425	270
Communes isolées	112	312	242	173	490	170	307	367	406	335	352

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Institution en 2015 de la possibilité pour les communes classées dans les zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants de majorer de 20 % la part communale de la taxe d'habitation au titre des résidences secondaires

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2015*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	165	198	184	221	256	285	311	329	341	344	268
Bourgogne-Franche-Comté	94	109	151	208	238	273	313	355	235	362	216
Bretagne	115	105	133	178	203	243	293	324	327	314	224
Centre-Val de Loire	100	107	158	203	243	288	333	355	308	342	243
Corse	170	155	149	141	150	190	282	201	205	-	177
Grand-Est	97	103	143	183	184	231	216	280	277	310	202
Hauts-de-France	93	99	144	198	234	233	269	288	291	339	226
Normandie	205	160	162	236	322	345	337	334	445	358	258
Nouvelle Aquitaine	102	111	149	204	245	288	344	373	395	385	251
Occitanie	147	137	185	208	278	287	356	460	380	388	287
Pays de la Loire	107	109	130	160	223	239	301	318	324	352	233
Provence-Alpes-Côte d'Azur	258	300	275	235	274	299	387	370	400	321	334
Métropole hors Île-de-France	125	130	159	200	241	270	311	344	344	344	252
Île-de-France	156	210	218	308	274	323	343	332	324	283	313
Métropole	125	131	161	206	243	276	317	339	335	327	263
Outre-mer	29	1 557	203	212	191	129	177	202	243	263	206
France entière	125	132	161	206	243	271	309	331	326	326	261
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	122	121	161	218	258	283	315	339	335	336	301
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	222	141	183	230	253	296	322	327	306	345	323
CC ⁽⁵⁾ à FPU	131	123	152	193	225	251	300	274	-	-	196
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	121	143	178	216	258	274	283	336	-	-	201
Groupeement à FPU	131	123	155	203	240	272	312	333	332	342	270
Groupeement à fiscalité additionnelle	121	143	178	216	257	273	282	341	-	326	205
Communes isolées	21	194	124	79	192	131	300	295	297	271	278

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	87,7	53,7	25,2	13,3	9,1	6,6	4,4	2,5	1,2	1,3	12,8
Bourgogne-Franche-Comté	69,6	46,5	26,9	14,3	9,7	7,8	4,1	2,9	2,2	1,6	21,4
Bretagne	74,5	66,1	38,1	23,9	18,8	12,6	7,4	3,3	3,2	1,2	18,9
Centre-Val de Loire	109,8	71,9	36,3	18,9	11,9	7,9	4,3	3,1	2,7	1,1	21,7
Corse	0,7	1,4	3,8	6,4	2,2	2,4	37,2	0,4	1,3	-	3,5
Grand-Est	67,6	38,6	23,0	11,4	8,6	4,7	3,3	3,0	2,9	1,9	14,2
Hauts-de-France	85,9	55,0	28,9	15,0	9,9	7,0	4,8	2,1	1,8	1,3	14,8
Normandie	95,0	58,7	33,3	16,7	11,1	6,0	4,5	2,5	2,1	0,8	22,4
Nouvelle Aquitaine	76,2	61,2	37,8	18,7	13,4	11,8	6,1	3,9	2,5	1,6	22,0
Occitanie	75,7	55,1	35,5	21,1	16,6	12,3	13,6	6,2	7,5	2,3	20,5
Pays de la Loire	112,4	87,3	44,8	25,4	17,9	15,5	8,0	5,9	3,7	1,7	21,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	37,9	31,2	24,1	21,8	15,8	11,3	10,3	4,3	8,2	1,0	8,3
Métropole hors Île-de-France	76,2	54,4	31,7	17,9	13,0	9,4	6,5	3,4	3,9	1,4	17,1
Île-de-France	76,4	46,0	24,2	14,0	11,4	7,4	4,5	3,0	1,5	1,0	4,3
Métropole	76,2	54,2	31,4	17,7	12,9	9,2	6,2	3,3	2,8	1,3	14,7
Outre-mer	1,8	0,05	3,3	12,1	2,8	3,2	3,8	3,6	3,1	1,7	3,3
France entière	76,2	54,2	31,3	17,7	12,8	9,0	6,0	3,3	2,8	1,3	14,3
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	60,2	42,3	24,2	14,9	10,4	7,6	5,5	3,5	3,2	1,7	7,0
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	40,9	53,9	17,6	10,4	7,3	5,9	3,9	2,4	2,0	1,4	3,2
CC ⁽⁵⁾ à FPU	77,1	55,0	32,7	19,3	15,0	11,6	7,7	5,7	-	-	25,6
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	76,7	55,5	34,2	18,8	13,8	9,3	8,3	3,3	-	-	31,6
Groupeement à FPU	75,7	53,4	30,3	17,4	12,6	9,0	5,9	3,4	3,0	1,5	12,6
Groupeement à fiscalité additionnelle	76,7	55,5	34,2	18,7	13,8	9,3	8,1	3,0	-	2,3	30,7
Communes isolées	12,5	22,6	21,0	73,2	11,1	5,1	4,2	2,0	1,8	0,8	1,5

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (y compris la taxe additionnelle) des communes et de leurs groupements en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	88,4	54,5	26,3	14,5	10,4	7,8	5,4	3,3	1,8	2,0	13,8
Bourgogne-Franche-Comté	70,5	47,6	28,2	15,5	10,9	9,0	5,1	3,9	2,7	2,3	22,5
Bretagne	75,2	66,9	39,1	25,3	20,6	14,1	8,7	4,6	4,3	1,8	20,1
Centre-Val de Loire	112,1	73,4	37,8	20,4	13,4	9,4	5,4	4,4	4,2	1,9	23,1
Corse	1,2	2,3	6,2	9,0	3,5	3,6	49,5	0,6	2,3	-	5,2
Grand-Est	68,1	39,3	23,9	12,4	9,5	5,7	4,3	3,7	3,6	2,7	15,1
Hauts-de-France	86,9	56,2	30,3	16,4	11,3	8,3	6,0	3,1	2,7	4,2	16,1
Normandie	97,5	61,0	35,5	19,2	13,6	7,3	6,0	3,9	3,1	1,7	24,2
Nouvelle Aquitaine	77,0	62,2	39,1	20,4	15,4	14,0	7,6	5,1	3,5	2,2	23,3
Occitanie	76,7	56,7	37,3	23,0	18,7	14,0	15,4	8,0	10,2	3,4	22,2
Pays de la Loire	113,6	88,4	46,1	26,6	19,4	16,8	9,6	6,8	4,6	2,4	22,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	39,3	33,5	26,3	24,4	17,9	12,9	12,2	5,5	9,9	1,6	9,7
Métropole hors Île-de-France	77,3	55,6	33,1	19,4	14,6	10,8	7,9	4,5	5,1	2,3	18,4
Île-de-France	78,3	48,1	26,1	16,0	12,8	9,0	5,5	3,9	2,0	1,3	5,1
Métropole	77,3	55,5	32,8	19,3	14,5	10,6	7,4	4,3	3,7	2,0	15,9
Outre-mer	3,3	0,05	3,7	13,4	3,3	3,5	4,4	4,5	3,7	2,7	4,0
France entière	77,2	55,5	32,8	19,3	14,4	10,4	7,3	4,3	3,7	2,0	15,5
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	61,6	43,8	25,8	16,6	12,1	9,1	6,7	4,5	4,1	2,7	8,2
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	41,5	55,1	19,2	11,9	8,6	7,1	5,0	3,2	2,9	2,2	4,1
CC ⁽⁵⁾ à FPU	78,1	56,2	34,0	20,8	16,6	13,0	9,2	6,7	-	-	26,9
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	77,7	56,7	35,6	20,3	15,6	10,9	9,6	4,1	-	-	33,0
Groupement à FPU	76,8	54,6	31,7	19,0	14,1	10,3	7,1	4,4	4,0	2,4	13,8
Groupement à fiscalité additionnelle	77,7	56,7	35,6	20,3	15,6	10,9	9,4	3,9	-	3,6	32,1
Communes isolées	12,8	26,4	21,6	75,8	12,8	5,3	4,9	2,6	2,2	0,9	1,8

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant des trois taxes ménages des communes et de leurs groupements en 2015*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	490	488	469	513	575	599	635	677	711	789	599
Bourgogne-Franche-Comté	354	354	408	474	518	566	611	734	554	797	510
Bretagne	385	375	419	510	587	630	741	756	757	807	601
Centre-Val de Loire	412	376	408	465	501	592	676	734	722	747	547
Corse	542	524	621	617	533	597	1 189	537	599	-	601
Grand-Est	334	329	389	438	462	530	522	644	588	710	496
Hauts-de-France	362	340	388	467	550	509	563	639	609	761	522
Normandie	466	371	370	502	637	589	608	646	751	733	519
Nouvelle Aquitaine	375	369	409	490	595	651	767	811	872	896	599
Occitanie	457	415	483	529	661	677	752	899	767	846	658
Pays de la Loire	407	380	390	437	550	575	775	737	739	783	580
Provence-Alpes-Côte d'Azur	543	672	726	639	710	747	837	812	993	804	803
Métropole hors Île-de-France	401	384	426	492	578	608	674	733	767	792	591
Île-de-France	460	497	515	630	637	704	747	734	699	626	688
Métropole	402	386	429	499	582	618	687	734	736	746	609
Outre-mer	79	1 566	330	357	378	261	346	391	448	514	395
France entière	401	386	429	499	580	606	670	713	709	740	602
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	391	372	430	517	605	615	683	725	718	726	661
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	496	396	511	565	639	679	693	713	645	814	740
CC ⁽⁵⁾ à FPU	405	376	410	477	542	573	650	582	-	-	484
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	399	403	458	521	607	618	628	756	-	-	501
Groupeement à FPU	404	375	418	494	575	608	676	715	710	780	616
Groupeement à fiscalité additionnelle	399	403	458	521	606	616	626	753	-	754	507
Communes isolées	146	532	387	327	695	307	612	665	706	607	632

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, y compris taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	110	136	100	133	133	149	148	123	140	132	128
Bourgogne-Franche-Comté	30	40	67	107	132	107	107	120	101	88	83
Bretagne	52	32	39	61	71	94	110	110	95	89	75
Centre-Val de Loire	45	40	87	77	123	103	105	105	98	82	90
Corse	91	41	39	44	58	54	122	49	39	-	50
Grand-Est	56	46	80	126	112	138	107	109	89	102	99
Hauts-de-France	45	42	83	100	107	110	125	101	121	129	101
Normandie	139	90	76	71	89	192	106	99	120	93	99
Nouvelle Aquitaine	49	44	71	76	88	106	132	107	127	128	91
Occitanie	78	77	88	77	103	117	131	163	131	154	115
Pays de la Loire	24	33	47	72	106	124	129	134	121	94	92
Provence-Alpes-Côte d'Azur	163	144	95	104	101	99	196	137	133	99	123
Métropole hors Île-de-France	67	64	77	93	105	122	132	119	120	113	103
Île-de-France	140	142	122	177	116	132	114	123	158	147	136
Métropole	68	66	79	98	106	123	129	121	137	123	109
Outre-mer	19	8 549	103	243	34	26	38	99	77	78	72
France entière	68	66	79	98	105	120	124	119	132	121	108
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	79	60	81	115	111	124	110	114	125	110	113
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	193	84	100	127	124	150	165	140	152	121	134
CC ⁽⁵⁾ à FPU	73	61	75	87	98	99	124	97	-	-	87
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	62	74	84	98	106	126	121	132	-	-	93
Groupeement à FPU	74	61	77	98	105	118	124	118	128	117	108
Groupeement à fiscalité additionnelle	62	74	84	98	107	125	118	135	-	112	93
Communes isolées	8	163	35	10	44	185	158	141	148	138	142

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : le montant élevé de la deuxième strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (Guyane).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes et de leurs groupements en 2015*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	17	22	36	57	76	79	89	76	89	93	67
Bourgogne-Franche-Comté	12	18	35	61	70	65	73	84	71	67	49
Bretagne	18	15	20	35	43	57	86	75	78	64	50
Centre-Val de Loire	15	17	40	53	67	66	85	79	93	77	59
Corse	23	18	27	45	51	62	115	32	50	-	42
Grand-Est	18	20	39	59	64	70	63	79	66	71	55
Hauts-de-France	15	17	36	54	46	49	54	62	66	87	51
Normandie	25	27	37	51	70	92	73	69	79	72	55
Nouvelle Aquitaine	16	16	29	43	53	65	75	64	94	79	51
Occitanie	14	16	24	32	47	48	61	81	67	85	50
Pays de la Loire	10	14	25	39	63	70	80	98	93	74	58
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23	26	30	38	38	42	79	67	61	56	56
Métropole hors Île-de-France	16	19	32	47	57	63	73	72	75	75	55
Île-de-France	28	51	54	101	63	77	72	88	130	211	120
Métropole	17	20	33	50	57	64	73	79	100	112	67
Outre-mer	1,9	52	16	35	6,1	4,6	11	38	25	35	25
France entière	17	20	33	50	57	62	70	76	93	110	66
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	22	22	37	57	60	61	63	73	91	79	69
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	25	26	48	73	66	75	92	82	84	77	79
CC ⁽⁵⁾ à FPU	17	19	32	46	53	57	70	61	-	-	43
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	15	20	33	47	57	65	63	107	-	-	41
Groupeement à FPU	18	19	33	51	57	62	70	74	90	78	62
Groupeement à fiscalité additionnelle	15	20	33	47	58	65	62	101	-	81	42
Communes isolées	19	89	14	6,7	19	99	88	100	110	222	170

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la part intercommunale du produit de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes et de leurs groupements en 2015*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	38,4	27,4	15,2	13,9	5,5	14,1	8,3	3,8	4,6	4,0	10,9
Bourgogne-Franche-Comté	16,1	9,6	6,4	6,6	7,2	6,9	3,2	3,0	2,3	3,7	6,6
Bretagne	10,5	20,8	7,1	7,5	4,7	5,0	3,0	3,4	2,4	3,2	5,5
Centre-Val de Loire	32,5	18,9	30,0	7,8	25,8	5,8	3,8	3,2	2,5	2,1	14,3
Corse	30,1	13,6	8,0	11,2	9,8	4,9	9,0	2,5	3,4	-	8,1
Grand-Est	40,1	16,6	15,1	26,5	9,9	11,9	9,2	2,9	2,3	2,9	12,9
Hauts-de-France	25,9	17,2	10,6	7,8	8,7	4,8	13,7	2,6	4,5	2,9	8,4
Normandie	12,3	26,1	16,6	4,7	3,8	4,1	3,3	2,7	2,3	6,0	10,4
Nouvelle Aquitaine	13,6	11,4	13,8	8,3	7,2	5,0	5,0	2,7	4,1	3,3	8,0
Occitanie	23,5	19,3	14,2	7,7	11,3	5,6	4,4	3,5	6,4	3,5	8,7
Pays de la Loire	11,5	5,9	6,8	12,7	6,6	11,2	3,6	2,6	5,3	3,5	7,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	40,1	31,5	14,7	10,1	10,1	6,9	15,5	8,4	5,0	3,8	8,3
Métropole hors Île-de-France	25,5	17,8	13,7	11,2	8,5	7,9	8,0	3,9	4,3	3,6	9,3
Île-de-France	51,7	23,2	8,3	26,9	4,1	3,2	3,6	2,8	3,5	3,7	4,3
Métropole	25,8	17,9	13,5	12,0	8,2	7,4	7,2	3,5	4,0	3,6	8,4
Outre-mer	9,5	151,7	5,2	18,8	2,5	2,5	1,7	2,9	2,7	2,3	2,6
France entière	25,7	17,9	13,5	12,0	8,2	7,3	6,9	3,4	3,8	3,6	8,2
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	41,1	14,3	7,3	10,0	6,3	6,1	5,6	3,5	4,0	3,5	5,1
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	40,2	17,1	14,5	6,4	5,4	4,5	11,8	3,0	5,3	3,5	5,0
CC ⁽⁵⁾ à FPU	22,0	13,6	14,8	14,6	9,7	6,5	6,4	4,9	-	-	12,0
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	27,9	24,1	14,6	9,4	8,9	16,8	7,9	2,3	-	-	15,4
Groupement à FPU	23,4	13,7	13,0	12,7	8,1	6,0	7,0	3,5	4,2	3,5	7,4
Groupement à fiscalité additionnelle	27,9	24,1	14,6	9,3	8,8	16,8	7,5	2,3	-	3,2	15,0
Communes isolées	0,0	30,8	2,7	0,9	1,6	2,7	1,6	3,1	2,2	3,8	3,2

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la part intercommunale du produit de la métropole de Lyon.

Remarque : le montant élevé de la deuxième strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la taxe sur les surfaces commerciales des communes et de leurs groupements en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,3	0,7	4,0	9,2	14,1	15,3	15,3	17,3	18,1	7,9	10,6
Bourgogne-Franche-Comté	0,1	0,6	7,7	18,7	17,3	20,3	23,6	21,4	11,4	11,1	11,8
Bretagne	0,0	0,1	1,8	9,1	12,6	19,9	22,5	18,8	24,1	11,1	12,6
Centre-Val de Loire	0,2	0,2	4,8	11,5	13,8	19,9	24,6	17,5	9,5	8,6	11,6
Corse	0,0	0,0	5,9	10,3	10,1	23,4	36,8	6,8	14,2	-	10,8
Grand-Est	0,0	1,2	6,0	14,1	16,2	18,0	18,8	16,3	11,3	8,2	11,0
Hauts-de-France	0,2	1,1	6,3	14,1	11,5	13,9	17,9	12,9	12,7	9,5	11,3
Normandie	0,3	0,7	5,6	18,3	21,0	20,0	20,5	17,3	15,4	9,7	11,6
Nouvelle Aquitaine	0,1	0,4	4,1	12,3	18,2	20,4	22,5	18,4	16,8	15,0	12,4
Occitanie	0,6	0,8	3,6	11,1	15,0	15,5	18,3	18,4	21,5	11,2	11,3
Pays de la Loire	0,0	0,6	2,9	8,5	12,5	21,0	23,3	33,0	20,9	10,5	13,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	1,6	3,2	4,8	4,0	11,2	16,2	18,8	16,1	9,3	11,8
Métropole hors Île-de-France	0,2	0,7	4,7	11,6	13,9	17,1	19,3	17,8	16,5	9,8	11,6
Île-de-France	0,3	12,6	3,5	15,7	9,2	12,5	12,5	10,5	7,6	6,7	9,3
Métropole	0,2	1,0	4,7	11,8	13,6	16,6	18,0	14,9	12,5	9,0	11,2
Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	1,1	3,0	8,6	7,0	6,8	5,7
France entière	0,2	1,0	4,6	11,8	13,4	16,1	17,3	14,5	12,0	8,9	11,0
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,0	0,8	6,5	14,7	13,1	17,3	15,2	13,7	12,9	9,9	13,1
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	0,0	0,0	9,5	22,0	11,1	14,6	17,7	16,6	13,5	9,2	12,7
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,2	1,1	4,1	8,9	13,7	15,6	20,7	16,1	-	-	9,2
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,3	0,9	4,2	13,2	14,4	16,9	20,1	13,2	-	-	8,0
Groupeement à FPU	0,2	1,1	4,8	11,3	13,2	16,2	17,2	14,4	13,0	9,4	11,7
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,3	0,9	4,2	13,9	14,5	17,1	20,2	12,7	-	13,9	8,4
Communes isolées	0,0	0,0	0,0	0,0	7,2	0,7	6,6	16,5	6,7	7,0	8,1

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de l'ensemble des impôts économiques des communes et de leurs groupements en 2015*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	166	186	155	213	228	257	261	220	252	237	217
Bourgogne-Franche-Comté	58	69	116	193	227	199	207	228	186	170	150
Bretagne	80	67	68	113	132	176	222	207	200	167	143
Centre-Val de Loire	93	77	161	149	230	194	218	205	203	170	174
Corse	145	72	79	110	129	144	283	90	107	-	111
Grand-Est	114	83	140	225	203	238	198	207	169	185	178
Hauts-de-France	86	78	137	175	173	177	211	179	204	228	171
Normandie	176	144	136	145	183	308	202	188	216	180	177
Nouvelle Aquitaine	79	72	118	139	166	196	234	192	242	225	163
Occitanie	116	112	130	127	176	186	215	266	226	253	184
Pays de la Loire	46	54	81	133	187	226	236	267	240	182	170
Provence-Alpes-Côte d'Azur	226	202	143	157	154	158	307	231	216	168	200
Métropole hors Île-de-France	109	101	128	163	185	210	233	213	216	201	179
Île-de-France	220	229	187	320	192	225	203	225	299	369	270
Métropole	110	104	130	171	185	211	227	218	254	247	196
Outre-mer	31	8 753	125	297	43	34	54	149	112	123	105
France entière	110	105	130	172	184	205	218	214	240	244	193
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	142	97	131	197	190	209	194	204	233	202	200
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	258	127	171	228	206	244	287	242	254	211	231
CC ⁽⁵⁾ à FPU	113	94	126	156	175	178	221	179	-	-	151
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	106	119	136	168	186	224	212	255	-	-	157
Groupeement à FPU	115	95	128	173	183	202	219	210	235	208	189
Groupeement à fiscalité additionnelle	106	119	136	169	188	223	207	252	-	210	158
Communes isolées	26	283	52	17	73	287	254	261	267	370	323

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFR de la métropole de Lyon.

Remarque : le montant élevé de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (Guyane).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant des contributions directes des communes et de leurs groupements en 2015*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	656	674	624	726	804	856	896	897	963	1 026	816
Bourgogne-Franche-Comté	411	423	524	667	745	765	818	963	740	967	660
Bretagne	465	443	487	623	719	806	962	964	956	975	744
Centre-Val de Loire	505	453	570	614	731	786	894	939	924	917	722
Corse	687	596	700	727	662	742	1 472	627	706	-	712
Grand-Est	448	412	530	664	665	768	719	852	756	895	673
Hauts-de-France	448	417	525	642	723	686	774	817	813	989	693
Normandie	642	514	506	647	820	897	811	834	968	914	696
Nouvelle Aquitaine	453	441	527	630	760	847	1 001	1 003	1 114	1 121	762
Occitanie	573	527	613	657	837	863	967	1 166	993	1 099	843
Pays de la Loire	453	434	472	570	738	801	1 011	1 004	979	965	751
Provence-Alpes-Côte d'Azur	768	874	869	796	864	905	1 144	1 044	1 208	972	1 003
Métropole hors Île-de-France	510	485	554	655	763	817	907	946	983	993	770
Île-de-France	680	726	702	950	829	929	950	958	998	996	957
Métropole	512	490	559	671	768	829	915	951	990	994	805
Outre-mer	110	10 320	454	654	421	295	399	540	559	637	500
France entière	512	491	559	671	764	811	888	927	950	985	795
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	533	469	562	714	795	824	877	929	951	929	861
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	754	524	683	793	845	923	979	956	899	1 025	971
CC ⁽⁵⁾ à FPU	518	470	536	632	717	750	871	760	-	-	635
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	504	522	594	688	793	843	840	1 011	-	-	658
Groupeement à FPU	520	470	546	666	758	810	894	925	945	987	805
Groupeement à fiscalité additionnelle	504	522	594	690	793	839	833	1 005	-	964	666
Communes isolées	172	815	439	345	768	593	866	926	973	977	955

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors le produit du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon ; ainsi que la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Remarque : le montant élevé de la deuxième strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant des contributions directes des communes et de leurs groupements en 2015*

en euros /hab.

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	Ensemble
01 Ain	251	184	15	450	109	58	17	11	194	644
02 Aisne	240	186	24	450	70	40	8	11	129	579
03 Allier	315	205	28	548	85	44	9	11	150	697
04 Alpes-de-Haute-Provence	290	403	18	712	159	45	24	12	240	951
05 Hautes-Alpes	339	416	20	776	122	40	15	12	190	966
06 Alpes-Maritimes	583	331	4	919	131	65	6	11	213	1 132
07 Ardèche	246	188	18	451	114	44	26	8	192	644
08 Ardennes	219	227	19	464	101	41	31	10	184	648
09 Ariège	270	248	32	550	149	34	13	11	207	757
10 Aube	254	218	21	493	106	53	31	12	203	696
11 Aude	343	330	42	715	97	34	12	10	152	867
12 Aveyron	231	225	32	488	127	47	23	10	206	694
13 Bouches-du-Rhône	416	314	6	736	128	62	10	10	210	946
14 Calvados	259	263	24	546	75	51	5	13	143	689
15 Cantal	288	220	49	558	87	39	19	9	154	711
16 Charente	233	245	30	507	81	60	6	12	159	667
17 Charente-Maritime	322	288	26	635	68	42	5	13	128	764
18 Cher	280	213	26	519	101	55	19	9	184	703
19 Corrèze	252	254	29	535	107	48	13	11	179	714
2A Corse-du-Sud	472	191	8	672	53	50	8	12	123	795
2B Haute-Corse	373	166	2	541	47	36	8	10	101	643
21 Côte-d'Or	283	265	21	568	93	61	7	13	173	741
22 Côtes-d'Armor	339	198	34	572	70	41	7	12	129	701
23 Creuse	267	155	43	465	61	26	9	10	106	571
24 Dordogne	238	260	34	532	64	33	5	11	113	645
25 Doubs	294	213	9	516	94	54	6	13	167	684
26 Drôme	293	248	19	561	137	71	25	11	244	805
27 Eure	198	235	27	461	77	55	6	10	148	609
28 Eure-et-Loir	250	222	28	501	82	55	10	13	160	661
29 Finistère	383	229	17	629	67	43	6	13	128	757
30 Gard	352	264	16	633	96	38	9	11	154	787
31 Haute-Garonne	355	307	12	673	156	79	5	12	252	926
32 Gers	233	221	62	516	70	34	9	9	122	638
33 Gironde	386	310	14	710	115	61	9	14	198	908
34 Hérault	457	341	16	815	106	49	5	13	173	987
35 Ille-et-Vilaine	360	211	16	588	88	64	5	12	168	756
36 Indre	247	199	35	481	70	44	11	11	135	616
37 Indre-et-Loire	317	219	18	554	78	56	14	12	159	713
38 Isère	278	360	10	649	139	66	12	11	228	877
39 Jura	238	200	21	458	79	45	8	11	143	601
40 Landes	341	209	22	572	102	45	9	13	168	740
41 Loir-et-Cher	266	241	27	533	97	55	18	11	181	715
42 Loire	303	248	11	561	94	51	4	9	159	720
43 Haute-Loire	256	193	32	481	79	37	8	8	132	613
44 Loire-Atlantique	376	255	13	644	109	67	10	14	200	844
45 Loiret	292	307	17	615	103	72	14	12	202	817
46 Lot	254	228	43	525	86	39	7	10	142	667
47 Lot-et-Garonne	249	243	42	535	77	43	6	12	139	674
48 Lozère	213	229	43	485	60	31	13	8	112	596
49 Maine-et-Loire	271	252	23	546	71	53	5	11	140	686
50 Manche	231	239	37	508	109	48	15	11	183	691

Les produits par habitant des contributions directes des communes et de leurs groupements en 2015* (suite)

en euros /hab.										
Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	Ensemble
51 Marne	319	281	22	623	89	61	11	12	172	794
52 Haute-Marne	208	206	27	441	71	46	16	12	145	586
53 Mayenne	262	206	48	516	84	58	5	11	158	674
54 Meurthe-et-Moselle	348	200	6	554	87	47	9	11	154	708
55 Meuse	210	184	29	423	72	38	20	9	140	563
56 Morbihan	334	255	18	607	73	46	6	13	137	744
57 Moselle	241	166	11	418	89	48	17	11	166	584
58 Nièvre	335	195	37	566	65	38	8	12	123	690
59 Nord	285	225	11	521	122	59	8	11	200	721
60 Oise	269	259	21	549	87	51	8	12	159	709
61 Orne	224	181	42	447	55	42	4	10	111	558
62 Pas-de-Calais	288	224	14	527	88	40	7	12	148	674
63 Puy-de-Dôme	315	246	23	584	98	59	5	11	173	757
64 Pyrénées-Atlantiques	388	204	11	603	111	57	6	12	186	789
65 Hautes-Pyrénées	329	238	13	580	127	41	12	11	191	771
66 Pyrénées-Orientales	451	306	14	771	96	38	6	12	152	923
67 Bas-Rhin	316	206	14	536	117	74	5	10	207	743
68 Haut-Rhin	257	195	17	469	121	60	10	12	202	672
69 Rhône	370	283	6	659	146	92	5	10	253	913
70 Haute-Saône	165	153	18	336	61	36	6	9	112	448
71 Saône-et-Loire	277	236	32	544	81	51	6	12	149	693
72 Sarthe	280	217	26	523	84	53	5	13	155	678
73 Savoie	341	386	11	739	247	76	26	13	362	1 100
74 Haute-Savoie	383	230	10	623	122	68	6	14	209	832
76 Seine-Maritime	250	292	13	554	129	64	16	12	221	775
77 Seine-et-Marne	298	334	14	647	125	63	7	13	208	855
78 Yvelines	391	281	6	678	99	80	7	12	198	876
79 Deux-Sèvres	284	202	38	523	74	59	9	11	153	677
80 Somme	286	226	30	543	87	51	11	11	160	703
81 Tarn	243	231	24	498	84	39	8	10	141	639
82 Tarn-et-Garonne	235	260	41	536	131	42	23	10	206	742
83 Var	516	377	14	907	89	41	6	13	150	1 057
84 Vaucluse	345	290	23	658	142	56	6	15	219	878
85 Vendée	358	194	24	576	92	54	5	14	166	741
86 Vienne	303	208	21	533	84	52	16	11	164	696
87 Haute-Vienne	351	209	22	582	69	41	5	12	127	709
88 Vosges	253	165	13	431	84	44	7	11	146	577
89 Yonne	270	205	34	509	78	44	8	11	140	649
90 Territoire de Belfort	267	172	6	444	90	48	3	12	154	598
91 Essonne	411	312	9	732	120	71	4	11	206	938
92 Hauts-de-Seine	410	354	2	765	186	223	3	7	418	1 183
93 Seine-Saint-Denis	344	345	4	692	169	76	3	8	255	947
94 Val-de-Marne	423	342	3	767	146	80	4	10	239	1 007
95 Val-d'Oise	366	280	7	654	88	56	4	10	158	812
Métropole hors Paris	330	263	16	609	108	62	9	11	190	799
75 Paris	335	271	1	607	138	222	4	7	370	977
Métropole	330	263	16	609	109	67	8	11	196	805
971 Guadeloupe	214	214	5	432	76	27	3	7	112	544
972 Martinique	225	254	3	482	95	29	2	7	133	615
973 Guyane	102	128	8	238	75	20	3	3	101	340
974 Réunion	205	245	3	453	72	28	3	7	110	563
976 Mayotte	66	40	5	111	18	4	0	1	23	134
Départements d'outre-mer	184	206	4	395	72	25	3	6	105	500
France entière	325	261	16	602	108	66	8	11	193	795

* Hors le produit du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon ; ainsi que la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.5 Évolution des valeurs locatives, abattements et exonérations de la taxe d'habitation

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2014 et 2015 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2015.

Evolution des valeurs locatives de la taxe d'habitation des communes et leurs groupements entre 2014 et 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,0	2,1	2,5	2,6	2,5	2,6	2,1	2,0	2,5	2,0	2,3
Bourgogne-Franche-Comté	2,2	2,0	1,9	1,7	1,6	1,3	1,2	1,0	0,8	1,7	1,6
Bretagne	2,5	2,0	2,2	2,3	2,4	2,3	2,4	1,8	1,5	1,6	2,1
Centre-Val de Loire	1,8	1,6	1,9	1,9	2,1	1,9	1,5	1,4	1,0	2,1	1,8
Corse	2,2	2,3	3,1	3,0	4,3	4,6	5,3	4,5	-0,4	-	2,8
Grand-Est	1,9	2,1	2,2	2,0	1,9	1,9	1,5	1,2	1,3	2,0	1,9
Hauts-de-France	1,7	2,1	2,2	2,1	2,1	2,0	1,7	1,4	1,5	2,0	1,9
Normandie	2,2	2,2	2,2	2,0	1,9	2,0	1,6	1,1	0,4	1,4	1,8
Nouvelle Aquitaine	2,0	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,3	2,3	1,7	1,7	2,3
Occitanie	2,1	2,2	2,3	2,3	2,4	2,5	1,9	1,6	2,0	1,7	2,1
Pays de la Loire	2,1	2,0	2,4	2,5	2,5	2,6	2,4	2,9	1,9	2,0	2,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,4	2,2	2,4	2,6	2,7	2,4	2,3	2,0	2,1	1,5	2,1
Métropole hors Île-de-France	2,0	2,1	2,3	2,3	2,4	2,3	2,0	1,8	1,8	1,8	2,1
Île-de-France	2,0	1,8	2,0	2,1	2,3	2,0	2,0	1,9	2,1	1,3	1,8
Métropole	2,0	2,1	2,3	2,3	2,3	2,3	2,0	1,9	1,9	1,6	2,0
Outre-mer	-3,5	0,9	1,9	0,7	6,6	11,5	9,1	3,4	8,4	2,0	6,0
France entière	2,0	2,1	2,3	2,3	2,4	2,4	2,2	1,9	2,3	1,6	2,1
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	2,3	2,2	2,5	2,4	2,4	2,2	1,8	1,8	2,0	1,8	2,0
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1,5	2,6	2,7	2,7	2,8	2,8	2,4	2,2	2,1	1,9	2,1
CC ⁽⁵⁾ à FPU	2,1	2,1	2,3	2,3	2,4	2,1	1,9	1,4	-	-	2,2
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,9	2,0	2,1	2,2	2,0	2,3	3,8	1,5	-	-	2,2
Groupeement à FPU	2,1	2,1	2,3	2,3	2,4	2,3	1,9	1,9	2,0	1,8	2,1
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,9	2,0	2,1	2,2	2,0	2,2	3,7	1,4	-	1,3	2,2
Communes isolées	7,7	2,3	3,1	3,0	9,9	35,3	9,1	3,0	3,2	1,2	2,1

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : la forte évolution de la sixième strate des communes isolées est due au quintuplement des valeurs locatives de la commune Mamoudzou (Mayotte).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Evolution des abattements pour charges de famille de la taxe d'habitation des communes entre 2014 et 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,6	2,2	2,1	1,9	1,7	2,4	1,7	3,1	3,6	2,9	2,4
Bourgogne-Franche-Comté	1,9	1,6	1,3	0,8	1,3	0,9	0,0	1,3	2,2	1,8	1,3
Bretagne	4,9	2,4	2,2	2,2	2,2	1,7	1,6	1,6	1,3	1,8	1,9
Centre-Val de Loire	1,2	0,7	1,5	1,8	-0,1	2,0	1,8	1,6	1,9	2,6	1,7
Corse	1,5	2,8	2,3	1,8	0,4	2,5	5,5	2,2	-2,7	-	0,5
Grand-Est	1,5	1,1	1,1	1,2	1,7	1,0	2,5	1,5	2,2	3,5	1,8
Hauts-de-France	1,9	1,6	1,7	1,6	1,8	1,9	2,0	1,6	1,7	2,2	1,8
Normandie	1,6	2,0	1,4	1,4	0,5	1,1	1,2	1,3	-0,7	1,3	1,3
Nouvelle Aquitaine	1,7	1,7	2,2	2,7	2,0	2,3	0,9	1,9	2,6	2,7	2,1
Occitanie	1,2	1,9	2,3	2,1	2,6	2,3	2,1	1,7	2,9	3,0	2,4
Pays de la Loire	1,0	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,6	1,8	1,0	2,0	2,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,3	1,3	2,1	2,6	2,3	1,9	2,0	2,1	2,3	2,3	2,2
Métropole hors Île-de-France	1,6	1,7	1,8	2,0	1,9	1,9	1,8	2,1	2,1	2,5	2,0
Île-de-France	0,1	0,8	1,0	1,6	1,2	1,3	2,0	2,8	2,3	1,2	1,9
Métropole	1,6	1,6	1,8	1,9	1,8	1,8	1,9	2,5	2,2	1,8	2,0
Outre-mer	-14,7	3,8	0,0	-0,2	10,2	12,8	7,9	1,3	5,5	0,9	4,1
France entière	1,6	1,6	1,8	1,9	1,8	1,9	1,9	2,4	2,3	1,8	2,0
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	2,0	2,1	2,0	2,0	1,6	2,0	1,8	2,4	2,3	2,6	2,2
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1,9	3,0	1,1	1,8	2,6	2,2	2,0	2,4	2,7	2,7	2,4
CC ⁽⁵⁾ à FPU	1,8	1,7	1,9	2,0	1,7	1,6	1,7	1,1	-	-	1,8
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,5	1,5	1,5	1,5	1,8	1,3	2,5	1,1	-	-	1,6
Groupement à FPU	1,8	1,7	1,9	2,0	1,8	1,9	1,8	2,4	2,3	2,7	2,1
Groupement à fiscalité additionnelle	1,5	1,5	1,5	1,5	1,8	1,3	2,3	0,9	-	2,7	1,6
Communes isolées	-13,2	1,7	3,9	-9,9	8,3	14,1	5,1	3,6	2,3	0,9	1,5

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : la forte évolution de la sixième strate des communes isolées est due au triplement des abattements de la commune Mamoudzou (Mayotte).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Evolution des abattements facultatifs de la taxe d'habitation des communes entre 2014 et 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	6,9	6,9	5,7	4,4	1,3	6,0	1,3	5,0	-31,1	3,6	2,8
Bourgogne-Franche-Comté	6,2	5,8	5,0	5,0	2,7	5,3	5,1	4,5	3,7	3,7	4,5
Bretagne	3,7	8,4	6,3	6,8	6,3	3,6	2,2	5,9	-18,2	5,0	1,2
Centre-Val de Loire	5,1	5,9	4,5	4,5	-11,3	-2,7	5,0	5,9	-100,0	4,5	-4,9
Corse	7,6	5,2	4,3	5,9	-	0,9	13,7	-	1,6	-	2,2
Grand-Est	5,7	4,9	4,0	5,7	4,8	1,5	-2,0	3,6	4,7	-7,4	0,2
Hauts-de-France	5,5	5,5	5,8	6,4	6,1	3,6	4,5	4,3	4,5	3,8	4,6
Normandie	5,8	4,8	4,8	4,9	4,9	5,6	4,5	4,7	2,0	3,9	4,6
Nouvelle Aquitaine	7,3	6,3	6,8	5,9	5,2	0,0	-5,2	2,7	4,1	3,4	2,4
Occitanie	5,8	5,2	5,3	5,5	3,1	4,7	4,4	4,8	-51,5	3,1	1,2
Pays de la Loire	4,8	5,8	5,1	5,0	6,1	11,2	6,4	6,3	3,8	4,1	5,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,1	6,0	5,4	1,4	-0,8	3,7	-0,5	2,9	4,4	-10,4	-1,8
Métropole hors Île-de-France	6,0	5,6	5,1	5,0	3,5	3,6	1,4	4,0	-9,5	-0,1	1,7
Île-de-France	2,7	3,9	1,1	3,9	-0,9	5,2	0,5	2,7	0,7	2,1	2,0
Métropole	6,0	5,5	4,8	4,9	3,1	3,9	1,2	3,3	-2,9	1,3	1,8
Outre-mer	-4,8	0,0	6,6	5,5	10,4	14,5	10,5	5,0	8,5	3,3	7,0
France entière	6,0	5,5	4,8	4,9	3,3	4,6	2,2	3,5	-1,1	1,4	2,2
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	6,2	5,7	4,6	5,1	2,9	5,8	0,1	3,2	-3,6	4,0	1,7
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	9,7	5,3	3,6	5,0	6,5	2,5	3,9	4,6	4,8	-1,8	1,0
CC ⁽⁵⁾ à FPU	6,1	5,7	4,5	5,2	2,1	2,1	1,5	0,6	-	-	3,1
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	5,9	5,3	5,4	4,1	3,1	4,3	7,5	2,0	-	-	4,7
Groupement à FPU	6,1	5,7	4,5	5,2	3,1	3,9	1,2	3,4	-2,9	0,5	1,7
Groupement à fiscalité additionnelle	5,9	5,3	5,4	4,0	3,2	4,5	7,3	2,2	-	3,8	4,7
Communes isolées	-	10,5	11,3	-100,0	37,8	66,4	20,8	5,4	6,2	2,0	2,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : la forte évolution de la sixième strate des communes isolées est due au triplement des abattements de la commune Mamoudzou (Mayotte).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Evolution des exonérations de la taxe d'habitation des communes entre 2014 et 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-18,5	-19,6	-22,1	-22,6	-22,7	-21,3	-19,9	-18,4	-17,0	-16,0	-19,8
Bourgogne-Franche-Comté	-23,3	-23,9	-23,3	-23,8	-23,8	-22,3	-18,0	-18,0	-15,8	-18,0	-21,4
Bretagne	-27,4	-19,5	-22,1	-23,8	-23,7	-23,4	-24,2	-20,3	-19,7	-17,7	-22,2
Centre-Val de Loire	-22,3	-23,1	-23,9	-24,7	-23,2	-24,4	-21,2	-19,0	-17,7	-18,0	-21,9
Corse	-10,9	-9,3	-9,4	-12,5	-11,6	-10,8	-7,7	-8,7	-13,2	-	-10,7
Grand-Est	-23,8	-25,2	-26,2	-25,1	-24,1	-22,6	-21,0	-19,3	-17,0	-15,9	-21,9
Hauts-de-France	-23,1	-23,0	-23,4	-23,5	-22,9	-20,8	-19,2	-18,0	-16,8	-15,2	-20,2
Normandie	-23,3	-23,4	-24,0	-24,2	-22,0	-22,1	-19,9	-19,5	-14,4	-18,9	-21,5
Nouvelle Aquitaine	-17,6	-17,9	-19,2	-20,1	-20,4	-19,9	-19,4	-17,2	-17,5	-15,7	-18,6
Occitanie	-15,1	-16,7	-17,3	-17,6	-17,1	-16,7	-16,6	-15,5	-14,1	-11,8	-15,7
Pays de la Loire	-24,0	-22,0	-24,5	-25,5	-25,7	-23,6	-23,1	-23,8	-21,9	-18,7	-23,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-18,3	-16,2	-17,6	-18,3	-18,3	-18,6	-17,8	-16,9	-15,0	-14,6	-16,3
Métropole hors Île-de-France	-19,8	-20,5	-21,6	-22,1	-21,6	-20,7	-19,7	-17,8	-16,7	-15,5	-19,4
Île-de-France	-20,1	-24,9	-26,0	-22,5	-23,4	-24,7	-21,0	-17,5	-16,0	-14,4	-17,1
Métropole	-19,8	-20,5	-21,7	-22,2	-21,7	-21,0	-19,8	-17,7	-16,4	-15,2	-19,0
Outre-mer	-10,6	-	-9,0	-8,2	-2,7	2,3	-3,0	-5,3	-3,0	-5,1	-3,4
France entière	-19,8	-20,5	-21,7	-22,1	-21,4	-20,0	-18,8	-16,9	-15,0	-14,8	-18,4
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-18,1	-22,5	-22,1	-22,5	-20,9	-19,4	-18,3	-16,3	-14,8	-14,9	-17,2
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	-27,3	-29,4	-22,1	-25,6	-24,6	-21,8	-20,6	-19,7	-16,9	-15,0	-17,6
CC ⁽⁵⁾ à FPU	-19,2	-20,1	-21,6	-21,8	-21,5	-20,8	-19,7	-17,4	-	-	-20,9
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	-20,4	-20,7	-21,6	-21,8	-21,4	-21,0	-17,9	-18,3	-	-	-21,0
Groupement à FPU	-19,2	-20,4	-21,7	-22,2	-21,4	-20,3	-19,1	-16,9	-14,9	-14,8	-18,4
Groupement à fiscalité additionnelle	-20,4	-20,7	-21,6	-21,8	-21,5	-21,2	-18,3	-17,7	-	-21,8	-21,0
Communes isolées	-18,0	-22,4	-16,7	-28,7	8,0	129,0	0,2	-17,1	-15,7	-14,5	-14,0

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : la forte évolution de la sixième strate des communes isolées est due à celle des exonérations de la commune Mamoudzou (Mayotte).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

A1.6 Évolutions des bases nettes

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2014 et 2015 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2015, et les calculs ne concernent que les taxes qui donnent lieu à un vote de taux par les collectivités.

Évolution de 2014 à 2015 des bases nettes de la taxe d'habitation du secteur communal

	en pourcentage										
Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,8	4,5	4,6	4,7	4,8	4,6	4,8	4,5	8,2	3,6	4,6
Bourgogne-Franche-Comté	5,4	4,8	4,5	4,5	5,1	4,8	4,2	4,0	2,9	3,6	4,4
Bretagne	7,1	5,6	5,3	5,4	5,1	5,1	5,4	4,8	7,1	3,4	5,1
Centre-Val de Loire	4,1	4,2	4,6	4,5	5,3	5,1	4,1	3,7	19,7	4,1	4,9
Corse	3,9	4,0	4,4	4,6	6,8	6,7	6,3	8,0	1,9	-	4,9
Grand-Est	5,3	5,0	4,9	4,8	4,7	5,3	4,9	3,9	3,6	5,5	4,9
Hauts-de-France	4,7	4,9	5,0	5,1	4,8	5,7	4,9	4,3	4,4	3,8	4,8
Normandie	4,9	4,7	4,8	4,6	4,4	5,1	4,8	4,0	2,5	3,8	4,5
Nouvelle Aquitaine	5,9	5,7	5,5	5,3	4,9	5,4	5,5	5,1	3,8	3,4	5,1
Occitanie	4,6	5,0	4,9	5,0	4,7	4,8	4,3	4,1	8,7	3,2	4,6
Pays de la Loire	5,3	5,1	5,6	5,7	5,1	5,2	4,5	5,4	4,9	4,0	5,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,6	3,8	4,0	4,6	4,7	4,3	4,8	4,3	4,0	5,2	4,6
Métropole hors Île-de-France	5,0	4,9	4,9	5,0	4,9	5,0	4,8	4,4	5,3	4,1	4,8
Île-de-France	3,3	3,1	3,5	3,2	3,7	3,1	3,6	3,3	3,8	2,3	3,1
Métropole	5,0	4,8	4,8	4,8	4,8	4,7	4,5	3,9	4,5	3,4	4,3
Outre-mer	-0,8	0,9	6,0	3,3	8,7	13,8	12,8	5,3	12,0	2,9	8,5
France entière	5,0	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,7	3,9	4,8	3,4	4,4
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	4,5	4,7	4,8	4,8	4,6	4,3	4,2	3,8	4,9	3,7	4,3
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	3,1	5,2	4,4	4,6	4,5	5,0	4,6	4,5	4,5	4,3	4,5
CC ⁽⁵⁾ à FPU	5,1	4,9	5,0	4,9	5,1	4,9	4,9	4,3	-	-	4,9
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	4,9	4,7	4,6	4,8	4,5	4,9	6,2	2,9	-	-	4,7
Groupement à FPU	5,1	4,9	4,9	4,8	4,8	4,7	4,5	3,9	4,9	4,1	4,5
Groupement à fiscalité additionnelle	4,9	4,7	4,6	4,8	4,5	4,9	6,2	3,0	-	3,7	4,7
Communes isolées	13,3	3,7	5,4	11,3	8,8	27,6	8,9	4,3	4,4	2,1	3,2

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : l'évolution élevée de la neuvième strate de la région Centre-Val de Loire concerne la commune Bourges (Cher) et s'explique par une baisse des abattements.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2014 à 2015 des bases nettes de la taxe d'habitation sur les logements vacants du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	39,8	7,9	0,8	32,4	15,4	2,0	-1,4	10,2	-3,7	2,0	4,5
Bourgogne-Franche-Comté	9,0	2,0	4,1	-0,7	17,5	-4,2	24,8	-3,0	-10,6	-7,3	-0,4
Bretagne	-6,9	-24,0	7,1	-6,0	6,0	11,0	-0,3	2,4	0,7	-17,0	-0,4
Centre-Val de Loire	-11,0	-4,7	12,3	8,8	-7,2	4,1	-7,1	5,1	-	3,4	2,9
Corse	-16,6	40,4	12,4	32,4	27,3	-	-	-	-	-	18,8
Grand-Est	16,1	13,2	-0,3	-1,6	-1,2	0,3	8,7	14,5	-37,0	-7,4	-3,4
Hauts-de-France	7,9	8,7	8,9	0,8	-3,1	-0,5	2,1	0,0	-14,3	1,7	-0,7
Normandie	-8,6	16,6	20,9	5,4	-18,6	37,5	0,6	8,2	-	5,6	7,1
Nouvelle Aquitaine	13,1	6,1	9,1	-3,5	-6,4	11,0	35,0	-1,8	-9,4	-23,3	0,3
Occitanie	4,2	-4,0	4,3	5,5	15,4	1,2	29,2	-12,2	66,5	-7,1	13,2
Pays de la Loire	5,8	5,0	1,7	-4,4	4,3	-4,5	18,6	-2,2	-5,2	-	1,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-22,6	11,2	5,3	9,9	-0,3	-1,7	14,1	-11,6	-11,5	-	-1,3
Métropole hors Île-de-France	6,8	5,1	5,8	5,3	2,3	4,5	9,5	1,7	-2,0	-3,3	2,2
Île-de-France	-7,5	-17,8	20,9	10,9	17,0	-5,5	30,4	205,8	-	-	27,7
Métropole	6,6	4,2	6,2	5,5	2,7	4,3	11,0	3,0	-2,0	-3,3	2,7
Outre-mer	-	-	-	-	20,5	226,3	38,0	28,5	-22,1	-5,6	-0,4
France entière	6,6	4,2	6,2	5,5	2,9	6,5	12,2	6,9	-9,0	-3,7	2,4
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-22,0	-13,0	7,6	-0,4	3,4	12,8	9,9	5,0	-9,0	-3,1	-0,1
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	35,8	27,1	6,2	8,1	-32,8	-5,2	7,6	11,6	-	-5,8	-1,3
CC ⁽⁵⁾ à FPU	-0,4	2,9	4,3	2,9	7,6	2,7	15,2	23,9	-	-	7,2
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	12,7	8,8	8,7	14,8	-3,3	12,8	14,2	-	-	-	9,7
Groupement à FPU	-0,9	1,3	5,0	2,2	5,2	5,2	11,8	6,6	-9,0	-3,7	1,5
Groupement à fiscalité additionnelle	12,7	8,8	8,7	14,7	-3,3	11,6	15,1	25,7	-	-	10,0
Communes isolées	0,9	-	-	-100,0	-	-	-	-	-	-	-65,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : la croissance élevée de la sixième strate de l'Outre-mer s'explique par la création d'une base dans la commune de Gourbeyre (Guadeloupe).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2014 à 2015 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,6	2,7	3,2	3,1	3,2	2,6	2,5	2,6	1,9	2,1	2,7
Bourgogne-Franche-Comté	3,7	3,3	3,0	2,6	2,4	2,3	2,0	2,0	2,2	1,6	2,5
Bretagne	3,2	3,5	3,5	3,4	3,4	3,2	3,0	2,4	2,3	2,6	3,1
Centre-Val de Loire	6,2	2,9	2,9	2,9	2,2	2,3	2,5	2,1	1,6	2,0	2,5
Corse	2,3	3,2	3,6	4,3	10,1	3,8	5,7	2,9	3,1	-	4,2
Grand-Est	3,3	3,0	3,0	2,7	2,4	2,3	2,1	1,5	2,6	1,3	2,3
Hauts-de-France	3,2	3,3	3,1	2,8	2,3	2,5	2,4	1,7	1,7	1,5	2,4
Normandie	2,1	2,9	3,6	3,1	2,1	2,3	1,7	2,2	0,4	1,9	2,5
Nouvelle Aquitaine	3,1	3,5	3,5	3,2	3,2	3,3	3,1	2,6	2,4	1,9	3,0
Occitanie	2,7	3,0	3,4	3,5	3,4	3,1	2,6	2,0	2,6	2,2	2,8
Pays de la Loire	2,7	3,1	3,6	3,3	3,4	3,9	2,9	3,3	2,3	2,1	3,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,2	2,1	2,6	2,6	2,7	2,9	2,8	2,1	2,0	2,1	2,3
Métropole hors Île-de-France	3,0	3,0	3,2	3,1	3,0	2,8	2,5	2,2	2,1	2,0	2,6
Île-de-France	2,6	7,5	3,1	2,5	1,3	2,4	2,1	2,1	2,2	1,6	2,0
Métropole	3,0	3,2	3,2	3,0	2,8	2,8	2,5	2,2	2,2	1,8	2,5
Outre-mer	0,7	0,9	29,3	2,7	4,3	3,8	1,7	5,0	3,6	2,3	3,7
France entière	3,0	3,2	3,3	3,0	2,8	2,8	2,4	2,3	2,2	1,8	2,5
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,9	3,3	3,7	3,2	2,6	2,8	2,2	2,1	2,2	1,9	2,4
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1,4	2,6	2,8	2,2	3,1	2,7	2,4	2,5	2,2	2,0	2,3
CC ⁽⁵⁾ à FPU	3,0	3,4	3,3	3,1	3,0	2,8	2,8	2,3	-	-	3,1
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	3,2	3,0	3,1	2,7	2,7	2,7	2,4	1,8	-	-	2,8
Groupeement à FPU	2,8	3,4	3,3	3,1	2,8	2,8	2,4	2,2	2,2	2,0	2,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	3,2	3,0	3,1	2,8	2,7	2,7	2,4	2,0	-	2,4	2,8
Communes isolées	4,1	2,4	2,5	5,0	3,6	2,0	3,5	3,1	2,5	1,5	1,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : l'évolution élevée de la troisième strate de l'Outre-mer est due à celle de la commune Bellefontaine (Martinique).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2014 à 2015 des bases nettes de la taxe foncière sur les locaux d'habitation ou passibles de la TH du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,0	3,3	3,5	3,3	3,0	3,1	2,6	2,6	2,5	2,0	2,9
Bourgogne-Franche-Comté	3,4	3,3	3,1	3,0	2,7	2,4	2,2	1,8	1,8	2,0	2,7
Bretagne	4,0	3,8	3,7	3,6	3,5	3,5	3,1	2,6	2,5	2,0	3,2
Centre-Val de Loire	3,0	2,9	3,1	3,2	2,9	2,9	2,4	2,1	2,3	2,2	2,7
Corse	2,8	3,4	4,0	4,8	5,2	4,6	5,6	3,4	1,8	-	3,8
Grand-Est	3,5	3,3	3,3	3,0	2,7	2,7	2,3	1,9	2,0	1,6	2,6
Hauts-de-France	3,5	3,4	3,3	3,1	2,6	2,7	2,5	1,8	2,5	1,7	2,6
Normandie	3,3	3,6	3,5	3,0	2,0	2,2	2,2	2,0	1,6	1,6	2,6
Nouvelle Aquitaine	3,6	3,6	3,6	3,5	3,1	3,2	2,6	2,6	2,5	2,3	3,1
Occitanie	3,2	3,4	3,3	3,3	3,1	2,9	2,6	2,3	2,5	2,3	2,8
Pays de la Loire	3,1	3,8	3,8	3,7	3,5	3,3	2,8	3,0	2,6	2,2	3,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,0	2,4	2,6	3,0	2,8	2,7	2,6	2,3	2,0	1,9	2,3
Métropole hors Île-de-France	3,3	3,4	3,4	3,3	3,0	2,9	2,6	2,3	2,3	2,0	2,8
Île-de-France	2,8	2,5	2,6	2,6	2,3	2,3	2,2	1,9	2,0	1,3	1,8
Métropole	3,3	3,3	3,3	3,2	2,9	2,8	2,5	2,1	2,2	1,7	2,5
Outre-mer	0,5	0,9	5,8	5,0	4,6	4,0	1,9	4,1	3,9	2,5	3,4
France entière	3,3	3,3	3,3	3,3	3,0	2,9	2,5	2,2	2,3	1,7	2,5
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	3,3	3,4	3,4	3,3	2,8	2,8	2,3	2,1	2,3	2,0	2,4
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	3,0	3,1	2,9	3,1	2,8	2,9	2,5	2,6	2,5	2,1	2,4
CC ⁽⁵⁾ à FPU	3,4	3,4	3,4	3,3	3,2	2,9	2,8	2,3	-	-	3,2
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	3,3	3,3	3,2	3,1	2,7	2,8	2,7	2,3	-	-	3,0
Groupeement à FPU	3,4	3,4	3,4	3,3	3,0	2,9	2,5	2,2	2,3	2,0	2,6
Groupeement à fiscalité additionnelle	3,3	3,3	3,2	3,1	2,7	2,8	2,7	2,2	-	3,0	3,0
Communes isolées	5,3	3,6	2,6	5,6	3,8	3,2	2,0	2,0	1,9	1,2	1,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : première composante des bases communales du foncier bâti.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2014 à 2015 des bases nettes de la taxe foncière sur les locaux à usage professionnel et commercial et les établissements industriels et assimilés du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,5	1,1	2,7	2,7	3,5	1,9	2,4	2,4	0,9	2,1	2,3
Bourgogne-Franche-Comté	5,9	2,8	2,6	2,0	1,9	2,2	1,6	2,4	2,9	0,4	2,1
Bretagne	0,8	1,8	2,6	2,9	2,9	2,4	2,7	1,9	2,0	4,4	2,8
Centre-Val de Loire	30,1	2,7	2,4	2,4	1,1	1,3	2,8	2,1	-0,1	1,4	2,1
Corse	1,3	2,5	1,8	2,2	24,0	1,6	6,2	1,1	7,3	-	5,4
Grand-Est	2,7	1,8	2,4	2,3	1,8	1,8	1,6	0,9	3,9	0,5	1,7
Hauts-de-France	2,2	2,8	2,6	2,4	1,8	2,3	2,2	1,5	0,5	1,1	1,9
Normandie	1,1	1,9	3,8	3,1	2,2	2,4	0,7	2,6	-1,5	2,7	2,4
Nouvelle Aquitaine	0,9	2,9	3,2	2,1	3,8	3,5	4,3	2,5	2,2	1,0	2,8
Occitanie	0,8	1,4	3,6	4,6	4,1	3,6	2,3	1,2	2,8	2,0	2,7
Pays de la Loire	0,1	-0,9	2,8	2,4	3,2	5,1	2,9	3,9	1,8	2,0	3,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,7	1,2	2,9	1,0	2,0	3,9	3,2	1,5	1,9	2,5	2,4
Métropole hors Île-de-France	2,1	1,9	2,8	2,5	2,9	2,7	2,5	1,9	1,8	1,9	2,4
Île-de-France	2,4	16,6	4,2	2,4	-0,6	2,6	2,0	2,5	2,4	2,1	2,4
Métropole	2,1	2,8	2,9	2,5	2,5	2,6	2,4	2,2	2,2	2,0	2,4
Outre-mer	0,9	0,9	57,1	1,7	3,0	2,1	0,5	7,1	2,9	1,2	4,7
France entière	2,1	2,8	3,1	2,5	2,5	2,6	2,3	2,4	2,2	2,0	2,4
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-5,3	2,8	4,3	3,0	2,0	2,8	2,0	2,2	1,9	1,6	2,2
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	-1,0	1,4	2,4	0,4	3,9	2,2	2,1	2,3	1,8	2,0	2,1
CC ⁽⁵⁾ à FPU	2,1	3,4	2,8	2,7	2,7	2,7	2,8	2,3	-	-	2,7
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	3,0	2,1	2,8	2,0	2,6	2,7	1,9	1,0	-	-	2,4
Groupeement à FPU	1,5	3,3	3,2	2,6	2,5	2,7	2,3	2,2	1,9	1,8	2,3
Groupeement à fiscalité additionnelle	3,0	2,1	2,8	2,0	2,7	2,7	1,8	1,6	-	1,0	2,4
Communes isolées	-25,5	0,9	2,2	-1,6	1,8	1,1	5,9	5,2	3,5	2,2	2,8

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque 1 : l'évolution élevée de la troisième strate de l'Outre-mer est due à celle de la commune Bellefontaine (Martinique).

Remarque 2 : deuxième composante des bases communales du foncier bâti.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2014 à 2015 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,9	1,1	1,0	1,2	1,2	-0,6	14,4	-3,6	-20,5	6,6	1,2
Bourgogne-Franche-Comté	1,2	1,1	1,0	1,4	-0,2	-2,4	2,7	3,4	-5,1	-1,5	1,0
Bretagne	0,9	1,3	0,9	0,0	0,5	-0,2	-0,1	-6,7	-0,4	-14,0	0,3
Centre-Val de Loire	1,3	0,9	1,0	1,0	1,5	0,7	-0,5	2,1	0,1	12,5	1,0
Corse	-3,0	3,4	0,5	-3,4	-3,6	0,5	-9,3	-13,5	-13,7	-	-4,9
Grand-Est	0,9	1,1	1,0	1,2	0,6	0,7	1,5	-6,1	-1,0	-1,3	0,9
Hauts-de-France	0,9	1,0	0,7	2,8	1,8	0,7	0,3	-0,8	0,2	-2,4	0,9
Normandie	1,1	1,0	1,1	1,9	0,7	0,1	1,8	0,1	0,6	0,1	1,1
Nouvelle Aquitaine	0,8	0,7	0,8	1,0	0,8	0,7	-1,9	2,0	-0,2	4,0	0,8
Occitanie	0,9	0,7	1,0	1,2	0,7	2,1	1,3	8,7	-0,6	8,0	1,3
Pays de la Loire	0,9	0,8	0,8	0,9	1,1	0,3	1,8	7,4	-0,1	-8,4	0,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,0	0,5	0,8	1,4	0,8	0,4	12,1	4,8	16,4	-1,0	4,4
Métropole hors Île-de-France	1,0	1,0	0,9	1,1	0,9	0,3	4,3	1,6	5,3	0,2	1,1
Île-de-France	1,1	1,4	2,5	15,5	49,7	26,0	26,4	20,9	7,0	3,1	11,9
Métropole	1,0	1,0	1,0	1,6	2,7	1,9	6,6	8,0	5,8	1,3	1,6
Outre-mer	0,8	0,0	0,9	9,6	0,2	-9,7	-6,4	0,9	-22,4	0,4	-11,7
France entière	1,0	1,0	1,0	1,6	2,7	1,4	5,1	7,2	-4,9	1,3	1,3
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	1,2	1,0	1,0	2,7	3,4	1,9	9,6	9,1	5,0	0,9	3,4
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1,0	1,3	0,2	1,3	2,6	2,5	1,1	2,5	-6,7	-1,0	0,7
CC ⁽⁵⁾ à FPU	1,0	0,9	0,9	1,4	2,8	1,9	3,7	-3,5	-	-	1,2
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,0	1,0	1,0	1,1	1,0	-0,8	1,7	0,5	-	-	1,0
Groupeement à FPU	1,0	0,9	0,9	1,8	3,0	2,0	6,3	7,0	4,2	0,4	1,7
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	-0,8	1,4	0,6	-	-12,7	1,0
Communes isolées	0,8	0,6	0,8	0,7	31,3	-4,3	-6,2	11,9	-19,7	4,9	-6,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : l'évolution élevée de la cinquième strate de l'Île-de-France s'explique principalement par une croissance dynamique (supérieure à 100 %) des bases des communes : Bruyères Le Chatel, Saclay et Villiers sur orge (Essonne), Coubron (Seine-Saint-Denis) et Marolles (Val-de-Marne).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2014 à 2015 des bases nettes de la cotisation foncière des entreprises du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,3	2,4	4,5	3,9	3,7	2,3	3,3	1,9	2,1	3,3	3,2
Bourgogne-Franche-Comté	4,4	2,8	2,6	2,1	4,4	2,4	1,1	2,5	6,7	1,4	2,5
Bretagne	9,3	5,5	3,4	1,7	2,6	3,9	3,4	1,2	-0,1	5,6	3,0
Centre-Val de Loire	7,9	4,5	0,3	1,3	-0,1	0,6	2,2	2,2	-0,6	-0,2	1,0
Corse	1,0	1,2	4,1	6,0	26,8	-5,7	7,2	2,1	0,6	-	4,2
Grand-Est	7,7	3,6	2,0	2,3	1,3	2,7	1,6	3,2	0,4	2,0	2,3
Hauts-de-France	5,3	3,9	4,3	2,8	1,8	2,1	1,8	2,1	1,0	0,7	2,4
Normandie	1,6	2,9	3,6	4,0	1,9	2,2	2,7	1,7	-3,2	-0,1	2,4
Nouvelle Aquitaine	3,5	5,5	5,1	3,2	3,0	4,3	3,0	3,5	4,5	3,5	4,1
Occitanie	1,9	3,1	3,8	5,9	4,3	5,0	3,1	2,2	2,3	3,9	3,8
Pays de la Loire	2,5	1,5	4,5	3,5	0,5	7,7	5,5	7,1	1,8	6,9	4,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,6	1,7	5,8	4,5	3,6	4,8	1,7	4,1	3,5	6,3	4,1
Métropole hors Île-de-France	3,7	3,2	3,6	3,2	2,6	3,3	2,6	2,8	2,2	3,6	3,1
Île-de-France	1,3	12,8	-1,4	6,5	0,2	3,0	3,0	2,6	2,3	1,3	2,2
Métropole	3,7	3,7	3,2	3,5	2,4	3,3	2,7	2,7	2,2	2,6	2,9
Outre-mer	2,1	0,9	79,6	0,3	5,7	1,0	2,7	10,2	8,2	2,6	7,7
France entière	3,7	3,7	3,4	3,5	2,4	3,3	2,7	3,1	2,6	2,6	3,0
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	3,5	1,7	4,2	5,3	1,9	3,6	2,0	3,2	2,6	1,9	2,9
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	4,9	1,9	6,1	2,3	-0,2	4,6	3,4	3,9	2,6	4,4	3,9
CC ⁽⁵⁾ à FPU	2,6	4,4	3,0	3,1	2,9	2,6	2,7	2,2	-	-	3,0
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	4,9	3,2	3,4	2,0	3,3	2,7	3,7	-1,0	-	-	3,0
Groupeement à FPU	2,7	4,0	3,3	3,9	2,2	3,4	2,5	3,2	2,6	3,4	3,1
Groupeement à fiscalité additionnelle	4,9	3,2	3,4	2,0	3,3	2,7	3,8	0,3	-	4,2	3,1
Communes isolées	13,9	1,4	4,4	2,9	-2,4	1,3	6,2	2,8	2,5	1,3	1,8

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : l'évolution élevée de la troisième strate de l'Outre-mer s'explique par la création des bases dans 14 communes des 15 de la strate.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.7 Évolution des taux moyens

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2014 et 2015 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2015, et les calculs ne concernent que les taxes donnant lieu à un vote de taux par les collectivités. Ces évolutions sont communiquées en différences des taux moyens.

Évolution de 2014 à 2015* des taux moyens de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements (en points)

	en points										
Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,21	0,25	0,19	0,16	0,26	0,21	0,00	0,19	0,30	0,67	0,25
Bourgogne-Franche-Comté	0,30	0,28	0,22	0,17	0,23	0,16	0,00	0,00	0,01	0,11	0,15
Bretagne	0,03	0,22	0,18	0,20	0,23	0,17	0,35	0,01	-0,32	0,41	0,18
Centre-Val de Loire	0,25	0,26	0,18	0,18	0,19	0,07	0,00	-0,06	-1,47	0,46	0,10
Corse	-0,27	-0,06	0,07	0,03	-0,26	0,60	0,00	0,00	0,00	-	0,02
Grand-Est	0,30	0,26	0,35	0,29	0,29	0,17	0,24	0,05	-0,03	0,30	0,25
Hauts-de-France	0,18	0,20	0,24	0,19	0,21	0,26	0,14	0,03	-0,16	0,00	0,12
Normandie	0,23	0,24	0,22	0,38	0,16	0,15	0,10	0,05	-0,02	-0,06	0,14
Nouvelle Aquitaine	0,20	0,22	0,16	0,15	0,10	0,05	0,16	0,20	-0,02	0,73	0,16
Occitanie	0,28	0,32	0,26	0,24	0,35	0,33	0,39	0,22	-0,22	1,61	0,48
Pays de la Loire	0,17	0,16	0,23	0,18	0,17	0,33	0,31	0,03	-0,42	0,07	0,14
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,19	0,21	0,25	0,22	0,15	0,30	0,27	0,06	0,12	0,56	0,29
Métropole hors Île-de-France	0,24	0,25	0,23	0,21	0,21	0,22	0,19	0,11	-0,11	0,59	0,23
Île-de-France	0,18	0,31	0,35	0,34	0,38	0,38	0,15	0,29	0,26	0,02	0,22
Métropole	0,24	0,26	0,24	0,22	0,23	0,25	0,19	0,20	0,11	0,44	0,24
Outre-mer	-0,05	0,00	-0,02	1,73	2,37	0,58	0,16	0,48	-1,00	0,21	0,09
France entière	0,24	0,26	0,24	0,22	0,24	0,25	0,19	0,21	0,08	0,43	0,24
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,07	0,13	0,18	0,19	0,25	0,25	0,14	0,17	0,01	0,10	0,14
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	0,14	0,59	0,29	0,37	0,43	0,35	0,23	0,21	-0,12	0,82	0,53
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,22	0,25	0,24	0,19	0,15	0,19	0,26	0,13	-	-	0,21
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,26	0,28	0,27	0,31	0,36	0,30	0,32	0,49	-	-	0,30
Groupeement à FPU	0,21	0,24	0,22	0,20	0,22	0,25	0,19	0,18	0,00	0,55	0,23
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,26	0,28	0,27	0,31	0,36	0,30	0,31	0,44	-	0,34	0,30
Communes isolées	-0,07	0,04	0,51	-1,43	0,07	0,83	-0,20	0,63	0,36	0,00	0,20

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors majoration des résidences secondaires.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2014 à 2015 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements (en points)

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,13	0,68	0,37	-0,50	1,19	0,73	0,16	-0,05	0,50	0,10	0,16
Bourgogne-Franche-Comté	0,41	-0,34	0,32	-0,16	-0,07	0,25	-1,83	0,27	0,00	0,10	-0,04
Bretagne	0,00	0,16	-0,02	-0,02	0,15	0,28	0,34	-0,31	-0,06	0,00	-0,07
Centre-Val de Loire	-0,54	0,08	-0,26	0,60	0,48	-0,52	-0,07	-0,04	-	0,37	0,13
Corse	1,30	1,52	0,02	0,15	0,00	-	-	-	-	-	0,03
Grand-Est	-1,21	-1,91	0,16	-0,77	-0,40	0,37	-1,14	-0,17	-0,32	0,28	-0,10
Hauts-de-France	0,57	0,54	0,48	-0,18	-0,05	-0,23	0,41	1,09	-0,53	0,00	0,19
Normandie	-0,18	-0,74	0,36	0,57	-0,12	-2,71	-0,85	-0,61	-	0,04	-0,31
Nouvelle Aquitaine	-0,18	-0,05	0,30	-0,49	0,64	0,49	-1,17	-0,08	0,02	0,00	-0,28
Occitanie	-1,93	-0,30	-0,04	-0,48	0,31	0,36	1,50	0,26	-0,07	0,00	-0,17
Pays de la Loire	0,60	0,54	0,16	-0,59	0,32	0,22	0,32	0,00	-0,18	-	-0,05
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,82	0,23	0,27	0,44	0,05	-0,78	0,56	-0,72	0,00	-	-0,25
Métropole hors Île-de-France	-0,31	-0,23	0,23	-0,34	0,20	0,10	-0,23	0,12	-0,60	0,15	-0,08
Île-de-France	2,41	-0,37	-0,19	0,20	0,03	-0,22	-0,27	2,16	-	-	0,12
Métropole	-0,27	-0,22	0,21	-0,33	0,18	0,08	-0,24	0,11	-0,60	0,15	-0,08
Outre-mer	-	-	-	-	1,00	-6,62	3,63	0,25	-0,69	0,27	-0,48
France entière	-0,27	-0,22	0,21	-0,33	0,18	-0,02	-0,08	0,08	-0,75	0,17	-0,13
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,97	-1,75	0,43	-0,84	0,37	-0,72	0,51	0,23	-0,75	0,11	-0,15
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	4,49	14,24	3,02	0,77	8,91	1,43	-1,80	-1,21	-	0,36	0,21
CC ⁽⁵⁾ à FPU	-0,43	-0,19	0,05	-0,11	0,09	0,22	-0,35	0,04	-	-	0,02
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	-0,11	-0,12	0,13	-0,66	0,19	-0,50	-0,21	-	-	-	-0,15
Groupeement à FPU	-0,38	-0,33	0,23	-0,26	0,25	0,01	-0,07	0,08	-0,75	0,17	-0,13
Groupeement à fiscalité additionnelle	-0,11	-0,12	0,13	-0,65	0,19	-0,41	-0,25	0,00	-	-	-0,13
Communes isolées	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,80

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2014 à 2015* des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements (en points)

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,24	0,24	0,20	0,22	0,24	0,21	0,16	0,13	0,59	0,57	0,26
Bourgogne-Franche-Comté	0,30	0,36	0,32	0,16	0,16	0,15	0,01	0,04	0,00	0,19	0,17
Bretagne	0,03	0,20	0,13	0,23	0,20	0,19	0,28	0,00	0,02	0,05	0,15
Centre-Val de Loire	-0,01	0,22	0,26	0,23	0,79	0,30	0,06	-0,05	0,00	0,47	0,23
Corse	0,15	-0,01	0,06	0,30	0,14	0,13	0,00	0,00	1,38	-	0,32
Grand-Est	0,21	0,22	0,25	0,32	0,33	0,34	0,49	0,13	-0,17	0,53	0,31
Hauts-de-France	0,16	0,15	0,19	0,18	0,15	0,15	0,15	0,13	-0,04	3,36	0,37
Normandie	0,11	0,21	0,31	0,35	0,56	0,28	0,10	0,08	-0,01	-0,06	0,18
Nouvelle Aquitaine	0,16	0,19	0,17	0,17	0,18	0,10	0,31	0,17	0,00	0,96	0,21
Occitanie	0,36	0,36	0,43	0,30	0,44	0,41	0,64	0,12	0,22	1,50	0,60
Pays de la Loire	0,16	0,21	0,28	0,23	0,24	0,35	0,08	0,00	-0,52	0,06	0,11
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,47	0,30	0,40	0,34	0,47	0,68	0,43	0,36	0,39	0,53	0,45
Métropole hors Île-de-France	0,22	0,24	0,26	0,25	0,31	0,29	0,28	0,15	0,13	0,73	0,30
Île-de-France	0,18	-0,28	0,31	0,32	0,64	0,54	0,25	0,50	0,44	0,00	0,30
Métropole	0,22	0,22	0,26	0,25	0,34	0,32	0,27	0,31	0,31	0,41	0,31
Outre-mer	0,00	0,00	0,15	1,40	0,21	0,83	0,94	0,24	0,05	0,30	0,36
France entière	0,22	0,22	0,26	0,25	0,34	0,33	0,29	0,31	0,30	0,40	0,31
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,21	0,20	0,30	0,22	0,34	0,36	0,21	0,32	0,25	0,09	0,26
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	0,05	0,43	0,25	0,20	0,37	0,36	0,29	0,13	-0,07	1,04	0,62
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,22	0,20	0,28	0,28	0,33	0,29	0,36	0,31	-	-	0,29
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,23	0,24	0,21	0,25	0,37	0,20	0,37	0,67	-	-	0,26
Groupeement à FPU	0,22	0,20	0,28	0,26	0,33	0,33	0,27	0,29	0,23	0,66	0,33
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,23	0,24	0,21	0,25	0,37	0,20	0,35	0,62	-	0,26	0,26
Communes isolées	0,01	0,04	1,34	0,00	0,32	1,33	0,84	0,49	0,59	0,00	0,20

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2014 à 2015 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties* des communes et de leurs groupements (en points)

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,38	0,43	0,39	0,11	0,28	0,66	-2,28	0,45	2,51	2,79	0,38
Bourgogne-Franche-Comté	0,39	0,44	0,35	0,27	0,46	0,46	-1,01	-0,10	0,00	0,59	0,35
Bretagne	-0,01	0,30	0,26	0,41	0,42	0,18	0,26	0,45	-0,17	-0,12	0,31
Centre-Val de Loire	0,11	0,23	0,26	0,29	0,54	0,13	0,00	0,60	0,00	0,81	0,24
Corse	-1,06	-0,24	0,35	0,30	0,12	0,50	0,00	0,00	0,00	-	-0,13
Grand-Est	0,37	0,38	0,41	0,59	0,88	0,27	1,29	-0,49	-0,03	0,87	0,40
Hauts-de-France	0,21	0,19	0,31	0,60	0,31	0,43	0,31	0,60	-0,11	0,01	0,31
Normandie	0,28	0,35	0,25	0,65	0,26	0,46	0,43	0,30	0,00	-0,07	0,32
Nouvelle Aquitaine	0,41	0,49	0,38	0,26	0,38	0,34	1,47	0,60	0,12	3,63	0,43
Occitanie	1,10	1,31	0,79	0,19	0,57	1,67	0,27	0,78	0,17	0,05	0,86
Pays de la Loire	0,08	0,13	0,28	0,26	0,25	0,48	0,04	-0,44	-0,28	0,35	0,26
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,52	0,64	0,18	0,26	-0,15	-0,27	-0,08	0,10	6,12	0,53	0,63
Métropole hors Île-de-France	0,38	0,39	0,35	0,34	0,37	0,53	-0,24	0,48	2,23	1,11	0,40
Île-de-France	0,50	0,45	0,71	-1,52	-1,99	1,56	2,79	2,57	0,80	0,08	2,15
Métropole	0,38	0,39	0,36	0,30	0,42	0,74	0,24	1,15	1,72	0,56	0,49
Outre-mer	0,00	0,00	0,43	6,14	0,50	3,41	2,48	1,50	2,39	0,29	3,07
France entière	0,38	0,39	0,36	0,31	0,42	1,11	1,10	1,38	4,73	0,55	0,62
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-0,74	0,13	0,19	0,28	0,26	0,68	0,00	1,67	2,09	0,39	0,69
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	0,34	1,03	0,30	-0,06	0,11	2,39	0,73	0,76	1,34	1,86	1,22
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,24	0,32	0,31	0,24	0,35	0,59	-0,05	-0,23	-	-	0,32
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,54	0,50	0,52	0,58	0,88	0,96	4,64	0,18	-	-	0,60
Groupeement à FPU	0,18	0,30	0,29	0,24	0,31	0,80	0,07	1,35	1,94	1,08	0,47
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,54	0,50	0,52	0,58	0,87	0,95	4,41	0,18	-	0,42	0,60
Communes isolées	0,09	0,94	-2,06	-0,90	10,53	5,29	3,80	3,64	2,95	0,00	3,01

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors la taxe additionnelle.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2014 à 2015 des taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements (en points)

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,02	0,23	0,09	0,19	0,27	0,24	0,19	0,54	0,44	0,83	0,33
Bourgogne-Franche-Comté	0,23	0,30	0,30	0,16	0,22	0,11	0,00	-0,04	0,00	0,13	0,16
Bretagne	-0,10	0,05	0,10	0,06	0,09	0,14	0,14	0,01	-0,01	0,29	0,13
Centre-Val de Loire	0,36	0,16	0,14	0,21	0,17	0,21	0,02	0,05	0,00	-0,01	0,12
Corse	-0,13	0,39	-0,03	0,11	0,74	0,97	-0,15	1,29	0,00	-	0,29
Grand-Est	0,03	0,13	0,26	0,49	0,20	0,07	0,19	-0,02	0,08	0,04	0,17
Hauts-de-France	0,06	0,15	0,09	0,17	-0,10	0,00	0,06	0,01	0,09	0,02	0,03
Normandie	0,07	0,05	0,14	0,26	0,10	0,18	-0,11	-0,02	0,00	0,23	0,09
Nouvelle Aquitaine	0,08	0,08	0,17	0,13	0,13	-0,02	0,01	0,02	0,02	0,11	0,06
Occitanie	0,16	0,34	0,14	0,08	0,07	-0,03	0,15	0,00	0,21	-0,03	0,06
Pays de la Loire	-0,03	0,07	0,13	0,14	-0,07	0,27	0,15	0,03	-0,05	0,13	0,14
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,21	0,24	0,30	0,19	0,14	0,03	0,00	-0,02	-0,12	-0,05	0,00
Métropole hors Île-de-France	0,03	0,16	0,18	0,24	0,13	0,14	0,08	0,11	0,09	0,22	0,15
Île-de-France	1,42	1,78	1,57	0,68	0,25	0,56	0,27	0,14	0,26	0,07	0,28
Métropole	0,06	0,23	0,28	0,28	0,14	0,19	0,12	0,13	0,18	0,21	0,19
Outre-mer	0,04	0,00	-0,57	-0,02	0,07	0,15	0,42	0,20	0,03	0,00	0,12
France entière	0,06	0,23	0,27	0,28	0,14	0,19	0,12	0,12	0,17	0,21	0,19
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,89	0,45	0,19	0,28	0,13	0,06	0,01	-0,02	0,04	0,13	0,06
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	-0,58	0,20	0,17	0,26	0,36	0,25	0,26	0,33	0,25	0,28	0,28
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,06	0,23	0,31	0,28	0,08	0,09	0,06	0,02	-	-	0,19
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	-0,04	0,21	0,24	0,23	0,29	0,27	0,48	0,38	-	-	0,26
Groupeement à FPU	0,12	0,25	0,29	0,29	0,11	0,11	0,08	0,06	0,06	0,24	0,15
Groupeement à fiscalité additionnelle	-0,04	0,21	0,24	0,23	0,29	0,27	0,47	0,37	-	0,27	0,26
Communes isolées	0,00	0,01	-0,01	0,67	0,23	3,72	0,35	0,77	0,61	0,00	0,31

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

1.8 Évolution des produits

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2014 et 2015 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2015, et les calculs détaillés concernent toutes les contributions directes.

Évolution des produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	en pourcentage										Ensemble
	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	6,0	6,0	5,7	5,6	6,2	5,7	4,8	5,3	9,5	6,0	5,7
Bourgogne-Franche-Comté	7,2	6,4	5,7	5,3	6,1	5,5	4,2	4,0	3,0	3,9	5,1
Bretagne	7,3	6,5	6,1	6,2	6,0	5,7	6,7	4,9	5,8	4,7	5,8
Centre-Val de Loire	5,4	5,5	5,5	5,4	6,2	5,4	4,1	3,5	13,4	5,6	5,3
Corse	2,8	3,7	4,7	4,8	5,7	8,8	6,3	8,0	1,9	-	5,0
Grand-Est	6,8	6,3	6,6	6,1	5,9	6,0	5,9	4,1	3,5	6,4	5,9
Hauts-de-France	5,5	5,8	6,0	5,8	5,6	6,5	5,3	4,4	4,0	3,8	5,2
Normandie	6,2	6,1	6,0	6,5	5,2	5,8	5,2	4,2	2,4	3,5	5,1
Nouvelle Aquitaine	7,0	7,0	6,4	6,0	5,3	5,6	6,2	5,8	3,7	5,8	5,8
Occitanie	6,1	6,7	6,2	6,1	6,3	6,2	6,0	4,8	7,8	8,3	6,6
Pays de la Loire	6,0	5,8	6,5	6,5	5,8	6,5	5,8	5,6	3,4	4,2	5,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,8	5,1	5,4	5,8	5,4	5,6	5,9	4,5	4,5	6,9	5,7
Métropole hors Île-de-France	6,3	6,2	6,0	5,9	5,8	5,9	5,6	4,8	4,9	6,0	5,7
Île-de-France	4,5	5,1	5,6	5,0	5,6	4,9	4,3	4,5	5,0	2,4	4,3
Métropole	6,3	6,2	6,0	5,9	5,8	5,8	5,3	4,7	5,0	5,2	5,4
Outre-mer	-1,0	0,8	5,9	9,6	17,9	16,4	13,6	7,1	8,4	3,8	8,9
France entière	6,3	6,2	6,0	5,9	5,9	5,9	5,5	4,8	5,1	5,2	5,5
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	4,9	5,4	5,7	5,7	5,7	5,5	4,9	4,5	5,0	4,1	4,9
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	3,8	8,1	5,7	6,1	6,2	6,4	5,5	5,2	4,1	6,8	6,2
CC ⁽⁵⁾ à FPU	6,4	6,3	6,2	5,8	5,8	5,8	6,0	4,8	-	-	5,9
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	6,3	6,2	5,9	6,3	6,2	6,3	7,6	5,1	-	-	6,2
Groupeement à FPU	6,2	6,2	6,0	5,8	5,8	5,7	5,3	4,6	4,9	5,9	5,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	6,3	6,2	5,9	6,3	6,1	6,2	7,5	4,9	-	4,7	6,1
Communes isolées	12,7	3,8	8,0	3,1	9,1	32,2	8,0	7,1	6,2	2,1	4,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors majoration des résidences secondaires.

Remarque : la croissance élevée de la sixième strate des communes isolées s'explique par la forte progression du produit communal des 12 communes de Mayotte appartenant à cette strate.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	54,8	14,8	3,5	27,4	25,7	7,9	-0,4	9,9	-1,1	2,5	5,5
Bourgogne-Franche-Comté	12,4	-0,6	6,4	-1,9	17,0	-2,8	14,0	-1,4	-10,6	-6,8	-0,7
Bretagne	-7,2	-23,1	7,0	-6,1	6,9	13,0	1,5	1,0	0,3	-17,0	-0,8
Centre-Val de Loire	-15,1	-4,2	10,5	12,8	-4,1	1,5	-7,5	4,9	-	5,2	3,6
Corse	-10,8	51,6	12,4	33,4	27,3	-	-	-	-	-	19,0
Grand-Est	7,0	0,2	0,8	-6,3	-3,6	2,4	1,8	13,5	-38,1	-5,8	-3,9
Hauts-de-France	12,2	12,9	12,3	-0,2	-3,3	-1,6	4,1	4,6	-16,2	1,7	0,2
Normandie	-10,6	8,5	23,6	9,5	-19,3	20,9	-3,1	5,1	-	5,8	5,5
Nouvelle Aquitaine	11,7	5,7	11,2	-6,3	-3,0	14,7	24,2	-2,2	-9,3	-23,3	-1,2
Occitanie	-5,2	-6,0	4,0	2,2	18,0	3,5	43,6	-10,9	65,7	-7,1	12,1
Pays de la Loire	10,0	8,8	2,7	-7,6	6,4	-3,3	21,0	-2,2	-6,1	-	0,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-11,1	13,5	7,5	13,2	0,0	-6,8	18,2	-14,7	-11,5	-	-2,7
Métropole hors Île-de-France	4,6	3,4	7,5	3,0	3,7	5,2	8,1	2,3	-4,9	-2,6	1,8
Île-de-France	11,6	-20,2	19,2	12,7	17,3	-6,5	28,3	245,8	-	-	28,6
Métropole	4,6	2,5	7,7	3,3	3,9	4,8	9,5	3,6	-4,9	-2,6	2,3
Outre-mer	-	-	-	-	30,7	128,2	74,6	30,3	-24,5	-4,2	-2,8
France entière	4,6	2,5	7,7	3,3	4,1	6,3	11,6	7,3	-12,2	-2,8	1,6
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-19,5	-21,2	11,0	-5,4	5,9	7,7	13,3	6,3	-12,2	-2,6	-0,9
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	73,0	128,6	22,0	10,6	-5,5	2,7	-1,4	5,7	-	-3,9	-0,2
CC ⁽⁵⁾ à FPU	-3,3	1,4	4,7	2,2	8,3	4,1	12,6	24,1	-	-	7,3
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	11,8	8,0	9,6	10,4	-2,3	10,2	13,2	-	-	-	8,8
Groupe à FPU	-3,3	-1,2	6,7	0,5	6,9	5,3	11,3	7,0	-12,2	-2,8	0,7
Groupe à fiscalité additionnelle	11,8	8,0	9,6	10,3	-2,3	9,5	13,7	25,7	-	-	9,2
Communes isolées	1,0	-	-	-100,0	-	-	-	-	-	-	-44,8

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits des taxes d'habitation des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015*

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	6,0	6,0	5,7	5,6	6,2	5,8	4,8	5,4	9,8	6,0	5,8
Bourgogne-Franche-Comté	7,2	6,4	5,7	5,3	6,2	5,4	4,3	4,0	2,8	3,8	5,1
Bretagne	7,3	6,5	6,1	6,2	6,0	5,8	6,7	4,8	5,8	4,6	5,8
Centre-Val de Loire	5,4	5,5	5,5	5,4	6,1	5,4	4,1	3,5	13,4	5,6	5,3
Corse	2,8	3,8	4,7	4,8	5,8	8,8	6,3	8,0	1,9	-	5,0
Grand-Est	6,8	6,3	6,6	6,1	5,9	6,0	5,9	4,1	3,0	6,3	5,9
Hauts-de-France	5,5	5,8	6,0	5,8	5,5	6,5	5,3	4,4	3,8	3,8	5,2
Normandie	6,2	6,1	6,0	6,5	5,1	5,9	5,1	4,2	2,4	3,6	5,1
Nouvelle Aquitaine	7,0	7,0	6,4	6,0	5,3	5,7	6,7	6,4	3,7	5,7	5,9
Occitanie	6,1	6,7	6,2	6,0	6,3	6,2	6,1	4,9	8,2	8,7	6,7
Pays de la Loire	6,0	5,8	6,5	6,4	5,8	6,5	5,8	5,6	3,6	4,5	5,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,8	5,1	6,0	6,1	5,6	6,1	6,6	5,3	5,4	6,9	6,1
Métropole hors Île-de-France	6,3	6,2	6,1	6,0	5,9	6,0	5,7	5,0	5,2	6,1	5,8
Île-de-France	4,5	5,1	5,6	5,0	5,6	4,9	4,3	4,5	5,2	4,8	4,8
Métropole	6,3	6,2	6,0	5,9	5,8	5,9	5,4	4,8	5,2	5,8	5,6
Outre-mer	-1,0	0,8	5,9	9,6	18,0	16,7	13,8	7,5	7,3	3,5	8,6
France entière	6,3	6,2	6,0	5,9	5,9	6,0	5,6	4,9	5,3	5,8	5,6
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	4,9	5,4	5,8	5,7	5,8	5,6	5,1	4,7	5,1	4,1	5,0
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	4,1	8,2	5,7	6,3	6,3	6,5	5,6	5,2	4,1	7,0	6,3
CC ⁽⁵⁾ à FPU	6,4	6,3	6,2	5,8	5,8	5,8	6,0	4,9	-	-	5,9
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	6,3	6,2	5,9	6,3	6,2	6,3	7,7	5,1	-	-	6,2
Groupeement à FPU	6,2	6,2	6,1	5,8	5,8	5,8	5,4	4,8	5,0	5,9	5,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	6,3	6,2	5,9	6,3	6,2	6,3	7,5	4,9	-	4,7	6,2
Communes isolées	12,3	3,8	8,0	3,0	9,1	32,2	8,0	7,1	6,4	5,0	6,0

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la majoration des résidences secondaires.

Remarque : la croissance élevée de la sixième strate des communes isolées s'explique par la forte progression du produit communal des 12 communes de Mayotte appartenant à cette strate.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015*

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,2	4,0	4,5	4,4	4,5	3,8	3,3	3,1	4,5	4,7	4,0
Bourgogne-Franche-Comté	6,1	5,9	5,0	3,6	3,2	3,0	2,0	2,2	2,2	2,3	3,4
Bretagne	3,4	4,7	4,2	4,7	4,5	4,1	4,2	2,4	2,4	2,8	3,8
Centre-Val de Loire	6,1	4,4	4,4	4,0	5,9	3,6	2,7	2,0	1,6	3,8	3,5
Corse	3,6	3,1	4,2	7,4	11,4	4,6	5,7	2,9	11,5	-	6,5
Grand-Est	4,8	4,5	4,7	4,9	4,6	4,2	4,9	2,1	1,9	3,5	4,0
Hauts-de-France	4,3	4,2	4,1	3,6	2,9	3,1	3,0	2,1	1,5	14,5	3,9
Normandie	2,8	4,0	5,1	4,5	4,3	3,4	2,0	2,5	0,3	1,7	3,2
Nouvelle Aquitaine	4,4	4,8	4,5	4,0	4,1	3,7	4,4	3,2	2,4	5,9	4,0
Occitanie	5,0	5,3	5,6	5,0	5,3	4,9	5,1	2,3	3,4	7,9	5,3
Pays de la Loire	3,6	4,2	5,1	4,5	4,6	5,7	3,3	3,3	0,3	2,4	3,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,9	3,8	5,1	4,8	5,3	6,2	4,7	3,6	3,7	4,3	4,4
Métropole hors Île-de-France	4,5	4,5	4,7	4,4	4,5	4,2	3,7	2,8	2,6	4,9	4,1
Île-de-France	4,3	5,5	5,3	4,3	4,9	5,2	3,3	4,7	5,1	1,6	4,0
Métropole	4,5	4,6	4,8	4,4	4,6	4,3	3,7	3,5	3,7	4,1	4,1
Outre-mer	0,5	0,9	30,1	10,3	5,0	7,2	5,4	6,0	3,8	3,5	5,2
France entière	4,5	4,6	4,8	4,4	4,6	4,4	3,7	3,6	3,7	4,1	4,1
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	2,4	4,6	5,5	4,3	4,2	4,5	3,1	3,5	3,3	2,3	3,5
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1,6	5,0	4,3	3,2	5,0	4,3	3,6	3,0	2,0	6,4	4,9
CC ⁽⁵⁾ à FPU	4,5	4,7	5,0	4,7	4,7	4,2	4,4	3,6	-	-	4,6
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	4,7	4,4	4,2	4,1	4,6	3,8	4,2	5,6	-	-	4,3
Groupeement à FPU	4,3	4,7	5,1	4,5	4,6	4,4	3,6	3,4	3,2	4,7	4,1
Groupeement à fiscalité additionnelle	4,7	4,4	4,2	4,1	4,6	3,7	4,1	5,3	-	3,4	4,2
Communes isolées	4,5	2,7	11,7	5,0	5,9	18,0	7,8	6,1	6,8	1,5	3,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

Remarque : la croissance élevée de la troisième strate de l'Outre-mer résulte de celle de la commune Bellefontaine (Martinique).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,5	1,9	1,8	1,4	1,7	0,5	10,6	-2,9	-15,9	14,2	1,9
Bourgogne-Franche-Comté	2,4	2,4	1,9	2,0	0,8	-1,6	1,0	3,2	-5,1	-0,5	2,0
Bretagne	0,8	1,9	1,4	0,7	1,4	0,2	0,3	-5,9	-0,7	-14,3	0,9
Centre-Val de Loire	1,6	1,6	1,6	1,6	2,6	0,9	-0,5	3,2	0,1	14,8	1,6
Corse	-4,8	3,0	1,1	-3,0	-3,4	1,2	-9,3	-13,5	-13,7	-	-5,1
Grand-Est	2,4	2,3	2,0	2,5	2,5	1,3	3,8	-6,9	-1,1	0,3	2,0
Hauts-de-France	1,5	1,5	1,4	3,9	2,3	1,4	0,8	0,2	0,0	-2,3	1,6
Normandie	2,0	1,9	1,7	3,3	1,2	1,0	2,5	0,7	0,6	-0,1	1,9
Nouvelle Aquitaine	1,6	1,6	1,5	1,4	1,4	1,3	0,6	2,9	0,0	8,8	1,5
Occitanie	2,2	2,2	1,8	1,4	1,3	3,9	1,5	9,6	-0,4	8,1	2,3
Pays de la Loire	1,1	1,1	1,5	1,5	1,6	1,2	1,9	6,7	-0,6	-7,8	1,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,8	1,6	1,2	1,8	0,5	-0,1	11,9	5,0	32,0	0,9	5,6
Métropole hors Île-de-France	2,0	1,9	1,6	1,8	1,5	1,2	4,0	2,4	9,5	2,8	1,9
Île-de-France	2,6	2,6	4,0	12,6	45,3	28,9	31,4	26,2	9,1	3,5	16,9
Métropole	2,0	1,9	1,7	2,2	3,5	3,1	7,0	10,0	9,4	3,0	2,6
Outre-mer	0,8	0,0	2,1	19,2	2,1	12,2	7,8	5,4	-5,0	1,8	4,0
France entière	2,0	1,9	1,7	2,2	3,5	3,2	7,0	9,7	7,8	2,9	2,6
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-0,9	1,3	1,4	3,2	3,9	3,0	9,6	12,1	9,4	2,0	4,7
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	2,1	3,6	0,8	1,1	2,8	6,3	2,3	3,8	-4,8	3,2	3,0
CC ⁽⁵⁾ à FPU	1,6	1,6	1,6	1,9	3,4	2,9	3,6	-3,8	-	-	1,8
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	2,5	2,2	2,1	2,2	2,5	0,8	11,1	0,9	-	-	2,3
Groupe à FPU	1,4	1,6	1,5	2,2	3,5	3,3	6,5	9,3	8,2	3,2	2,7
Groupe à fiscalité additionnelle	2,5	2,2	2,1	2,2	2,6	0,8	10,2	0,9	-	-11,8	2,3
Communes isolées	1,7	3,3	-3,6	-2,3	58,1	90,9	14,7	32,5	4,2	4,9	14,5

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : la croissance élevée de la cinquième strate de l'Île-de-France est due aux communes : Bruyères-le-Châtel, Saclay et Villiers-sur-Orge (Essonne), Coubron (Seine-Saint-Denis), Marolles (Val-de-Marne) et Presles (Val-d'Oise).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (y compris la taxe additionnelle) des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,5	1,9	2,0	1,4	1,8	0,4	9,6	-3,8	-18,6	12,7	2,0
Bourgogne-Franche-Comté	2,5	2,5	1,9	2,0	0,4	-1,1	1,8	4,3	-5,1	-0,9	2,0
Bretagne	0,8	1,9	1,4	0,8	1,3	-0,1	0,1	-7,3	-0,8	-14,7	0,7
Centre-Val de Loire	1,9	1,6	1,7	1,8	2,9	1,0	-0,7	3,2	0,1	14,5	1,8
Corse	-4,1	3,1	0,9	-3,1	-3,4	1,0	-9,3	-13,5	-13,7	-	-5,0
Grand-Est	2,4	2,4	2,1	2,5	2,2	1,3	3,8	-4,5	-0,5	-0,5	2,0
Hauts-de-France	1,5	1,6	1,4	3,8	2,5	1,4	0,6	-0,3	0,1	-2,5	1,6
Normandie	2,1	2,0	1,8	3,6	1,1	0,8	2,8	0,5	0,9	0,0	2,0
Nouvelle Aquitaine	1,7	1,6	1,6	1,4	1,3	1,1	-0,7	2,9	0,3	7,4	1,5
Occitanie	2,2	2,2	1,9	1,6	1,2	4,0	1,8	8,0	-0,6	8,2	2,4
Pays de la Loire	1,1	1,1	1,5	1,5	1,7	1,1	2,1	8,1	-0,8	-8,3	1,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,8	1,6	1,2	2,1	0,6	-0,1	10,3	3,8	25,7	0,3	4,9
Métropole hors Île-de-France	2,0	1,9	1,7	1,8	1,5	1,2	3,5	1,9	6,8	2,1	1,9
Île-de-France	2,7	2,8	4,5	11,2	38,9	24,1	24,8	19,8	6,0	2,4	14,3
Métropole	2,0	1,9	1,8	2,2	3,2	2,9	6,0	7,7	6,6	2,2	2,6
Outre-mer	0,7	0,0	1,9	19,7	1,8	11,3	7,0	4,7	-4,0	1,1	3,5
France entière	2,0	1,9	1,8	2,3	3,2	3,0	6,0	7,5	5,5	2,1	2,6
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-0,7	1,4	1,6	3,1	3,5	2,7	8,3	8,9	6,8	1,9	4,2
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	2,1	3,5	1,1	1,7	2,9	6,0	2,2	3,7	-4,4	1,8	2,6
CC ⁽⁵⁾ à FPU	1,7	1,7	1,6	1,9	3,2	2,6	2,7	-3,1	-	-	1,9
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	2,5	2,3	2,2	2,2	2,4	0,7	10,2	2,3	-	-	2,4
Groupeement à FPU	1,5	1,7	1,6	2,3	3,3	3,0	5,5	7,1	5,8	2,3	2,6
Groupeement à fiscalité additionnelle	2,5	2,3	2,2	2,2	2,5	0,7	9,2	2,3	-	-12,8	2,3
Communes isolées	1,7	2,8	-3,3	-2,1	46,3	84,7	13,6	26,0	3,0	4,9	12,6

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : la croissance élevée de la cinquième strate de l'Île-de-France est due aux celles des communes : Bruyères-le-Châtel, Saclay et Villiers-sur-Orge (Essonne), Coubron (Seine-Saint-Denis), Marolles (Val-de-Marne) et Presles (Val-d'Oise).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits des taxes ménages des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015*

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,6	4,7	5,0	5,0	5,4	4,7	4,1	4,2	7,1	5,5	4,9
Bourgogne-Franche-Comté	5,9	5,7	5,2	4,4	4,7	4,2	3,1	3,1	2,5	3,1	4,2
Bretagne	4,8	5,2	5,0	5,4	5,3	5,0	5,6	3,7	4,3	3,8	4,9
Centre-Val de Loire	4,6	4,4	4,7	4,6	5,9	4,4	3,4	2,7	8,0	4,8	4,3
Corse	3,0	3,6	4,6	5,3	7,3	7,4	5,4	6,0	4,9	-	5,3
Grand-Est	5,3	5,2	5,6	5,5	5,3	5,1	5,4	3,2	2,5	5,1	5,0
Hauts-de-France	4,2	4,6	4,9	4,8	4,4	4,8	4,1	3,3	2,7	8,3	4,5
Normandie	3,8	4,5	5,2	5,5	4,6	4,4	3,4	3,3	1,2	2,7	4,0
Nouvelle Aquitaine	5,2	5,4	5,2	5,0	4,7	4,7	5,6	4,9	3,1	5,8	4,9
Occitanie	5,1	5,6	5,6	5,4	5,7	5,6	5,5	3,6	5,6	8,3	5,9
Pays de la Loire	4,0	4,2	5,4	5,4	5,2	6,0	4,8	4,6	2,1	3,5	4,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,1	4,3	5,5	5,5	5,4	6,1	5,8	4,5	4,9	5,8	5,4
Métropole hors Île-de-France	4,9	5,0	5,2	5,2	5,2	5,1	4,8	3,9	4,0	5,6	4,9
Île-de-France	4,1	5,0	5,4	4,8	5,8	5,2	4,0	4,7	5,1	3,4	4,5
Métropole	4,9	5,0	5,2	5,1	5,2	5,1	4,6	4,2	4,5	5,0	4,8
Outre-mer	-0,4	0,9	19,5	10,4	10,9	11,7	9,2	6,7	5,3	3,5	6,7
France entière	4,9	5,0	5,2	5,1	5,3	5,2	4,7	4,3	4,5	5,0	4,9
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	3,2	4,6	5,4	5,1	5,1	5,1	4,2	4,2	4,3	3,2	4,3
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	2,8	6,4	5,0	4,9	5,8	5,5	4,6	4,2	3,0	6,7	5,7
CC ⁽⁵⁾ à FPU	4,8	5,1	5,3	5,2	5,3	5,0	5,2	4,2	-	-	5,2
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	5,1	5,0	5,0	5,2	5,4	5,1	6,1	5,3	-	-	5,2
Groupe à FPU	4,7	5,0	5,4	5,1	5,2	5,1	4,6	4,2	4,2	5,4	4,8
Groupe à fiscalité additionnelle	5,1	5,0	5,0	5,2	5,4	5,0	6,0	5,1	-	4,1	5,1
Communes isolées	10,1	3,4	8,5	2,2	8,7	26,3	8,0	6,7	6,5	3,4	5,1

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, y compris la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,2	3,2	4,9	4,7	4,8	3,2	4,1	3,9	3,8	6,4	4,4
Bourgogne-Franche-Comté	5,6	4,2	4,0	2,8	5,3	2,8	1,1	2,4	6,7	1,9	3,2
Bretagne	8,8	5,7	3,8	2,0	3,0	4,5	3,9	1,2	-0,1	6,6	3,6
Centre-Val de Loire	9,8	5,3	0,9	2,3	0,7	1,5	2,3	2,4	-0,6	-0,2	1,5
Corse	0,2	3,9	4,0	6,6	32,4	-0,8	6,4	7,7	0,6	-	5,8
Grand-Est	7,8	4,2	3,2	4,6	2,1	3,0	2,5	3,1	0,7	2,1	3,1
Hauts-de-France	5,6	4,5	4,7	3,5	1,4	2,2	2,0	2,1	1,3	0,7	2,5
Normandie	2,0	3,2	4,3	5,2	2,3	3,0	2,2	1,6	-3,2	0,8	2,8
Nouvelle Aquitaine	3,8	5,8	5,8	3,7	3,5	4,3	3,0	3,6	4,5	3,9	4,3
Occitanie	2,4	4,1	4,2	6,1	4,5	4,9	3,6	2,2	3,0	3,8	3,9
Pays de la Loire	2,4	1,8	5,2	4,1	0,2	8,9	6,1	7,2	1,6	7,3	5,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,4	2,6	7,0	5,2	4,1	4,9	1,7	4,1	3,1	6,2	4,2
Métropole hors Île-de-France	3,9	3,9	4,3	4,2	3,1	3,9	2,9	3,2	2,5	4,4	3,7
Île-de-France	8,5	22,5	6,0	9,7	1,2	5,4	4,1	3,2	3,4	1,7	3,4
Métropole	3,9	4,7	4,4	4,7	3,0	4,0	3,1	3,2	2,9	3,5	3,6
Outre-mer	2,3	0,9	74,8	0,3	6,0	1,6	4,6	11,1	8,4	2,7	8,2
France entière	3,9	4,7	4,5	4,7	3,0	4,0	3,2	3,6	3,2	3,5	3,7
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	7,8	3,6	4,9	6,4	2,4	3,9	2,1	3,1	2,7	2,4	3,2
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	3,0	2,6	6,7	3,3	1,0	5,5	4,2	5,0	3,4	5,4	4,9
CC ⁽⁵⁾ à FPU	2,9	5,4	4,4	4,4	3,3	2,9	2,9	2,3	-	-	3,8
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	4,7	4,1	4,4	3,0	4,5	3,8	5,6	0,6	-	-	4,1
Groupe à FPU	3,2	5,1	4,6	5,1	2,7	3,9	2,8	3,5	2,8	4,2	3,7
Groupe à fiscalité additionnelle	4,7	4,1	4,4	2,9	4,5	3,8	5,7	1,8	-	5,3	4,1
Communes isolées	14,2	1,4	4,4	6,5	-1,6	15,8	7,3	5,9	4,9	1,3	3,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : la croissance élevée de la troisième strate de l'Outre-mer résulte de celle de la commune Bellefontaine (Martinique).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015*

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,6	-0,8	4,1	4,1	2,6	2,1	4,9	3,1	2,8	3,8	3,4
Bourgogne-Franche-Comté	-0,7	-1,5	-3,3	3,5	1,1	-0,4	0,9	4,1	-9,8	6,8	0,9
Bretagne	-6,6	-3,3	1,2	3,8	0,6	5,7	3,6	4,3	3,1	-4,3	2,3
Centre-Val de Loire	2,4	5,1	1,9	3,9	-5,6	1,6	3,1	-0,8	2,7	5,8	1,8
Corse	59,4	31,1	0,4	-1,2	-0,8	1,2	3,2	11,6	4,2	-	4,3
Grand-Est	-4,8	-1,7	0,8	-1,1	5,1	2,6	1,8	-0,5	3,2	13,4	3,2
Hauts-de-France	-4,3	0,6	2,2	1,1	-3,4	6,7	1,8	7,0	4,6	7,9	3,8
Normandie	-3,8	-3,3	2,0	2,0	3,7	3,8	5,1	2,9	9,3	2,2	2,7
Nouvelle Aquitaine	5,4	2,0	3,5	-0,3	-0,1	5,1	4,8	5,0	16,0	-0,9	4,6
Occitanie	8,3	4,5	0,2	1,5	1,9	4,1	4,1	-11,4	5,1	2,8	0,6
Pays de la Loire	15,5	3,3	-2,0	-1,1	2,4	2,5	3,6	2,5	1,0	13,3	3,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	36,4	0,0	1,3	-1,6	-0,8	0,0	5,2	-0,6	3,9	2,0	1,9
Métropole hors Île-de-France	1,5	0,0	1,5	1,5	1,1	3,3	3,8	1,2	5,5	4,7	2,8
Île-de-France	0,0	-8,1	0,4	3,0	-7,3	4,1	6,1	0,7	8,1	14,4	7,8
Métropole	1,5	-0,5	1,5	1,6	0,4	3,4	4,2	1,0	7,0	9,5	4,4
Outre-mer	44,4	1,5	27,7	-3,3	-8,4	-4,7	4,0	10,0	6,1	3,8	6,9
France entière	1,5	-0,5	1,5	1,6	0,4	3,4	4,2	1,2	7,0	9,5	4,5
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-7,9	4,8	1,0	2,8	0,6	4,2	4,5	2,8	6,9	5,6	4,2
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	6,8	4,9	1,5	6,7	0,3	2,9	2,7	-2,2	6,5	4,3	2,7
CC ⁽⁵⁾ à FPU	3,0	-1,9	1,9	0,7	-0,2	3,4	4,2	-6,1	-	-	1,6
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,0	0,4	0,9	0,5	1,7	2,0	6,1	-9,9	-	-	0,8
Groupeement à FPU	2,0	-1,0	1,7	1,8	0,1	3,6	4,0	1,3	6,9	4,7	3,2
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,0	0,4	1,0	0,5	1,7	2,1	6,1	-8,6	-	11,0	1,2
Communes isolées	29,3	-27,0	13,1	0,1	-1,6	-1,6	5,2	5,5	7,4	15,7	13,0

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la part intercommunale de la métropole de Lyon.

Remarque : la croissance élevée de la première strate de la Corse masque les faibles recettes de ces communes dont le produit le plus élevé dépasse à peine 66 milles euros en 2015.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015*

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,9	2,1	3,2	-23,0	3,7	3,3	3,4	4,8	2,0	0,2	-1,6
Bourgogne-Franche-Comté	13,1	13,4	4,4	4,3	5,9	3,0	-34,3	8,1	15,9	5,0	5,3
Bretagne	3,7	1,1	4,3	4,2	5,5	3,9	5,2	3,5	2,7	5,5	4,2
Centre-Val de Loire	3,5	11,6	1,7	16,1	2,0	4,6	4,6	4,8	2,9	8,0	3,9
Corse	1,5	1,7	2,5	1,3	1,4	-4,9	3,3	4,7	9,5	-	2,1
Grand-Est	8,9	9,1	3,0	1,5	-27,6	1,8	2,4	4,6	4,0	4,9	1,6
Hauts-de-France	27,1	13,3	4,3	4,8	-2,2	3,2	1,7	3,8	2,3	4,6	5,2
Normandie	10,7	2,5	1,9	6,6	6,8	7,3	4,8	6,4	10,2	2,7	3,1
Nouvelle Aquitaine	6,1	6,7	5,0	14,1	2,1	5,9	-1,5	2,7	-7,2	9,8	5,3
Occitanie	4,0	5,0	4,3	4,8	3,3	5,0	6,5	4,3	5,1	3,8	4,5
Pays de la Loire	2,0	11,2	10,0	-2,9	4,4	2,4	8,0	5,1	2,2	3,8	2,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,1	2,0	4,7	7,2	3,0	4,9	3,7	0,1	5,7	7,7	3,9
Métropole hors Île-de-France	8,7	6,4	3,6	-2,5	-2,4	3,5	2,2	3,0	2,2	4,5	2,8
Île-de-France	1,8	-4,2	3,8	1,9	5,5	7,8	2,9	5,1	3,1	2,1	3,1
Métropole	8,6	6,1	3,6	-2,0	-2,1	3,7	2,3	3,7	2,6	3,8	2,9
Outre-mer	0,9	0,9	1,6	7,4	2,3	-1,8	-1,4	-6,1	3,8	-3,2	-1,4
France entière	8,6	6,1	3,6	-2,0	-2,1	3,7	2,2	3,1	2,6	3,7	2,8
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	8,4	1,7	3,0	5,8	3,5	3,4	4,0	2,1	2,9	3,5	3,4
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	0,3	2,3	1,8	4,5	1,7	4,6	-0,9	6,8	-1,2	4,8	2,7
CC ⁽⁵⁾ à FPU	5,9	8,6	3,4	-6,3	-7,4	4,2	4,1	3,2	-	-	1,1
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	10,5	4,8	4,3	6,1	6,4	3,1	0,3	5,7	-	-	5,0
Groupeement à FPU	6,1	7,6	3,3	-3,2	-3,8	3,9	2,5	2,9	2,3	4,3	2,1
Groupeement à fiscalité additionnelle	10,5	4,8	4,3	6,1	6,4	3,1	0,4	5,4	-	5,3	5,0
Communes isolées	-	205,5	5,2	34,5	10,9	6,7	-10,4	6,0	6,3	1,9	3,2

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la part intercommunale de la métropole de Lyon.

Remarque : la croissance élevée de la deuxième strate des communes isolées est due à celle de la commune Saint-Ail (Meurthe-et-Moselle).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de la taxe sur les surfaces commerciales des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,5	-3,2	5,1	3,1	-0,5	4,7	8,6	2,4	10,4	1,9	4,1
Bourgogne-Franche-Comté	3,0	-20,1	1,3	12,3	3,9	0,0	-2,8	11,6	13,2	9,7	4,4
Bretagne	-	-10,6	-3,1	4,0	-1,4	0,5	0,0	5,6	9,1	4,7	2,0
Centre-Val de Loire	0,0	11,8	16,9	2,3	1,3	-3,1	3,7	6,6	-5,6	0,1	3,4
Corse	-	-	-2,2	3,4	-3,0	7,4	0,7	-18,4	-2,8	-	-1,2
Grand-Est	0,0	0,3	4,7	-1,6	-3,8	1,5	2,5	0,4	5,1	0,1	0,9
Hauts-de-France	-24,0	1,9	2,7	1,9	9,8	-2,2	5,9	1,0	-1,5	2,0	2,1
Normandie	-15,5	24,2	-4,4	8,3	0,2	1,0	0,8	7,5	2,7	-2,8	1,7
Nouvelle Aquitaine	5,0	-13,6	4,1	4,3	3,9	-1,8	5,1	9,3	13,7	3,8	4,7
Occitanie	1,3	-6,3	-6,7	3,9	7,3	3,0	0,2	0,8	2,8	10,5	3,3
Pays de la Loire	-	1,7	-0,1	0,4	-1,0	2,7	2,9	5,7	3,8	4,7	2,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-	0,8	0,0	8,3	-0,2	9,2	3,8	7,0	0,8	5,7	5,2
Métropole hors Île-de-France	-3,6	-2,1	2,2	3,5	1,6	1,4	3,4	4,8	4,7	4,4	3,2
Île-de-France	0,0	-7,0	-9,9	8,6	7,9	7,4	4,6	4,8	7,4	3,6	5,1
Métropole	-3,5	-3,5	1,8	3,8	1,9	1,9	3,5	4,8	5,4	4,2	3,5
Outre-mer	-	-	-	-	-	0,3	13,8	3,9	9,5	-1,8	5,6
France entière	-3,5	-3,5	1,8	3,8	1,9	1,9	3,6	4,8	5,6	4,1	3,5
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-	-11,2	4,2	7,5	4,4	2,7	3,3	3,1	5,1	3,4	3,8
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	-	-	5,8	2,3	0,8	-1,2	4,1	8,2	5,7	4,8	4,5
CC ⁽⁵⁾ à FPU	-7,1	-5,7	0,0	1,1	1,5	1,7	1,1	9,1	-	-	1,4
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	-1,5	1,3	2,4	4,1	-0,8	2,5	13,2	8,6	-	-	4,2
Groupeement à FPU	-7,1	-6,3	1,6	3,8	2,5	1,8	2,6	4,5	5,2	4,2	3,3
Groupeement à fiscalité additionnelle	-1,5	1,3	2,4	3,9	-0,3	2,3	12,3	10,8	-	2,7	4,2
Communes isolées	-	-	-	-	-0,1	11,6	8,0	6,7	10,5	3,6	5,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : le fléchissement de la première strate des Hauts-de-France est due à la suppression de cette taxe dans la commune Forceville-en-Amiénois (Somme).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de l'ensemble des impôts économiques des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015*

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,9	2,5	4,6	2,1	3,7	3,0	4,6	3,5	3,9	5,1	3,8
Bourgogne-Franche-Comté	6,1	3,5	1,5	3,9	3,9	1,5	-0,3	3,9	0,2	4,3	2,6
Bretagne	4,3	2,2	2,9	2,9	1,9	4,4	3,4	2,7	2,2	2,0	3,0
Centre-Val de Loire	6,3	6,8	1,7	3,5	-1,1	1,1	2,8	1,5	0,7	2,6	2,0
Corse	6,9	9,0	2,1	2,5	11,8	1,1	4,2	6,4	2,0	-	4,2
Grand-Est	6,0	3,6	2,6	2,3	0,5	2,7	2,3	1,5	2,0	6,2	2,9
Hauts-de-France	9,0	5,4	3,9	2,7	0,4	3,0	2,2	3,7	2,2	3,5	3,0
Normandie	1,7	1,9	3,0	4,5	2,7	3,1	3,1	2,7	1,6	1,2	2,7
Nouvelle Aquitaine	4,5	5,0	5,1	3,1	2,3	3,9	3,7	4,6	9,1	2,2	4,5
Occitanie	3,4	4,2	3,1	4,7	4,0	4,5	3,5	-2,4	3,6	3,8	3,0
Pays de la Loire	4,9	3,1	3,0	1,6	1,0	5,9	4,9	5,2	1,6	9,5	4,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6,9	2,2	5,4	3,7	2,6	3,8	2,8	2,8	3,2	4,8	3,6
Métropole hors Île-de-France	4,6	3,6	3,4	2,9	2,1	3,5	3,2	2,7	3,7	4,5	3,4
Île-de-France	5,7	9,4	3,9	6,8	-1,4	5,1	4,8	2,3	5,5	8,7	5,4
Métropole	4,6	3,8	3,5	3,2	1,9	3,7	3,5	2,5	4,6	6,2	3,9
Outre-mer	3,7	0,9	62,0	0,3	4,4	0,4	4,7	10,0	7,8	2,6	7,5
France entière	4,6	3,8	3,5	3,2	1,9	3,6	3,5	2,8	4,7	6,1	3,9
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	5,2	3,4	3,6	5,4	2,0	3,9	3,0	3,0	4,5	3,7	3,6
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	2,9	3,0	4,8	4,3	0,8	4,2	3,5	2,7	4,4	4,9	4,1
CC ⁽⁵⁾ à FPU	3,5	4,1	3,5	2,0	1,4	3,0	3,2	-0,2	-	-	2,8
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	5,6	3,6	3,5	2,5	3,3	3,1	6,2	-3,7	-	-	3,3
Groupeement à FPU	3,6	4,0	3,6	3,4	1,6	3,6	3,2	2,7	4,5	4,4	3,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	5,6	3,6	3,5	2,5	3,3	3,1	6,2	-2,3	-	7,2	3,4
Communes isolées	24,6	-3,4	6,7	5,1	-1,2	9,1	6,5	5,8	6,1	9,5	8,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit des contributions directes des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015*

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,9	4,1	4,9	4,1	4,9	4,2	4,2	4,0	6,2	5,4	4,6
Bourgogne-Franche-Comté	5,9	5,4	4,4	4,3	4,4	3,4	2,2	3,3	1,9	3,3	3,9
Bretagne	4,7	4,7	4,7	4,9	4,6	4,8	5,1	3,5	3,8	3,5	4,5
Centre-Val de Loire	4,9	4,8	3,8	4,4	3,6	3,6	3,2	2,5	6,3	4,4	3,8
Corse	3,8	4,2	4,3	4,9	8,1	6,1	5,2	6,1	4,5	-	5,2
Grand-Est	5,5	4,9	4,8	4,4	3,8	4,4	4,6	2,8	2,4	5,3	4,4
Hauts-de-France	5,1	4,8	4,7	4,2	3,4	4,4	3,6	3,4	2,6	7,1	4,1
Normandie	3,2	3,7	4,6	5,2	4,2	3,9	3,3	3,1	1,3	2,4	3,7
Nouvelle Aquitaine	5,1	5,3	5,2	4,6	4,2	4,6	5,2	4,8	4,3	5,1	4,8
Occitanie	4,7	5,3	5,1	5,3	5,4	5,4	5,1	2,2	5,2	7,2	5,3
Pays de la Loire	4,1	4,1	5,0	4,5	4,1	6,0	4,8	4,8	2,0	4,6	4,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,6	3,8	5,4	5,1	4,9	5,7	4,9	4,1	4,6	5,6	5,0
Métropole hors Île-de-France	4,8	4,7	4,8	4,6	4,4	4,7	4,4	3,7	3,9	5,3	4,6
Île-de-France	4,6	6,4	5,0	5,5	4,1	5,2	4,2	4,1	5,2	5,3	4,8
Métropole	4,8	4,8	4,8	4,6	4,4	4,7	4,3	3,8	4,5	5,3	4,6
Outre-mer	0,7	0,9	28,8	5,5	10,2	10,3	8,6	7,6	5,8	3,3	6,9
France entière	4,8	4,8	4,8	4,6	4,4	4,8	4,4	4,0	4,6	5,3	4,6
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	3,7	4,4	5,0	5,1	4,3	4,8	3,9	3,9	4,3	3,3	4,1
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	2,9	5,5	4,9	4,7	4,5	5,2	4,3	3,8	3,4	6,3	5,3
CC ⁽⁵⁾ à FPU	4,5	4,9	4,9	4,4	4,3	4,5	4,7	3,1	-	-	4,6
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	5,2	4,7	4,6	4,5	4,9	4,5	6,1	2,9	-	-	4,7
Groupeement à FPU	4,5	4,8	4,9	4,7	4,3	4,7	4,2	3,8	4,2	5,2	4,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	5,2	4,7	4,6	4,5	4,9	4,5	6,0	3,1	-	4,7	4,7
Communes isolées	12,1	0,9	8,2	2,4	7,7	17,4	7,5	6,5	6,4	5,7	6,2

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors le produit du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon ; ainsi que la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit des contributions directes des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015*

Départements	en pourcentage									
	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	CD
01 Ain	5,9	4,9	2,0	5,3	4,7	2,0	4,4	0,3	3,6	4,8
02 Aisne	5,0	2,5	1,6	3,8	3,9	0,6	17,7	3,4	3,6	3,7
03 Allier	5,5	3,0	1,6	4,4	3,8	3,7	6,3	-1,8	3,5	4,2
04 Alpes-de-Haute-Provence	6,9	4,9	1,2	5,6	4,1	4,7	0,4	0,6	3,7	5,1
05 Hautes-Alpes	4,5	3,2	1,1	3,7	2,8	0,6	3,4	11,5	2,9	3,5
06 Alpes-Maritimes	6,3	2,6	2,3	4,9	7,9	5,4	6,4	0,9	6,7	5,2
07 Ardèche	5,8	4,8	1,6	5,2	4,3	6,2	2,0	0,2	4,2	4,9
08 Ardennes	4,5	2,0	1,2	3,1	1,2	-2,8	4,7	5,1	1,0	2,5
09 Ariège	6,5	4,8	2,0	5,5	3,9	6,4	1,7	6,4	4,3	5,1
10 Aube	4,9	3,4	1,8	4,1	3,9	1,9	4,4	9,7	3,8	4,0
11 Aude	4,7	3,3	2,2	3,9	4,0	0,7	7,7	-4,3	2,9	3,8
12 Aveyron	5,6	3,3	1,8	4,3	2,4	1,7	1,7	-1,8	2,0	3,6
13 Bouches-du-Rhône	6,5	5,2	-1,3	5,8	3,0	-1,5	2,9	7,4	1,8	4,9
14 Calvados	5,3	4,0	2,6	4,5	4,7	2,7	3,3	3,7	3,9	4,4
15 Cantal	5,5	3,1	2,3	4,2	0,6	4,5	8,1	2,9	2,6	3,9
16 Charente	5,3	4,0	0,8	4,4	4,9	2,4	8,1	6,5	4,2	4,4
17 Charente-Maritime	5,7	3,5	1,8	4,5	3,5	7,5	7,2	1,4	4,7	4,6
18 Cher	8,0	2,7	1,0	5,4	0,5	-0,1	1,9	-4,3	0,2	4,0
19 Corrèze	5,3	2,8	1,4	3,9	2,9	6,0	2,9	-3,3	3,3	3,7
2A Corse-du-Sud	3,8	8,1	-6,8	4,9	3,7	5,0	3,6	-0,4	3,8	4,7
2B Haute-Corse	6,3	5,0	0,5	5,8	7,9	3,4	0,8	-2,0	4,7	5,7
21 Côte-d'Or	5,0	3,0	2,8	3,9	4,4	3,1	8,3	8,2	4,4	4,0
22 Côtes-d'Armor	5,6	3,4	0,9	4,5	3,6	4,3	3,0	-1,3	3,3	4,3
23 Creuse	5,5	2,8	1,1	4,1	4,4	-5,0	3,5	10,6	2,4	3,8
24 Dordogne	5,9	3,3	1,8	4,4	6,2	0,8	6,1	-3,1	3,6	4,2
25 Doubs	4,7	3,7	2,4	4,2	1,8	5,8	4,2	6,1	3,5	4,0
26 Drôme	5,7	4,4	1,5	4,9	2,5	5,8	-22,7	2,8	0,1	3,4
27 Eure	4,8	3,2	2,8	3,9	2,4	7,4	3,4	1,5	4,2	4,0
28 Eure-et-Loir	4,6	3,0	2,0	3,7	3,6	0,8	9,1	11,1	3,5	3,7
29 Finistère	5,8	4,7	0,5	5,2	2,9	-2,3	2,9	0,7	0,9	4,5
30 Gard	5,4	4,9	0,2	5,0	4,6	-0,5	4,5	9,7	3,6	4,8
31 Haute-Garonne	11,1	9,8	3,1	10,4	5,2	-3,3	4,5	7,9	2,5	8,1
32 Gers	6,7	3,6	1,8	4,8	5,0	1,3	7,0	-2,4	3,5	4,5
33 Gironde	6,3	4,9	1,8	5,6	4,6	3,8	3,2	7,6	4,5	5,4
34 Hérault	4,8	3,5	3,2	4,2	2,7	3,5	7,8	1,4	3,0	4,0
35 Ille-et-Vilaine	5,9	3,4	0,7	4,8	4,6	4,0	5,7	5,2	4,4	4,7
36 Indre	4,9	2,8	2,1	3,8	3,1	4,1	4,8	-0,6	3,3	3,7
37 Indre-et-Loire	5,4	4,8	1,8	5,1	2,3	0,9	4,1	1,4	1,9	4,3
38 Isère	4,3	3,0	3,6	3,6	3,0	2,4	2,5	8,9	3,0	3,4
39 Jura	6,4	3,6	2,6	5,0	5,5	0,7	-1,1	3,2	3,4	4,6
40 Landes	6,4	5,0	0,6	5,7	6,6	1,0	14,0	-2,9	4,6	5,4
41 Loir-et-Cher	4,9	5,1	1,6	4,8	1,0	-1,2	2,8	6,1	0,8	3,8
42 Loire	5,0	2,6	0,2	3,8	3,9	-0,4	4,3	2,5	2,4	3,5
43 Haute-Loire	5,2	3,7	2,1	4,4	6,0	5,0	3,8	-3,7	5,0	4,5
44 Loire-Atlantique	5,4	3,5	1,8	4,6	7,5	1,8	-2,9	3,8	4,7	4,6
45 Loiret	4,7	2,7	2,0	3,6	0,3	4,5	3,2	3,1	2,2	3,3
46 Lot	5,0	3,0	2,2	3,9	4,2	3,9	7,2	-0,5	3,9	3,9
47 Lot-et-Garonne	5,5	2,9	1,5	4,0	5,5	2,6	9,9	3,2	4,6	4,1
48 Lozère	7,6	5,4	2,3	6,1	4,3	7,3	7,8	-3,7	4,9	5,9
49 Maine-et-Loire	5,3	3,3	1,6	4,2	4,2	9,4	15,4	1,5	6,2	4,6
50 Manche	5,9	3,5	1,3	4,4	3,9	-0,7	4,6	0,9	2,5	3,9

Évolution du produit des contributions directes des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015* (suite)

Départements	en pourcentage									
	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	CD
51 Marne	4,3	2,3	3,2	3,3	3,4	-0,1	11,5	0,1	2,3	3,1
52 Haute-Marne	5,9	2,8	2,1	4,2	3,7	-1,3	3,6	0,0	1,8	3,6
53 Mayenne	3,5	0,9	0,7	2,2	5,0	6,0	18,3	3,1	5,6	3,0
54 Meurthe-et-Moselle	5,2	3,6	1,8	4,6	1,8	5,6	-15,0	-0,7	1,5	3,9
55 Meuse	4,5	3,3	0,5	3,7	4,0	-0,3	2,7	-2,2	2,2	3,3
56 Morbihan	5,9	3,5	0,9	4,7	2,5	3,3	5,2	2,3	2,9	4,4
57 Moselle	6,1	4,2	2,1	5,3	4,0	1,5	1,7	1,8	2,9	4,6
58 Nièvre	4,4	1,7	1,3	3,2	3,7	4,7	7,9	-4,1	3,5	3,3
59 Nord	4,9	5,4	1,8	5,0	2,1	7,3	0,3	-1,1	3,3	4,6
60 Oise	5,5	3,9	1,5	4,6	2,4	-0,5	7,2	7,0	2,0	4,0
61 Orne	6,0	3,5	1,3	4,5	4,7	2,2	4,1	-1,2	3,2	4,2
62 Pas-de-Calais	5,5	2,1	1,2	3,9	3,0	1,1	6,9	3,6	2,7	3,7
63 Puy-de-Dôme	5,2	4,0	1,3	4,5	4,3	3,4	4,8	6,9	4,1	4,4
64 Pyrénées-Atlantiques	6,7	3,7	1,5	5,6	3,6	5,5	2,5	14,7	4,8	5,4
65 Hautes-Pyrénées	5,2	3,6	1,9	4,5	5,3	5,5	2,4	-1,0	4,8	4,5
66 Pyrénées-Orientales	5,2	4,2	5,1	4,8	0,4	5,1	4,8	4,8	2,0	4,4
67 Bas-Rhin	7,5	6,1	1,3	6,8	3,8	8,4	4,1	-0,8	5,2	6,3
68 Haut-Rhin	6,3	5,1	3,0	5,7	2,1	2,2	1,6	2,1	2,1	4,6
69 Rhône	6,7	5,0	-0,5	5,9	7,1	2,3	2,6	5,9	5,2	5,7
70 Haute-Saône	6,6	4,0	1,4	5,1	4,5	10,6	6,3	-0,9	6,0	5,3
71 Saône-et-Loire	5,6	3,6	1,5	4,5	2,1	-0,1	-5,8	7,9	1,4	3,8
72 Sarthe	5,6	3,6	1,0	4,5	4,2	4,5	4,8	4,2	4,3	4,5
73 Savoie	7,5	4,7	3,1	5,9	3,0	6,9	1,9	2,1	3,7	5,2
74 Haute-Savoie	6,1	4,8	6,0	5,6	3,7	7,9	3,5	4,1	5,0	5,5
76 Seine-Maritime	4,7	2,7	1,7	3,6	1,7	2,0	2,4	1,4	1,8	3,1
77 Seine-et-Marne	4,6	3,9	1,8	4,2	5,0	1,3	2,4	2,3	3,6	4,0
78 Yvelines	4,1	4,0	3,3	4,1	2,5	7,6	1,5	6,1	4,7	4,2
79 Deux-Sèvres	5,7	3,3	1,8	4,5	1,7	14,6	4,7	0,4	6,4	4,9
80 Somme	5,1	2,6	1,6	3,9	2,6	1,2	10,2	4,4	2,8	3,6
81 Tarn	5,6	3,5	2,2	4,4	4,5	2,6	5,2	0,8	3,7	4,3
82 Tarn-et-Garonne	11,7	5,4	3,0	7,9	3,4	8,2	1,8	-2,4	3,9	6,7
83 Var	5,9	4,6	17,5	5,5	3,3	2,9	7,3	7,5	3,7	5,2
84 Vaucluse	5,1	5,6	1,4	5,2	3,0	6,3	3,3	2,5	3,8	4,8
85 Vendée	7,0	5,5	1,5	6,3	2,9	0,4	5,8	0,9	2,0	5,3
86 Vienne	5,0	3,4	1,6	4,2	3,5	2,8	5,4	1,2	3,3	4,0
87 Haute-Vienne	4,5	3,2	1,7	3,9	3,5	5,3	4,7	11,1	4,8	4,1
88 Vosges	5,6	2,4	2,1	4,2	2,4	-0,7	3,9	-2,5	1,2	3,4
89 Yonne	4,6	2,6	2,5	3,6	1,6	-0,7	21,9	1,1	1,8	3,2
90 Territoire de Belfort	4,4	7,0	0,3	5,4	6,0	-25,8	8,0	1,6	-6,9	1,9
91 Essonne	4,2	3,6	26,1	4,2	3,4	2,4	9,0	8,6	3,4	4,0
92 Hauts-de-Seine	4,3	6,6	7,5	5,4	3,3	1,8	2,1	3,1	2,5	4,3
93 Seine-Saint-Denis	6,4	5,1	17,0	5,8	3,3	9,6	3,3	4,3	5,1	5,6
94 Val-de-Marne	5,3	4,6	22,8	5,1	5,3	5,2	3,0	12,4	5,5	5,2
95 Val-d'Oise	4,3	2,8	51,9	4,0	6,2	3,9	5,4	1,3	5,0	4,2
Métropole hors Paris	5,6	4,2	2,6	4,9	3,7	3,1	2,9	3,5	3,5	4,6
75 Paris	5,0	1,5	4,9	3,4	1,3	15,7	1,9	3,6	9,5	5,7
Métropole	5,6	4,1	2,6	4,8	3,6	4,4	2,9	3,5	3,9	4,6
971 Guadeloupe	1,0	-0,1	0,0	0,5	12,9	6,1	0,4	12,1	10,9	2,4
972 Martinique	6,9	4,7	3,1	5,7	12,3	6,8	-20,4	11,6	10,3	6,7
973 Guyane	9,9	7,8	6,1	8,6	2,0	1,5	3,9	-2,5	1,8	6,5
974 Réunion	5,8	5,6	2,4	5,7	6,9	5,0	1,6	-1,8	5,7	5,7
976 Mayotte	806,5	71,1	9,2	215,1	-10,6	453,1	185,1	n.s.	12,6	139,9
Départements d'outre-mer	8,6	5,2	3,5	6,7	8,2	6,9	-1,4	5,6	7,5	6,9
France entière	5,6	4,1	2,6	4,9	3,7	4,5	2,8	3,5	3,9	4,6

n.s. : non significatif.

* Hors le produit du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon ; ainsi que la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.9 Évolution des produits votés : décomposition en effet base et effet taux

L'évolution du produit voté des taxes « ménages » et de la CFE se décompose en un effet base et un effet taux. Le premier est lié à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N-1 sur la somme des produits des bases de l'année N-1 par les taux de l'année N-1. L'effet base tient compte des taux, alors que l'évolution des bases (rapport de la somme des bases de l'année N sur la somme des bases de l'année N-1) est insensible aux taux appliqués sur ces bases.

Évolution des produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2014 et 2015 liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,7	4,4	4,5	4,5	4,8	4,5	4,7	4,4	7,5	3,6	4,4
Bourgogne-Franche-Comté	5,3	4,7	4,5	4,5	5,1	4,8	4,2	4,0	3,0	3,6	4,4
Bretagne	7,2	5,7	5,5	5,5	5,2	5,1	5,5	4,8	5,8	3,4	5,1
Centre-Val de Loire	4,2	4,3	4,7	4,6	5,0	5,0	4,1	3,6	13,4	4,0	4,7
Corse	3,8	4,1	4,5	4,6	6,7	6,8	6,3	8,0	1,9	-	4,9
Grand-Est	5,2	5,0	4,9	4,5	4,7	5,2	4,6	3,9	3,6	5,2	4,8
Hauts-de-France	4,6	4,9	5,0	5,1	4,9	5,7	4,9	4,3	4,3	3,8	4,8
Normandie	5,0	4,7	4,9	4,7	4,5	5,2	4,8	4,0	2,4	3,7	4,5
Nouvelle Aquitaine	6,0	5,8	5,6	5,4	4,9	5,4	5,4	5,2	3,8	3,3	5,0
Occitanie	4,6	5,0	5,0	5,0	4,7	4,8	4,3	4,1	7,1	3,3	4,5
Pays de la Loire	5,5	5,1	5,6	5,6	5,2	5,2	4,6	5,6	4,8	3,9	4,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,4	3,7	3,9	4,7	4,5	4,1	4,7	3,9	4,0	5,0	4,5
Métropole hors Île-de-France	5,0	4,9	4,9	5,0	4,9	5,0	4,8	4,4	4,8	4,1	4,7
Île-de-France	2,9	3,1	3,5	3,3	3,7	3,1	3,5	3,1	3,8	2,4	3,2
Métropole	5,0	4,8	4,9	4,9	4,8	4,7	4,5	3,8	4,4	3,7	4,4
Outre-mer	-1,0	0,9	5,4	4,1	6,0	8,5	7,2	3,5	6,3	2,9	5,2
France entière	5,0	4,8	4,9	4,9	4,8	4,8	4,6	3,8	4,5	3,7	4,4
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	4,2	4,8	4,9	4,8	4,6	4,4	4,2	3,8	4,6	3,8	4,2
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	3,4	5,3	4,4	4,6	4,7	5,0	4,6	4,3	4,4	4,2	4,3
CC ⁽⁵⁾ à FPU	5,2	5,0	5,1	5,0	5,0	4,9	4,8	4,4	-	-	5,0
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	4,8	4,7	4,6	4,9	4,5	5,0	5,6	3,0	-	-	4,7
Groupement à FPU	5,1	4,9	5,0	4,9	4,8	4,7	4,4	3,9	4,5	4,0	4,4
Groupement à fiscalité additionnelle	4,8	4,7	4,6	4,9	4,5	5,0	5,6	3,1	-	3,7	4,7
Communes isolées	12,4	3,4	-4,4	-70,9	6,5	16,9	6,3	2,8	4,1	2,1	3,0

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2014 et 2015* liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,2	1,5	1,1	1,1	1,3	1,2	0,1	0,9	1,8	2,3	1,3
Bourgogne-Franche-Comté	1,7	1,6	1,2	0,8	1,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,7
Bretagne	0,1	0,7	0,6	0,7	0,8	0,6	1,2	0,0	0,0	1,2	0,7
Centre-Val de Loire	1,2	1,2	0,8	0,8	1,1	0,4	0,0	-0,2	0,0	1,5	0,6
Corse	-1,0	-0,4	0,2	0,1	-0,9	1,9	0,0	0,0	0,0	-	0,1
Grand-Est	1,5	1,3	1,6	1,5	1,2	0,8	1,2	0,2	-0,1	1,2	1,1
Hauts-de-France	0,9	0,9	0,9	0,6	0,7	0,7	0,4	0,1	-0,4	0,0	0,4
Normandie	1,2	1,3	1,0	1,8	0,7	0,6	0,3	0,2	0,0	-0,2	0,6
Nouvelle Aquitaine	0,9	1,1	0,7	0,6	0,4	0,2	0,7	0,6	0,0	2,4	0,7
Occitanie	1,4	1,6	1,1	1,0	1,4	1,4	1,6	0,7	0,7	4,9	2,0
Pays de la Loire	0,5	0,7	0,8	0,9	0,6	1,2	1,2	0,0	-1,3	0,3	0,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,3	1,4	1,4	1,0	0,8	1,4	1,2	0,6	0,4	1,8	1,2
Métropole hors Île-de-France	1,2	1,3	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,4	0,1	1,9	1,0
Île-de-France	1,6	1,9	2,1	1,6	1,9	1,7	0,7	1,4	1,2	0,0	1,0
Métropole	1,2	1,3	1,1	1,0	1,0	1,0	0,8	0,8	0,6	1,4	1,0
Outre-mer	0,0	-0,1	0,5	5,2	11,3	7,3	5,9	3,5	2,0	0,9	3,5
France entière	1,2	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	0,9	0,9	0,6	1,4	1,0
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,7	0,6	0,8	0,9	1,1	1,0	0,6	0,6	0,4	0,3	0,6
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	0,5	2,6	1,2	1,4	1,4	1,3	0,8	0,9	-0,2	2,6	1,8
CC ⁽⁵⁾ à FPU	1,1	1,3	1,1	0,8	0,7	0,8	1,1	0,4	-	-	0,9
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,4	1,4	1,3	1,4	1,5	1,2	1,9	2,0	-	-	1,4
Groupeement à FPU	1,1	1,2	1,0	0,9	0,9	1,0	0,8	0,7	0,4	1,8	1,0
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,4	1,4	1,3	1,4	1,5	1,2	1,8	1,7	-	1,0	1,4
Communes isolées	0,3	0,4	13,0	254,3	2,4	13,2	1,6	4,2	2,1	0,0	1,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors majoration des résidences secondaires.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2014 et 2015* liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,4	2,4	3,1	3,0	3,1	2,5	2,4	2,5	1,8	2,0	2,5
Bourgogne-Franche-Comté	3,7	3,2	3,0	2,6	2,1	2,3	2,0	2,0	2,2	1,6	2,3
Bretagne	3,0	3,4	3,4	3,5	3,4	3,3	2,9	2,4	2,4	2,6	3,0
Centre-Val de Loire	4,8	2,9	3,0	2,9	2,3	2,4	2,6	2,1	1,6	2,0	2,5
Corse	2,2	3,2	3,7	4,2	11,4	3,6	5,7	2,9	3,1	-	4,1
Grand-Est	3,3	3,0	2,9	2,8	2,5	2,6	2,0	1,5	2,5	1,2	2,2
Hauts-de-France	2,9	3,1	3,0	2,7	2,2	2,4	2,4	1,7	1,7	1,5	2,2
Normandie	2,0	2,8	3,6	3,0	2,1	2,3	1,6	2,2	0,3	2,0	2,4
Nouvelle Aquitaine	3,2	3,6	3,5	3,1	3,4	3,2	2,8	2,5	2,4	2,0	2,9
Occitanie	2,5	2,6	3,1	3,5	3,0	3,1	2,5	1,9	2,6	2,2	2,6
Pays de la Loire	2,8	3,1	3,7	3,2	3,5	3,6	2,9	3,3	2,3	2,1	2,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,2	2,2	2,6	2,8	2,7	2,8	2,7	1,8	2,0	2,1	2,3
Métropole hors Île-de-France	2,8	2,9	3,2	3,0	2,9	2,8	2,5	2,1	2,1	2,0	2,5
Île-de-France	2,4	9,5	3,1	2,5	1,7	2,5	2,1	2,0	1,9	1,6	2,0
Métropole	2,8	3,1	3,2	3,0	2,8	2,8	2,4	2,1	2,0	1,9	2,4
Outre-mer	0,6	0,9	28,9	4,6	3,7	3,6	-0,4	2,7	1,9	2,2	2,2
France entière	2,8	3,1	3,2	3,0	2,8	2,8	2,3	2,1	2,0	1,9	2,4
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	1,2	3,2	3,7	3,1	2,8	2,8	2,0	2,0	2,0	1,9	2,2
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1,4	2,6	2,8	2,2	3,0	2,7	2,3	2,3	2,1	2,1	2,2
CC ⁽⁵⁾ à FPU	2,7	3,4	3,2	3,1	3,0	2,8	2,7	2,3	-	-	3,0
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	3,1	2,8	3,0	2,8	2,5	2,8	2,5	1,8	-	-	2,8
Groupement à FPU	2,6	3,3	3,3	3,1	2,9	2,8	2,3	2,1	2,0	2,0	2,4
Groupement à fiscalité additionnelle	3,1	2,8	3,0	2,8	2,6	2,8	2,5	2,1	-	2,4	2,8
Communes isolées	3,8	2,4	-7,3	-70,0	2,8	2,0	3,6	2,7	1,9	1,5	1,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2014 et 2015* liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,7	1,6	1,4	1,4	1,4	1,3	0,8	0,6	2,6	2,7	1,5
Bourgogne-Franche-Comté	2,3	2,6	2,0	1,0	1,1	0,7	0,1	0,2	0,0	0,7	1,0
Bretagne	0,4	1,3	0,8	1,2	1,0	0,8	1,3	0,0	0,0	0,2	0,7
Centre-Val de Loire	1,3	1,4	1,3	1,1	3,5	1,1	0,2	-0,2	0,0	1,8	1,0
Corse	1,3	-0,1	0,5	3,0	0,0	0,9	0,0	0,0	8,1	-	2,4
Grand-Est	1,5	1,4	1,7	2,0	2,0	1,6	2,8	0,6	-0,5	2,3	1,8
Hauts-de-France	1,4	1,1	1,1	0,9	0,7	0,7	0,5	0,4	-0,2	12,8	1,6
Normandie	0,7	1,2	1,5	1,5	2,1	1,1	0,4	0,3	0,0	-0,3	0,8
Nouvelle Aquitaine	1,2	1,2	1,0	0,9	0,7	0,5	1,6	0,6	0,0	3,8	1,0
Occitanie	2,4	2,6	2,4	1,4	2,3	1,7	2,5	0,4	0,8	5,6	2,6
Pays de la Loire	0,8	1,0	1,4	1,3	1,1	2,0	0,4	0,0	-2,0	0,2	0,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,7	1,5	2,4	2,0	2,5	3,4	1,9	1,7	1,7	2,1	2,1
Métropole hors Île-de-France	1,7	1,6	1,5	1,3	1,6	1,4	1,2	0,6	0,5	2,9	1,5
Île-de-France	1,8	-3,7	2,1	1,8	3,1	2,6	1,2	2,7	3,1	0,0	2,0
Métropole	1,7	1,4	1,5	1,4	1,7	1,5	1,2	1,4	1,7	2,2	1,6
Outre-mer	-0,1	0,0	0,9	5,5	1,3	3,5	5,8	3,2	1,9	1,3	2,9
France entière	1,7	1,4	1,5	1,4	1,7	1,5	1,4	1,5	1,7	2,2	1,6
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	1,1	1,3	1,7	1,2	1,5	1,7	1,1	1,5	1,3	0,4	1,3
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	0,1	2,3	1,4	1,0	1,9	1,6	1,2	0,7	-0,2	4,2	2,6
CC ⁽⁵⁾ à FPU	1,8	1,3	1,7	1,5	1,7	1,4	1,7	1,2	-	-	1,6
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,6	1,5	1,2	1,3	2,0	0,9	1,7	3,8	-	-	1,5
Groupeement à FPU	1,7	1,3	1,7	1,4	1,6	1,6	1,3	1,3	1,2	2,7	1,6
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,6	1,5	1,2	1,3	2,0	0,9	1,6	3,1	-	1,0	1,4
Communes isolées	0,6	0,3	20,4	249,8	3,0	15,7	4,1	3,2	4,7	0,0	2,0

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2014 et 2015 liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,9	1,1	1,1	0,9	1,2	-0,1	10,6	-3,1	-17,5	12,9	1,3
Bourgogne-Franche-Comté	1,0	1,0	0,9	1,6	-0,3	-2,1	2,5	3,4	-5,1	-0,9	0,9
Bretagne	0,9	1,3	0,9	0,1	0,6	-0,3	-0,2	-5,8	-0,7	-14,2	0,4
Centre-Val de Loire	1,2	0,9	1,0	0,9	1,2	0,7	-0,5	3,4	0,1	12,0	1,0
Corse	-3,6	2,6	0,5	-4,0	-3,3	0,8	-9,3	-13,5	-13,7	-	-5,4
Grand-Est	0,6	1,1	0,8	1,2	0,6	0,9	1,9	-7,0	-0,7	-1,4	0,7
Hauts-de-France	0,7	0,8	0,6	3,6	1,4	0,8	0,6	-0,4	0,1	-2,3	1,0
Normandie	1,1	0,9	1,1	2,2	0,9	0,0	2,4	0,0	0,6	0,2	1,1
Nouvelle Aquitaine	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	1,0	-0,7	2,3	0,0	5,1	0,9
Occitanie	1,0	0,9	1,0	1,1	0,7	3,3	1,1	9,4	-0,4	5,3	1,4
Pays de la Loire	0,9	0,8	0,8	0,1	1,1	0,5	1,7	6,7	0,1	-8,1	0,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,1	0,7	0,8	1,4	0,8	0,5	11,4	6,9	30,2	-1,1	5,4
Métropole hors Île-de-France	0,9	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	3,5	2,5	9,0	1,2	1,1
Île-de-France	1,2	1,7	2,6	12,3	44,2	27,9	30,8	24,8	8,2	3,5	15,9
Métropole	0,9	0,9	0,9	1,5	2,8	2,7	6,5	9,7	8,8	1,7	1,9
Outre-mer	0,8	0,0	0,7	13,1	0,3	-0,5	-1,1	-0,1	-8,2	1,1	-2,0
France entière	0,9	0,9	0,9	1,5	2,8	2,6	6,3	9,0	6,8	1,7	1,8
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-0,8	0,8	1,0	2,7	3,5	2,6	9,4	11,6	8,6	1,6	4,3
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1,0	1,2	0,2	1,6	2,2	5,0	1,8	3,4	-4,7	0,8	2,0
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,9	0,9	0,9	1,4	2,8	2,7	3,2	-3,6	-	-	1,2
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,0	1,0	1,1	1,0	1,1	-0,2	7,7	0,0	-	-	1,1
Groupement à FPU	0,8	0,9	0,9	1,8	3,0	2,9	6,1	8,9	7,5	1,7	2,1
Groupement à fiscalité additionnelle	1,0	1,0	1,1	1,0	1,2	-0,2	6,9	0,1	-	-12,7	1,1
Communes isolées	0,8	0,8	-24,0	-72,3	56,4	51,0	12,6	21,7	1,5	4,9	7,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties* des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2014 et 2015 liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,6	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6	-0,1	0,2	1,8	1,1	0,6
Bourgogne-Franche-Comté	1,4	1,4	0,9	0,5	1,2	0,5	-1,5	-0,2	0,0	0,4	1,0
Bretagne	0,0	0,6	0,5	0,6	0,7	0,4	0,5	0,0	0,0	-0,1	0,5
Centre-Val de Loire	0,3	0,6	0,7	0,7	1,4	0,2	0,0	-0,1	0,0	2,6	0,6
Corse	-1,2	0,4	0,6	1,0	-0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	-	0,3
Grand-Est	1,8	1,2	1,2	1,2	1,9	0,4	1,9	0,1	-0,4	1,7	1,3
Hauts-de-France	0,8	0,7	0,7	0,3	0,9	0,6	0,2	0,5	-0,2	0,0	0,6
Normandie	0,9	1,0	0,7	1,1	0,3	1,1	0,2	0,6	0,0	-0,3	0,8
Nouvelle Aquitaine	0,7	0,8	0,7	0,5	0,6	0,3	1,3	0,5	0,0	3,6	0,7
Occitanie	1,2	1,3	0,8	0,4	0,6	0,6	0,4	0,2	0,0	2,7	0,8
Pays de la Loire	0,2	0,3	0,6	1,4	0,6	0,7	0,2	0,0	-0,7	0,3	0,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,8	0,9	0,4	0,5	-0,2	-0,6	0,5	-1,7	1,3	1,9	0,2
Métropole hors Île-de-France	1,1	0,9	0,7	0,7	0,7	0,4	0,4	-0,1	0,5	1,6	0,7
Île-de-France	1,4	0,8	1,4	0,2	0,7	0,8	0,5	1,1	0,8	0,0	0,9
Métropole	1,1	0,9	0,7	0,7	0,7	0,5	0,4	0,3	0,6	1,3	0,8
Outre-mer	-0,1	0,0	1,4	5,3	1,8	12,8	9,0	5,5	3,4	0,7	6,1
France entière	1,1	0,9	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,9	1,3	0,8
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-0,1	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,7	0,4	0,4
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1,1	2,4	0,6	-0,4	0,5	1,3	0,5	0,3	-0,1	2,3	0,9
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,2	0,4	-0,2	-	-	0,6
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,5	1,2	1,1	1,1	1,4	1,1	3,2	0,9	-	-	1,2
Groupeement à FPU	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,4	0,3	0,4	0,6	1,5	0,6
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,5	1,2	1,1	1,1	1,4	1,0	3,0	0,8	-	1,0	1,2
Communes isolées	0,9	2,5	26,8	252,1	1,1	26,4	1,9	8,9	2,7	0,0	6,6

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits des taxes ménages des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2014 et 2015* liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,3	3,2	3,7	3,8	4,0	3,5	3,6	3,4	4,6	2,9	3,5
Bourgogne-Franche-Comté	4,0	3,7	3,7	3,5	3,6	3,4	3,1	3,0	2,5	2,6	3,3
Bretagne	4,6	4,3	4,4	4,5	4,4	4,3	4,4	3,7	4,3	3,0	4,1
Centre-Val de Loire	3,5	3,2	3,7	3,7	3,6	3,7	3,3	2,9	8,0	3,1	3,5
Corse	3,3	3,9	4,3	4,5	8,0	5,7	5,6	6,0	2,3	-	4,6
Grand-Est	3,7	3,9	3,9	3,7	3,8	4,0	3,5	2,8	2,8	3,4	3,6
Hauts-de-France	3,2	3,7	3,9	4,0	3,6	4,1	3,6	3,1	3,0	2,8	3,5
Normandie	2,8	3,3	4,0	3,8	3,2	3,5	3,0	3,0	1,2	2,9	3,3
Nouvelle Aquitaine	4,1	4,3	4,4	4,3	4,2	4,3	4,2	3,9	3,1	2,7	3,9
Occitanie	3,3	3,6	4,0	4,3	3,9	4,1	3,5	3,0	4,9	2,8	3,6
Pays de la Loire	3,5	3,5	4,4	4,3	4,3	4,4	3,9	4,6	3,6	3,1	4,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,1	2,9	3,3	3,9	3,7	3,5	3,9	3,0	3,4	3,8	3,5
Métropole hors Île-de-France	3,5	3,6	4,0	4,0	3,9	3,9	3,7	3,3	3,6	3,1	3,6
Île-de-France	2,4	5,7	3,3	3,1	3,4	3,1	3,0	2,7	2,9	2,1	2,7
Métropole	3,5	3,7	3,9	4,0	3,9	3,8	3,6	3,0	3,3	2,9	3,4
Outre-mer	-0,4	0,9	18,7	4,7	4,7	6,0	3,2	3,2	3,3	2,4	3,5
France entière	3,5	3,7	4,0	4,0	3,9	3,8	3,5	3,0	3,3	2,9	3,4
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	2,4	3,8	4,2	4,0	3,8	3,6	3,2	3,0	3,3	2,9	3,3
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	2,4	3,8	3,7	3,6	4,0	4,0	3,5	3,4	3,3	3,3	3,4
CC ⁽⁵⁾ à FPU	3,5	3,8	4,1	4,1	4,1	3,9	3,8	3,4	-	-	3,9
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	3,5	3,5	3,7	3,9	3,6	3,9	4,2	2,5	-	-	3,7
Groupeement à FPU	3,5	3,8	4,1	4,0	4,0	3,8	3,5	3,1	3,3	3,1	3,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	3,5	3,5	3,7	3,9	3,6	3,9	4,2	2,7	-	3,0	3,7
Communes isolées	9,7	2,9	-6,5	-71,0	6,0	10,4	5,0	2,8	3,2	1,9	2,5

(1) : Communauté d'agglomération obligatoire ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoire ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de

* Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits des taxes ménages* des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2014 et 2015** liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,3	1,4	1,2	1,2	1,3	1,2	0,5	0,8	2,2	2,4	1,3
Bourgogne-Franche-Comté	1,8	1,9	1,4	0,9	1,0	0,7	0,0	0,1	0,0	0,5	0,9
Bretagne	0,2	0,9	0,6	0,9	0,8	0,7	1,2	0,0	0,0	0,8	0,7
Centre-Val de Loire	1,0	1,1	1,0	0,9	2,3	0,8	0,1	-0,2	0,0	1,7	0,8
Corse	-0,3	-0,3	0,3	0,8	-0,7	1,6	0,0	0,0	2,6	-	0,8
Grand-Est	1,6	1,3	1,6	1,7	1,5	1,1	1,9	0,4	-0,3	1,6	1,4
Hauts-de-France	1,0	0,9	1,0	0,7	0,7	0,7	0,5	0,2	-0,3	5,4	0,9
Normandie	0,9	1,2	1,2	1,6	1,4	0,9	0,4	0,3	0,0	-0,2	0,7
Nouvelle Aquitaine	1,0	1,1	0,8	0,7	0,6	0,4	1,1	0,6	0,0	3,0	0,9
Occitanie	1,7	1,9	1,6	1,1	1,8	1,5	2,0	0,5	0,7	5,2	2,2
Pays de la Loire	0,5	0,7	1,0	1,0	0,8	1,5	0,8	0,0	-1,6	0,2	0,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,9	1,4	1,7	1,4	1,5	2,2	1,5	1,1	0,9	1,9	1,5
Métropole hors Île-de-France	1,3	1,3	1,2	1,1	1,2	1,1	1,0	0,5	0,3	2,3	1,2
Île-de-France	1,7	-0,6	2,0	1,7	2,4	2,1	0,9	2,0	2,1	0,0	1,5
Métropole	1,3	1,3	1,2	1,1	1,3	1,2	1,0	1,1	1,1	1,8	1,3
Outre-mer	0,0	0,0	0,7	5,4	5,9	5,4	5,9	3,4	2,0	1,1	3,2
France entière	1,3	1,3	1,2	1,1	1,3	1,3	1,1	1,2	1,1	1,8	1,3
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	0,7	0,8	1,1	1,0	1,2	1,3	0,8	1,0	0,8	0,3	0,9
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	0,4	2,5	1,3	1,2	1,6	1,4	1,0	0,8	-0,2	3,3	2,1
CC ⁽⁵⁾ à FPU	1,2	1,2	1,3	1,1	1,1	1,1	1,4	0,8	-	-	1,2
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,5	1,4	1,2	1,3	1,7	1,1	1,8	2,8	-	-	1,4
Groupeement à FPU	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2	1,0	1,0	0,7	2,2	1,3
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,5	1,4	1,2	1,3	1,7	1,1	1,7	2,3	-	1,0	1,4
Communes isolées	0,4	0,5	15,9	252,7	2,6	14,4	2,8	3,8	3,2	0,0	1,6

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors la taxe additionnelle sur le foncier non bâti et la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

** Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2014 et 2015 liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,0	1,9	1,8	3,4	3,6	1,8	3,0	1,9	2,1	3,3	2,5
Bourgogne-Franche-Comté	2,6	-0,4	0,0	-0,1	2,0	1,9	0,7	2,4	6,7	1,4	1,1
Bretagne	8,9	5,7	3,3	0,6	2,7	3,4	3,4	1,1	-0,1	5,6	2,9
Centre-Val de Loire	7,9	3,8	-0,2	0,9	-0,1	0,5	2,3	2,2	-0,6	-0,2	0,8
Corse	0,8	1,8	3,6	6,0	31,3	-3,0	7,2	2,1	0,6	-	4,6
Grand-Est	3,8	-5,0	-1,2	1,0	-0,7	2,0	1,0	2,9	0,4	2,0	0,8
Hauts-de-France	0,4	-4,3	2,4	0,4	0,6	1,6	1,6	2,0	1,2	0,7	1,3
Normandie	1,5	2,4	1,6	2,3	-0,4	2,2	0,7	0,8	-3,2	0,0	1,3
Nouvelle Aquitaine	2,3	2,6	3,3	0,2	2,0	3,8	3,0	3,4	4,4	3,5	3,1
Occitanie	1,5	2,1	3,3	5,7	4,2	4,9	3,2	2,2	2,4	3,8	3,6
Pays de la Loire	1,0	-0,2	0,2	0,9	-1,6	7,2	3,4	7,2	1,1	7,0	3,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-11,0	1,7	4,9	4,2	4,0	4,8	1,6	3,9	3,3	6,2	3,9
Métropole hors Île-de-France	1,4	0,8	1,7	1,9	1,8	3,0	2,2	2,7	2,2	3,7	2,4
Île-de-France	1,0	-43,9	-42,0	5,1	-0,2	2,4	2,7	2,3	2,5	1,7	0,6
Métropole	1,4	-1,1	-0,9	2,2	1,6	3,0	2,3	2,6	2,3	3,0	2,0
Outre-mer	2,3	0,9	77,8	0,3	5,3	1,0	3,2	10,4	8,6	2,7	7,8
France entière	1,4	-1,1	-0,8	2,2	1,7	2,9	2,3	2,9	2,7	3,0	2,1
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	2,7	-3,0	3,4	4,5	1,7	3,5	1,8	2,8	2,7	2,3	2,7
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	5,0	1,8	5,8	2,3	-0,7	4,7	2,6	3,9	2,6	4,4	3,8
CC ⁽⁵⁾ à FPU	2,5	-1,9	-1,9	2,4	2,6	2,1	2,3	2,2	-	-	0,8
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,0	0,1	-1,7	-2,1	0,5	1,2	2,6	-1,3	-	-	-0,4
Groupeement à FPU	2,6	-2,0	-0,4	3,2	1,9	3,2	2,3	3,0	2,7	3,6	2,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,0	0,1	-1,7	-2,0	0,6	1,2	0,8	0,1	-	4,2	-0,4
Communes isolées	13,9	1,4	2,6	3,1	-2,2	1,5	6,5	2,9	2,5	1,3	2,0

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2014 et 2015 liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,2	0,9	0,7	0,8	1,1	0,8	0,9	2,0	1,6	3,0	1,3
Bourgogne-Franche-Comté	1,1	1,4	1,3	1,5	1,0	0,4	0,0	-0,1	0,0	0,5	0,7
Bretagne	-0,1	0,0	0,4	0,1	0,3	0,5	0,5	0,1	0,0	1,0	0,4
Centre-Val de Loire	1,7	0,8	0,6	1,0	0,8	0,9	0,0	0,2	0,0	0,0	0,5
Corse	-0,6	2,1	0,3	0,6	0,9	2,2	-0,8	5,5	0,0	-	1,1
Grand-Est	0,8	0,8	1,3	2,3	0,9	0,3	1,0	-0,1	0,4	0,1	0,8
Hauts-de-France	0,5	0,8	1,6	0,6	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,4
Normandie	0,2	0,3	0,6	0,5	0,5	0,6	-0,1	-0,2	0,0	0,9	0,4
Nouvelle Aquitaine	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3	0,2
Occitanie	0,7	1,1	0,6	0,2	0,3	-0,1	0,3	0,0	0,6	0,0	0,2
Pays de la Loire	0,0	0,4	0,6	0,6	0,4	0,4	0,1	0,0	-0,1	0,3	0,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,8	0,9	0,6	0,6	0,1	0,1	0,1	0,2	-0,2	0,0	0,1
Métropole hors Île-de-France	0,5	0,8	0,8	0,9	0,6	0,4	0,3	0,4	0,2	0,7	0,6
Île-de-France	7,4	1,7	3,4	3,2	1,4	2,9	1,3	0,8	0,8	0,0	1,0
Métropole	0,6	0,8	0,9	1,1	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,6
Outre-mer	0,0	0,0	-1,7	0,0	0,7	0,7	1,3	0,7	-0,2	0,0	0,4
France entière	0,6	0,8	0,9	1,1	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,6
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	4,0	1,2	0,8	1,2	0,4	0,4	0,2	0,2	0,0	0,1	0,3
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	-1,8	0,8	0,4	1,0	1,8	0,8	0,8	1,1	0,8	0,9	0,9
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,2	0,4	0,8	1,1	0,3	0,2	0,3	0,1	-	-	0,5
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,8	1,1	1,2	0,9	1,4	0,8	1,9	1,5	-	-	1,2
Groupeement à FPU	0,5	0,5	0,8	1,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,1	0,6	0,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,8	1,1	1,2	0,9	1,4	0,8	1,9	1,2	-	1,0	1,2
Communes isolées	0,3	0,0	1,7	3,3	0,7	14,1	0,7	2,9	2,3	0,0	1,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

A1.10 Compensation d'exonération de la fiscalité directe locale

Les compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2015*

en euros/hab.

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
01 Ain	14,5	1,1	2,3	17,8	2,1	0,0	2,1	20,0
02 Aisne	27,4	1,8	3,9	33,2	2,0	0,1	2,0	35,2
03 Allier	34,8	1,8	4,8	41,5	3,3	0,0	3,3	44,8
04 Alpes-de-Haute-Provence	22,1	2,3	2,6	27,0	3,2	0,0	3,2	30,2
05 Hautes-Alpes	15,5	1,4	2,9	19,8	2,1	0,1	2,2	22,0
06 Alpes-Maritimes	40,1	1,6	0,1	41,8	4,9	0,0	4,9	46,7
07 Ardèche	20,0	1,0	2,7	23,8	1,8	0,0	1,8	25,5
08 Ardennes	21,3	1,7	2,7	25,7	1,9	0,0	1,9	27,6
09 Ariège	21,7	1,3	5,1	28,2	2,9	0,0	2,9	31,1
10 Aube	22,0	1,6	3,5	27,2	2,4	0,0	2,4	29,6
11 Aude	36,6	3,0	6,5	46,1	2,4	0,0	2,4	48,5
12 Aveyron	25,3	1,7	5,2	32,2	2,7	0,0	2,7	34,9
13 Bouches-du-Rhône	35,9	2,1	0,7	38,7	6,4	0,1	6,4	45,1
14 Calvados	16,5	1,7	3,3	21,4	2,4	0,0	2,4	23,8
15 Cantal	32,1	1,8	8,0	41,9	2,8	0,1	2,8	44,7
16 Charente	22,7	2,6	5,0	30,2	2,6	0,0	2,6	32,8
17 Charente-Maritime	25,0	2,3	3,8	31,1	2,3	0,0	2,4	33,4
18 Cher	23,3	1,7	4,6	29,7	2,7	0,1	2,7	32,5
19 Corrèze	24,0	1,8	4,7	30,5	3,2	0,0	3,2	33,7
2A Corse-du-Sud	38,4	0,8	4,2	43,4	27,0	0,0	27,0	70,4
2B Haute-Corse	37,8	1,0	7,2	46,0	19,9	0,0	19,9	65,9
21 Côte-d'Or	15,9	1,9	3,2	21,0	2,4	0,0	2,4	23,4
22 Côtes-d'Armor	29,9	1,8	5,5	37,2	2,2	0,0	2,2	39,4
23 Creuse	31,2	1,4	7,9	40,5	2,4	0,1	2,5	43,0
24 Dordogne	23,0	2,0	4,8	29,8	1,9	0,0	1,9	31,7
25 Doubs	20,4	1,6	1,3	23,4	2,7	0,1	2,8	26,2
26 Drôme	25,1	1,6	3,1	29,8	2,5	0,1	2,6	32,4
27 Eure	13,5	1,3	4,1	18,8	1,8	0,0	1,9	20,7
28 Eure-et-Loir	14,5	1,8	4,4	20,8	2,1	0,0	2,1	22,9
29 Finistère	30,9	2,0	2,6	35,5	2,3	0,0	2,3	37,8
30 Gard	36,9	2,0	2,9	41,8	3,4	0,0	3,4	45,2
31 Haute-Garonne	20,2	1,8	1,6	23,6	3,5	0,0	3,6	27,2
32 Gers	24,7	2,3	11,1	38,1	2,1	0,1	2,2	40,3
33 Gironde	21,5	2,5	2,2	26,2	3,5	0,0	3,6	29,7
34 Hérault	34,5	2,4	2,2	39,0	2,8	0,0	2,8	41,8
35 Ille-et-Vilaine	19,9	1,6	2,5	24,0	2,3	0,0	2,3	26,2
36 Indre	29,3	2,0	5,9	37,2	2,9	0,1	3,0	40,1
37 Indre-et-Loire	23,0	1,4	3,0	27,4	2,3	0,0	2,3	29,8
38 Isère	16,4	2,2	1,4	20,0	3,5	0,0	3,5	23,5
39 Jura	19,5	1,4	3,7	24,5	1,5	0,0	1,5	26,0
40 Landes	21,9	0,8	5,1	27,8	1,9	0,0	2,0	29,8
41 Loir-et-Cher	19,6	1,9	4,5	26,0	2,5	0,0	2,5	28,5
42 Loire	26,6	1,7	1,4	29,7	3,1	0,0	3,1	32,8
43 Haute-Loire	23,7	1,4	5,2	30,3	1,8	0,0	1,8	32,1
44 Loire-Atlantique	20,4	1,6	2,0	23,9	3,1	0,0	3,2	27,1
45 Loiret	17,4	1,6	2,7	21,6	2,6	0,0	2,6	24,2
46 Lot	18,6	1,6	6,3	26,5	1,9	0,3	2,2	28,7
47 Lot-et-Garonne	29,7	2,2	7,4	39,3	2,2	0,0	2,2	41,5
48 Lozère	16,6	1,4	8,7	26,7	2,6	0,1	2,7	29,4
49 Maine-et-Loire	22,0	2,4	3,9	28,3	2,3	0,0	2,4	30,6
50 Manche	22,5	1,5	5,0	29,0	2,2	0,0	2,2	31,1

Les compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2015* (suite)

en euros/hab.

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
51 Marne	21,4	2,8	3,6	27,8	2,8	0,0	2,8	30,6
52 Haute-Marne	17,3	1,3	4,3	23,0	1,6	0,1	1,7	24,6
53 Mayenne	25,3	2,1	8,0	35,4	2,3	0,0	2,3	37,7
54 Meurthe-et-Moselle	22,9	1,7	0,8	25,4	2,9	0,0	2,9	28,3
55 Meuse	19,9	1,1	5,0	26,0	1,5	0,1	1,5	27,5
56 Morbihan	25,6	2,1	2,7	30,4	1,5	0,0	1,5	31,9
57 Moselle	20,0	1,0	1,7	22,6	2,2	0,0	2,3	24,9
58 Nièvre	29,9	1,9	6,2	38,1	2,5	0,0	2,6	40,6
59 Nord	24,0	1,6	1,3	26,9	5,1	0,1	5,2	32,1
60 Oise	15,0	1,7	3,4	20,2	2,2	0,1	2,2	22,4
61 Orne	23,5	1,6	7,2	32,4	1,9	0,1	2,0	34,4
62 Pas-de-Calais	23,3	1,9	2,2	27,4	2,3	0,0	2,3	29,7
63 Puy-de-Dôme	20,4	1,9	3,9	26,3	2,3	0,1	2,4	28,7
64 Pyrénées-Atlantiques	27,9	1,3	1,4	30,7	2,8	0,0	2,8	33,5
65 Hautes-Pyrénées	24,1	1,2	1,8	27,1	3,5	0,0	3,5	30,6
66 Pyrénées-Orientales	40,2	2,4	1,8	44,3	2,6	0,0	2,6	46,9
67 Bas-Rhin	14,5	1,0	2,1	17,6	2,3	0,0	2,3	19,9
68 Haut-Rhin	13,6	1,0	2,6	17,2	2,8	0,0	2,8	20,0
69 Rhône	20,1	1,7	0,7	22,5	4,4	0,0	4,5	27,0
70 Haute-Saône	15,6	1,0	2,6	19,2	1,2	0,0	1,2	20,4
71 Saône-et-Loire	23,3	1,7	5,2	30,1	2,6	0,0	2,6	32,7
72 Sarthe	19,0	1,6	4,0	24,7	2,2	0,0	2,3	26,9
73 Savoie	16,1	1,6	1,7	19,4	3,7	0,0	3,7	23,1
74 Haute-Savoie	14,4	0,8	1,3	16,5	2,4	0,0	2,4	19,0
76 Seine-Maritime	21,2	2,1	2,1	25,4	3,0	0,0	3,0	28,4
77 Seine-et-Marne	12,3	1,5	1,6	15,4	1,9	0,0	1,9	17,3
78 Yvelines	12,7	1,3	0,4	14,4	3,0	0,0	3,1	17,5
79 Deux-Sèvres	26,6	1,8	6,3	34,7	2,3	0,0	2,3	37,0
80 Somme	22,1	2,0	5,2	29,3	2,2	0,0	2,2	31,5
81 Tarn	21,1	2,0	3,7	26,8	2,6	0,0	2,6	29,5
82 Tarn-et-Garonne	18,6	1,8	7,1	27,4	1,8	0,0	1,8	29,3
83 Var	31,9	1,9	0,9	34,8	3,4	0,1	3,5	38,2
84 Vaucluse	31,0	1,9	3,8	36,7	5,7	0,0	5,7	42,4
85 Vendée	23,4	1,2	3,8	28,3	1,7	0,0	1,7	30,0
86 Vienne	22,9	1,4	3,5	27,9	2,2	0,0	2,2	30,1
87 Haute-Vienne	29,4	1,7	3,4	34,5	2,7	0,0	2,7	37,2
88 Vosges	20,1	1,2	2,3	23,6	2,2	0,0	2,2	25,8
89 Yonne	19,6	1,7	5,2	26,6	2,1	0,0	2,1	28,7
90 Territoire de Belfort	19,6	1,4	0,6	21,6	4,0	0,0	4,1	25,7
91 Essonne	13,5	2,3	0,5	16,4	2,7	0,0	2,7	19,0
92 Hauts-de-Seine	12,4	2,0	0,0	14,4	3,2	0,0	3,2	17,6
93 Seine-Saint-Denis	22,6	3,5	0,0	26,2	5,4	0,1	5,5	31,7
94 Val-de-Marne	18,0	3,0	0,0	21,1	4,7	0,0	4,7	25,8
95 Val-d'Oise	17,0	2,1	0,4	19,4	1,8	0,0	1,8	21,2
Métropole hors Paris	22,3	1,8	2,5	26,6	3,1	0,0	3,2	29,8
75 Paris	8,6	0,7	0,0	9,4	5,8	0,0	5,8	15,2
Métropole	21,8	1,8	2,4	26,0	3,2	0,0	3,3	29,3
971 Guadeloupe	25,8	3,1	10,3	39,2	8,2	2,5	10,6	49,8
972 Martinique	26,6	6,3	4,8	37,7	8,3	2,5	10,8	48,5
973 Guyane	6,5	1,6	1,9	10,0	5,2	2,0	7,2	17,2
974 Réunion	18,6	5,4	4,2	28,3	12,2	4,1	16,3	44,6
976 Mayotte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	1,8	1,8
Départements d'outre-mer	18,2	4,1	4,8	27,1	8,6	3,0	11,7	38,8
France entière	21,7	1,9	2,5	26,1	3,4	0,1	3,5	29,6
Type d'EPCI en 2015	24,6	2,5	1,3	28,3	4,2	0,3	4,4	32,8
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	27,4	2,4	0,3	30,0	5,1	0,1	5,2	35,2
CJ ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	19,0	1,2	4,4	24,6	1,7	0,0	1,8	26,3
CC ⁽⁵⁾ à FPU	17,0	1,0	5,7	23,7	1,8	0,0	1,9	25,6
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	11,7	1,3	0,0	13,1	4,9	0,1	5,0	18,1
Groupe à FPU	23,2	2,0	2,1	27,4	3,5	0,1	3,7	31,0
Groupe à fiscalité additionnelle	17,3	1,1	5,5	23,9	1,9	0,0	2,0	25,9
Communes isolées	11,7	1,3	0,0	13,1	4,9	0,1	5,0	18,1

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Hors les allocations du foncier bâti et y compris la part intercommunale de la CVAE de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL

Evolution des compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2015*

en pourcentage

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
01 Ain	18,2	-26,9	-9,3	9,9	-34,3	-92,7	-34,3	2,6
02 Aisne	10,7	-32,2	-9,3	4,3	-33,5	-7,0	-32,9	1,1
03 Allier	10,3	-33,1	-9,5	4,6	-33,9	-50,9	-34,1	0,3
04 Alpes-de-Haute-Provence	14,8	-27,9	-8,9	6,7	-30,5	-52,7	-30,7	0,9
05 Hautes-Alpes	15,3	-34,2	-10,2	5,5	-32,9	-39,9	-33,2	-0,2
06 Alpes-Maritimes	13,5	-32,9	-8,8	10,5	-33,8	-24,1	-33,8	3,3
07 Ardèche	14,0	-30,3	-9,2	8,0	-33,6	-42,4	-33,7	3,5
08 Ardennes	10,7	-30,7	-9,0	4,1	-32,4	-26,7	-32,3	0,4
09 Ariège	11,3	-33,7	-9,2	3,7	-32,8	-44,8	-32,9	-1,3
10 Aube	13,5	-30,7	-9,2	6,0	-33,4	-52,8	-33,8	1,1
11 Aude	12,3	-32,3	-9,9	4,2	-34,2	-58,7	-34,4	1,3
12 Aveyron	10,5	-31,8	-9,0	3,6	-32,3	-36,0	-32,3	-0,5
13 Bouches-du-Rhône	13,4	-27,8	-8,2	9,5	-34,1	16,9	-33,8	0,1
14 Calvados	14,6	-29,7	-8,9	5,2	-34,2	0,7	-34,0	-0,7
15 Cantal	8,8	-33,5	-9,3	2,1	-34,3	-58,7	-35,2	-1,5
16 Charente	11,0	-32,6	-9,1	1,8	-35,3	-48,8	-35,4	-2,7
17 Charente-Maritime	13,5	-30,8	-8,4	5,5	-32,5	-7,4	-32,2	1,5
18 Cher	14,1	-29,2	-8,9	6,1	-36,9	-31,7	-36,8	0,3
19 Corrèze	11,4	-34,1	-9,7	3,5	-34,0	-59,9	-34,3	-1,9
2A Corse-du-Sud	11,4	-31,5	0,7	9,0	-10,2	-56,9	-10,2	0,7
2B Haute-Corse	10,6	-32,7	0,3	7,4	-4,6	44,4	-4,6	3,5
21 Côte-d'Or	14,2	-26,2	-9,3	4,9	-34,4	-53,2	-34,7	-1,2
22 Côtes-d'Armor	11,5	-32,4	-9,8	4,5	-34,1	162,0	-34,0	1,2
23 Creuse	9,7	-34,0	-9,6	3,0	-31,6	-55,8	-33,6	-0,2
24 Dordogne	12,0	-33,7	-9,8	3,1	-34,0	-62,5	-34,5	-0,3
25 Doubs	13,7	-32,1	-9,5	7,2	-34,4	-16,1	-33,9	0,5
26 Drôme	13,7	-30,9	-9,6	7,1	-32,3	3,1	-31,8	2,5
27 Eure	16,4	-31,8	-8,9	5,1	-34,5	-24,5	-34,4	-0,4
28 Eure-et-Loir	15,6	-31,2	-8,7	3,5	-33,0	-64,1	-33,1	-1,4
29 Finistère	10,6	-33,1	-8,9	5,1	-33,7	-11,1	-33,7	1,4
30 Gard	14,7	-30,2	-9,1	9,3	-34,0	2,7	-33,9	4,2
31 Haute-Garonne	14,6	-27,6	-9,0	7,8	-32,3	-4,7	-32,0	0,1
32 Gers	11,4	-32,4	-10,0	0,5	-33,4	-33,8	-33,4	-2,3
33 Gironde	14,3	-29,0	-13,0	5,4	-33,5	-22,6	-33,4	-1,5
34 Hérault	14,2	-29,9	-8,8	8,6	-33,3	22,3	-32,9	4,2
35 Ille-et-Vilaine	12,6	-31,3	-8,9	5,5	-32,5	-	-32,5	0,6
36 Indre	12,5	-34,2	-9,2	4,6	-33,0	-52,4	-33,5	0,3
37 Indre-et-Loire	14,6	-32,6	-9,5	7,5	-33,7	-47,4	-33,8	2,5
38 Isère	14,8	-28,6	-9,4	5,7	-34,2	-22,3	-34,1	-3,1
39 Jura	11,8	-34,7	-11,0	3,7	-35,1	-94,1	-37,2	0,0
40 Landes	16,5	-29,1	-14,3	7,4	-40,0	-46,4	-40,1	2,0
41 Loir-et-Cher	15,7	-32,1	-9,3	5,2	-33,9	-22,5	-33,8	0,1
42 Loire	11,0	-27,5	-9,5	6,7	-33,6	-28,6	-33,5	0,9
43 Haute-Loire	10,2	-31,4	-9,2	3,5	-34,0	-37,1	-34,1	0,2
44 Loire-Atlantique	13,6	-29,7	-8,8	7,0	-33,5	10,4	-33,3	0,0
45 Loiret	16,2	-30,3	-9,5	7,2	-35,7	-83,7	-36,8	-0,2
46 Lot	11,5	-31,9	-12,7	1,0	-30,7	-36,8	-31,7	-2,5
47 Lot-et-Garonne	11,9	-31,0	-11,4	3,2	-33,4	-52,3	-33,6	0,3
48 Lozère	11,9	-35,5	-16,2	-2,5	-11,8	-32,3	-12,8	-3,5
49 Maine-et-Loire	12,2	-28,6	-9,8	3,7	-33,9	-16,5	-33,8	-0,6
50 Manche	12,4	-30,4	-9,5	4,7	-31,6	-5,6	-31,4	1,0

Evolution des compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2015* (suite)

en euros/hab.

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
51 Marne	28,3	-29,9	-8,9	12,9	-33,7	-47,7	-33,8	6,0
52 Haute-Marne	11,3	-34,5	-10,6	2,4	-37,4	-51,9	-38,5	-2,0
53 Mayenne	9,5	-32,1	-10,5	0,8	-33,2	-55,4	-33,3	-2,3
54 Meurthe-et-Moselle	11,9	-31,6	-9,6	6,6	-34,4	-6,2	-34,1	0,3
55 Meuse	11,3	-34,7	-10,3	3,4	-34,3	-33,4	-34,3	0,2
56 Morbihan	17,1	-26,9	-8,9	9,7	-33,5	-	-33,5	6,5
57 Moselle	13,4	-32,5	-10,0	8,1	-33,9	3,0	-33,6	2,3
58 Nièvre	12,0	-34,3	-9,4	4,3	-32,5	-45,3	-32,7	0,8
59 Nord	11,2	-29,2	-9,1	6,4	-33,8	-1,1	-33,5	-2,9
60 Oise	14,9	-30,2	-9,0	4,5	-33,2	50,4	-32,1	-0,8
61 Orne	12,1	-35,9	-9,4	2,8	-34,1	-15,2	-33,5	-0,4
62 Pas-de-Calais	11,6	-29,3	-8,9	5,5	-33,7	-28,0	-33,7	0,8
63 Puy-de-Dôme	11,7	-29,4	-9,9	3,6	-34,6	-14,1	-34,2	-1,2
64 Pyrénées-Atlantiques	13,8	-30,3	-8,8	9,6	-32,8	-33,2	-32,8	4,1
65 Hautes-Pyrénées	11,8	-32,6	-8,8	7,0	-34,9	-74,1	-35,4	-0,5
66 Pyrénées-Orientales	12,0	-28,1	-8,8	7,8	-34,3	21,2	-34,1	4,2
67 Bas-Rhin	16,2	-24,2	-9,2	9,3	-34,4	-36,6	-34,4	1,3
68 Haut-Rhin	16,4	-29,6	-11,3	7,3	-33,8	-12,3	-33,6	-1,3
69 Rhône	16,3	-28,6	-8,8	10,1	-33,6	4,3	-33,4	-0,6
70 Haute-Saône	12,4	-31,0	-9,3	5,5	-33,7	-35,3	-33,7	1,9
71 Saône-et-Loire	11,3	-31,7	-10,0	3,5	-33,6	-55,1	-33,7	-0,9
72 Sarthe	13,2	-32,9	-10,2	4,1	-34,8	-21,9	-34,6	-0,9
73 Savoie	15,0	-31,3	-11,1	6,3	-33,5	-73,4	-33,6	-3,1
74 Haute-Savoie	16,0	-29,5	-10,2	10,1	-34,5	-	-34,5	1,3
76 Seine-Maritime	14,6	-29,4	-9,1	6,8	-33,4	-30,4	-33,4	0,4
77 Seine-et-Marne	18,5	-27,7	-9,7	8,2	-32,6	4,4	-32,5	1,5
78 Yvelines	15,3	-25,0	-8,9	9,1	-38,0	1,0	-37,9	-3,6
79 Deux-Sèvres	11,3	-30,7	-9,5	3,7	-34,3	-1,4	-34,3	0,0
80 Somme	11,1	-31,9	-8,8	2,7	-32,9	-11,2	-32,8	-1,0
81 Tarn	12,5	-31,9	-9,5	3,9	-33,8	-41,6	-33,8	-1,1
82 Tarn-et-Garonne	11,5	-32,5	-10,0	1,0	-32,5	11,4	-32,3	-2,1
83 Var	14,7	-30,2	-9,0	10,0	-34,6	69,9	-33,8	3,8
84 Vaucluse	14,5	-30,6	-8,8	8,0	-34,2	39,0	-33,9	-0,5
85 Vendée	12,9	-32,6	-9,3	6,5	-33,0	-	-33,0	3,1
86 Vienne	10,6	-32,7	-9,3	4,3	-34,5	-42,9	-34,6	-0,1
87 Haute-Vienne	11,5	-31,0	-9,2	6,0	-33,9	-30,5	-33,9	1,5
88 Vosges	11,3	-34,0	-11,5	5,1	-34,1	-48,0	-34,2	0,1
89 Yonne	13,6	-31,8	-8,9	4,0	-33,8	-45,1	-33,9	-0,3
90 Territoire de Belfort	13,6	-32,7	-9,6	7,8	-34,3	-52,1	-34,6	-2,3
91 Essonne	21,4	-21,3	-8,9	11,6	-33,7	27,5	-33,3	1,9
92 Hauts-de-Seine	25,4	-25,6	-8,7	14,6	-27,8	-100,0	-27,8	3,5
93 Seine-Saint-Denis	16,4	-26,3	-8,8	7,9	-35,4	46,1	-35,1	-3,2
94 Val-de-Marne	17,4	-26,5	-9,0	8,1	-34,4	26,6	-34,3	-3,3
95 Val-d'Oise	20,2	-31,1	-8,9	10,7	-32,4	10,0	-32,0	5,0
Métropole hors Paris	13,9	-29,6	-9,5	6,8	-33,1	-18,3	-33,0	0,5
75 Paris	20,2	-18,8	-14,3	15,8	-34,0	-72,7	-34,0	-10,2
Métropole	14,0	-29,4	-9,5	6,9	-33,1	-18,3	-33,0	0,2
971 Guadeloupe	11,8	-17,9	0,3	5,6	0,6	3,4	1,2	4,6
972 Martinique	12,5	-11,6	1,4	6,2	-4,9	-7,9	-5,6	3,3
973 Guyane	17,0	-23,3	2,8	5,3	0,1	0,3	0,2	3,1
974 Réunion	14,1	-8,5	1,4	7,0	-0,2	-0,9	-0,4	4,1
976 Mayotte	-	-	-	-	-	80,7	80,7	80,7
Départements d'outre-mer	13,1	-11,6	1,0	6,3	-0,9	1,5	-0,3	4,2
France entière	13,9	-28,4	-8,9	6,9	-31,3	-3,9	-30,7	0,4

* Hors les allocations du foncier bâti et y compris la part intercommunale de la CVAE de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DG

A1.11 Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Nombre de communes concernées par la TEOM selon la collectivité destinataire de la taxe en 2015

en nombre de communes

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Groupement à FA	2 463	2 483	2 023	262	108	104	34	3	-	1	7 481
Groupement à FPU	2 646	4 084	5 794	1 342	613	789	392	263	60	37	16 020
Syndicat	210	213	157	33	14	29	16	10	1	-	683
Commune elle-même	24	48	84	24	26	25	36	44	21	2	334
Ensemble des communes	5 343	6 828	8 058	1 661	761	947	478	320	82	40	24 518

FA : fiscalité additionnelle.

FPU : fiscalité professionnelle unique.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Proportion des communes sur le territoire desquelles est perçue une TEOM en 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	67	72	78	84	87	91	95	100	100	100	76
Bourgogne-Franche-Comté	36	40	49	60	76	70	93	100	100	50	42
Bretagne	44	47	48	59	66	68	90	80	100	100	53
Centre-Val de Loire	67	66	73	78	88	90	92	100	100	100	71
Corse	62	75	85	92	100	100	100	100	100	-	71
Grand-Est	29	36	44	62	63	74	74	88	100	100	39
Hauts-de-France	71	78	77	74	76	69	81	77	100	100	75
Normandie	80	79	79	86	95	94	85	100	100	100	80
Nouvelle Aquitaine	80	77	74	83	83	87	90	92	100	100	77
Occitanie	81	86	90	93	96	97	95	100	100	100	86
Pays de la Loire	49	33	35	37	47	53	81	100	75	100	39
Provence-Alpes-Côte d'Azur	52	53	82	91	94	99	98	100	100	100	75
Métropole hors Île-de-France	58	65	68	73	79	82	88	94	98	97	66
Île-de-France	93	92	92	90	92	95	97	96	94	100	93
Métropole	59	65	68	74	79	83	90	95	96	97	67
Outre-mer	50	0	93	100	100	100	100	100	88	100	97
France entière	59	65	68	74	80	84	90	95	95	98	67
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	83	86	90	90	92	93	93	94	97	96	90
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
CC ⁽⁵⁾ à FPU	63	66	65	67	70	70	83	85	-	-	66
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	53	60	62	65	74	77	78	86	-	-	59
Groupeement à FPU	65	69	71	76	81	85	91	95	97	97	72
Groupeement à fiscalité additionnelle	53	60	62	65	74	78	80	88	-	100	59
Communes isolées	0	60	33	0	100	100	100	100	86	100	87

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du nombre de communes concernées par la TEOM entre 2014 et 2015

en nombre de communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	21	16	41	5	1	1	0	0	0	0	85
Bourgogne-Franche-Comté	-63	-21	-18	-1	0	-1	0	0	0	0	-104
Bretagne	-5	-7	-14	-3	-2	-5	0	0	0	0	-36
Centre-Val de Loire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Corse	-5	-1	0	0	0	0	0	0	0	-	-6
Grand-Est	5	3	-2	-2	0	0	0	0	0	0	4
Hauts-de-France	2	8	19	1	0	0	0	0	1	0	31
Normandie	-3	-8	0	0	0	1	0	0	0	0	-10
Nouvelle Aquitaine	5	11	-1	-1	0	0	0	0	0	0	14
Occitanie	4	23	26	1	0	0	0	0	0	0	54
Pays de la Loire	0	0	-6	-3	-1	-1	0	0	0	0	-11
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7	0	3	0	0	0	1	1	0	0	12
Métropole hors Île-de-France	-32	24	48	-3	-2	-5	1	1	1	0	33
Île-de-France	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Métropole	-32	24	48	-3	-2	-5	2	1	1	0	34
Outre-mer	0	0	0	0	1	8	6	1	0	0	16
France entière	-32	24	48	-3	-1	3	8	2	1	0	50
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	-2	26	41	1	0	1	1	1	1	0	70
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CC ⁽⁵⁾ à FPU	-7	8	-7	-5	-3	-6	0	0	-	-	-20
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	-23	-10	15	1	1	0	3	0	-	-	-13
Groupelement à FPU	-9	34	34	-4	-3	-5	1	1	1	0	50
Groupelement à fiscalité additionnelle	-23	-10	15	1	1	0	3	0	-	0	-13
Communes isolées	0	0	-1	0	1	8	4	1	0	0	13
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2015											
Groupelement à FA	-14	11	64	11	3	3	0	0	-	0	78
Groupelement à FPU	23	56	63	3	-1	1	2	0	1	0	148
Syndicat	-34	-34	-67	-11	-3	4	6	1	0	-	-138
Commune elle-même	-7	-9	-12	-6	0	-5	0	1	0	0	-38

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les bases par habitant de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2015

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	842	845	945	1 071	1 169	1 202	1 201	1 296	1 343	1 532	1 193
Bourgogne-Franche-Comté	760	749	862	960	945	1 061	1 176	1 270	1 162	1 344	1 033
Bretagne	608	599	758	904	1 026	1 092	1 171	1 224	1 339	1 088	1 041
Centre-Val de Loire	696	650	677	788	749	970	1 059	1 121	1 244	1 269	919
Corse	983	1 000	1 417	1 266	1 157	1 137	2 630	902	1 129	-	1 205
Grand-Est	581	595	762	841	937	1 035	1 032	1 137	1 062	1 226	991
Hauts-de-France	538	536	633	761	817	731	779	887	862	1 074	776
Normandie	574	548	623	913	1 124	962	981	1 096	1 094	1 256	884
Nouvelle Aquitaine	734	708	768	915	1 150	1 157	1 398	1 283	1 319	1 511	1 080
Occitanie	756	740	828	928	1 087	1 170	1 289	1 296	1 272	1 345	1 099
Pays de la Loire	540	503	660	824	1 102	1 003	1 388	1 249	1 180	1 200	1 086
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 132	1 483	1 495	1 406	1 400	1 332	1 441	1 406	1 719	1 262	1 394
Métropole hors Île-de-France	701	682	796	940	1 070	1 096	1 173	1 219	1 266	1 305	1 070
Île-de-France	1 048	1 009	1 105	1 503	1 350	1 473	1 501	1 598	2 010	3 053	1 969
Métropole	705	692	812	976	1 092	1 142	1 238	1 371	1 599	1 792	1 260
Outre-mer	49	-	501	412	668	527	687	789	855	1 172	791
France entière	705	692	811	974	1 087	1 117	1 207	1 334	1 535	1 776	1 243
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	753	709	814	1 015	1 127	1 159	1 261	1 371	1 487	1 367	1 272
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	776	605	948	1 032	1 076	1 129	1 165	1 177	964	1 328	1 218
CC ⁽⁵⁾ à FPU	705	685	776	914	1 008	1 062	1 136	1 014	-	-	907
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	700	699	865	1 045	1 192	1 142	1 157	1 804	-	-	973
Groupelement à FPU	710	688	793	960	1 069	1 122	1 212	1 317	1 427	1 346	1 163
Groupelement à fiscalité additionnelle	700	699	865	1 045	1 179	1 134	1 136	1 677	-	1 162	977
Communes isolées	-	1 467	608	-	1 295	652	1 238	1 478	2 150	3 248	2 612
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2015											
Groupelement à FA	700	697	848	1 035	1 127	1 147	1 167	1 121	-	1 162	942
Groupelement à FPU	713	685	790	951	1 066	1 114	1 193	1 278	1 350	1 350	1 139
Syndicat	631	718	890	1 177	1 015	959	1 095	1 089	1 201	-	1 013
Commune elle-même	968	962	1 312	1 321	1 453	1 275	1 409	1 704	2 057	3 106	2 274

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : le calcul de la base de la TEOM par habitant tient compte uniquement de la population communale concernée.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la TEOM* des communes et de leurs groupements en 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	11,87	11,33	10,05	9,18	8,46	8,20	8,09	7,32	7,51	7,20	8,30
Bourgogne-Franche-Comté	11,38	10,65	9,57	9,05	8,57	8,61	8,26	8,64	9,25	6,40	8,77
Bretagne	9,25	11,70	10,11	9,55	9,29	8,71	7,47	10,67	7,95	5,43	8,37
Centre-Val de Loire	14,17	13,98	13,38	12,04	12,94	10,21	9,70	10,75	8,45	8,76	10,98
Corse	13,25	14,03	12,50	12,23	9,69	13,43	13,95	10,91	19,48	-	13,77
Grand-Est	11,90	11,62	10,28	10,34	9,66	9,43	10,39	10,93	10,10	10,32	10,28
Hauts-de-France	12,77	12,52	12,05	11,97	12,26	12,07	12,27	12,99	13,87	14,09	12,71
Normandie	12,85	13,42	12,44	10,80	10,18	9,55	9,75	9,86	12,15	10,85	10,91
Nouvelle Aquitaine	11,84	11,92	11,98	11,36	10,39	10,55	9,69	9,52	8,71	7,74	10,17
Occitanie	12,63	12,76	12,87	13,02	13,02	12,45	11,48	12,52	11,13	9,98	11,89
Pays de la Loire	9,59	10,71	11,38	10,95	10,39	10,65	10,50	10,70	9,34	9,54	10,24
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11,32	10,91	10,80	10,84	10,75	10,95	11,19	10,29	12,18	14,43	11,99
Métropole hors Île-de-France	12,27	12,19	11,39	10,84	10,48	10,18	10,02	10,06	10,74	10,15	10,50
Île-de-France	9,57	10,68	10,01	8,01	8,32	7,71	7,30	6,30	5,74	6,20	6,45
Métropole	12,22	12,12	11,29	10,56	10,27	9,79	9,37	8,31	7,93	8,28	9,16
Outre-mer	4,73	-	12,32	9,29	13,71	13,50	15,79	13,95	16,40	14,87	14,95
France entière	12,22	12,12	11,29	10,56	10,29	9,86	9,58	8,51	8,34	8,39	9,29
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	11,19	11,15	10,37	9,74	9,64	9,25	9,31	8,48	8,66	9,46	9,04
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	10,08	9,65	9,74	9,38	8,67	9,27	8,89	9,59	12,65	10,25	9,93
CC ⁽⁵⁾ à FPU	12,51	12,45	11,82	11,26	11,23	10,90	10,65	10,19	-	-	11,32
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	12,05	11,96	11,30	10,75	10,58	10,76	10,68	5,24	-	-	10,74
Groupelement à FPU	12,37	12,21	11,29	10,54	10,25	9,78	9,56	8,73	8,97	9,98	9,72
Groupelement à fiscalité additionnelle	12,05	11,96	11,30	10,65	10,44	10,72	10,67	5,95	-	7,33	10,61
Communes isolées	-	19,28	11,67	-	12,72	6,21	6,93	6,69	5,94	6,21	6,23
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2015											
Groupelement à FA	11,99	11,92	11,40	10,79	11,13	10,87	11,39	11,28	-	7,33	11,15
Groupelement à FPU	12,34	12,25	11,32	10,62	10,32	9,87	9,55	8,94	9,18	9,94	9,85
Syndicat	13,46	12,15	10,74	8,60	9,80	8,40	7,45	8,15	7,77	-	8,73
Commune elle-même	11,45	11,62	9,15	8,53	7,17	7,25	9,16	6,67	6,82	6,36	6,72

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la part incitative à la TEOM.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la TEOM* des communes et de leurs groupements en 2015

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	100	96	95	98	99	99	97	95	101	110	99
Bourgogne-Franche-Comté	87	80	82	87	81	91	97	110	108	86	91
Bretagne	56	70	77	86	95	95	87	131	106	59	87
Centre-Val de Loire	99	91	91	95	97	99	103	121	105	111	101
Corse	130	140	177	155	112	153	367	98	220	-	166
Grand-Est	69	69	78	87	91	98	107	124	107	127	102
Hauts-de-France	69	67	76	91	100	88	96	115	120	151	99
Normandie	74	74	77	99	114	92	96	108	133	136	96
Nouvelle Aquitaine	87	84	92	104	120	122	135	122	115	117	110
Occitanie	95	94	106	121	142	146	148	162	142	134	131
Pays de la Loire	52	54	75	90	114	107	146	134	110	114	111
Provence-Alpes-Côte d'Azur	128	162	161	152	150	146	161	145	209	182	167
Métropole hors Île-de-France	86	83	91	102	112	112	118	123	136	132	112
Île-de-France	100	108	111	120	112	114	110	101	115	189	127
Métropole	86	84	92	103	112	112	116	114	127	148	115
Outre-mer	2,3	-	62	38	92	71	108	110	140	174	118
France entière	86	84	92	103	112	110	116	114	128	149	116
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	84	79	84	99	109	107	117	116	129	129	115
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	78	58	92	97	93	105	104	113	122	136	121
CC ⁽⁵⁾ à FPU	88	85	92	103	113	116	121	103	-	-	103
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	84	84	98	112	126	123	124	95	-	-	104
Groupeement à FPU	88	84	90	101	109	110	116	115	128	134	113
Groupeement à fiscalité additionnelle	84	84	98	111	123	122	121	100	-	85	104
Communes isolées	-	283	71	-	165	41	86	99	128	202	163
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2015											
Groupeement à FA	84	83	97	112	125	125	133	126	-	85	105
Groupeement à FPU	88	84	89	101	110	110	114	114	124	134	112
Syndicat	85	87	96	101	100	81	82	89	93	-	89
Commune elle-même	111	112	120	113	104	92	129	114	140	198	153

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la part incitative à la TEOM.

Remarque : le calcul du produit de la TEOM par habitant tient compte uniquement de la population communale concernée.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la TEOM* des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2015	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	10,4	5,9	6,5	5,1	4,7	4,5	3,6	2,3	4,7	2,7	4,3
Bourgogne-Franche-Comté	-9,1	-2,9	-3,2	-0,6	3,2	-0,9	2,2	0,9	1,5	1,9	-0,6
Bretagne	-32,5	-6,0	1,7	0,1	0,4	-6,0	3,8	2,3	2,4	5,1	0,5
Centre-Val de Loire	6,9	1,6	2,5	2,9	2,7	3,0	4,9	1,3	1,7	1,9	2,6
Corse	-0,7	0,3	4,0	3,0	7,9	7,9	5,2	29,7	-4,0	-	3,6
Grand-Est	6,9	4,0	3,7	2,2	4,0	2,4	4,0	3,6	3,3	4,8	3,8
Hauts-de-France	3,3	3,2	4,0	3,6	2,8	2,6	2,4	1,8	4,5	1,6	2,9
Normandie	1,4	2,2	2,6	0,6	-1,2	5,3	2,8	1,6	1,8	1,9	2,1
Nouvelle Aquitaine	3,3	2,9	3,5	2,7	5,4	5,0	3,0	2,1	1,9	1,8	3,2
Occitanie	3,7	5,2	5,3	4,1	1,8	2,9	1,9	3,1	2,3	2,2	3,1
Pays de la Loire	2,3	-0,3	-1,5	-1,7	-2,8	0,1	0,6	3,1	1,4	2,3	0,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,3	3,2	5,3	5,2	6,8	4,9	6,2	9,2	0,6	2,8	4,5
Métropole hors Île-de-France	2,9	3,0	3,7	3,0	3,0	2,9	3,4	3,7	2,0	2,7	3,1
Île-de-France	1,2	2,1	2,0	1,9	2,3	1,2	2,2	3,1	3,1	1,5	2,3
Métropole	2,9	3,0	3,6	2,9	2,9	2,7	3,2	3,5	2,5	2,3	2,9
Outre-mer	1,0	-	5,9	2,9	6,8	9,5	10,8	9,9	11,3	2,7	8,9
France entière	2,9	3,0	3,6	2,9	3,0	2,9	3,6	3,8	3,2	2,3	3,1
Type d'EPCI en 2015											
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	9,6	5,9	4,5	3,4	3,1	3,8	4,1	4,2	3,3	3,0	3,8
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	1,0	0,7	2,4	1,9	3,5	3,3	3,2	2,7	2,2	2,4	2,6
CC ⁽⁵⁾ à FPU	3,1	3,2	3,3	2,9	2,4	1,2	2,0	3,4	-	-	2,6
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,9	2,1	3,7	2,4	3,7	2,6	5,7	-0,6	-	-	3,1
Groupeement à FPU	3,7	3,6	3,6	3,0	2,8	2,8	3,4	3,9	3,2	2,6	3,2
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,9	2,1	3,7	2,4	3,7	2,6	5,4	-0,2	-	2,4	3,1
Communes isolées	-	2,5	-29,7	-	5,4	42,3	7,4	4,8	3,4	1,6	2,4
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2015											
Groupeement à FA	2,2	2,9	5,8	5,8	6,9	5,1	3,5	2,0	-	2,4	4,9
Groupeement à FPU	4,8	4,2	4,2	3,4	3,1	3,4	3,5	3,4	2,6	2,6	3,3
Syndicat	-8,2	-10,1	-24,6	-14,7	-16,0	-4,7	10,5	4,5	-0,4	-	-6,4
Commune elle-même	-23,5	-12,7	-7,2	-20,7	-6,4	-16,1	3,3	6,4	5,0	1,5	2,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la part incitative à la TEOM.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.12 Synthèse de la fiscalité directe locale du secteur communal

La fiscalité directe locale est composée uniquement :

- des taxes « ménages » (TM) : taxe d'habitation (TH) et ses composantes (y compris la TH sur les logements vacants et la majoration des résidences secondaires), Foncier bâti (FB) et non bâti (FnB) ;

- des impôts économiques (IE): cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER) et la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;

- de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Cette liste ne comprend pas la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles, à destination du seul secteur communal, non disponibles dans les fichiers fiscaux transmis par la DGFIP.

Les compensations d'exonération de la fiscalité directe locale sont au titre :

- des taxes « ménages » (TM) : taxe d'habitation (TH), foncier bâti (FB) et non bâti (FnB) ;

- des impôts économiques (IE): cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Les produits et compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale* des communes et de leurs groupements en 2015**

en euros/hab.

Département	Taxes ménages		Impôts économiques		Contributions directes		Fiscalité directe*
	Produit	Compensations	Produit	Compensations	Produit	Compensations	
01 Ain	449,7	17,8	194,2	2,1	643,9	20,0	723,7 (+3,2)
02 Aisne	450,4	33,2	128,7	2,0	579,1	35,2	681,0 (+3,5)
03 Allier	547,6	41,5	149,6	3,3	697,2	44,8	839,3 (+3,5)
04 Alpes-de-Haute-Provence	711,5	27,0	239,7	3,2	951,2	30,2	1 088,6 (+3,6)
05 Hautes-Alpes	775,8	19,8	189,9	2,2	965,7	22,0	1 094,3 (+2,9)
06 Alpes-Maritimes	918,6	41,8	213,2	4,9	1 131,8	46,7	1 382,7 (+4,5)
07 Ardèche	451,4	23,8	192,5	1,8	643,9	25,5	762,7 (+4,4)
08 Ardennes	464,4	25,7	183,5	1,9	647,9	27,6	718,0 (+2,5)
09 Ariège	550,1	28,2	207,3	2,9	757,4	31,1	903,2 (+4,7)
10 Aube	493,4	27,2	202,6	2,4	696,0	29,6	812,0 (+3,7)
11 Aude	714,8	46,1	152,1	2,4	866,9	48,5	1 046,2 (+2,8)
12 Aveyron	487,7	32,2	206,2	2,7	693,9	34,9	817,5 (+3,1)
13 Bouches-du-Rhône	736,2	38,7	209,7	6,4	945,9	45,1	1 140,6 (+4,6)
14 Calvados	546,0	21,4	143,3	2,4	689,2	23,8	809,6 (+3,2)
15 Cantal	557,6	41,9	153,9	2,8	711,4	44,7	829,2 (+3,6)
16 Charente	507,5	30,2	159,4	2,6	666,8	32,8	807,5 (+3,3)
17 Charente-Maritime	635,3	31,1	128,3	2,4	763,7	33,4	869,0 (+3,4)
18 Cher	519,0	29,7	184,3	2,7	703,3	32,5	792,1 (+3,6)
19 Corrèze	534,6	30,5	179,1	3,2	713,7	33,7	834,5 (+3,7)
2A Corse-du-Sud	671,6	43,4	123,0	27,0	794,5	70,4	1 065,8 (+3,7)
2B Haute-Corse	541,1	46,0	101,5	19,9	642,6	65,9	824,1 (+4,8)
21 Côte-d'Or	568,3	21,0	173,0	2,4	741,3	23,4	828,7 (+3,0)
22 Côtes-d'Armor	571,6	37,2	129,5	2,2	701,0	39,4	802,8 (+3,7)
23 Creuse	465,2	40,5	106,1	2,5	571,3	43,0	712,6 (+4,5)
24 Dordogne	531,8	29,8	113,3	1,9	645,1	31,7	778,6 (+3,4)
25 Doubs	516,3	23,4	167,4	2,8	683,8	26,2	729,2 (+3,5)
26 Drôme	560,7	29,8	244,3	2,6	805,0	32,4	928,2 (+3,2)
27 Eure	460,6	18,8	148,4	1,9	608,9	20,7	736,5 (+3,2)
28 Eure-et-Loir	500,9	20,8	160,0	2,1	660,9	22,9	797,0 (+3,1)
29 Finistère	629,2	35,5	128,2	2,3	757,4	37,8	850,5 (+4,0)
30 Gard	632,6	41,8	153,9	3,4	786,5	45,2	970,8 (+3,9)
31 Haute-Garonne	673,5	23,6	252,4	3,6	925,9	27,2	1 061,4 (+5,6)
32 Gers	516,3	38,1	121,7	2,2	638,0	40,3	762,8 (+3,6)
33 Gironde	710,4	26,2	198,0	3,6	908,4	29,7	1 047,3 (+3,4)
34 Hérault	814,6	39,0	172,5	2,8	987,1	41,8	1 189,7 (+2,3)
35 Ille-et-Vilaine	588,0	24,0	168,5	2,3	756,5	26,2	836,4 (+2,7)
36 Indre	480,9	37,2	135,2	3,0	616,0	40,1	716,5 (+4,0)
37 Indre-et-Loire	554,0	27,4	159,2	2,3	713,2	29,8	818,6 (+3,5)
38 Isère	648,9	20,0	227,9	3,5	876,8	23,5	978,9 (+2,7)
39 Jura	458,2	24,5	142,9	1,5	601,1	26,0	684,3 (+4,3)
40 Landes	572,1	27,8	168,1	2,0	740,3	29,8	854,0 (+5,0)
41 Loir-et-Cher	533,3	26,0	181,5	2,5	714,7	28,5	824,3 (+3,1)
42 Loire	561,5	29,7	158,5	3,1	720,0	32,8	828,7 (+3,0)
43 Haute-Loire	481,0	30,3	131,5	1,8	612,5	32,1	727,5 (+4,1)
44 Loire-Atlantique	643,8	23,9	200,5	3,2	844,3	27,1	963,7 (+2,8)
45 Loiret	615,3	21,6	202,1	2,6	817,4	24,2	943,4 (+2,9)
46 Lot	525,4	26,5	141,6	2,2	667,0	28,7	808,9 (+3,8)
47 Lot-et-Garonne	534,9	39,3	138,8	2,2	673,8	41,5	805,5 (+3,4)
48 Lozère	484,5	26,7	111,7	2,7	596,3	29,4	711,2 (+5,3)
49 Maine-et-Loire	546,1	28,3	140,3	2,4	686,4	30,6	775,3 (+3,2)
50 Manche	508,2	29,0	183,2	2,2	691,5	31,1	795,9 (+3,5)
51 Marne	622,6	27,8	171,9	2,8	794,5	30,6	894,6 (+2,9)

Les produits et compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale* des communes et de leurs groupements en 2015** (suite)

en euros/hab.

Département	Taxes ménages		Impôts économiques		Contributions directes		Fiscalité directe*
	Produit	Compensations	Produit	Compensations	Produit	Compensations	
52 Haute-Marne	440,9	23,0	145,4	1,7	586,3	24,6	661,5 (+2,8)
53 Mayenne	516,2	35,4	157,9	2,3	674,0	37,7	744,2 (+2,4)
54 Meurthe-et-Moselle	553,9	25,4	153,7	2,9	707,6	28,3	821,5 (+3,8)
55 Meuse	423,0	26,0	139,6	1,5	562,6	27,5	622,3 (+3,3)
56 Morbihan	607,0	30,4	137,1	1,5	744,0	31,9	856,2 (+3,7)
57 Moselle	417,9	22,6	166,0	2,3	583,9	24,9	687,0 (+4,4)
58 Nièvre	566,4	38,1	123,1	2,6	689,6	40,6	810,6 (+3,5)
59 Nord	520,7	26,9	200,3	5,2	721,0	32,1	856,6 (+3,7)
60 Oise	549,5	20,2	159,1	2,2	708,6	22,4	785,9 (+3,6)
61 Orne	447,1	32,4	110,9	2,0	557,9	34,4	666,1 (+4,3)
62 Pas-de-Calais	526,7	27,4	147,7	2,3	674,4	29,7	759,6 (+3,4)
63 Puy-de-Dôme	584,3	26,3	172,9	2,4	757,2	28,7	899,4 (+3,8)
64 Pyrénées-Atlantiques	603,0	30,7	186,4	2,8	789,4	33,5	935,6 (+4,4)
65 Hautes-Pyrénées	580,1	27,1	191,4	3,5	771,5	30,6	926,1 (+4,2)
66 Pyrénées-Orientales	770,6	44,3	152,3	2,6	922,8	46,9	1 122,1 (+2,7)
67 Bas-Rhin	535,9	17,6	207,0	2,3	742,8	19,9	821,5 (+5,7)
68 Haut-Rhin	469,5	17,2	202,1	2,8	671,5	20,0	763,1 (+3,9)
69 Rhône	659,3	22,5	253,3	4,5	912,5	27,0	1 023,3 (+4,1)
70 Haute-Saône	335,8	19,2	112,1	1,2	447,9	20,4	487,5 (+5,0)
71 Saône-et-Loire	544,2	30,1	149,0	2,6	693,2	32,7	802,0 (+3,6)
72 Sarthe	522,7	24,7	154,8	2,3	677,6	26,9	744,2 (+3,8)
73 Savoie	738,6	19,4	361,6	3,7	1 100,3	23,1	1 264,3 (+4,3)
74 Haute-Savoie	622,6	16,5	209,2	2,4	831,7	19,0	951,5 (+3,8)
76 Seine-Maritime	554,2	25,4	220,9	3,0	775,1	28,4	877,3 (+2,7)
77 Seine-et-Marne	646,9	15,4	207,8	1,9	854,7	17,3	976,4 (+2,5)
78 Yvelines	677,8	14,4	197,8	3,1	875,6	17,5	988,6 (+4,0)
79 Deux-Sèvres	523,5	34,7	153,1	2,3	676,6	37,0	790,0 (+5,1)
80 Somme	542,6	29,3	160,2	2,2	702,8	31,5	803,5 (+3,4)
81 Tarn	497,9	26,8	141,3	2,6	639,2	29,5	760,0 (+3,5)
82 Tarn-et-Garonne	536,4	27,4	206,1	1,8	742,5	29,3	860,1 (+5,0)
83 Var	906,6	34,8	150,0	3,5	1 056,6	38,2	1 276,2 (+4,3)
84 Vaucluse	658,4	36,7	219,2	5,7	877,5	42,4	1 042,3 (+3,9)
85 Vendée	575,8	28,3	165,7	1,7	741,4	30,0	840,7 (+3,7)
86 Vienne	532,6	27,9	163,6	2,2	696,3	30,1	789,6 (+3,0)
87 Haute-Vienne	582,1	34,5	127,3	2,7	709,4	37,2	817,4 (+3,8)
88 Vosges	430,8	23,6	145,7	2,2	576,5	25,8	659,9 (+3,2)
89 Yonne	509,1	26,6	140,1	2,1	649,3	28,7	747,6 (+2,4)
90 Territoire de Belfort	444,5	21,6	154,0	4,1	598,5	25,7	693,8 (+1,4)
91 Essonne	732,2	16,4	205,5	2,7	937,7	19,0	1 065,8 (+2,7)
92 Hauts-de-Seine	764,9	14,4	418,0	3,2	1 182,9	17,6	1 316,5 (+3,8)
93 Seine-Saint-Denis	692,0	26,2	255,0	5,5	947,0	31,7	1 079,7 (+4,5)
94 Val-de-Marne	767,4	21,1	239,2	4,7	1 006,7	25,8	1 136,7 (+4,2)
95 Val-d'Oise	653,8	19,4	158,1	1,8	811,9	21,2	927,8 (+3,3)
Métropole hors Paris	609,1	26,6	189,6	3,2	798,7	29,8	922,1 (+3,7)
75 Paris	606,9	9,4	370,1	5,8	977,0	15,2	1 193,9 (+5,1)
Métropole	609,0	26,0	195,9	3,3	805,0	29,3	931,6 (+3,8)
971 Guadeloupe	432,5	39,2	111,8	10,6	544,3	49,8	741,1 (+6,1)
972 Martinique	481,9	37,7	133,3	10,8	615,2	48,5	795,0 (+6,6)
973 Guyane	238,2	10,0	101,4	7,2	339,6	17,2	416,5 (+5,2)
974 Réunion	453,1	28,3	110,4	16,3	563,5	44,6	742,7 (+4,8)
976 Mayotte	110,6	0,0	23,4	1,8	134,0	1,8	144,2 (+153,5)
Départements d'outre-mer	394,6	27,1	105,0	11,7	499,5	38,8	653,1 (+6,9)
France entière	602,3	26,1	193,0	3,5	795,3	29,6	922,8 (+3,8)
Type d'EPCI en 2015							
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	661,2	28,3	199,8	4,4	861,1	32,8	1 002,0
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	740,5	30,0	230,7	5,2	971,1	35,2	1 127,3
CC ⁽⁵⁾ à FPU	484,2	24,6	151,2	1,8	635,5	26,3	732,9
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	501,1	23,7	156,9	1,9	658,1	25,6	752,6
Groupeement à FPU	615,7	27,4	189,0	3,7	804,7	31,0	933,8
Groupeement à fiscalité additionnelle	507,2	23,9	158,5	2,0	665,6	25,9	761,1
Communes isolées	631,7	13,1	322,9	5,0	954,6	18,1	1 130,8

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la TEOM et hors la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles (non disponibles).

** Hors les produit et compensation du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits et compensations d'exonération de la fiscalité directe locale* des communes et de leurs groupements en 2015**

en millions d'euros

Département	Taxes ménages		Impôts économiques		Contributions directes		Fiscalité directe*	
	Produits	Compensations	Produits	Compensations	Produits	Compensations		
01 Ain	283,2	11,2	122,3	1,3	405,5	12,6	455,8	(+4,6)
02 Aisne	250,2	18,4	71,5	1,1	321,6	19,6	378,2	(+3,4)
03 Allier	193,4	14,6	52,8	1,2	246,3	15,8	296,5	(+3,5)
04 Alpes-de-Haute-Provence	118,3	4,5	39,9	0,5	158,2	5,0	181,1	(+3,8)
05 Hautes-Alpes	112,5	2,9	27,5	0,3	140,0	3,2	158,6	(+3,6)
06 Alpes-Maritimes	1 009,0	45,9	234,2	5,4	1 243,2	51,3	1 518,8	(+4,6)
07 Ardèche	148,1	7,8	63,2	0,6	211,3	8,4	250,3	(+4,7)
08 Ardennes	135,2	7,5	53,4	0,6	188,6	8,0	208,9	(+2,4)
09 Ariège	87,0	4,5	32,8	0,5	119,8	4,9	142,8	(+4,8)
10 Aube	154,9	8,5	63,6	0,8	218,5	9,3	254,9	(+4,2)
11 Aude	266,1	17,2	56,6	0,9	322,7	18,0	389,5	(+3,6)
12 Aveyron	140,4	9,3	59,3	0,8	199,7	10,0	235,3	(+3,3)
13 Bouches-du-Rhône	1 483,3	78,0	422,5	12,9	1 905,7	90,9	2 298,0	(+5,1)
14 Calvados	384,7	15,1	100,9	1,7	485,6	16,8	570,4	(+3,6)
15 Cantal	85,5	6,4	23,6	0,4	109,0	6,9	127,1	(+3,5)
16 Charente	186,1	11,1	58,4	1,0	244,6	12,0	296,2	(+3,6)
17 Charente-Maritime	411,7	20,1	83,2	1,5	494,9	21,7	563,1	(+4,0)
18 Cher	166,1	9,5	59,0	0,9	225,1	10,4	253,5	(+3,7)
19 Corrèze	133,6	7,6	44,7	0,8	178,3	8,4	208,5	(+3,2)
2A Corse-du-Sud	99,3	6,4	18,2	4,0	117,5	10,4	157,5	(+3,4)
2B Haute-Corse	94,0	8,0	17,6	3,5	111,6	11,4	143,1	(+6,1)
21 Côte-d'Or	307,8	11,4	93,7	1,3	401,4	12,6	448,7	(+3,3)
22 Côtes-d'Armor	352,1	22,9	79,8	1,4	431,8	24,3	494,5	(+3,9)
23 Creuse	58,9	5,1	13,4	0,3	72,3	5,4	90,1	(+3,6)
24 Dordogne	228,3	12,8	48,6	0,8	276,9	13,6	334,2	(+3,8)
25 Doubs	281,9	12,8	91,4	1,5	373,3	14,3	398,0	(+3,9)
26 Drôme	283,8	15,1	123,7	1,3	407,5	16,4	469,9	(+3,9)
27 Eure	280,6	11,4	90,4	1,1	371,0	12,6	448,7	(+3,9)
28 Eure-et-Loir	222,1	9,2	71,0	0,9	293,1	10,1	353,5	(+3,5)
29 Finistère	587,0	33,1	119,6	2,2	706,5	35,3	793,4	(+4,1)
30 Gard	469,7	31,0	114,3	2,5	584,0	33,5	720,8	(+5,0)
31 Haute-Garonne	879,7	30,8	329,7	4,7	1 209,3	35,5	1 386,4	(+7,3)
32 Gers	101,7	7,5	24,0	0,4	125,6	7,9	150,2	(+4,0)
33 Gironde	1 076,2	39,6	299,9	5,4	1 376,1	45,1	1 586,6	(+4,9)
34 Hérault	893,6	42,8	189,3	3,1	1 082,9	45,9	1 305,2	(+3,8)
35 Ille-et-Vilaine	609,3	24,9	174,6	2,3	783,8	27,2	866,7	(+3,9)
36 Indre	113,5	8,8	31,9	0,7	145,4	9,5	169,1	(+3,4)
37 Indre-et-Loire	339,2	16,8	97,5	1,4	436,7	18,2	501,2	(+4,0)
38 Isère	813,4	25,1	285,6	4,4	1 099,0	29,5	1 226,9	(+3,5)
39 Jura	124,4	6,7	38,8	0,4	163,2	7,1	185,7	(+4,2)
40 Landes	232,8	11,3	68,4	0,8	301,2	12,1	347,4	(+6,4)
41 Loir-et-Cher	182,5	8,9	62,1	0,9	244,6	9,8	282,1	(+3,2)
42 Loire	433,1	22,9	122,3	2,4	555,4	25,3	639,2	(+3,6)
43 Haute-Loire	112,3	7,1	30,7	0,4	143,0	7,5	169,9	(+4,4)
44 Loire-Atlantique	868,9	32,3	270,6	4,3	1 139,5	36,6	1 300,6	(+4,1)
45 Loiret	419,1	14,7	137,6	1,8	556,7	16,5	642,6	(+3,3)
46 Lot	95,2	4,8	25,7	0,4	120,8	5,2	146,6	(+3,6)
47 Lot-et-Garonne	183,4	13,5	47,6	0,8	231,0	14,2	276,2	(+3,7)
48 Lozère	39,3	2,2	9,1	0,2	48,4	2,4	57,7	(+5,0)
49 Maine-et-Loire	447,5	23,2	114,9	1,9	562,4	25,1	635,2	(+3,8)
50 Manche	263,3	15,0	94,9	1,1	358,2	16,1	412,3	(+3,5)
51 Marne	362,8	16,2	100,2	1,7	463,0	17,8	521,4	(+3,3)

Les produits et compensations d'exonération de la fiscalité directe locale* des communes et de leurs groupements en 2015** (suite)

en millions d'euros

Département	Taxes ménages		Impôts économiques		Contributions directes		Fiscalité directe*	
	Produits	Compensations	Produits	Compensations	Produits	Compensations		
52 Haute-Marne	83,3	4,3	27,5	0,3	110,7	4,7	124,9	(+2,6)
53 Mayenne	164,2	11,3	50,2	0,7	214,5	12,0	236,8	(+2,6)
54 Meurthe-et-Moselle	414,2	19,0	114,9	2,2	529,1	21,2	614,2	(+3,8)
55 Meuse	84,3	5,2	27,8	0,3	112,1	5,5	124,0	(+2,9)
56 Morbihan	458,9	23,0	103,7	1,1	562,6	24,1	647,4	(+4,5)
57 Moselle	446,4	24,2	177,4	2,4	623,8	26,6	734,0	(+4,5)
58 Nièvre	127,1	8,5	27,6	0,6	154,7	9,1	181,9	(+2,8)
59 Nord	1 368,3	70,7	526,5	13,6	1 894,8	84,2	2 251,2	(+4,0)
60 Oise	456,5	16,7	132,2	1,8	588,7	18,6	652,9	(+4,2)
61 Orne	133,9	9,7	33,2	0,6	167,1	10,3	199,5	(+3,9)
62 Pas-de-Calais	785,2	40,8	220,2	3,5	1 005,4	44,2	1 132,4	(+3,4)
63 Puy-de-Dôme	383,0	17,2	113,4	1,6	496,3	18,8	589,5	(+4,3)
64 Pyrénées-Atlantiques	411,6	20,9	127,3	1,9	538,9	22,9	638,7	(+5,1)
65 Hautes-Pyrénées	137,5	6,4	45,4	0,8	182,8	7,3	219,5	(+4,0)
66 Pyrénées-Orientales	359,6	20,7	71,1	1,2	430,7	21,9	523,7	(+3,9)
67 Bas-Rhin	602,6	19,8	232,7	2,6	835,3	22,4	923,7	(+6,2)
68 Haut-Rhin	362,3	13,3	155,9	2,2	518,2	15,5	588,9	(+4,2)
69 Rhône	1 183,9	40,5	454,8	8,0	1 638,6	48,5	1 837,5	(+5,2)
70 Haute-Saône	83,2	4,7	27,8	0,3	111,0	5,0	120,8	(+5,0)
71 Saône-et-Loire	312,4	17,3	85,5	1,5	398,0	18,8	460,4	(+3,4)
72 Sarthe	305,1	14,4	90,4	1,3	395,5	15,7	434,3	(+4,2)
73 Savoie	321,6	8,4	157,4	1,6	479,0	10,1	550,4	(+4,8)
74 Haute-Savoie	485,8	12,9	163,2	1,9	649,0	14,8	742,5	(+5,1)
76 Seine-Maritime	709,4	32,5	282,8	3,8	992,2	36,3	1 122,8	(+2,9)
77 Seine-et-Marne	890,9	21,2	286,1	2,6	1 177,0	23,8	1 344,6	(+3,7)
78 Yvelines	976,2	20,8	284,9	4,4	1 261,1	25,2	1 423,9	(+3,9)
79 Deux-Sèvres	200,6	13,3	58,7	0,9	259,2	14,2	302,7	(+5,2)
80 Somme	316,7	17,1	93,5	1,3	410,3	18,4	469,1	(+3,4)
81 Tarn	194,7	10,5	55,2	1,0	250,0	11,5	297,2	(+3,9)
82 Tarn-et-Garonne	136,0	7,0	52,3	0,5	188,3	7,4	218,1	(+6,0)
83 Var	942,5	36,1	155,9	3,6	1 098,4	39,7	1 326,8	(+5,2)
84 Vaucluse	367,8	20,5	122,4	3,2	490,2	23,7	582,3	(+3,9)
85 Vendée	384,9	18,9	110,8	1,1	495,7	20,0	562,1	(+4,9)
86 Vienne	235,0	12,3	72,2	1,0	307,3	13,3	348,5	(+3,4)
87 Haute-Vienne	223,9	13,3	48,9	1,0	272,8	14,3	314,4	(+3,8)
88 Vosges	168,3	9,2	57,0	0,8	225,3	10,1	257,9	(+2,8)
89 Yonne	179,6	9,4	49,4	0,8	229,0	10,1	263,7	(+2,2)
90 Territoire de Belfort	65,6	3,2	22,7	0,6	88,3	3,8	102,4	(+1,9)
91 Essonne	920,4	20,6	258,4	3,4	1 178,8	23,9	1 339,8	(+3,7)
92 Hauts-de-Seine	1 228,5	23,1	671,4	5,2	1 899,9	28,3	2 114,6	(+4,2)
93 Seine-Saint-Denis	1 073,8	40,7	395,7	8,5	1 469,5	49,2	1 675,4	(+5,1)
94 Val-de-Marne	1 039,8	28,5	324,1	6,4	1 364,0	34,9	1 540,2	(+4,8)
95 Val-d'Oise	787,1	23,3	190,3	2,2	977,5	25,6	1 117,0	(+3,9)
Métropole hors Paris	38 118,2	1 665,8	11 864,9	197,8	49 983,1	1 863,6	57 701,1	(+4,3)
75 Paris	1 375,1	21,2	838,7	13,2	2 213,8	34,5	2 705,2	(+4,7)
Métropole	39 493,3	1 687,0	12 703,6	211,1	52 196,9	1 898,0	60 406,3	(+4,3)
971 Guadeloupe	177,5	16,1	45,9	4,4	223,3	20,4	304,1	(+5,8)
972 Martinique	190,4	14,9	52,7	4,3	243,0	19,2	314,0	(+5,6)
973 Guyane	57,6	2,4	24,5	1,7	82,2	4,2	100,8	(+6,1)
974 Réunion	382,2	23,8	93,1	13,8	475,3	37,6	626,6	(+5,6)
976 Mayotte	24,0	0,0	5,1	0,4	29,1	0,4	31,3	(+153,5)
Départements d'outre-mer	831,7	57,2	221,3	24,6	1 053,0	81,8	1 376,8	(+7,1)
France entière	40 325,0	1 744,2	12 924,9	235,6	53 249,9	1 979,8	61 783,1	(+4,3)
Type d'EPCI en 2015								
CA ⁽¹⁾ ou SAN ⁽²⁾	17 217,2	738,1	5 203,6	115,3	22 420,7	853,5	26 089,8	
CU ⁽³⁾ ou métropole ⁽⁴⁾	7 384,9	299,5	2 300,5	51,9	9 685,4	351,4	11 242,5	
CC ⁽⁵⁾ à FPU	8 872,1	450,3	2 770,9	32,1	11 643,0	482,4	13 427,3	
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	4 301,6	203,4	1 347,0	16,1	5 648,6	219,5	6 460,1	
Groupe à FPU	33 276,2	1 479,2	10 216,1	198,0	43 492,3	1 677,2	50 467,6	
Groupe à fiscalité additionnelle	4 499,5	212,2	1 405,8	17,4	5 905,4	229,5	6 752,1	
Communes isolées	2 549,2	52,8	1 302,9	20,3	3 852,2	73,1	4 563,4	

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la TEOM et hors la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles (non disponibles).

** Hors les produits et compensations du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Annexe 2

Indicateurs de référence des départements

A2.1 Foncier bâti

Les bases nettes d'imposition :

Départements	Bases de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en millions d'€			Evolution en %	
	2013	2014	2015	2013-2014***	2014-2015
01 Ain	722	744	766	+3,1	+2,9
02 Aisne	458	465	476	+1,4	+2,4
03 Allier	355	366	375	+2,9	+2,5
04 Alpes-de-Haute-Provence	230	235	241	+2,4	+2,4
05 Hautes-Alpes	205	210	215	+2,3	+2,4
06 Alpes-Maritimes	1 939	1 980	2 016	+2,1	+1,8
07 Ardèche	323	331	340	+2,6	+2,6
08 Ardennes	255	259	265	+1,7	+2,3
09 Ariège	173	177	182	+2,1	+2,9
10 Aube	303	309	319	+2,0	+3,2
11 Aude	342	351	362	+2,8	+2,9
12 Aveyron	301	308	316	+2,2	+2,7
13 Bouches-du-Rhône	2 260	2 315	2 375	+2,4	+2,6
14 Calvados	680	696	716	+2,4	+2,8
15 Cantal	134	137	140	+2,3	+2,5
16 Charente	340	348	358	+2,4	+3,1
17 Charente-Maritime	684	704	726	+2,8	+3,2
18 Cher	315	319	326	+1,5	+2,2
19 Corrèze	264	270	277	+2,2	+2,5
2A Corse-du-Sud	188	195	209	+3,4	+7,3
2B Haute-Corse	166	173	179	+4,2	+3,4
21 Côte-d'Or	613	624	641	+1,8	+2,7
22 Côtes-d'Armor	520	533	549	+2,6	+3,0
23 Creuse	105	107	110	+2,2	+2,9
24 Dordogne	385	395	405	+2,5	+2,6
25 Doubs	566	580	595	+2,4	+2,6
26 Drôme	634	655	681	+3,3	+3,9
27 Eure	488	501	515	+2,6	+2,9
28 Eure-et-Loir	390	398	408	+2,3	+2,4
29 Finistère	942	965	1 000	+2,4	+3,6
30 Gard	756	773	797	+2,3	+3,1
31 Haute-Garonne	1 536	1 583	1 627	+3,1	+2,7
32 Gers	131	135	139	+3,0	+3,1
33 Gironde	1 699	1 750	1 806	+3,0	+3,2
34 Hérault	1 265	1 303	1 343	+3,0	+3,1
35 Ille-et-Vilaine	947	975	1 007	+2,9	+3,3
36 Indre	208	213	218	+2,4	+2,5
37 Indre-et-Loire	595	608	624	+2,2	+2,6
38 Isère	1 526	1 558	1 596	+2,1	+2,4
39 Jura	263	269	275	+2,1	+2,3
40 Landes	413	425	439	+2,8	+3,3
41 Loir-et-Cher	305	312	319	+2,1	+2,3
42 Loire	825	843	864	+2,2	+2,5
43 Haute-Loire	226	232	238	+2,5	+2,7
44 Loire-Atlantique	1 431	1 477	1 526	+3,2	+3,3
45 Loiret	752	769	789	+2,2	+2,6
46 Lot	181	185	190	+2,4	+2,6
47 Lot-et-Garonne	304	312	321	+2,5	+3,0
48 Lozère	79	82	85	+3,7	+3,4
49 Maine-et-Loire	707	725	750	+2,5	+3,5
50 Manche	501	511	525	+2,0	+2,8
51 Marne	593	604	617	+2,0	+2,1

Départements	Bases de la taxe sur le foncier bâti (suite)				
	Montants en millions d'€			Evolution en %	
	2013	2014	2015	2013-2014***	2014-2015
52 Haute-Marne	147	150	153	+1,7	+2,2
53 Mayenne	239	245	253	+2,4	+3,4
54 Meurthe-et-Moselle	768	785	805	+2,3	+2,6
55 Meuse	158	162	167	+2,5	+2,9
56 Morbihan	786	808	835	+2,8	+3,4
57 Moselle	1 099	1 123	1 148	+2,1	+2,3
58 Nièvre	225	229	234	+1,7	+2,4
59 Nord	2 123	2 167	2 225	+2,1	+2,7
60 Oise	766	786	809	+2,5	+3,0
61 Orne	235	240	247	+2,4	+2,8
62 Pas-de-Calais	1 152	1 181	1 210	+2,5	+2,4
63 Puy-de-Dôme	714	728	749	+1,9	+2,9
64 Pyrénées-Atlantiques	834	857	880	+2,7	+2,8
65 Hautes-Pyrénées	272	277	285	+1,9	+2,6
66 Pyrénées-Orientales	591	607	626	+2,7	+3,1
67 Bas-Rhin	1 295	1 318	1 348	+1,8	+2,3
68 Haut-Rhin	877	896	915	+2,2	+2,2
69 Rhône	2 501	2 555	-	+2,2	-
69M Métropole de Lyon	-	-	2 109	-	+2,7
69D Rhône	-	-	518	-	+3,4
70 Haute-Saône	209	213	219	+2,3	+2,9
71 Saône-et-Loire	546	559	574	+2,4	+2,7
72 Sarthe	506	519	535	+2,7	+3,1
73 Savoie	733	750	770	+2,3	+2,7
74 Haute-Savoie	1 089	1 118	1 155	+2,7	+3,3
76 Seine-Maritime	1 382	1 405	1 432	+1,7	+1,9
77 Seine-et-Marne	1 650	1 686	1 747	+2,1	+3,7
78 Yvelines	2 412	2 454	2 500	+1,7	+1,9
79 Deux-Sèvres	309	318	329	+2,8	+3,4
80 Somme	489	503	514	+2,7	+2,3
81 Tarn	335	343	354	+2,5	+3,1
82 Tarn-et-Garonne	228	234	241	+2,7	+2,8
83 Var	1 574	1 613	1 654	+2,5	+2,6
84 Vaucluse	662	685	705	+3,5	+3,0
85 Vendée	651	672	698	+3,1	+3,9
86 Vienne	395	404	414	+2,3	+2,4
87 Haute-Vienne	402	411	422	+2,3	+2,5
88 Vosges	341	348	357	+2,1	+2,5
89 Yonne	334	340	348	+1,9	+2,5
90 Territoire de Belfort	149	155	161	+4,2	+3,5
91 Essonne	1 852	1 879	1 925	+1,5	+2,5
92 Hauts-de-Seine	4 102	4 191	4 296	+2,2	+2,5
93 Seine-Saint-Denis	2 329	2 367	2 415	+1,7	+2,0
94 Val-de-Marne	2 145	2 186	2 222	+1,9	+1,6
95 Val-d'Oise	1 555	1 588	1 618	+2,1	+1,9
Métropole hors Paris	71 683	73 346	75 300	+2,3	+2,7
75 Paris	7 118	7 193	7 303	+1,1	+1,5
Métropole	78 801	80 539	82 603	+2,2	+2,6
971 Guadeloupe	327	341	354	+4,3	+3,8
972 Martinique	333	342	349	+2,8	+1,9
973 Guyane	110	113	118	+3,0	+4,3
974 Réunion	648	668	695	+3,2	+4,0
976 Mayotte	-	104	107	n.s.	+3,4
Départements d'outre-mer	1 417	1 568	1 623	+3,3	+3,5
France	80 218	82 107	84 226	+2,2	+2,6

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

*** Hors Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Départements	Bases par habitant de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en €/hab.			Evolution en %	
	2013	2014	2015	2013-2014***	2014-2015
01 Ain	1 175	1 198	1 216	+2,0	+1,5
02 Aisne	826	836	857	+1,3	+2,5
03 Allier	1 006	1 036	1 062	+2,9	+2,5
04 Alpes-de-Haute-Provence	1 390	1 416	1 448	+1,8	+2,3
05 Hautes-Alpes	1 442	1 458	1 483	+1,2	+1,7
06 Alpes-Maritimes	1 771	1 803	1 835	+1,8	+1,8
07 Ardèche	995	1 013	1 036	+1,9	+2,3
08 Ardennes	874	890	912	+1,8	+2,5
09 Ariège	1 099	1 120	1 151	+1,9	+2,8
10 Aube	971	990	1 016	+1,9	+2,6
11 Aude	935	951	972	+1,8	+2,1
12 Aveyron	1 045	1 072	1 099	+2,5	+2,5
13 Bouches-du-Rhône	1 130	1 154	1 179	+2,2	+2,1
14 Calvados	972	992	1 016	+2,1	+2,4
15 Cantal	868	892	915	+2,8	+2,7
16 Charente	932	951	977	+2,0	+2,8
17 Charente-Maritime	1 068	1 092	1 120	+2,3	+2,6
18 Cher	985	998	1 020	+1,4	+2,2
19 Corrèze	1 046	1 074	1 107	+2,6	+3,1
2A Corse-du-Sud	1 290	1 314	1 413	+1,8	+7,6
2B Haute-Corse	985	1 011	1 032	+2,6	+2,1
21 Côte-d'Or	1 139	1 155	1 183	+1,5	+2,4
22 Côtes-d'Armor	848	866	891	+2,1	+2,9
23 Creuse	820	840	872	+2,5	+3,7
24 Dordogne	903	923	944	+2,2	+2,3
25 Doubs	1 044	1 066	1 089	+2,2	+2,2
26 Drôme	1 269	1 302	1 344	+2,6	+3,2
27 Eure	809	827	846	+2,3	+2,2
28 Eure-et-Loir	885	902	920	+1,9	+2,0
29 Finistère	1 013	1 036	1 072	+2,2	+3,5
30 Gard	1 041	1 052	1 073	+1,1	+2,0
31 Haute-Garonne	1 211	1 231	1 246	+1,7	+1,2
32 Gers	672	690	708	+2,6	+2,7
33 Gironde	1 148	1 172	1 192	+2,0	+1,7
34 Hérault	1 190	1 205	1 225	+1,3	+1,6
35 Ille-et-Vilaine	933	952	972	+2,1	+2,1
36 Indre	874	898	926	+2,8	+3,1
37 Indre-et-Loire	982	998	1 019	+1,6	+2,1
38 Isère	1 237	1 253	1 273	+1,3	+1,6
39 Jura	969	991	1 014	+2,3	+2,4
40 Landes	1 039	1 058	1 079	+1,8	+2,0
41 Loir-et-Cher	896	912	932	+1,7	+2,2
42 Loire	1 076	1 099	1 120	+2,2	+1,9
43 Haute-Loire	976	996	1 021	+2,0	+2,5
44 Loire-Atlantique	1 086	1 109	1 130	+2,1	+2,0
45 Loiret	1 115	1 133	1 158	+1,7	+2,2
46 Lot	996	1 019	1 047	+2,3	+2,8
47 Lot-et-Garonne	889	912	937	+2,6	+2,7
48 Lozère	974	1 009	1 047	+3,5	+3,7
49 Maine-et-Loire	875	890	915	+1,8	+2,8
50 Manche	969	986	1 014	+1,8	+2,8
51 Marne	1 023	1 041	1 059	+1,8	+1,8

Départements	Bases par habitant de la taxe sur le foncier bâti (suite)				
	Montants en €/hab.			Evolution en %	
	2013	2014	2015	2013-2014***	2014-2015
52 Haute-Marne	770	791	809	+2,7	+2,3
53 Mayenne	753	770	795	+2,2	+3,3
54 Meurthe-et-Moselle	1 028	1 050	1 077	+2,1	+2,6
55 Meuse	790	812	839	+2,7	+3,3
56 Morbihan	1 055	1 077	1 105	+2,1	+2,6
57 Moselle	1 030	1 052	1 075	+2,1	+2,1
58 Nièvre	991	1 013	1 044	+2,2	+3,1
59 Nord	811	827	847	+2,0	+2,3
60 Oise	931	951	974	+2,2	+2,4
61 Orne	779	801	826	+2,8	+3,2
62 Pas-de-Calais	774	792	812	+2,4	+2,4
63 Puy-de-Dôme	1 099	1 115	1 142	+1,4	+2,4
64 Pyrénées-Atlantiques	1 236	1 263	1 289	+2,2	+2,1
65 Hautes-Pyrénées	1 144	1 168	1 201	+2,1	+2,8
66 Pyrénées-Orientales	1 293	1 316	1 341	+1,8	+1,9
67 Bas-Rhin	1 161	1 178	1 199	+1,5	+1,8
68 Haut-Rhin	1 145	1 164	1 186	+1,7	+1,9
69 Rhône	1 424	1 438	-	+1,0	-
69M Métropole de Lyon	-	-	1 566	-	+1,5
69D Rhône	-	-	1 153	-	+2,4
70 Haute-Saône	843	861	885	+2,1	+2,8
71 Saône-et-Loire	949	972	1 000	+2,4	+2,9
72 Sarthe	872	892	917	+2,3	+2,8
73 Savoie	1 709	1 731	1 769	+1,3	+2,2
74 Haute-Savoie	1 431	1 451	1 480	+1,4	+2,0
76 Seine-Maritime	1 083	1 100	1 119	+1,6	+1,7
77 Seine-et-Marne	1 225	1 239	1 269	+1,1	+2,4
78 Yvelines	1 680	1 703	1 736	+1,3	+2,0
79 Deux-Sèvres	812	831	858	+2,3	+3,3
80 Somme	839	861	881	+2,7	+2,3
81 Tarn	864	880	904	+1,8	+2,7
82 Tarn-et-Garonne	919	933	949	+1,5	+1,7
83 Var	1 534	1 565	1 591	+2,1	+1,6
84 Vaucluse	1 192	1 226	1 263	+2,8	+3,0
85 Vendée	996	1 016	1 043	+2,1	+2,7
86 Vienne	901	919	938	+2,0	+2,1
87 Haute-Vienne	1 045	1 069	1 096	+2,3	+2,6
88 Vosges	867	887	913	+2,3	+2,9
89 Yonne	944	962	987	+1,9	+2,6
90 Territoire de Belfort	1 016	1 056	1 088	+3,9	+3,1
91 Essonne	1 501	1 510	1 532	+0,6	+1,4
92 Hauts-de-Seine	2 579	2 618	2 675	+1,5	+2,2
93 Seine-Saint-Denis	1 517	1 534	1 556	+1,1	+1,4
94 Val-de-Marne	1 600	1 623	1 640	+1,5	+1,0
95 Val-d'Oise	1 309	1 326	1 344	+1,3	+1,3
Métropole hors Paris	1 157	1 178	1 203	+1,8	+2,1
75 Paris	3 138	3 162	3 223	+0,8	+1,9
Métropole	1 227	1 248	1 274	+1,7	+2,1
971 Guadeloupe	797	828	862	+3,9	+4,1
972 Martinique	830	857	882	+3,3	+2,9
973 Guyane	475	471	487	-0,7	+3,4
974 Réunion	781	798	824	+2,2	+3,3
976 Mayotte	-	478	495	n.s.	+3,4
Départements d'outre-mer	757	745	770	+4,1	+3,4
France	1 214	1 232	1 258	+0,2	+0,2

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

*** Hors Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les taux d'imposition :

les taux du foncier bâti sont calculés en divisant la somme des produits théoriques (bases*taux) par les bases départementales.

Départements	Taux en %			Evolution en points	
	2013	2014	2015	2013-2014***	2014-2015
01 Ain	13,67	13,85	13,97	+0,18	+0,12
02 Aisne	31,72	31,72	31,72	0,00	0,00
03 Allier	20,08	20,21	20,31	+0,13	+0,10
04 Alpes-de-Haute-Provence	18,96	18,96	18,96	0,00	0,00
05 Hautes-Alpes	20,91	20,91	20,91	0,00	0,00
06 Alpes-Maritimes	12,42	12,42	12,42	0,00	0,00
07 Ardèche	18,78	18,78	18,78	0,00	0,00
08 Ardennes	21,25	21,25	21,25	0,00	0,00
09 Ariège	21,15	21,15	21,15	0,00	0,00
10 Aube	19,42	19,42	19,42	0,00	0,00
11 Aude	30,69	30,69	30,69	0,00	0,00
12 Aveyron	19,41	19,41	19,41	0,00	0,00
13 Bouches-du-Rhône	15,05	15,05	15,05	0,00	0,00
14 Calvados	22,10	22,10	22,10	0,00	0,00
15 Cantal	23,56	23,56	23,56	0,00	0,00
16 Charente	22,89	22,89	22,89	0,00	0,00
17 Charente-Maritime	21,50	21,50	21,50	0,00	0,00
18 Cher	18,22	18,22	18,22	0,00	0,00
19 Corrèze	21,35	21,35	21,35	0,00	0,00
2A Corse-du-Sud	13,79	13,79	13,79	0,00	0,00
2B Haute-Corse	13,43	13,43	13,43	0,00	0,00
21 Côte-d'Or	21,00	21,00	21,00	0,00	0,00
22 Côtes-d'Armor	19,53	19,53	19,53	0,00	0,00
23 Creuse	19,10	19,39	19,39	+0,29	0,00
24 Dordogne	23,45	23,45	23,45	0,00	0,00
25 Doubs	18,08	18,08	18,08	0,00	0,00
26 Drôme	15,51	15,51	15,51	0,00	0,00
27 Eure	20,24	20,24	20,24	0,00	0,00
28 Eure-et-Loir	20,22	20,22	20,22	0,00	0,00
29 Finistère	14,97	14,97	14,97	0,00	0,00
30 Gard	22,41	22,41	22,41	0,00	0,00
31 Haute-Garonne	21,90	21,90	21,90	0,00	0,00
32 Gers	32,86	32,86	32,86	0,00	0,00
33 Gironde	15,33	15,48	16,02	+0,15	+0,54
34 Hérault	21,15	21,15	21,15	0,00	0,00
35 Ille-et-Vilaine	16,90	16,90	16,90	0,00	0,00
36 Indre	16,21	16,21	16,21	0,00	0,00
37 Indre-et-Loire	16,04	16,24	16,48	+0,20	+0,24
38 Isère	15,90	15,90	15,90	0,00	0,00
39 Jura	24,36	24,36	24,36	0,00	0,00
40 Landes	14,06	14,06	14,06	0,00	0,00
41 Loir-et-Cher	19,52	19,52	19,52	0,00	0,00
42 Loire	15,30	15,30	15,30	0,00	0,00
43 Haute-Loire	21,68	21,90	21,90	+0,22	0,00
44 Loire-Atlantique	15,00	15,00	15,00	0,00	0,00
45 Loiret	17,06	17,06	17,06	0,00	0,00
46 Lot	23,05	23,05	23,05	0,00	0,00
47 Lot-et-Garonne	22,63	22,63	22,63	0,00	0,00
48 Lozère	19,36	19,94	19,94	+0,58	0,00
49 Maine-et-Loire	18,84	18,84	19,18	0,00	+0,34
50 Manche	21,42	21,42	21,42	0,00	0,00
51 Marne	14,11	14,11	14,11	0,00	0,00

Départements	Taux en % (suite)			Evolution en points	
	2013	2014	2015	2013-2014***	2014-2015
52 Haute-Marne	23,94	23,94	23,94	0,00	0,00
53 Mayenne	19,86	19,86	19,86	0,00	0,00
54 Meurthe-et-Moselle	17,24	17,24	17,24	0,00	0,00
55 Meuse	25,72	25,72	25,72	0,00	0,00
56 Morbihan	16,84	16,50	16,50	-0,34	0,00
57 Moselle	12,71	12,96	12,96	+0,25	0,00
58 Nièvre	22,30	22,30	22,30	0,00	0,00
59 Nord	17,06	17,06	17,06	0,00	0,00
60 Oise	21,54	21,54	21,54	0,00	0,00
61 Orne	27,07	27,07	27,07	0,00	0,00
62 Pas-de-Calais	20,26	20,26	20,26	0,00	0,00
63 Puy-de-Dôme	20,48	20,48	20,48	0,00	0,00
64 Pyrénées-Atlantiques	13,47	13,47	13,47	0,00	0,00
65 Hautes-Pyrénées	24,69	24,69	24,69	0,00	0,00
66 Pyrénées-Orientales	19,51	19,51	19,51	0,00	0,00
67 Bas-Rhin	11,60	11,60	13,18	0,00	+1,58
68 Haut-Rhin	12,35	12,35	12,47	0,00	+0,12
69 Rhône	11,03	11,03	-	0,00	-
69M Métropole de Lyon	-	-	11,58	-	+0,55
69D Rhône	-	-	11,03	-	0,00
70 Haute-Saône	24,00	24,00	24,00	0,00	0,00
71 Saône-et-Loire	20,08	20,08	20,08	0,00	0,00
72 Sarthe	18,92	19,11	19,30	+0,19	+0,19
73 Savoie	11,03	11,03	11,03	0,00	0,00
74 Haute-Savoie	12,03	12,03	12,03	0,00	0,00
76 Seine-Maritime	25,36	25,36	25,36	0,00	0,00
77 Seine-et-Marne	15,70	15,70	15,70	0,00	0,00
78 Yvelines	7,58	7,58	7,58	0,00	0,00
79 Deux-Sèvres	18,60	18,98	18,98	+0,38	0,00
80 Somme	25,54	25,54	25,54	0,00	0,00
81 Tarn	28,20	28,20	28,20	0,00	0,00
82 Tarn-et-Garonne	28,93	28,93	28,93	0,00	0,00
83 Var	12,46	12,46	14,89	0,00	+2,43
84 Vaucluse	14,41	14,41	14,41	0,00	0,00
85 Vendée	15,12	15,35	15,58	+0,23	+0,23
86 Vienne	14,87	14,87	14,87	0,00	0,00
87 Haute-Vienne	17,43	17,53	17,53	+0,10	0,00
88 Vosges	22,70	22,90	22,90	+0,20	0,00
89 Yonne	20,51	20,51	21,10	0,00	+0,59
90 Territoire de Belfort	16,23	16,23	16,23	0,00	0,00
91 Essonne	12,69	12,69	12,69	0,00	0,00
92 Hauts-de-Seine	7,08	7,08	7,08	0,00	0,00
93 Seine-Saint-Denis	14,88	14,88	14,88	0,00	0,00
94 Val-de-Marne	12,62	12,62	12,62	0,00	0,00
95 Val-d'Oise	13,25	13,25	13,25	0,00	0,00
Métropole hors Paris	16,13	16,15	16,28	+0,02	+0,13
75 Paris	5,13	5,13	5,13	0,00	0,00
Métropole	15,13	15,16	15,29	+0,03	+0,13
971 Guadeloupe	25,27	25,27	25,27	0,00	0,00
972 Martinique	19,49	19,49	19,49	0,00	0,00
973 Guyane	32,92	32,92	32,92	0,00	0,00
974 Réunion	12,94	12,94	12,94	0,00	0,00
976 Mayotte	-	2,58	3,00	n.s.	+0,42
Départements d'outre-mer	18,87	17,80	17,83	0,01	+0,03
France	15,20	15,21	15,34	+0,03	+0,13

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

*** Hors Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits du foncier bâti :

Départements	Produits de la taxe sur le foncier bâti					
	Montants en millions d'€			2014-2015		
	2013	2014	2015	Evolution	Effet base	Effet taux
01 Ain	98,7	103,1	107,0	+3,8	+2,9	+0,9
02 Aisne	145,4	147,5	151,0	+2,4	+2,4	0,0
03 Allier	71,4	73,9	76,2	+3,0	+2,5	+0,5
04 Alpes-de-Haute-Provence	43,5	44,6	45,6	+2,4	+2,4	+0,0
05 Hautes-Alpes	42,9	43,9	45,0	+2,4	+2,4	0,0
06 Alpes-Maritimes	240,8	245,9	250,4	+1,8	+1,8	0,0
07 Ardèche	60,7	62,2	63,9	+2,6	+2,6	0,0
08 Ardennes	54,2	55,1	56,4	+2,3	+2,3	0,0
09 Ariège	36,6	37,4	38,5	+2,9	+2,9	0,0
10 Aube	58,8	60,0	61,9	+3,2	+3,2	0,0
11 Aude	104,9	107,9	111,0	+2,9	+2,9	0,0
12 Aveyron	58,5	59,8	61,4	+2,7	+2,7	0,0
13 Bouches-du-Rhône	340,2	348,3	357,5	+2,6	+2,6	0,0
14 Calvados	150,3	153,9	158,2	+2,8	+2,8	0,0
15 Cantal	31,5	32,2	33,1	+2,5	+2,5	0,0
16 Charente	77,8	79,6	82,1	+3,1	+3,1	0,0
17 Charente-Maritime	147,2	151,3	156,1	+3,2	+3,2	0,0
18 Cher	57,3	58,2	59,5	+2,2	+2,2	0,0
19 Corrèze	56,3	57,6	59,0	+2,5	+2,5	0,0
2A Corse-du-Sud	26,0	26,8	28,8	+7,3	+7,3	0,0
2B Haute-Corse	22,3	23,3	24,1	+3,4	+3,4	0,0
21 Côte-d'Or	128,8	131,1	134,6	+2,7	+2,7	0,0
22 Côtes-D'armor	101,5	104,1	107,2	+3,0	+3,0	0,0
23 Creuse	20,0	20,8	21,4	+2,9	+2,9	0,0
24 Dordogne	90,3	92,6	95,0	+2,6	+2,6	0,0
25 Doubs	102,4	104,8	107,5	+2,6	+2,6	0,0
26 Drôme	98,3	101,6	105,5	+3,9	+3,9	0,0
27 Eure	98,8	101,4	104,3	+2,9	+2,9	0,0
28 Eure-et-Loir	78,8	80,6	82,5	+2,4	+2,4	0,0
29 Finistère	141,0	144,4	149,6	+3,6	+3,6	0,0
30 Gard	169,4	173,2	178,5	+3,1	+3,1	0,0
31 Haute-Garonne	336,4	346,8	356,3	+2,7	+2,7	0,0
32 Gers	43,2	44,5	45,8	+3,1	+3,1	0,0
33 Gironde	260,4	271,0	289,3	+6,8	+3,2	+3,5
34 Hérault	267,5	275,5	284,1	+3,1	+3,1	0,0
35 Ille-et-Vilaine	160,1	164,8	170,2	+3,3	+3,3	0,0
36 Indre	33,7	34,5	35,4	+2,5	+2,5	0,0
37 Indre-et-Loire	95,4	98,7	102,8	+4,2	+2,6	+1,5
38 Isère	242,6	247,7	253,7	+2,4	+2,4	0,0
39 Jura	64,2	65,5	67,1	+2,3	+2,3	0,0
40 Landes	58,1	59,7	61,7	+3,3	+3,3	0,0
41 Loir-et-Cher	59,6	60,8	62,3	+2,3	+2,3	0,0
42 Loire	126,2	129,0	132,2	+2,5	+2,5	0,0
43 Haute-Loire	49,1	50,8	52,2	+2,7	+2,7	0,0
44 Loire-Atlantique	214,7	221,6	228,9	+3,3	+3,3	0,0
45 Loiret	128,3	131,1	134,6	+2,6	+2,6	0,0
46 Lot	41,6	42,6	43,7	+2,6	+2,6	0,0
47 Lot-et-Garonne	68,9	70,6	72,7	+3,0	+3,0	0,0
48 Lozère	15,3	16,4	16,9	+3,4	+3,4	0,0
49 Maine-et-Loire	133,2	136,5	143,9	+5,4	+3,5	+1,8
50 Manche	107,3	109,5	112,5	+2,8	+2,8	0,0
51 Marne	83,6	85,3	87,1	+2,1	+2,1	0,0

Départements	Produits de la taxe sur le foncier bâti (suite)					
	Montants en millions d'€			2014-2015		
	2013	2014	2015	Evolution	Effet base	Effet taux
52 Haute-Marne	35,2	35,8	36,6	+2,2	+2,2	0,0
53 Mayenne	47,4	48,6	50,2	+3,4	+3,4	0,0
54 Meurthe-et-Moselle	132,4	135,4	138,9	+2,6	+2,6	0,0
55 Meuse	40,8	41,8	43,0	+2,9	+2,9	0,0
56 Morbihan	132,3	133,3	137,8	+3,4	+3,4	0,0
57 Moselle	139,7	145,5	148,8	+2,3	+2,3	0,0
58 Nièvre	50,1	51,0	52,2	+2,4	+2,4	0,0
59 Nord	362,2	369,7	379,6	+2,7	+2,7	0,0
60 Oise	165,1	169,2	174,3	+3,0	+3,0	0,0
61 Orne	63,6	65,1	67,0	+2,8	+2,8	0,0
62 Pas-de-Calais	233,5	239,3	245,1	+2,4	+2,4	0,0
63 Puy-de-Dôme	146,3	149,1	153,3	+2,9	+2,9	0,0
64 Pyrénées-Atlantiques	112,4	115,4	118,6	+2,8	+2,8	0,0
65 Hautes-Pyrénées	67,2	68,5	70,3	+2,6	+2,6	0,0
66 Pyrénées-Orientales	115,3	118,5	122,1	+3,1	+3,1	0,0
67 Bas-Rhin	150,2	152,9	177,7	+16,2	+2,3	+13,6
68 Haut-Rhin	108,3	110,6	114,1	+3,1	+2,2	+1,0
69 Rhône	275,8	281,8	-	-	-	-
69M Métropole de Lyon	-	-	244,2	+7,8	+2,7	+5,0
69D Rhône	-	-	57,1	+3,4	+3,4	0,0
70 Haute-Saône	50,0	51,2	52,6	+2,9	+2,9	0,0
71 Saône-et-Loire	109,6	112,2	115,3	+2,7	+2,7	0,0
72 Sarthe	95,6	99,2	103,3	+4,1	+3,1	+1,0
73 Savoie	80,8	82,7	84,9	+2,7	+2,7	0,0
74 Haute-Savoie	131,0	134,5	138,9	+3,3	+3,3	0,0
76 Seine-Maritime	350,4	356,4	363,2	+1,9	+1,9	0,0
77 Seine-et-Marne	259,1	264,6	274,3	+3,7	+3,7	0,0
78 Yvelines	182,8	186,0	189,5	+1,9	+1,9	0,0
79 Deux-Sèvres	57,5	60,3	62,4	+3,4	+3,4	0,0
80 Somme	124,9	128,4	131,4	+2,3	+2,3	0,0
81 Tarn	94,4	96,7	99,7	+3,1	+3,1	0,0
82 Tarn-et-Garonne	66,0	67,8	69,6	+2,8	+2,8	0,0
83 Var	196,1	200,9	246,3	+22,6	+2,6	+19,5
84 Vaucluse	95,4	98,7	101,6	+3,0	+3,0	0,0
85 Vendée	98,5	103,1	108,7	+5,4	+3,9	+1,5
86 Vienne	58,8	60,1	61,5	+2,4	+2,4	0,0
87 Haute-Vienne	70,1	72,1	73,9	+2,5	+2,5	0,0
88 Vosges	77,4	79,7	81,7	+2,5	+2,5	0,0
89 Yonne	68,4	69,7	73,5	+5,5	+2,5	+2,9
90 Territoire de Belfort	24,2	25,2	26,1	+3,5	+3,5	0,0
91 Essonne	235,0	238,4	244,3	+2,5	+2,5	0,0
92 Hauts-de-Seine	290,4	296,7	304,2	+2,5	+2,5	0,0
93 Seine-Saint-Denis	346,5	352,2	359,4	+2,0	+2,0	0,0
94 Val-de-Marne	270,7	275,9	280,4	+1,6	+1,6	0,0
95 Val-d'Oise	206,1	210,4	214,4	+1,9	+1,9	0,0
Métropole hors Paris	11 561,2	11 844,2	12 258,0	+3,5	+2,7	+0,8
75 Paris	365,1	369,0	374,6	+1,5	+1,5	0,0
Métropole	11 926,3	12 213,3	12 632,6	+3,4	+2,7	+0,7
971 Guadeloupe	82,5	86,1	89,4	+3,8	+3,8	0,0
972 Martinique	64,8	66,6	67,9	+1,9	+1,9	0,0
973 Guyane	36,1	37,2	38,8	+4,3	+4,3	0,0
974 Réunion	83,8	86,5	90,0	+4,0	+4,0	0,0
976 Mayotte	-	2,7	3,2	+20,2	+3,4	+16,3
Départements d'outre-mer	267,3	279,1	289,3	+3,7	+3,5	+0,2
France	12 193,6	12 492,4	12 922,0	+3,4	+2,7	+0,7

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Départements	Produits par habitant de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en €/hab.			Evolution en %	
	2013	2014	2015	2013-2014***	2014-2015
01 Ain	160,6	165,9	169,9	+3,3	+2,4
02 Aisne	261,9	265,2	271,8	+1,3	+2,5
03 Allier	202,1	209,4	215,6	+3,6	+3,0
04 Alpes-de-Haute-Provence	263,5	268,4	274,5	+1,8	+2,3
05 Hautes-Alpes	301,4	304,9	310,1	+1,2	+1,7
06 Alpes-Maritimes	220,0	224,0	227,9	+1,8	+1,8
07 Ardèche	186,8	190,3	194,6	+1,9	+2,3
08 Ardennes	185,8	189,1	193,8	+1,8	+2,5
09 Ariège	232,4	236,9	243,4	+1,9	+2,8
10 Aube	188,6	192,2	197,3	+1,9	+2,6
11 Aude	286,8	291,9	298,2	+1,8	+2,1
12 Aveyron	202,9	208,0	213,3	+2,5	+2,5
13 Bouches-du-Rhône	170,0	173,7	177,4	+2,2	+2,1
14 Calvados	214,8	219,2	224,6	+2,1	+2,4
15 Cantal	204,4	210,1	215,7	+2,8	+2,7
16 Charente	213,4	217,6	223,7	+2,0	+2,8
17 Charente-Maritime	229,6	234,8	240,9	+2,3	+2,6
18 Cher	179,4	181,9	185,9	+1,4	+2,2
19 Corrèze	223,4	229,2	236,3	+2,6	+3,1
2A Corse-du-Sud	177,9	181,1	194,9	+1,8	+7,6
2B Haute-Corse	132,3	135,8	138,6	+2,6	+2,1
21 Côte-d'Or	239,1	242,6	248,5	+1,5	+2,4
22 Côtes-d'Armor	165,7	169,2	174,0	+2,1	+2,8
23 Creuse	156,6	162,9	169,0	+4,0	+3,7
24 Dordogne	211,7	216,4	221,4	+2,2	+2,3
25 Doubs	188,7	192,7	197,0	+2,2	+2,2
26 Drôme	196,8	201,9	208,5	+2,6	+3,3
27 Eure	163,7	167,5	171,2	+2,3	+2,2
28 Eure-et-Loir	178,9	182,4	186,0	+1,9	+2,0
29 Finistère	151,7	155,0	160,4	+2,2	+3,5
30 Gard	233,2	235,7	240,5	+1,1	+2,0
31 Haute-Garonne	265,3	269,6	272,8	+1,7	+1,2
32 Gers	220,8	226,6	232,7	+2,6	+2,7
33 Gironde	176,1	181,4	191,0	+3,0	+5,3
34 Hérault	251,7	254,9	259,0	+1,3	+1,6
35 Ille-et-Vilaine	157,7	160,9	164,3	+2,0	+2,1
36 Indre	141,6	145,5	150,0	+2,8	+3,1
37 Indre-et-Loire	157,5	162,1	168,0	+2,9	+3,6
38 Isère	196,7	199,2	202,4	+1,3	+1,6
39 Jura	236,0	241,3	247,1	+2,3	+2,4
40 Landes	146,1	148,7	151,7	+1,8	+2,0
41 Loir-et-Cher	174,9	178,0	181,9	+1,7	+2,2
42 Loire	164,6	168,2	171,4	+2,2	+1,9
43 Haute-Loire	211,7	218,2	223,5	+3,1	+2,5
44 Loire-Atlantique	163,0	166,3	169,6	+2,1	+2,0
45 Loiret	190,1	193,3	197,6	+1,7	+2,2
46 Lot	229,7	234,8	241,4	+2,3	+2,8
47 Lot-et-Garonne	201,1	206,4	212,0	+2,6	+2,7
48 Lozère	188,6	201,2	208,7	+6,6	+3,7
49 Maine-et-Loire	164,8	167,7	175,6	+1,8	+4,7
50 Manche	207,5	211,3	217,1	+1,8	+2,8
51 Marne	144,3	146,9	149,5	+1,8	+1,8

Départements	Produits par habitant de la taxe sur le foncier bâti (suite)				
	Montants en €/hab.			Evolution en %	
	2013	2014	2015	2013-2014***	2014-2015
52 Haute-Marne	184,3	189,3	193,7	+2,7	+2,3
53 Mayenne	149,6	152,9	157,9	+2,2	+3,3
54 Meurthe-et-Moselle	177,3	181,1	185,7	+2,1	+2,6
55 Meuse	203,3	208,8	215,8	+2,7	+3,3
56 Morbihan	177,7	177,7	182,3	-0,0	+2,6
57 Moselle	130,9	136,4	139,3	+4,1	+2,1
58 Nièvre	220,9	225,8	232,8	+2,2	+3,1
59 Nord	138,4	141,1	144,4	+2,0	+2,3
60 Oise	200,4	204,9	209,8	+2,2	+2,4
61 Orne	210,8	216,7	223,6	+2,8	+3,2
62 Pas-de-Calais	156,8	160,6	164,4	+2,4	+2,4
63 Puy-de-Dôme	225,1	228,4	233,9	+1,4	+2,4
64 Pyrénées-Atlantiques	166,5	170,1	173,7	+2,2	+2,1
65 Hautes-Pyrénées	282,4	288,3	296,5	+2,1	+2,8
66 Pyrénées-Orientales	252,2	256,8	261,6	+1,8	+1,9
67 Bas-Rhin	134,7	136,6	158,0	+1,5	+15,6
68 Haut-Rhin	141,4	143,8	147,9	+1,7	+2,8
69 Rhône	157,1	158,7	-	+1,0	-
69M Métropole de Lyon	-	-	181,3	-	+6,6
69D Rhône	-	-	127,1	-	+2,4
70 Haute-Saône	202,4	206,6	212,5	+2,1	+2,8
71 Saône-et-Loire	190,6	195,1	200,8	+2,4	+2,9
72 Sarthe	165,0	170,5	177,0	+3,3	+3,8
73 Savoie	188,5	191,0	195,1	+1,3	+2,2
74 Haute-Savoie	172,1	174,6	178,0	+1,4	+2,0
76 Seine-Maritime	274,6	279,1	283,8	+1,6	+1,7
77 Seine-et-Marne	192,4	194,4	199,2	+1,1	+2,4
78 Yvelines	127,4	129,1	131,6	+1,3	+2,0
79 Deux-Sèvres	151,1	157,7	162,9	+4,4	+3,3
80 Somme	214,2	219,9	225,0	+2,7	+2,3
81 Tarn	243,8	248,2	254,9	+1,8	+2,7
82 Tarn-et-Garonne	265,9	270,0	274,6	+1,5	+1,7
83 Var	191,1	195,0	236,9	+2,1	+21,5
84 Vaucluse	171,8	176,6	181,9	+2,8	+3,0
85 Vendée	150,5	156,0	162,6	+3,6	+4,2
86 Vienne	134,0	136,6	139,5	+2,0	+2,1
87 Haute-Vienne	182,1	187,3	192,1	+2,9	+2,6
88 Vosges	196,9	203,2	209,1	+3,2	+2,9
89 Yonne	193,6	197,3	208,3	+1,9	+5,6
90 Territoire de Belfort	165,0	171,4	176,6	+3,9	+3,1
91 Essonne	190,5	191,6	194,4	+0,6	+1,4
92 Hauts-de-Seine	182,6	185,4	189,4	+1,5	+2,2
93 Seine-Saint-Denis	225,8	228,3	231,6	+1,1	+1,4
94 Val-de-Marne	201,9	204,9	206,9	+1,5	+1,0
95 Val-d'Oise	173,5	175,8	178,0	+1,3	+1,3
Métropole hors Paris	186,7	190,3	195,9	+1,9	+2,9
75 Paris	161,0	162,2	165,3	+0,8	+1,9
Métropole	185,7	189,3	194,8	+1,9	+2,9
971 Guadeloupe	201,4	209,3	217,9	+3,9	+4,1
972 Martinique	161,8	167,1	172,0	+3,3	+2,9
973 Guyane	156,2	155,1	160,4	-0,7	+3,4
974 Réunion	101,0	103,2	106,7	+2,2	+3,3
976 Mayotte	-	12,3	14,8	n.s.	+20,2
Départements d'outre-mer	142,8	132,6	137,3	+2,5	+3,5
France	184,5	187,5	193,0	+1,9	+2,9

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

*** Hors Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A2.2 Impôts économiques

Produits des impôts économiques des départements (IFER et CVAE) en 2014* et 2015**

Départements	Montants en millions d'€						Evolution 2014/2015 en %		
	2014			2015					
	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total
01 Ain	6,9	65,5	72,4	7,0	66,8	73,8	+1,5	+2,0	+2,0
02 Aisne	1,1	40,1	41,2	1,3	40,3	41,7	+25,4	+0,6	+1,2
03 Allier	1,2	27,4	28,6	1,3	28,4	29,7	+7,6	+3,4	+3,6
04 Alpes-de-Haute-Provence	2,3	13,1	15,5	2,3	13,8	16,1	+0,3	+4,7	+4,0
05 Hautes-Alpes	1,2	10,7	11,8	1,2	10,7	11,9	+4,5	+0,3	+0,7
06 Alpes-Maritimes	1,9	123,6	125,5	2,1	130,2	132,3	+10,0	+5,3	+5,4
07 Ardèche	7,2	24,9	32,0	7,3	26,3	33,6	+1,7	+5,8	+4,9
08 Ardennes	6,5	22,3	28,8	6,7	22,2	28,9	+3,0	-0,7	+0,1
09 Ariège	1,2	9,2	10,5	1,2	9,8	11,1	+1,7	+6,3	+5,8
10 Aube	5,3	30,1	35,4	5,4	30,7	36,1	+3,4	+1,9	+2,1
11 Aude	1,4	22,8	24,2	1,6	22,9	24,5	+10,7	+0,7	+1,3
12 Aveyron	4,4	24,4	28,8	4,5	24,8	29,3	+1,3	+1,5	+1,5
13 Bouches-du-Rhône	6,6	231,1	237,7	6,7	227,7	234,4	+1,3	-1,5	-1,4
14 Calvados	1,0	63,5	64,5	1,0	65,5	66,5	+5,1	+3,1	+3,1
15 Cantal	1,8	10,4	12,2	1,9	10,8	12,7	+5,5	+4,2	+4,4
16 Charente	0,7	39,4	40,1	0,8	40,4	41,2	+12,3	+2,4	+2,6
17 Charente-Maritime	0,8	46,3	47,2	1,0	49,8	50,7	+15,3	+7,4	+7,5
18 Cher	4,5	32,2	36,7	4,6	32,4	37,0	+1,4	+0,8	+0,9
19 Corrèze	2,0	20,5	22,5	2,1	21,7	23,8	+3,0	+6,0	+5,8
2A Corse-du-Sud	0,5	12,9	13,3	0,5	13,5	14,0	+3,0	+4,9	+4,8
2B Haute-Corse	0,7	11,1	11,7	0,7	11,4	12,1	+1,9	+3,3	+3,3
21 Côte-d'Or	1,0	58,3	59,3	1,1	60,0	61,1	+10,9	+3,0	+3,2
22 Côtes-d'Armor	1,2	44,0	45,2	1,3	45,9	47,2	+4,5	+4,3	+4,3
23 Creuse	0,5	6,5	6,9	0,5	6,0	6,5	+4,4	-6,8	-6,0
24 Dordogne	0,7	26,1	26,8	0,8	26,3	27,0	+8,3	+0,8	+1,0
25 Doubs	0,7	50,9	51,7	0,8	53,9	54,7	+8,6	+5,8	+5,9
26 Drôme	11,4	61,8	73,3	7,7	65,3	73,0	-32,5	+5,6	-0,4
27 Eure	0,6	57,5	58,2	0,7	61,9	62,5	+6,8	+7,5	+7,5
28 Eure-et-Loir	1,5	44,2	45,8	1,7	44,6	46,3	+10,4	+0,9	+1,2
29 Finistère	2,0	75,3	77,3	2,0	73,5	75,5	+3,5	-2,4	-2,3
30 Gard	3,6	52,5	56,1	3,8	52,2	56,0	+6,0	-0,6	-0,2
31 Haute-Garonne	1,9	195,3	197,2	2,0	188,8	190,8	+6,1	-3,3	-3,2
32 Gers	0,5	12,1	12,6	0,6	12,3	12,8	+17,8	+1,3	+1,9
33 Gironde	7,4	161,7	169,1	7,6	168,0	175,5	+2,5	+3,9	+3,8
34 Hérault	1,7	94,7	96,4	2,0	98,0	100,0	+16,6	+3,5	+3,7
35 Ille-et-Vilaine	1,4	115,8	117,3	1,5	120,6	122,1	+7,3	+4,1	+4,1
36 Indre	0,7	18,5	19,3	0,8	18,8	19,5	+6,9	+1,1	+1,3
37 Indre-et-Loire	6,1	62,2	68,3	6,2	62,8	68,9	+1,9	+0,9	+1,0
38 Isère	10,4	147,2	157,7	10,7	150,6	161,3	+2,1	+2,3	+2,3
39 Jura	1,1	22,1	23,2	1,0	22,1	23,1	-7,1	+0,1	-0,2
40 Landes	1,1	33,3	34,4	1,4	33,6	35,0	+28,6	+0,9	+1,7
41 Loir-et-Cher	3,4	35,0	38,4	3,5	34,6	38,1	+2,3	-1,2	-0,9
42 Loire	0,9	71,8	72,8	1,0	71,5	72,5	+6,0	-0,4	-0,4
43 Haute-Loire	0,7	15,2	15,9	0,7	16,0	16,7	+5,4	+4,8	+4,9
44 Loire-Atlantique	7,0	161,6	168,6	6,4	164,5	170,9	-8,4	+1,8	+1,4
45 Loiret	6,4	86,0	92,4	6,6	89,6	96,2	+1,7	+4,2	+4,1
46 Lot	0,5	12,4	12,9	0,6	12,8	13,4	+12,6	+3,8	+4,1
47 Lot-et-Garonne	0,8	26,8	27,6	1,0	27,1	28,0	+18,4	+1,2	+1,7
48 Lozère	0,5	4,3	4,8	0,5	4,6	5,1	+7,7	+7,3	+7,3
49 Maine-et-Loire	0,9	72,3	73,2	1,2	79,0	80,2	+36,0	+9,3	+9,6
50 Manche	4,6	45,8	50,4	4,8	45,4	50,2	+3,6	-0,7	-0,3
51 Marne	1,6	65,1	66,7	1,8	65,1	66,9	+17,3	-0,1	+0,3

Produits des impôts économiques des départements (IFER et CVAE) en 2014* et 2015** (suite)

Départements	Montants en millions d'€						Evolution 2014/2015 en %		
	2014			2015			IFER	CVAE	Total
	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total			
52 Haute-Marne	1,0	15,3	16,3	1,1	15,9	17,0	+9,4	+4,3	+4,6
53 Mayenne	0,4	31,8	32,2	0,5	33,8	34,2	+12,2	+6,1	+6,2
54 Meurthe-et-Moselle	4,5	60,1	64,7	3,1	63,4	66,5	-31,0	+5,4	+2,8
55 Meuse	1,3	14,0	15,3	1,4	13,9	15,3	+3,5	-0,3	+0,0
56 Morbihan	1,3	61,0	62,3	1,4	63,2	64,5	+7,2	+3,5	+3,6
57 Moselle	13,3	92,4	105,6	13,4	94,5	107,9	+1,3	+2,3	+2,2
58 Nièvre	0,3	15,0	15,3	0,4	15,6	16,0	+17,7	+4,7	+4,9
59 Nord	13,4	264,3	277,7	13,3	283,1	296,4	-0,8	+7,1	+6,7
60 Oise	1,2	78,1	79,3	1,3	77,7	79,0	+5,4	-0,6	-0,5
61 Orne	0,3	22,4	22,7	0,3	22,9	23,3	+7,2	+2,5	+2,6
62 Pas-de-Calais	2,4	108,4	110,8	2,7	109,9	112,6	+11,9	+1,4	+1,6
63 Puy-de-Dôme	1,0	68,8	69,8	1,0	71,2	72,2	+5,4	+3,5	+3,5
64 Pyrénées-Atlantiques	1,4	67,9	69,3	1,5	71,7	73,2	+4,6	+5,5	+5,5
65 Hautes-Pyrénées	1,6	16,9	18,4	1,6	17,8	19,4	+2,3	+5,4	+5,2
66 Pyrénées-Orientales	0,9	31,2	32,1	1,0	32,8	33,8	+12,1	+5,1	+5,3
67 Bas-Rhin	2,1	141,1	143,2	2,2	153,0	155,2	+4,6	+8,4	+8,4
68 Haut-Rhin	4,4	81,7	86,1	4,5	83,7	88,2	+1,7	+2,5	+2,4
69 Rhône	2,1	296,7	298,9	-	-	-	-	-	-
69M Métropole de Lyon	-	-	-	1,6	247,9	249,5	+5,4	+2,1	+2,2
69D Rhône	-	-	-	0,6	55,4	56,1	+8,1	+2,6	+2,7
70 Haute-Saône	0,4	14,7	15,1	0,4	15,8	16,2	+10,2	+7,2	+7,3
71 Saône-et-Loire	1,1	53,1	54,2	0,8	53,2	54,0	-24,5	+0,1	-0,4
72 Sarthe	0,6	54,0	54,7	0,7	56,4	57,1	+9,5	+4,4	+4,5
73 Savoie	6,9	56,6	63,5	7,0	60,5	67,6	+1,9	+7,0	+6,4
74 Haute-Savoie	1,7	89,4	91,1	1,7	96,6	98,3	+4,1	+8,0	+7,9
76 Seine-Maritime	14,5	147,2	161,6	14,7	150,1	164,8	+1,6	+2,0	+2,0
77 Seine-et-Marne	2,7	156,4	159,1	2,8	158,5	161,3	+3,6	+1,3	+1,3
78 Yvelines	4,8	196,3	201,0	4,9	211,1	216,0	+1,8	+7,6	+7,4
79 Deux-Sèvres	0,7	35,9	36,6	0,8	41,3	42,1	+14,3	+15,0	+14,9
80 Somme	2,0	53,6	55,6	2,2	54,2	56,4	+11,0	+1,1	+1,5
81 Tarn	1,4	27,4	28,8	1,4	28,6	30,0	+4,2	+4,4	+4,4
82 Tarn-et-Garonne	4,4	18,2	22,7	4,5	19,7	24,2	+1,7	+8,2	+6,9
83 Var	1,7	75,7	77,4	2,0	78,0	80,0	+18,5	+3,0	+3,3
84 Vaucluse	1,7	54,1	55,8	1,8	57,5	59,3	+3,6	+6,3	+6,3
85 Vendée	1,1	65,8	66,9	1,2	66,0	67,2	+4,2	+0,4	+0,5
86 Vienne	5,2	40,9	46,1	5,3	42,0	47,4	+3,6	+2,7	+2,8
87 Haute-Vienne	0,6	27,3	27,9	0,6	28,8	29,4	+5,6	+5,5	+5,5
88 Vosges	0,6	31,8	32,4	0,7	31,5	32,2	+7,6	-0,8	-0,6
89 Yonne	0,7	28,5	29,2	0,9	28,3	29,2	+32,4	-0,6	+0,2
90 Territoire de Belfort	0,1	17,7	17,8	0,1	13,1	13,2	+7,5	-26,1	-25,8
91 Essonne	0,9	159,4	160,4	1,0	163,3	164,4	+10,7	+2,4	+2,5
92 Hauts-de-Seine	1,5	642,9	644,4	1,5	654,7	656,2	+2,9	+1,8	+1,8
93 Seine-Saint-Denis	1,2	196,8	197,9	1,2	215,6	216,8	+7,2	+9,6	+9,5
94 Val-de-Marne	2,2	188,5	190,7	2,3	198,4	200,7	+4,3	+5,2	+5,2
95 Val-d'Oise	0,8	118,7	119,4	0,8	123,3	124,1	+11,1	+3,9	+3,9
Métropole hors Paris	254,5	6 836,0	7 090,5	257,9	7 049,3	7 307,2	+1,3	+3,1	+3,1
75 Paris	2,8	794,8	797,6	2,9	919,7	922,6	+2,3	+15,7	+15,7
Métropole	257,4	7 630,8	7 888,1	260,8	7 969,0	8 229,8	+1,3	+4,4	+4,3
971 Guadeloupe	0,4	19,0	19,4	0,4	20,2	20,6	-0,7	+6,1	+5,9
972 Martinique	0,3	19,4	19,8	0,3	20,7	21,0	-12,1	+6,7	+6,4
973 Guyane	0,4	8,8	9,1	0,4	8,9	9,3	+6,5	+1,4	+1,7
974 Réunion	1,4	41,2	42,7	1,5	43,2	44,7	+4,1	+4,8	+4,8
976 Mayotte	0,0	0,3	0,3	0,0	1,8	1,8	+65,9	+453,0	+432,8
Départements d'outre-mer	2,6	88,8	91,3	2,6	94,8	97,4	+1,9	+6,8	+6,7
France	259,9	7 719,6	7 979,5	263,4	8 063,8	8 327,2	+1,3	+4,5	+4,4

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Y compris les parts départementales de la métropole de Lyon.

n.s. : non significatif.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des départements en 2015*

en milliers d'euros

Départements	Montants des IFER sur les							Ensemble des IFER
	éoliennes	hydroliennes	centrales nucléaires ou thermiques à flamme	centrales photovoltaïques	barrages hydrauliques	stations radioélectriques	installations de gaz naturel	
01 Ain	0,0	3,8	5 423,7	16,0	766,6	602,4	196,3	7 009
02 Aisne	693,7	0,0	0,0	7,4	0,0	500,2	145,6	1 347
03 Allier	37,5	0,0	627,2	79,8	34,6	362,9	161,4	1 303
04 Alpes-de-Haute-Provence	0,0	0,0	0,0	563,8	1 413,3	298,0	59,1	2 334
05 Hautes-Alpes	0,0	0,0	0,0	56,8	839,6	279,9	27,1	1 203
06 Alpes-Maritimes	1,4	0,0	0,0	16,5	498,1	1 558,9	38,5	2 113
07 Ardèche	195,2	0,0	5 544,9	101,6	1 072,8	347,4	27,5	7 290
08 Ardennes	487,8	0,0	4 545,0	14,6	1 236,8	296,3	117,5	6 698
09 Ariège	0,0	0,0	0,0	57,3	955,7	197,3	35,9	1 246
10 Aube	1 010,2	0,0	3 969,3	48,2	11,0	317,2	88,6	5 445
11 Aude	659,5	0,0	0,0	225,4	125,0	467,2	112,4	1 590
12 Aveyron	444,8	0,0	0,0	199,0	3 368,0	414,6	78,9	4 505
13 Bouches-du-Rhône	84,4	0,0	3 164,8	497,8	239,1	2 231,2	435,4	6 653
14 Calvados	278,2	0,0	0,0	5,3	0,0	572,4	147,0	1 003
15 Cantal	215,9	0,0	0,0	124,0	1 301,9	232,1	7,1	1 881
16 Charente	197,4	0,0	0,0	74,7	3,9	333,0	178,2	787
17 Charente-Maritime	138,8	0,0	0,0	169,6	0,2	543,5	103,9	956
18 Cher	177,5	0,0	3 969,3	31,3	0,9	328,3	76,8	4 584
19 Corrèze	21,0	3,2	0,0	73,2	1 565,3	367,0	52,2	2 082
2A Corse-du-Sud	0,0	0,0	0,0	55,3	100,5	320,6	0,0	476
2B Haute-Corse	39,3	0,0	0,0	144,5	156,1	330,1	0,0	670
21 Côte-d'Or	321,9	0,0	0,0	28,9	3,0	641,0	105,4	1 100
22 Côte-d'Armor	572,6	0,0	0,0	29,3	29,2	565,7	83,5	1 280
23 Creuse	76,3	0,0	0,0	57,3	134,5	164,2	42,9	475
24 Dordogne	0,0	0,0	0,0	18,2	81,2	518,3	159,7	777
25 Doubs	65,4	0,0	0,0	11,1	100,3	569,8	58,1	805
26 Drôme	156,5	0,0	5 544,9	144,0	1 191,9	513,9	172,1	7 723
27 Eure	61,1	0,0	0,0	3,8	22,1	438,0	146,8	672
28 Eure-et-Loir	899,6	0,0	0,0	229,3	0,4	426,8	129,3	1 685
29 Finistère	389,6	0,0	718,1	11,9	11,3	769,0	132,9	2 033
30 Gard	25,1	0,0	2 075,6	417,4	479,7	736,1	96,2	3 830
31 Haute-Garonne	78,3	0,0	0,0	176,3	428,0	1 184,0	165,8	2 032
32 Gers	0,4	0,0	0,0	234,1	2,5	194,4	123,7	555
33 Gironde	0,0	0,0	5 514,6	429,7	5,5	1 405,1	214,5	7 569
34 Hérault	338,8	0,0	0,0	338,7	98,2	1 080,8	98,0	1 955
35 Ille-et-Vilaine	177,2	0,0	0,0	38,1	363,6	817,1	120,6	1 517
36 Indre	277,4	0,0	0,0	35,3	104,1	247,9	111,4	776
37 Indre-et-Loire	0,0	0,0	5 484,3	41,3	0,3	565,2	101,9	6 193
38 Isère	5,9	0,0	4 239,0	52,9	4 933,3	1 160,6	267,7	10 659
39 Jura	0,0	0,0	0,0	1,6	569,7	348,3	102,3	1 022
40 Landes	0,0	0,0	0,0	688,1	3,8	509,4	186,0	1 387
41 Loir-et-Cher	97,1	0,0	2 772,5	14,7	0,9	401,8	189,1	3 476
42 Loire	0,0	0,0	0,0	4,5	214,5	658,7	93,9	972
43 Haute-Loire	151,0	0,0	0,0	103,3	191,6	238,7	28,4	713
44 Loire-Atlantique	411,4	0,0	4 492,0	78,5	0,3	1 175,7	287,6	6 445
45 Loiret	363,3	0,0	5 393,4	5,4	0,4	657,4	136,5	6 556
46 Lot	0,0	0,0	0,0	106,1	205,7	257,4	12,2	581
47 Lot-et-Garonne	0,2	0,0	245,4	269,4	86,6	268,7	80,9	951
48 Lozère	74,3	0,0	0,0	20,4	232,8	172,1	0,0	500
49 Maine-et-Loire	176,9	0,0	240,9	60,1	0,0	653,9	106,7	1 238
50 Manche	264,6	0,0	4 029,9	33,5	22,3	355,8	72,6	4 779
51 Marne	1 007,6	0,0	0,0	65,1	1,0	610,3	164,7	1 849

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des départements en 2015* (suite)

en milliers d'euros

Départements	Montants des IFER sur les							Ensemble des IFER
	éolien- nes	hydro- liennes	centrales nucléaires ou thermiques à flamme	centrales photovol- taïques	barrages hydrauli- ques	stations radioélec- triques	installa- tions de gaz naturel	
52 Haute-Marne	607,1	0,0	0,0	36,3	3,3	337,9	86,8	1 071
53 Mayenne	142,2	0,0	0,0	20,3	7,3	246,8	47,8	464
54 Meurthe-et-Moselle	247,1	6,9	1 424,1	478,9	30,8	709,0	232,1	3 129
55 Meuse	852,4	0,0	0,0	12,3	3,7	346,9	171,1	1 386
56 Morbihan	590,1	0,0	0,0	15,6	13,5	625,3	123,0	1 368
57 Moselle	439,3	21,1	11 592,8	61,0	23,2	1 016,3	295,3	13 449
58 Nièvre	26,8	0,0	0,0	2,1	36,0	264,1	54,6	384
59 Nord	48,0	0,0	10 847,4	23,1	0,3	1 975,0	408,3	13 302
60 Oise	430,3	0,0	0,0	7,7	0,0	660,1	196,7	1 295
61 Orne	5,7	0,0	0,0	4,1	10,5	255,7	64,4	340
62 Pas-de-Calais	1 261,5	0,0	0,0	8,5	0,4	1 161,7	281,1	2 713
63 Puy-de-Dôme	52,3	0,0	0,0	51,5	161,1	658,7	96,2	1 020
64 Pyrénées-Atlantiques	1,0	1,3	0,0	102,4	602,5	663,3	133,1	1 504
65 Hautes-Pyrénées	0,9	0,0	0,0	46,7	1 194,5	288,5	61,8	1 592
66 Pyrénées-Orientales	43,2	0,0	0,0	240,5	184,8	486,7	21,6	977
67 Bas-Rhin	26,2	0,0	0,0	145,2	872,8	958,8	162,7	2 166
68 Haut-Rhin	0,0	0,0	2 666,4	35,0	1 063,2	622,7	117,6	4 505
69 Métropole de Lyon	0,0	0,0	0,0	56,2	176,8	1 343,5	53,3	1 630
69D Rhône	0,8	0,0	0,0	10,5	91,7	435,1	109,5	648
70 Haute-Saône	0,0	0,0	0,0	1,9	6,1	329,3	101,1	438
71 Saône-et-Loire	0,0	0,0	0,0	64,1	4,6	539,0	223,7	831
72 Sarthe	23,9	0,0	0,0	19,1	0,0	491,2	149,7	684
73 Savoie	0,0	0,0	0,0	5,0	6 283,0	679,4	66,1	7 033
74 Haute-Savoie	3,1	0,0	0,0	0,4	823,0	841,1	81,7	1 749
76 Seine-Maritime	468,9	0,0	12 968,4	75,3	0,8	960,0	235,7	14 709
77 Seine-et-Marne	0,5	0,0	1 381,7	1,9	10,0	1 167,5	249,6	2 811
78 Yvelines	0,0	0,0	3 469,4	38,5	14,7	1 123,3	216,0	4 862
79 Deux-Sèvres	380,2	0,0	0,0	53,4	0,0	276,3	62,3	772
80 Somme	1 513,9	0,0	0,0	19,1	0,0	498,2	160,9	2 192
81 Tarn	364,9	0,0	0,0	194,2	459,2	350,8	39,0	1 408
82 Tarn-et-Garonne	0,3	0,0	3 969,3	109,3	137,7	218,1	81,2	4 516
83 Var	8,5	0,0	0,0	496,7	149,8	1 274,5	100,3	2 030
84 Vaucluse	17,3	1,3	0,0	116,8	991,7	531,8	113,9	1 773
85 Vendée	404,8	0,0	0,0	79,8	0,2	545,2	130,8	1 161
86 Vienne	178,5	0,0	4 529,9	113,2	34,1	411,5	74,3	5 341
87 Haute-Vienne	4,7	0,0	0,0	25,7	130,7	403,2	72,6	637
88 Vosges	22,5	5,7	0,0	15,9	24,2	486,8	132,9	688
89 Yonne	180,0	0,0	0,0	206,6	32,6	429,3	66,9	915
90 Territoire de Belfort	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	114,8	29,3	144
91 Essonne	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0	877,8	144,3	1 037
92 Hauts-de-Seine	0,0	0,0	387,8	0,0	0,0	1 111,1	26,8	1 526
93 Seine-Saint-Denis	0,0	0,0	189,4	0,0	0,0	1 013,2	44,3	1 247
94 Val-de-Marne	0,0	0,0	1 428,6	0,0	0,0	836,8	39,3	2 305
95 Val-d'Oise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	725,4	110,6	836
Métropole hors Paris	19 036,7	43,3	122 849,8	9 305,0	36 786,7	58 498,1	11 350,5	257 870
75 Paris	0,0	0,0	0,0	91,1	0,0	2 815,8	7,0	2 914
Métropole	19 036,7	43,3	122 849,8	9 396,2	36 786,7	61 313,9	11 357,5	260 784
971 Guadeloupe	33,0	0,0	97,0	7,0	4,9	245,8	0,0	388
972 Martinique	3,9	0,0	0,0	41,7	5,7	244,9	4,8	301
973 Guyane	0,0	0,0	0,0	63,2	173,7	153,1	0,0	390
974 Réunion	25,5	0,0	278,8	293,3	219,7	675,5	0,0	1 493
976 Mayotte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,3	0,0	29
Départements d'outre-mer	62,4	0,0	375,7	405,1	404,0	1 348,6	4,8	2 601
France	19 099,1	43,3	123 225,6	9 801,3	37 190,7	62 662,5	11 362,3	263 385

* Y compris les parts départementales de la métropole de Lyon.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

A2.3 Compensations d'exonération

Départements	Compensation en 2015* en milliers d'€				
	FB		CVAE		Total
01 Ain	203,2	(-34,1%)	0,3	(-92,7%)	203,5 (-35,0%)
02 Aisne	801,4	(-33,9%)	64,2	(+7,2%)	865,6 (-32,0%)
03 Allier	421,8	(-33,4%)	21,1	(-37,5%)	443,0 (-33,6%)
04 Alpes-de-Haute-Provence	128,1	(-34,1%)	6,3	(-50,4%)	134,4 (-35,1%)
05 Hautes-Alpes	104,3	(-34,5%)	20,3	(-19,8%)	124,6 (-32,5%)
06 Alpes-Maritimes	482,8	(-34,0%)	25,0	(-3,2%)	507,8 (-32,9%)
07 Ardèche	198,4	(-34,4%)	10,3	(+9,6%)	208,7 (-33,1%)
08 Ardennes	319,7	(-32,3%)	11,9	(-21,6%)	331,6 (-32,0%)
09 Ariège	164,7	(-33,6%)	5,9	(-19,6%)	170,6 (-33,2%)
10 Aube	331,6	(-33,5%)	20,9	(-51,2%)	352,5 (-34,9%)
11 Aude	623,9	(-34,5%)	5,9	(-52,2%)	629,8 (-34,7%)
12 Aveyron	365,1	(-33,4%)	26,0	(-6,7%)	391,1 (-32,1%)
13 Bouches-du-Rhône	1 250,7	(-32,6%)	206,5	(+18,4%)	1 457,2 (-28,2%)
14 Calvados	547,1	(-33,9%)	16,3	(+34,3%)	563,4 (-32,9%)
15 Cantal	189,9	(-33,6%)	19,0	(-43,8%)	208,8 (-34,7%)
16 Charente	530,1	(-34,6%)	9,0	(-45,8%)	539,1 (-34,8%)
17 Charente-Maritime	899,7	(-33,8%)	52,8	(+18,8%)	952,5 (-32,1%)
18 Cher	294,9	(-35,7%)	34,2	(-23,9%)	329,0 (-34,7%)
19 Corrèze	277,7	(-34,4%)	12,1	(-58,2%)	289,7 (-35,9%)
2A Corse-du-Sud	65,9	(-31,3%)	6,3	(-35,4%)	72,2 (-31,7%)
2B Haute-Corse	87,3	(-33,1%)	6,0	(+473,0%)	93,3 (-29,1%)
21 Côte-d'Or	456,2	(-34,9%)	22,1	(-42,5%)	478,3 (-35,3%)
22 Côtes-d'Armor	498,3	(-35,1%)	6,2	(+188,7%)	504,5 (-34,5%)
23 Creuse	143,0	(-34,1%)	31,6	(+18,1%)	174,6 (-28,4%)
24 Dordogne	455,7	(-35,3%)	14,8	(-36,7%)	470,5 (-35,3%)
25 Doubs	532,8	(-33,7%)	98,6	(-9,3%)	631,4 (-30,8%)
26 Drôme	438,1	(-34,2%)	50,5	(+7,6%)	488,6 (-31,5%)
27 Eure	399,7	(-35,7%)	38,5	(-12,1%)	438,1 (-34,2%)
28 Eure-et-Loir	393,9	(-35,2%)	2,9	(-78,7%)	396,7 (-36,2%)
29 Finistère	824,6	(-35,2%)	1,2	(+46,2%)	825,8 (-35,1%)
30 Gard	805,4	(-33,4%)	34,3	(+41,9%)	839,7 (-31,9%)
31 Haute-Garonne	992,1	(-34,8%)	112,9	(-3,2%)	1 105,0 (-32,6%)
32 Gers	228,6	(-33,9%)	27,9	(-33,5%)	256,4 (-33,8%)
33 Gironde	965,1	(-34,3%)	109,2	(-18,8%)	1 074,3 (-33,0%)
34 Hérault	1 154,2	(-33,5%)	72,6	(+22,4%)	1 226,8 (-31,7%)
35 Ille-et-Vilaine	633,1	(-34,3%)	0,0	-	633,1 (-34,3%)
36 Indre	266,7	(-34,6%)	25,1	(-47,9%)	291,9 (-36,0%)
37 Indre-et-Loire	423,3	(-34,2%)	12,9	(-47,4%)	436,2 (-34,7%)
38 Isère	818,9	(-33,9%)	23,6	(+31,6%)	842,5 (-33,0%)
39 Jura	351,0	(-35,4%)	2,5	(-94,0%)	353,5 (-39,7%)
40 Landes	219,8	(-32,2%)	43,3	(-32,5%)	263,1 (-32,2%)
41 Loir-et-Cher	303,9	(-34,3%)	26,0	(-22,5%)	329,9 (-33,5%)
42 Loire	405,0	(-36,1%)	12,1	(-19,8%)	417,2 (-35,7%)
43 Haute-Loire	214,5	(-33,0%)	17,7	(-13,1%)	232,2 (-31,8%)
44 Loire-Atlantique	747,0	(-34,2%)	58,3	(+47,5%)	805,2 (-31,4%)
45 Loiret	370,5	(-34,9%)	18,6	(+44,9%)	389,1 (-33,1%)
46 Lot	227,5	(-32,8%)	104,0	(-34,7%)	331,4 (-33,4%)
47 Lot-et-Garonne	480,3	(-34,4%)	11,0	(-41,5%)	491,3 (-34,6%)
48 Lozère	87,8	(-36,2%)	16,5	(-26,8%)	104,3 (-34,9%)
49 Maine-et-Loire	699,4	(-34,4%)	35,5	(+2,1%)	734,9 (-33,2%)
50 Manche	547,7	(-33,8%)	17,9	(+49,3%)	565,6 (-32,6%)
51 Marne	501,2	(-34,8%)	19,8	(-44,4%)	521,0 (-35,2%)

Départements	Compensation en 2015* en milliers d'€ (suite)				
	FB		CVAE		Total
52 Haute-Marne	225,3	(-34,5%)	33,8	(-51,3%)	259,2 (-37,3%)
53 Mayenne	293,1	(-34,1%)	4,1	(-34,0%)	297,2 (-34,1%)
54 Meurthe-et-Moselle	602,3	(-35,4%)	48,3	(+47,0%)	650,6 (-32,6%)
55 Meuse	198,9	(-35,2%)	20,2	(-20,4%)	219,1 (-34,0%)
56 Morbihan	842,2	(-34,1%)	1,2	-	843,5 (-34,0%)
57 Moselle	593,4	(-34,6%)	44,3	(+5,3%)	637,7 (-32,8%)
58 Nièvre	330,5	(-34,8%)	10,2	(-27,4%)	340,7 (-34,6%)
59 Nord	1 476,7	(-33,9%)	349,3	(+60,6%)	1 826,1 (-25,5%)
60 Oise	713,1	(-33,9%)	93,9	(+66,2%)	806,9 (-29,0%)
61 Orne	460,5	(-35,9%)	42,3	(-9,6%)	502,8 (-34,2%)
62 Pas-de-Calais	996,6	(-35,2%)	38,2	(-25,1%)	1 034,8 (-34,8%)
63 Puy-de-Dôme	634,0	(-33,9%)	79,8	(-4,5%)	713,8 (-31,6%)
64 Pyrénées-Atlantiques	508,2	(-33,6%)	16,2	(-24,5%)	524,4 (-33,3%)
65 Hautes-Pyrénées	263,6	(-34,2%)	7,7	(-71,3%)	271,2 (-36,5%)
66 Pyrénées-Orientales	564,7	(-32,2%)	18,3	(+46,6%)	583,0 (-31,0%)
67 Bas-Rhin	438,4	(-34,7%)	35,3	(+44,8%)	473,7 (-31,9%)
68 Haut-Rhin	268,1	(-35,4%)	54,5	(-12,3%)	322,7 (-32,4%)
69M Métropole de Lyon	797,9		131,0		928,9
69D Rhône	122,1		0,2		122,2
70 Haute-Saône	324,8	(-33,9%)	22,5	(+18,3%)	347,3 (-32,0%)
71 Saône-et-Loire	505,9	(-33,9%)	11,3	(-50,3%)	517,2 (-34,4%)
72 Sarthe	507,3	(-34,2%)	48,5	(+9,5%)	555,8 (-31,8%)
73 Savoie	205,1	(-34,2%)	3,4	(-66,9%)	208,5 (-35,2%)
74 Haute-Savoie	198,5	(-35,9%)	0,0	-	198,5 (-35,9%)
76 Seine-Maritime	1 510,6	(-33,6%)	39,5	(-5,0%)	1 550,1 (-33,1%)
77 Seine-et-Marne	660,7	(-34,7%)	32,2	(+7,0%)	692,9 (-33,5%)
78 Yvelines	480,8	(-33,7%)	42,0	(+125,0%)	522,8 (-29,7%)
79 Deux-Sèvres	341,6	(-33,6%)	2,1	(-1,5%)	343,7 (-33,5%)
80 Somme	747,7	(-34,6%)	14,5	(-9,8%)	762,2 (-34,3%)
81 Tarn	545,8	(-34,4%)	7,6	(-37,6%)	553,5 (-34,4%)
82 Tarn-et-Garonne	282,2	(-34,3%)	4,4	(+70,5%)	286,6 (-33,6%)
83 Var	609,3	(-33,2%)	127,5	(+92,8%)	736,9 (-24,7%)
84 Vaucluse	425,9	(-32,7%)	48,2	(+47,5%)	474,0 (-28,8%)
85 Vendée	439,6	(-33,8%)	0,0	-	439,6 (-33,8%)
86 Vienne	302,0	(-35,1%)	16,6	(+27,5%)	318,6 (-33,3%)
87 Haute-Vienne	380,2	(-32,7%)	10,4	(-2,6%)	390,6 (-32,2%)
88 Vosges	318,2	(-34,5%)	2,1	(-49,6%)	320,3 (-34,6%)
89 Yonne	387,9	(-34,6%)	15,5	(-41,6%)	403,5 (-34,9%)
90 Territoire de Belfort	118,4	(-34,3%)	11,5	-	129,8 (-27,9%)
91 Essonne	761,7	(-32,5%)	65,4	(+50,0%)	827,0 (-29,4%)
92 Hauts-de-Seine	656,3	(-33,0%)	0,0	(-100,0%)	656,3 (-33,1%)
93 Seine-Saint-Denis	1 815,0	(-33,8%)	156,1	(+57,3%)	1 971,1 (-30,6%)
94 Val-de-Marne	927,8	(-32,8%)	30,0	(+48,8%)	957,8 (-31,7%)
95 Val-d'Oise	902,2	(-33,8%)	66,1	(+43,7%)	968,3 (-31,3%)
Métropole hors Paris	48 559,0	(-34,0%)	3 454,6	(+1,0%)	52 013,6 (-32,5%)
75 Paris	207,5	(-32,6%)	0,5	(-72,7%)	208,0 (-32,8%)
Métropole	48 766,5	(-34,0%)	3 455,1	(+1,0%)	52 221,6 (-32,5%)
971 Guadeloupe	1 543,2	(-16,0%)	1 872,9	(+3,6%)	3 416,1 (-6,3%)
972 Martinique	1 605,4	(-11,4%)	1 800,0	(-8,3%)	3 405,3 (-9,8%)
973 Guyane	319,1	(-16,1%)	876,1	(+0,4%)	1 195,2 (-4,6%)
974 Réunion	1 816,8	(-9,3%)	6 363,2	(-0,5%)	8 180,0 (-2,6%)
976 Mayotte	0,0	-	714,0	(+80,7%)	714,0 (+80,7%)
Départements d'outre-mer	5 284,5	(-12,4%)	11 626,2	(+1,7%)	16 910,7 (-3,2%)
France	54 051,0	(-32,4%)	15 081,3	(+1,5%)	69 132,2 (-27,1%)

* Y compris les compensations du foncier bâti et la part départementale de la CVAE de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A2.4 Synthèse de la fiscalité directe des départements

La fiscalité directe locale des départements en 2015*

Montants en milliers d'€

Départements	Foncier bâti		Impôts économiques		Total	
	Produit	Compensation	Produits	Compensation		
01 Ain	106 987	203,2	73 835	0,3	181 025	(+3,0%)
02 Aisne	150 963	801,4	41 664	64,2	193 492	(+1,9%)
03 Allier	76 170	421,8	29 656	21,1	106 269	(+2,9%)
04 Alpes-de-Haute-Provence	45 646	128,1	16 096	6,3	61 876	(+2,7%)
05 Hautes-Alpes	44 951	104,3	11 907	20,3	56 982	(+1,9%)
06 Alpes-Maritimes	250 385	482,8	132 264	25,0	383 157	(+3,0%)
07 Ardèche	63 867	198,4	33 604	10,3	97 679	(+3,3%)
08 Ardennes	56 397	319,7	28 876	11,9	85 605	(+1,4%)
09 Ariège	38 498	164,7	11 073	5,9	49 742	(+3,3%)
10 Aube	61 916	331,6	36 118	20,9	98 386	(+2,6%)
11 Aude	111 008	623,9	24 507	5,9	136 145	(+2,3%)
12 Aveyron	61 377	365,1	29 268	26,0	91 036	(+2,1%)
13 Bouches-du-Rhône	357 480	1 250,7	234 390	206,5	593 327	(+0,9%)
14 Calvados	158 223	547,1	66 517	16,3	225 304	(+2,8%)
15 Cantal	33 054	189,9	12 717	19,0	45 979	(+2,8%)
16 Charente	82 053	530,1	41 164	9,0	123 756	(+2,6%)
17 Charente-Maritime	156 105	899,7	50 724	52,8	207 782	(+3,9%)
18 Cher	59 477	294,9	36 995	34,2	96 801	(+1,5%)
19 Corrèze	59 043	277,7	23 813	12,1	83 147	(+3,2%)
2A Corse-du-Sud	28 813	65,9	13 989	6,3	42 875	(+6,4%)
2B Haute-Corse	24 069	87,3	12 103	6,0	36 265	(+3,2%)
21 Côte-d'Or	134 564	456,2	61 142	22,1	196 185	(+2,7%)
22 Côtes-d'Armor	107 214	498,3	47 166	6,2	154 884	(+3,2%)
23 Creuse	21 382	143,0	6 504	31,6	28 061	(+0,4%)
24 Dordogne	95 028	455,7	27 049	14,8	122 548	(+2,0%)
25 Doubs	107 518	532,8	54 682	98,6	162 831	(+3,5%)
26 Drôme	105 550	438,1	73 003	50,5	179 041	(+2,0%)
27 Eure	104 282	399,7	62 526	38,5	167 246	(+4,4%)
28 Eure-et-Loir	82 496	393,9	46 324	2,9	129 217	(+1,8%)
29 Finistère	149 645	824,6	75 543	1,2	226 014	(+1,3%)
30 Gard	178 534	805,4	56 038	34,3	235 411	(+2,1%)
31 Haute-Garonne	356 274	992,1	190 826	112,9	548 205	(+0,5%)
32 Gers	45 818	228,6	12 812	27,9	58 887	(+2,6%)
33 Gironde	289 273	965,1	175 542	109,2	465 889	(+5,5%)
34 Hérault	284 144	1 154,2	99 971	72,6	385 342	(+3,1%)
35 Ille-et-Vilaine	170 215	633,1	122 078	0,0	292 926	(+3,5%)
36 Indre	35 401	266,7	19 530	25,1	55 222	(+1,8%)
37 Indre-et-Loire	102 843	423,3	68 949	12,9	172 228	(+2,7%)
38 Isère	253 726	818,9	161 306	23,6	415 874	(+2,3%)
39 Jura	67 063	351,0	23 118	2,5	90 535	(+1,4%)
40 Landes	61 709	219,8	34 968	43,3	96 941	(+2,6%)
41 Loir-et-Cher	62 261	303,9	38 064	26,0	100 655	(+0,9%)
42 Loire	132 198	405,0	72 489	12,1	205 104	(+1,4%)
43 Haute-Loire	52 193	214,5	16 672	17,7	69 097	(+3,1%)
44 Loire-Atlantique	228 855	747,0	170 934	58,3	400 594	(+2,3%)
45 Loiret	134 597	370,5	96 183	18,6	231 169	(+3,1%)
46 Lot	43 729	227,5	13 406	104,0	57 466	(+2,6%)
47 Lot-et-Garonne	72 702	480,3	28 031	11,0	101 224	(+2,4%)
48 Lozère	16 926	87,8	5 120	16,5	22 150	(+4,0%)
49 Maine-et-Loire	143 850	699,4	80 229	35,5	224 814	(+6,6%)
50 Manche	112 478	547,7	50 200	17,9	163 243	(+1,6%)
51 Marne	87 106	501,2	66 905	19,8	154 532	(+1,1%)

La fiscalité directe locale des départements en 2015* (suite)

Montants en milliers d'€

Départements	Foncier bâti		Impôts économiques		Total	
	Produit	Compensation	Produits	Compensation		
52 Haute-Marne	36 585	225,3	17 006	33,8	53 850	(+2,6%)
53 Mayenne	50 239	293,1	34 239	4,1	84 775	(+4,3%)
54 Meurthe-et-Moselle	138 867	602,3	66 514	48,3	206 032	(+2,5%)
55 Meuse	43 003	198,9	15 308	20,2	58 530	(+2,0%)
56 Morbihan	137 828	842,2	64 521	1,2	203 192	(+3,2%)
57 Moselle	148 793	593,4	107 914	44,3	257 345	(+2,1%)
58 Nièvre	52 237	330,5	16 033	10,2	68 612	(+2,7%)
59 Nord	379 575	1 476,7	296 395	349,3	677 797	(+4,3%)
60 Oise	174 288	713,1	78 960	93,9	254 054	(+1,8%)
61 Orne	66 950	460,5	23 262	42,3	90 715	(+2,5%)
62 Pas-de-Calais	245 145	996,6	112 599	38,2	358 779	(+2,0%)
63 Puy-de-Dôme	153 344	634,0	72 199	79,8	226 256	(+2,9%)
64 Pyrénées-Atlantiques	118 557	508,2	73 178	16,2	192 260	(+3,6%)
65 Hautes-Pyrénées	70 277	263,6	19 398	7,7	89 946	(+3,0%)
66 Pyrénées-Orientales	122 070	564,7	33 814	18,3	156 468	(+3,3%)
67 Bas-Rhin	177 688	438,4	155 192	35,3	333 354	(+12,3%)
68 Haut-Rhin	114 121	268,1	88 228	54,5	202 671	(+2,8%)
69M Métropole de Lyon	244 221	797,9	249 511	131,0	494 661	-
69D Rhône	57 082	122,1	56 086	0,2	113 291	-
70 Haute-Saône	52 646	324,8	16 222	22,5	69 216	(+3,6%)
71 Saône-et-Loire	115 267	505,9	53 993	11,3	169 777	(+1,5%)
72 Sarthe	103 277	507,3	57 098	48,5	160 931	(+4,0%)
73 Savoie	84 934	205,1	67 580	3,4	152 723	(+4,2%)
74 Haute-Savoie	138 918	198,5	98 329	-	237 446	(+5,1%)
76 Seine-Maritime	363 194	1 510,6	164 832	39,5	529 576	(+1,8%)
77 Seine-et-Marne	274 321	660,7	161 281	32,2	436 295	(+2,7%)
78 Yvelines	189 538	480,8	216 005	42,0	406 066	(+4,7%)
79 Deux-Sèvres	62 402	341,6	42 072	2,1	104 818	(+7,6%)
80 Somme	131 359	747,7	56 376	14,5	188 497	(+1,8%)
81 Tarn	99 689	545,8	30 033	7,6	130 275	(+3,1%)
82 Tarn-et-Garonne	69 644	282,2	24 231	4,4	94 162	(+3,6%)
83 Var	246 272	609,3	80 022	127,5	327 030	(+17,1%)
84 Vaucluse	101 634	425,9	59 306	48,2	161 414	(+4,0%)
85 Vendée	108 690	439,6	67 202	-	176 331	(+3,3%)
86 Vienne	61 543	302,0	47 351	16,6	109 213	(+2,4%)
87 Haute-Vienne	73 891	380,2	29 421	10,4	103 703	(+3,1%)
88 Vosges	81 710	318,2	32 206	2,1	114 237	(+1,5%)
89 Yonne	73 492	387,9	29 226	15,5	103 122	(+3,7%)
90 Territoire de Belfort	26 060	118,4	13 240	11,5	39 430	(-8,7%)
91 Essonne	244 328	761,7	164 359	65,4	409 514	(+2,4%)
92 Hauts-de-Seine	304 155	656,3	656 231	-	961 042	(+2,0%)
93 Seine-Saint-Denis	359 376	1 815,0	216 801	156,1	578 148	(+4,6%)
94 Val-de-Marne	280 386	927,8	200 662	30,0	482 006	(+3,0%)
95 Val-d'Oise	214 355	902,2	124 131	66,1	339 454	(+2,5%)
Métropole hors Paris	12 258 008	48 559,0	7 307 159	3 454,6	19 617 181	(+3,2%)
75 Paris	374 630	207,5	922 602	0,5	1 297 441	(+11,2%)
Métropole	12 632 639	48 766,5	8 229 762	3 455,1	20 914 622	(+3,6%)
971 Guadeloupe	89 420	1 543,2	20 582	1 872,9	113 418	(+3,9%)
972 Martinique	67 927	1 605,4	21 042	1 800,0	92 375	(+2,4%)
973 Guyane	38 798	319,1	9 273	876,1	49 266	(+3,6%)
974 Réunion	89 978	1 816,8	44 734	6 363,2	142 892	(+3,9%)
976 Mayotte	3 221	-	1 799	714,0	5 734	(+68,0%)
Départements d'outre-mer	289 345	5 284,5	97 428	11 626,2	403 684	(+4,1%)
France	12 921 984	54 051,0	8 327 190	15 081,3	21 318 306	(+3,7%)

* Y compris les produits et allocations des FB et parts départementales des CVAE et IFER de la métropole de Lyon.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Glossaire

Abattements facultatifs : les communes peuvent décider ou non d'appliquer :

- un abattement général profitant à tous les contribuables, qui peut aller de 1 % à 15 % ;
- un abattement spécial pour les personnes disposant de faibles revenus, dont le taux peut varier de 1 % à 15 % ;
- un abattement de 10 % pour les personnes invalides ou infirmes dans l'impossibilité de subvenir seules à leurs besoins, pour les titulaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité, de l'allocation aux adultes handicapés ou de la carte d'invalidité.

Abattements pour charges de familles : seul abattement obligatoire, son taux peut être fixé de 10 % à 20 % pour les deux premières personnes à charge (enfants et ascendants de plus de 70 ans vivant sous votre toit, sous certaines conditions), puis de 15 % à 25 % pour chacune des personnes à charge suivantes.

Admission en non-valeur : elle concerne les créances dont le recouvrement ne peut être effectué pour cause d'insolvabilité ou d'absence des débiteurs, donc des créances contentieuses non recouvrables. L'apurement d'un titre de recettes non recouvré peut se faire de trois façons : la réduction ou l'annulation du titre lui-même, la remise gracieuse, partielle ou totale, de la dette du débiteur et enfin l'admission en non-valeur.

Bases nettes : bases brutes diminuées des abattements et des bases exonérées.

Compensations : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc des décisions nationales.

Contributions de l'État : somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

Contribution économique territoriale (CET) : composée d'une Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Elle a été créée en 2010 en remplacement de la taxe professionnelle.

Cotisation foncière des entreprises (CFE) : impôt direct perçu à partir de 2011 exclusivement au profit des communes et des EPCI. Elle est due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale qui exercent en France, à titre habituel, une activité professionnelle non salariée. La base d'imposition de la CFE est constituée par la valeur locative (diminuée de 30 % pour les établissements industriels) des seuls biens passibles de taxe foncière dont le redevable avait, pour les besoins de sa profession, la disposition au cours d'une période de référence qui est, en règle générale, l'avant-dernière année civile précédant celle de l'imposition. Le taux de la cotisation est voté par la commune et/ou l'EPCI. Exceptionnellement pour l'année 2010, année transitoire de mise en place de la réforme, l'intégralité de ce produit a été affectée au budget de l'État.

Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : impôt direct perçu à partir de 2011 au profit de toutes les collectivités territoriales. Elle s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la cotisation foncière des entreprises et dont le chiffre d'affaires excède 152 500€. Le taux de la cotisation est théoriquement égal à 1,5 % de la valeur ajoutée. En fait les entreprises acquittent une CVAE calculée d'après un taux effectif d'imposition qui varie selon le montant du chiffre d'affaires. La CVAE est ensuite territorialisée : elle est répartie par commune pour deux tiers au prorata des effectifs que chaque entreprise y emploie et pour un tiers au prorata des valeurs locatives foncières avec un doublement de ces deux éléments de répartition pour les établissements industriels.

Le produit de la CVAE est ensuite réparti à hauteur de 26,5 % pour le secteur communal, 48,5% pour les départements et 25 % pour les régions. La CVAE payée par les entreprises une année donnée est perçue par les collectivités l'année suivante.

Dégrèvements législatifs : prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des taxes votés par les collectivités locales.

Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) : versements de l'État mis en place en 2011 pour compenser la perte nette globale de ressources fiscales de chaque catégorie de collectivités résultant de la réforme fiscale. Pour chaque catégorie de collectivités, le panier de ressources 2010 avant réforme (y compris la compensation relais de la TP) est comparé au panier de ressources 2010 après réforme, ce qui permet de déterminer les collectivités « gagnantes » et « perdantes ». Si la somme algébrique de ces différences dégage une perte nette globale, l'État verse une dotation de compensation de la réforme TP. Elle est ensuite répartie entre les collectivités perdantes de la catégorie de collectivités en cause au prorata de leur poids respectif dans le volume total des pertes enregistrées par l'ensemble des collectivités perdantes dans cette catégorie. Dans le cas contraire, aucune DCRTP n'est versée. Cette DCRTP a donné lieu à plusieurs calculs, avant d'être figée en 2014 à son niveau de 2013 (*annexe 8 OFL 2014, pages 151 et 152*).

Effet base : Evolution du produit liée à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N-1 sur la somme des produits des bases de l'année N-1 par les taux de l'année N-1. L'effet base tient compte des taux, alors que l'évolution des bases (rapport de la somme des bases de l'année N sur la somme des bases de l'année N-1) est insensible aux taux appliqués sur ces bases.

Effet taux : Evolution du produit liée à l'évolution des taux, c'est-à-dire évolution calculée à base constante. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N sur la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N-1.

Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : structures permettant aux communes qui se regroupent de gérer en commun des équipements, des services publics, d'élaborer des projets de développement économique, d'urbanisme ou d'aménagement du territoire à l'échelle plus vaste que celle d'une commune. Ils comprennent les syndicats intercommunaux, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les communautés urbaines, les syndicats d'agglomération nouvelle et les métropoles (hormis la métropole de Lyon, qui est une collectivité à statut particulier).

Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI à FP) : ils comprennent les communautés de communes (CC), les communautés d'agglomération (CA), les communautés urbaines (CU), les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN) et les métropoles (hormis la métropole de Lyon, qui est une collectivité à statut particulier).

Exonérations des bases de la TH : concernent l'ensembles des personnes et/ou établissements définis par les articles 1408-II et 1414-I du CGI ;BOI-IF-TH-10-50 et BOI-IF-TH-10-50-30-30.

Fonds nationaux de garantie individuelle de ressources (FNGIR) : mis en place en 2011, ils ont pour objectif de neutraliser les effets négatifs ou positifs de la réforme fiscale pour chaque collectivité à l'intérieur d'une même catégorie. Autrement dit, ces fonds doivent permettre de garantir pour chaque collectivité le même niveau de ressources avant et après réforme, l'année de sa mise en œuvre. Un fonds de garantie individuelle de ressources est donc institué au sein de chaque catégorie de collectivités (régions, départements et bloc communal). Ces trois fonds sont abondés par prélèvement auprès des collectivités gagnantes de l'excédent constaté entre le panier de ressources avant et après réforme. Ces fonds sont ensuite réattribués aux collectivités

perdantes, qui ont, le cas échéant, déjà bénéficié d'une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP).

Chaque collectivité perdante se voit allouer un reversement à hauteur de sa perte, à laquelle est appliqué un coefficient multiplicateur destiné à assurer l'exacte correspondance entre la somme des prélèvements et le montant global des reversements transitant par le fonds. Ce fonds a donné lieu à plusieurs calculs, avant d'être figé en 2014 à son niveau de 2013 (*annexe 8 OFL 2014, pages 151 et 152*).

Groupements sans fiscalité propre :

- SIVU : syndicats intercommunaux à vocation unique ;
- SIVOM : syndicats intercommunaux à vocation multiple ;
- SM fermé : syndicats mixtes fermés (qui associe, sauf exception prévue par l'article L5711-4, uniquement des communes et des EPCI) ;
- SM ouvert : syndicats mixtes ouverts (incluant différents échelons de collectivités territoriales ou des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie) ;
- Pôles métropolitains : regroupements d'EPCI à fiscalité propre dont au moins un comptant plus de 100 000 habitants (ou 50 000 habitants s'il est limitrophe d'un État étranger).

Pour constituer son budget, un syndicat ne peut pas recourir à l'impôt. Il ne dispose d'aucun pouvoir fiscal (pas de vote des taux, pas de pouvoir d'exonération). Son budget est financé par les contributions des communes adhérentes, qui constituent pour ces dernières une dépense obligatoire. Selon les statuts du syndicat, les ressources peuvent être budgétées par les communes ou prélevées directement sur les ressources fiscales des communes.

Dans le premier cas, on parle alors de contributions budgétaires : les sommes dues sont votées avec le budget communal ; la commune verse sa contribution en tant que dépense de fonctionnement.

Dans le second cas on parle de contributions fiscalisées : le contribuable acquitte un supplément de fiscalité au profit du syndicat dont le taux apparaît distinctement sur l'avis d'imposition. Le calcul des contributions est alors effectué directement par les services fiscaux, à partir de la clef de répartition déterminée par le syndicat entre taxes foncières, taxe d'habitation et cotisation foncière des entreprises proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes procurerait à la commune si l'on appliquait les taux de l'année précédente aux bases de l'année d'imposition.

Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) : instaurée à compter de 2010, au profit des collectivités territoriales et de l'établissement public « Société du Grand Paris », l'IFER s'applique à neuf catégories de biens (composantes de l'IFER) :

- les « éoliennes » et les « hydroliennes » ;
- les installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme ;
- les installations de production d'électricité d'origine photovoltaïque ou hydraulique ;
- les transformateurs électriques ;
- les stations radioélectriques ;
- les installations d'acheminement et de stockage du gaz naturel ;
- le matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs ;
- le matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs d'Ile-de-France pour des opérations de transport de voyageurs. Le produit de cette composante de l'IFER est affecté à l'établissement public « Société du Grand Paris » ;
- les répartiteurs principaux de téléphonie.

Chaque catégorie d'installations fait l'objet de règles d'assiette, de calcul de l'imposition et de répartition du produit selon les destinataires spécifiques.

Exceptionnellement pour l'année 2010, année transitoire de mise en place de la réforme, l'intégralité de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) a été affectée au budget de l'État.

Impôts économiques : sont regroupées sous cette appellation la contribution économique territoriale, composée de la cotisation foncière des entreprises et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux et la taxe sur les surfaces commerciales. Ce sont des impôts dont les redevables sont les entreprises.

Majoration de 20 % de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires : Afin d'inciter à l'affectation des locaux d'habitation à la résidence principale de leurs occupants dans les zones où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, l'article 31 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 a institué la possibilité pour les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au premier alinéa du I de l'article 232 du code général des impôts (CGI) de majorer de 20 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

Les personnes contraintes de disposer d'un deuxième logement proche de l'endroit où elles exercent leur activité professionnelle bénéficient d'un dégrèvement. Il en est de même des personnes de condition modeste qui s'installent durablement dans une maison de retraite ou un établissement de soins de longue durée et qui bénéficient, pour leur ancienne résidence principale, en application de l'article 1391 B bis du CGI ou de l'article 1414 B du CGI, du maintien des allègements de taxe foncière ou de taxe d'habitation ainsi que, plus généralement, de toute autre personne établissant qu'elle ne peut, pour une cause étrangère à sa volonté, affecter son logement à un usage d'habitation principale.

Cette majoration de taxe d'habitation est codifiée à l'article 1407 ter du CGI et peut être instituée à compter de 2015.

Part des recettes fiscales prises en charge par l'État : pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe, c'est à dire la somme des produits votés et des compensations.

Régime fiscal des groupements à fiscalité propre (EPCI à FP) :

Chaque groupement peut bénéficier de l'un des 2 régimes fiscaux suivants :

- **FPU** : un groupement à FPU se substitue à ses communes membres pour la perception des produits économiques (CFE, CVAE, IFER et TASCOT) et de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti sur l'ensemble du territoire de ses communes membres. Il reçoit aussi d'office, depuis la réforme de TP, un produit intercommunal de taxe d'habitation et de taxe sur le foncier non bâti, taxes sur lesquelles il a un pouvoir de taux et peut décider de percevoir un produit intercommunal de taxe sur le foncier bâti.
- **FA** : un groupement à FA ne se substitue pas à ses communes membres en dehors du cas particulier où il opte pour un régime de fiscalité de zone d'activité économique et/ou de zone de développement éolien. Au titre des 3 taxes « ménages » (TH, FB et FNB), il peut percevoir des produits "additionnels" aux produits communaux, mais, contrairement au groupement à FPU, il n'est pas destinataire du produit de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti qui reste perçu par ses communes membres. Concernant les impôts économiques, il perçoit aussi des produits "additionnels" sur l'ensemble du territoire de ses communes membres en dehors d'une éventuelle zone d'activité économique (ZAE) et/ou zone de développement éolien (ZDE). Sur la ZAE, il perçoit alors l'intégralité de la CFE, de la CVAE et de la TASCOT. Sur la ZDE, il est destinataire de la CFE et de l'IFER sur éoliennes. Il vote un taux particulier de CFE sur chacune de ces deux zones très différent du taux de CFE hors zone.

Taux moyen : taux de prélèvement moyen calculé comme le rapport entre richesse prélevée (produits perçus) et richesse imposable (montant des bases). Il est sensible à la variation des bases imposables et à la variation des taux votés.

Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité : rapport de la somme des produits pour une taxe donnée et pour les collectivités d'un type donné sur la somme des bases nettes. Ce taux permet ainsi aux collectivités de se situer par rapport à la moyenne nationale.

Taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) : elle s'applique aux logements situés dans les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 200 000 habitants où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements. La liste des communes est fixée tous les ans par décret. Cette liste a été élaborée sur la base de trois indicateurs permettant d'apprécier, sur l'ensemble du parc résidentiel existant, un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements : le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social.

Sont exclus du dispositif les logements détenus par les organismes HLM et SEM et destinés à être attribués sous conditions de ressources. La TLV est due par toute personne, physique ou morale, qui a la qualité de propriétaire, d'usufruitier, de preneur à bail à construction ou à réhabilitation, ou d'emphytéote. Sont concernés par cette taxe les locaux à usage d'habitation vacants depuis deux années consécutives, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Il s'agit donc de logements qui ne sont pas soumis à la taxe d'habitation. **Le produit de cette taxe est versé à l'Agence Nationale de l'Habitat** (antérieurement dénommée Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat).

Remarque : la loi de finances pour 2013 a prévu l'abaissement du seuil de zone d'urbanisation continue à 50 000 habitants au lieu de 200 000, et a ramené la durée de la vacance déclenchant l'application de la taxe de 2 à 1 année. D'autre part, si le taux applicable à la valeur locative du logement la 1^{ère} année d'imposition restera inchangé (12,5 %), celui applicable dès la 2^{ème} année sera porté à 25 % (au lieu de 15 % la deuxième année et 20 % à partir de la troisième année).

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) : impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. La TEOM est établie au nom des propriétaires ou usufruitiers. Elle est dépourvue de tout lien avec la qualité d'occupant du local mais peut être répercutée par les propriétaires sur leurs locataires. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM n'a pas de lien direct avec le coût réel du service ou le service rendu à l'utilisateur.

A partir de 2014, certaines collectivités ont mis en œuvre une part incitative à la TEOM. Elle a pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages en permettant de compléter l'assiette de la TEOM par une partie calculée en fonction du volume, du poids, du nombre d'enlèvements ou, le cas échéant, à titre transitoire pendant cinq ans, du nombre de personnes composant le foyer.

Taxe d'habitation (TH) : impôt direct perçu depuis 2011 uniquement au profit des communes et de leurs groupements. Elle est due par l'occupant au 1^{er} janvier de l'année d'imposition d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité : propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit. Le produit de la taxe d'habitation indiqué dans ce guide peut inclure le produit de la taxe d'habitation des logements vacants.

Taxe d'habitation des logements vacants (THLV) : impôt direct facultatif. Depuis 2007, sous réserve que la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) (voir ci-dessus) ne soit pas applicable sur leur territoire, les communes peuvent assujettir à la taxe d'habitation des logements vacants (THLV) depuis plus de 5 ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. A compter de 2012, ce dispositif est étendu aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre lorsqu'ils remplissent certaines conditions.

Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) : impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes, de leurs groupements et des départements. Elle est due par le propriétaire d'immeuble au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 50 %.

Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) : impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes et de leurs groupements. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

Taxe additionnelle au foncier non bâti (TaddFNB) : impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes et de leurs groupements qui correspond au transfert des parts départementale et régionale du non bâti vers le secteur communal. Le taux de cette taxe est figé. Le produit de cette taxe ne peut donc évoluer qu'en fonction de l'évolution des bases.

Taxes « ménages » : sont regroupées sous cette appellation les taxes d'habitation et les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties car ce sont essentiellement les ménages qui en sont redevables, par opposition aux impôts économiques qui touchent essentiellement les entreprises.

Taxe professionnelle (TP) : supprimée à compter du 1^{er} janvier 2010.

Valeurs locatives brutes : valeur de l'ensemble des bases de la collectivité avant les abattements de taxe d'habitation et les diverses exonérations.

Valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties : elles constituent l'essentiel des bases brutes des taxes d'habitation et foncières, y compris la CFE. A la date de la révision foncière (pour les propriétés bâties : 1970, pour les propriétés non bâties : 1961 en métropole et 1975 dans les DOM), elles correspondaient au loyer annuel théorique que devait produire chaque propriété aux conditions du marché. Pour tenir compte de l'inflation et de l'évolution générale des loyers, elles ont fait l'objet d'une actualisation par département en 1980 et, après 1980, de revalorisations annuelles nationales.

Annoncée en 2009 au cours du débat sur la réforme de la taxe professionnelle, et répondant à une demande forte des parlementaires et des élus locaux, la réforme des valeurs locatives cadastrales a été initiée par le gouvernement fin 2010. La loi de finances rectificative du 29 décembre 2010 a fixé le cadre et le contenu de cette réforme. Les valeurs locatives seront assises sur des valeurs calculées à partir des loyers réellement constatés. Une expérimentation, centrée sur les locaux commerciaux et les locaux professionnels des professions libérales de cinq départements a été menée en 2011.